

Mobutu

DU MÊME AUTEUR

Dictionnaire Victor Hugo, Perrin, 2014.

Mauritanie, avec Jacques Sierpinski, Les Imaginayres, 2001.

Les Héros de l'an mil, Seuil, 2000.

Deux vérités en face, avec Hamadi Essid et Théo Klein, Lieu Commun, 1988.

L'Afrique déboussolée, avec Christian Casteran, Plon, 1978.

Jean-Pierre Langellier

MOBUTU

PERRIN

www.editions-perrin.fr

© Perrin, un département d'Edi8, 2017

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.editions-perrin.fr

ISBN : 978-2-262-04953-9

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'Auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Sous le signe du léopard

En 1940, au cœur de l'Afrique, le jeune Joseph-Désiré marche en forêt à côté de son grand-père quand surgit un léopard, prêt à l'attaque. Âgé de 10 ans, l'enfant se réfugie, effrayé, dans les bras de l'aïeul qui maugrée : « Tu n'es pas un homme ! » Vexé, le garçonnet se ressaisit, jette sa lance au front du fauve, qui recule, gravement blessé. Il scelle ensuite son triomphe en allant récupérer l'arme plantée dans l'animal et ajoute à l'adresse du vieux, ravi de l'audace : « Je crois que maintenant, je n'aurai plus peur de rien ! »

Ce glorieux exploit de jeunesse, sans doute apocryphe, est le premier temps fort d'une biographie illustrée, fort immodeste, intitulée *Il était une fois Mobutu*. Le dictateur la fera diffuser massivement dans les villages du Zaïre, en 1977, à l'apogée de son règne¹. Les deux cent cinquante images d'Épinal, agressivement colorisées, de cette longue bande dessinée égrenent ses exploits guerriers, ses intuitions politiques et ses vertus morales. Intelligence, puissance, courage : les attributs prêtés au meneur d'hommes sont aussi ceux du léopard, auquel Mobutu n'aura de cesse qu'il ne s'identifie. Pendant trente ans, il s'affichera en public, coiffé de la peau du fauve. Manière de frapper les esprits en s'appropriant l'emblème de l'autorité coutumière. Et de signifier à chacun, comme dit un proverbe d'Afrique, que « sur [ou sous] la peau de léopard, il n'y a pas place pour deux chefs ». Adversaires et victimes du despote ajouteront que le félin tacheté survit surtout grâce à ses ruses, trahisons et cruautés.

1. Serge Saint-Michel, Alain Boutman, Dominique Fages, *Histoire du Zaïre. Il était une fois... Mobutu*, Afrique Biblio Club, Casterman, 1977, p. 5-6.

Mama Yemo

Le futur « Grand Léopard » voit le jour le 14 octobre 1930, à Lisala, bourgade blottie dans la courbe, large et profonde, du Congo. Toute sa vie, il gardera un lien intime avec le fleuve immense et protecteur qui l'a vu naître et semble l'envoûter. Ses parents appartiennent à l'ethnie des Ngbandi, l'une des plus petites parmi les quelque deux cent cinquante du Congo belge d'alors. C'est une population non bantoue, originaire de l'actuel Sud-Soudan, chassée vers la forêt en vagues successives, notamment par les trafiquants d'esclaves. Elle s'est réfugiée sur les deux rives de l'Oubangui, le majestueux affluent du Congo, frontalier de la Centrafrique. Dans cet univers du fleuve, imprégné de vieilles coutumes et de croyances obscures, les Ngbandi sont piroguiers et pêcheurs. Leur cohésion familiale repose sur le culte des ancêtres paternels, dont la bienfaisance veille sur la santé, la fécondité, la réussite et la paix de la communauté. La puissance invisible des ancêtres intervient dans tous les domaines de leur vie. Son support matériel est un reliquaire lignager, le *tolo*, disposé sous un auvent, près de la maison de son détenteur. C'est une boîte cylindrique en écorce ou un sac en peau de chèvre ou d'antilope qui contient des ongles, des cheveux ou des phalanges ayant appartenu aux ancêtres².

Les Ngbandi sont des gens plutôt joyeux et dissipés³. Mais les plus pauvres connaissent leur lot d'amertume et d'humiliations. C'est le cas de la mère de Mobutu, Marie-Madeleine Yemo. Ballottée par la vie, elle a déjà un fils et une fille lorsque sa tante maternelle, stérile, l'intègre comme génitrice dans le harem de son époux, le chef coutumier des Ngbaka, une autre ethnie de cette même province de l'Équateur. La très belle « Mama Yemo », comme on l'appellera plus tard, lui donne deux enfants, puis des jumeaux, morts mystérieusement. Soupçonnant sa tante de

2. Louis Molet, « Aspects de l'organisation du monde des Ngbandi », *Journal de la Société des africanistes*, XLI, 1, 1971, p. 35-69.

3. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, Le Cri, Afrique Éditions, 2009, p. 178-182.

sorcellerie, elle s'enfuit à pied vers le gros « village des Blancs », Lisala. Avec courage, elle s'expose à être traitée avec mépris comme une « femme libre », un état de fait qui l'oblige par exemple à se soumettre à des contrôles sanitaires périodiques. Indigente, de nouveau enceinte, elle rencontre Albéric Gbémani, un cuisinier de talent, catéchumène à ses heures. Ancien employé des missionnaires capucins de Molegbe, il travaille chez un juge belge, substitut du roi, M. Delcourt. Le couple se marie à l'église, deux mois avant la naissance de Mobutu. Quelques jours après l'heureux événement, un prêtre de la Congrégation Scheut⁴ le baptise Joseph-Désiré.

De père inconnu

En langue ngbandi, *mobutu* signifie « poussière ». Un tel nom remémorera sans cesse à celui qui le porte l'humilité de ses origines. Ainsi le veut Mama Yemo. Jusqu'à sa mort, elle lui rappellera d'où il vient. D'une famille pauvre, mais fière de son héritage ancestral. Lorsque son fils lui semblera se comporter trop comme un Blanc, elle lui donnera avec malice du « Zozefu », sa version de Joseph. Devenu président tout-puissant, Mobutu prolongera son nom de deux syllabes plus louangeuses : « Sese Seko », « l'éternel ». Ce vaniteux rajout ne suffira pas cependant à cicatiser la blessure initiale : être né de père inconnu. Qu'elle l'ait oublié ou ne l'ait pas su, Mama Yemo ne pourra jamais indiquer à son fils le nom de son géniteur⁵.

Très jeune, Joseph-Désiré va « voir du pays ». Le cuisinier Albéric suit son employeur, au gré de ses mutations, de Coquilhatville (aujourd'hui Mbandaka) à Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa), capitale du Congo belge. En 1936, à Léo, il intègre l'école primaire Sainte-Anne, le premier établissement d'ensei-

4. Congrégation catholique missionnaire fondée en 1862, à Scheut, un quartier d'Anderlecht, l'une des communes de la région de Bruxelles. Ses missionnaires s'appellent les scheutistes.

5. William T. Close, avec Malonga Miatudila, *Beyond the Storm*, Meadowlark Springs Productions, 2006, p. 112-113.

gnement pour « indigènes », fondé en 1917 par un missionnaire, progressiste pour l'époque, Raphaël de La Kethulle⁶. « En ces années, la vie était très difficile », se souviendra Mobutu. En octobre 1929, le krach de Wall Street s'était fait sentir jusque dans les pauvres faubourgs des villes du Congo. L'exploitation minière, moteur de l'économie coloniale, s'était enrayée, provoquant une forte chute des exportations et une baisse des revenus de la population.

Très tôt, dans ces années 1930, la vie offre au petit Joseph-Désiré sa première chance. La femme du juge, Mme Delcourt, sans enfant, se prend d'affection pour lui. Elle lui apprend à compter, parler, écrire et lire en bon français. Elle lui ouvre l'esprit, répond à sa curiosité. Pour le garçon, cette femme est une providence, et le lien qu'elle noue avec lui, déterminant pour son éducation. Sorti de la prime enfance, il ne reverra jamais Mme Delcourt, mais lui rendra hommage : « J'étais le fils du cuisinier, mais j'avais accès à toute la maison. Elle me promenait dans la rue, m'emmenait faire les courses, m'invitait à sa table. Elle m'avait adopté, en quelque sorte. Remplacez-vous dans le contexte de l'époque : une Blanche, une Belge, qui tient par la main un petit Noir, le fils de son cuisinier, dans la rue, dans les magasins, dans les cercles. C'était exceptionnel⁷. »

En 1937, le couple Delcourt retourne en Belgique. Albéric est engagé par les sœurs de l'hôpital général des Congolais. Le 11 août 1938, il s'éteint, laissant trois orphelins – trois frères – et une veuve sur le point d'accoucher. Le cadet de la fratrie naît quelques jours après l'enterrement du cuisinier. Joseph-Désiré, l'aîné, n'a pas huit ans. Mama Yemo se retrouve sans ressources. Avec ses quatre gamins, elle prend le bateau qui remonte le fleuve et se réfugie à Kawele, son village natal, à deux pas de la Centrafrique, et à quelques kilomètres de Gbado-Lite où était né son

6. Raphaël de La Kethulle de Ryhove (1890-1956) est un prêtre missionnaire belge scheidtiste, célèbre au Congo pour avoir développé les établissements d'enseignement et les installations sportives. Il est connu sous le sobriquet de « Tata Raphaël » (« tata » pour « papa »).

7. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens avec Jean-Louis Remilleux*, Albin Michel, 1989, p. 19.

mari. En signe de respect pour leurs ancêtres, les enfants doivent renoncer à leurs vêtements et chaussures de citadins. Mobutu est pris en charge par son grand-père et son grand-oncle. Ils lui apprennent à chasser, pêcher et cultiver la terre. Plus question d'étudier. C'est pendant cette période que survient le fameux épisode du léopard blessé.

La petite famille vivra des années d'errance dans la région. Mama Yemo doit trimer pour nourrir ses enfants. Elle propose ses services d'un couvent à l'autre. Mobutu retrouve le chemin de l'école, grâce au football. C'est un bon gardien de but. Les pères capucins l'envoient à Molegbe, où Albéric avait travaillé. Il n'y reste pas. Il parcourt à pied les 200 kilomètres qui le séparent de Bwamanda, où il est hébergé chez une tante maternelle. Il a 11 ans. Grosse déception : les missionnaires enseignent en dialecte local. Lui qui maîtrise le français grâce à Mme Delcourt, lui qui avait sauté deux classes à Léo dès l'école primaire, lui qui se sait intelligent, énergique, déterminé et curieux de tout, ne veut pas régresser. Alors, il s'enfuit de nouveau. « J'ai eu une jeunesse turbulente, reconnaîtra-t-il, je n'étais pas facile. » En effet. Il est hâbleur, bagarreur, indiscipliné⁸.

L'année suivante, à Mawuya, il découvre les rigueurs de l'internat. Finie, l'école buissonnière ! Il a un avant-goût de la vie militaire. Chaque matin, après la messe, les élèves vont sarcler les champs de la mission. La bande dessinée, mentionnée plus haut, assez fidèle ici à la réalité, les montre partant au travail en rangs d'oignon, la houe sur l'épaule. La corvée commence et s'achève au son du clairon. Mobutu déteste ce travail obligatoire. Et il enrage qu'on l'ait remis dans une classe qu'il a déjà suivie trois ans plus tôt. Il proteste, en vain, et lâche un flot d'injures. La punition tombe, il tente d'y échapper en s'enfuyant, mais on le retrouve : il devra, pendant huit jours, couper les hautes herbes et planter des choux. Puis il obtient gain de cause et change de classe, dans une autre mission, à Libenge. Là s'ouvre une école pour aides-infirmiers : il s'y inscrit. Mais il est devenu trop indocile et finit par se quereller avec tout le monde, y compris les

8. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, Éditions actuelles, 1962, p. 21-22.

malades. On le renvoie. La sanction tombe à point : l'adolescent ne supporte plus les écoles de brousse⁹.

Passager clandestin, il descend le fleuve, débarque à Coquilhatville et s'inscrit chez les frères des Écoles chrétiennes, lesquels ne veulent pas reconnaître la validité de son certificat scolaire. Il doit, de nouveau, redoubler une classe. Chez les frères de « Coq », Mobutu excelle en tout. Athlète naturel, très grand pour son âge, c'est un sportif accompli. En classe, il est dans le trio de tête et souvent premier. Il aime particulièrement l'histoire, la géographie, la littérature française. C'est un fou de lecture qui emprunte souvent les livres de la mission – sans les rendre. Il est le rédacteur en chef du journal de l'école, *Perspectives laborieuses*. Celui que ses camarades appellent Jeff est aussi un grand chahuteur, jamais à court de blagues et de moqueries. Il lance une fléchette noircie d'encre dès que le maître tourne le dos, et la classe glousse. Il imite le lourd accent flamand d'un missionnaire qui termine ses phrases par un retentissant : « N'est-ce pas ? », et la classe éclate de rire¹⁰. La qualité de son travail lui vaut néanmoins une certaine indulgence. Dont il abusera une fois de plus, et de trop.

Soldat malgré lui

À la fin de l'année scolaire, en décembre 1949, le frère-directeur rappelle aux élèves l'interdiction d'aller à Léopoldville, cité de perdition où abondent la bière et les femmes. Le lendemain, Mobutu obtient du frère-surveillant l'autorisation de rendre visite à un oncle, sur une île voisine, et part aussitôt pour... Léo. Les bars, la musique, les filles grisent le beau jeune homme qui vient de fêter ses 19 ans. Il a sa première véritable exaltation sexuelle avec une demoiselle nommée Rosalie Eyenga¹¹

9. *Ibid.*, p. 23-24.

10. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, Fourth Estate, 2000, p. 71.

11. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, L'Harmattan, 1992, p. 28.

et prolonge de quelques jours les trois semaines de vacances auxquelles il a droit. Dès son retour à « Coq », le frère-directeur, sans doute pas mécontent de se débarrasser d'un élève décidément ingérable, le convoque et lui lance : « Vous êtes un mauvais chrétien ! » Un camarade de Mobutu, Eketebi Mondjolomba, a imprudemment dénoncé le fugueur¹². La fameuse bande dessinée représente, en très gros plan, le visage courroucé du missionnaire qui ordonne en hurlant : « Faites vos bagages. Vous êtes renvoyé de l'école !!! » Et la planche suivante montre Mobutu de retour parmi les siens, qui lui disent : « Tu connais la loi. Tout élève qui abandonne sa scolarité avant la fin des études secondaires est enrôlé de force dans l'armée coloniale belge. — Je sais, répond le jeune homme. Encore une injustice de plus¹³ ! »

Servir sept ans dans la Force publique congolaise : tel est le châtiment qui frappe les « fortes têtes », du moins ceux jugés tels par l'autorité coloniale, les chefs tribaux ou les missionnaires. Le 13 février 1950, Mobutu est convoqué au commissariat de police de Coquilhatville, arrêté et conduit séance tenante au camp militaire. On l'affecte au peloton spécial du bataillon, réservé aux recrues instruites, comme comptable adjoint. Lors de sa première permission, il tente de se faire déclarer inapte au service par un féticheur. En vain. Commence alors ce qu'il jugera plus tard avoir été « la période la plus heureuse » de sa vie¹⁴. Le 11 décembre 1950, il intègre l'École centrale de Luluabourg (aujourd'hui Kananga), où l'on forme les sous-officiers noirs.

Les exercices militaires l'intéressent modérément. Si la fermeté bienveillante de son supérieur, le sergent-chef Louis Bobozo – futur chef de l'armée après l'indépendance –, calme un peu ses ardeurs rebelles, Mobutu reste un « meneur », rétif à la discipline, amateur de farces et de frasques. Devenu président, il confiera à des journalistes belges : « J'ai connu la chicotte [coups de fouet]¹⁵ parce que je refusais de suivre des ordres que je

12. François Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 25.

13. *Histoire du Zaïre. Il était une fois... Mobutu*, op. cit., p. 7-8.

14. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 72.

15. La chicotte ou *fimbu* est un fouet en cuir fait de lanières de peau d'hippopotame ou de rhinocéros séchée.

ne comprenais pas¹⁶... » Meneur ou leader ? Il se vantera de s'être découvert alors un tempérament de chef. Lors d'un meeting sportif, ses trente camarades l'ont spontanément choisi pour capitaine des équipes de football, volley-ball, basket-ball, course de fond... Sommé de s'expliquer par un adjudant-chef belge, il allègue sa bonne foi. « Ce sont eux qui m'ont choisi. Je n'ai rien demandé¹⁷ ! » Mais il écopera de huit jours aux arrêts.

Pendant deux ans, Mobutu suit avec succès des cours par correspondance de secrétariat et de comptabilité que lui envoient ses anciens condisciples, dont le mouchard repentant, Eketebi. Et il lit, voracement, pêle-mêle, tout ce qu'il peut : la Bible, Voltaire, les gazettes locales et les vieux journaux belges que les officiers lui donnent. En janvier 1953, il quitte l'école, deuxième de sa promotion, avec en poche son diplôme de secrétaire-comptable-dactylo et un bulletin militaire flatteur (« caractère très sociable, primesautier, ordonné, propre, intelligence très ouverte »), mais un rien mensonger : à la rubrique « discipline », ses supérieurs, dont Louis Bobozo, ont gonflé sa note initiale, pour rendre son jeune profil de carrière plus cohérent¹⁸.

C'est donc un soldat Mobutu officiellement « très discipliné » qui, à sa grande joie, retrouve Léo, la ville, la vraie ! Au quartier général, on l'affecte au service Mobilisation, opérations et instruction, où il se montre travailleur et compétent. En fin d'année, le caporal Mobutu assure avec brio l'intérim de son chef direct belge parti en congé. En récompense, il est nommé sergent le 1^{er} avril 1954, un an plus tôt que prévu. Un homme a favorisé sa promotion : le colonel Louis Marlière. Seul contre tous, il lutte pour l'africanisation de la Force publique, encourage la formation et la responsabilisation des Congolais¹⁹. Il charge un Mobutu ravi de rédiger le journal bimensuel de l'armée en langue lingala, *Nsango Ya Bisu* (*Nos nouvelles*). Marlière se souviendra :

16. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, Fayard, 1992, p. 139.

17. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 27-28.

18. *Ibid.*, p. 26.

19. François Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 30.

« Ce jeune caporal, très mince, était sympathique. Nous l'avions recruté pour le journal car il parlait très bien le lingala. Il a donné entière satisfaction. Nous l'avons autorisé pour son boulot à fréquenter les milieux journalistiques de Léopoldville. C'est ainsi qu'il fit la connaissance de nombreuses personnalités locales²⁰. »

Marlière exercera pendant plusieurs années une grande influence sur Mobutu, avant et après l'indépendance du Congo. Il sera, en coulisses, son conseiller le plus écouté, puis s'éloignera de lui après son coup d'État de 1965²¹. Pour l'instant, les deux hommes sont si proches que l'officier belge devient, fin 1955, le parrain du premier enfant de Mobutu, un garçon prénommé Jean-Paul. Car le fringant sergent a séduit la jeune Marie-Antoinette Gbiaténé – 14 ans, et de onze ans sa cadette. Elle aussi est une Ngbandi. La solde du fiancé est modeste. Pour toute contribution financière à ses noces, il apporte un casier de vingt-quatre bouteilles de bière²². Et malgré les pressions des « bons pères », il refuse de se marier religieusement²³ : c'est dire s'il nourrit une solide rancune contre l'Église coloniale et son paternalisme obtus. Lui qui a baigné dans l'enseignement catholique, qui fut enfant de chœur puis chantre, qui a chanté dans les chapelles de l'armée et connaît sur le bout des doigts le rituel de la messe, ne veut pas qu'un prêtre bénisse son couple.

Sur une photo de l'époque, il pose à côté de sa jeune épouse, son bébé dans les bras, dégingandé, en vareuse et short militaires, portant lunettes et coiffé du calot réglementaire. On dirait un scout trop vite devenu adulte et rattrapé par ses responsabilités paternelles²⁴. Pendant les heures libres que lui laissent son service et sa petite famille, Mobutu continue de lire beaucoup et de s'informer. À l'approche du retour à la vie civile, son ambition s'affermir : il veut devenir journaliste à plein temps.

20. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, DVD édité par Cinélibre, 1999.

21. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 140.

22. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 73.

23. François Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 31.

24. Photo dans *Dignité pour l'Afrique. Entretiens avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 70.

Le lourd héritage de Léopold

Si l'ambitieux Joseph-Désiré Mobutu veut faire carrière dans le journalisme, ce n'est pas seulement par goût de l'écriture ou du reportage. C'est d'abord pour s'éloigner de l'armée, qui l'avait enrôlé contre son gré, et ne lui offre qu'un destin médiocre à ses yeux. Au milieu des années 1950, pour un soldat congolais noir, le bâton de maréchal, c'est le grade de... sergent-major, apogée d'une vie de sous-officier : aucun ne peut aller plus haut. En 1956, le général Émile Janssens, chef de la Force publique, prévoit l'avènement des premiers officiers africains... « dans dix ans ». Pas de quoi exalter un militaire congolais aussi brillant et impatient que Mobutu. Pour espérer contourner l'obstacle racial, il lui faut donc quitter l'uniforme.

Mais avant de retrouver Mobutu en tenue civile dans les rues de Léo, et pour mieux comprendre ce Congo colonial où ont vécu ses aïeux, puis ses parents et où lui-même a grandi, remontons un moment le fil du temps. Et changeons d'hémisphère. Dans les années 1880, la petite et encore jeune Belgique a pour souverain Léopold II. C'est un homme intelligent, charmeur, ambitieux et obstiné, autant que cupide, sournois, cynique et dissimulateur. Ce roitelet se rêve empereur, convaincu que son pays, pour accéder à la grandeur, doit posséder une colonie outre-mer. C'est l'époque de la ruée de l'Europe sur le continent noir. Léopold jette son dévolu sur un énorme morceau d'Afrique, situé au sud du Congo, ce fleuve que l'écrivain Joseph Conrad compare à « un immense serpent déroulé, la tête dans la mer, le corps immobile, incurvé sur un vaste pays, et la queue perdue loin à l'intérieur des terres¹ ».

1. Joseph Conrad, *Le Cœur des ténèbres*, Le Livre de Poche, 2012, p. 32.

Un homme vient justement de parcourir le fleuve, de sa queue à sa tête : Henry Morton Stanley. Lors d'une périlleuse expédition de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf jours, entre 1874 et 1877, où tous les Blancs, sauf lui, et une grande partie des Africains ont trouvé la mort, l'explorateur anglo-américain a traversé l'Afrique d'est en ouest en suivant le cours du Congo, de sa source à son embouchure, et ainsi résolu un vieux mystère géographique. En 1871, Stanley était devenu mondialement célèbre en retrouvant le missionnaire écossais David Livingstone, lors d'une rencontre que quatre mots ont rendue légendaire : « *Dr. Livingstone, I presume ?* » Le roi des Belges courtise, flatte et recrute l'intrépide aventurier, déçu du manque d'intérêt des Britanniques pour son territoire de prédilection. Cinq années durant, de 1879 à 1884, Stanley sera l'homme de Léopold au Congo. Pendant deux longs séjours, il explore et cartographie le pays, ouvre des routes, crée des « stations » le long du fleuve, dont Léopoldville, signe des traités avec les chefs indigènes.

Pour mettre la main sur ce qu'il appelle « ce magnifique gâteau africain² », Léopold multiplie les initiatives, avec ruse et détermination. Dès 1876, il a accueilli à Bruxelles diplomates et savants lors d'une Conférence internationale de géographie, qui accouche d'un comité d'études rebaptisé en 1882 Association internationale du Congo³ (AIC). Il se pose – et s'impose aux yeux du monde – en souverain philanthrope, en croisé antiesclavagiste face aux négriers afro-arabes, en monarque éclairé, messenger altruiste de la science, du progrès et des valeurs chrétiennes. Son alliance avec Stanley concrétise son ambition sur le terrain. Les missions protestantes, puis catholiques, déjà installées au Congo lui accordent leur bénédiction. Fin diplomate, cajolant les puissances rivales, Léopold obtient l'appui des États-Unis, de la France et de l'Allemagne. En échange, il accorde à tous la liberté de commerce, une promesse qu'il oubliera vite. Lorsque s'achève en février 1885

2. Adam Hochschild, *Les Fantômes du roi Léopold*, Tallandier, 2007, p. 87-108.

3. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 266-272.

à Berlin la conférence où les principales nations coloniales se partagent une partie de l'Afrique, Léopold II, avec Stanley à ses côtés, reçoit les quelque 2 500 000 kilomètres carrés du Congo – environ quatre-vingts fois la taille de la Belgique – et ses vingt millions d'habitants. L'État indépendant du Congo (EIC) voit officiellement le jour le 1^{er} août 1885⁴.

Un système esclavagiste

Voilà donc Léopold parvenu à ses fins. À 50 ans, cet homme robuste, à la barbe fleurie et au nez proéminent, monarque constitutionnel d'un petit pays de plus en plus démocratique, devient le dirigeant totalitaire d'un vaste empire outre-mer. Il sera seul maître, pendant vingt-trois ans, de cet immense fief où il ne mettra jamais les pieds. Son appétit de terres et de richesses fait ronchonner jusqu'au très cynique Stanley, étonné de « tant de voracité » de la part d'un « gosier trop étroit pour avaler un hareng ». Inventeur, propriétaire et principal usufruitier du Congo, Léopold sera un grand prédateur. Sous un alibi humanitaire, il camouflera longtemps le système colonial le plus brutal d'Afrique, cautionnant, selon les mots de Joseph Conrad, « la plus infâme ruée sur un butin ayant jamais défiguré l'histoire de la conscience humaine⁵ ».

Au nom de l'État, Léopold s'approprie les terres « ni construites ni habitées », soit quelque 99 % du pays. Il se taille un beau morceau de forêt vierge, le « domaine de la Couronne », et découpe le reste en plusieurs portions qu'il loue à des compagnies concessionnaires dont il s'octroie une part des bénéfices. Objectif : acheter le plus possible d'ivoire. Le Congo sera pillé de cette précieuse substance, fournissant jusqu'à la moitié de la production mondiale, débarquée à Anvers. Les cinq premières années sont les plus inoffensives pour la population : l'État est encore trop faible pour imposer son autorité et sa terreur. Le cauchemar s'installe après 1890, lorsque le boom du caoutchouc

4. *Ibid.*, p. 296.

5. Joseph Conrad, *Le Cœur des ténèbres*, *op. cit.*

explose dans le monde entier. Pour Léopold, c'est un don du ciel : à l'époque, ses caisses sont vides, et le Congo frise la banqueroute⁶. Mais ses forêts regorgent du caoutchouc sauvage, ce « bois qui pleure » et qui fera couler tant de larmes aux populations contraintes de le récolter pour payer à l'État un impôt en nature.

Fondé sur le travail forcé, le système congolais exige d'être militarisé. Dès 1885, Léopold crée la Force publique. Cette armée coloniale, composée de volontaires puis de recrues non consentantes, comptera jusqu'à dix-neuf mille gradés et soldats répartis dans plus de trois cents postes militaires⁷. Chaque compagnie concessionnaire dispose de sa milice, « les Sentinelles ». Le Congo n'est pas la source d'un commerce authentique. À Anvers, les navires, débarquant ivoire et caoutchouc, repartent avec des caisses d'armes et de munitions : rien ne rentre au Congo en paiement de ce qui en sort. En clair, il s'agit d'une politique esclavagiste. Léopold pressure le pays sans le développer.

Les récolteurs et les porteurs du caoutchouc s'épuisent en marches forcées dans la forêt pour satisfaire les quotas imposés pendant que les femmes sont souvent gardées en otage, voire violées. Gare à la moindre incartade ! La chicotte mouline dans les mains du *capita*, le contremaître africain, et flagelle les corps sanguinolents⁸. Avec les récalcitrants, pas de quartier : le village est rasé, son chef enterré vivant, la récolte incendiée, les otages sont affamés, les fuyards poursuivis. Une dizaine de rébellions contesteront, ici et là, l'autorité de Léopold : elles seront écrasées par de véritables expéditions punitives. Un régime d'épouvante que résume le romancier Mario Vargas Llosa : « Soldats et miliciens de la Force publique étaient avides, brutaux et insatiables s'agissant de nourriture, de boisson, de femmes, d'animaux, de peaux, d'ivoire et, en somme, de tout ce qui pouvait être volé, mangé, bu, vendu ou fornicué⁹. »

6. Adam Hochschild, *Les Fantômes du roi Léopold*, op. cit., p. 268.

7. *Ibid.*, p. 211.

8. *Ibid.*, p. 204.

9. Mario Vargas Llosa, *Le Rêve du Celte*, Gallimard, 2011, p. 73.

La pratique des mains coupées

Une innovation macabre symbolise ce régime d'exception, la mutilation des mains. Après avoir tué des rebelles ou des récalcitrants, soldats et miliciens doivent prouver qu'ils ont utilisé leurs balles à bon escient. Ils coupent donc les mains droites des cadavres, puis les fument pour les conserver avant de pouvoir les exhiber plus tard devant leurs chefs. Mais il leur arrive aussi de trancher les mains des vivants pour justifier les balles perdues, soustraites ou gaspillées à la chasse¹⁰. Cette pratique sinistre, dont témoignent des photos d'époque, reste heureusement assez rare. Mais la mutilation massive des cadavres prouve surtout qu'on tue avec une criminelle légèreté¹¹. Ces atrocités, parmi d'autres, sont très tôt dénoncées par des missionnaires américains et suédois, qu'on n'écoute guère en Europe. Léopold crie à la calomnie ; ses dénis feront longtemps illusion. Au fil des ans pourtant, il ne peut plus étouffer le scandale congolais.

Au tournant du siècle, la campagne obstinée conduite par deux nobles esprits britanniques, le journaliste Edmund Dene Morel et le diplomate Roger Casement, produit enfin ses effets. Léopold est obligé de nommer en 1904 une commission d'enquête, laquelle, à son vif déplaisir, recueille de nombreux témoignages accablants. Il tergiverse encore, puis lâche prise en 1908, un an avant sa mort, en cédant le Congo à la Belgique. Mais pas question d'en faire don ; il le lui vend. Au prix fort, et en chargeant son pays d'une partie de ses propres dettes. « Je leur donnerai mon Congo, avait confié Léopold à un aide de camp, mais ils n'ont pas le droit de savoir ce que j'y ai fait¹². » La plupart des archives de l'État du Congo partiront donc en fumée, sur ordre du roi. Comme celles conservées en terre africaine. Combien ce régime cruel a-t-il fait de victimes ? Selon une estimation approximative, les assassinats, la famine, l'épuisement, la chute du taux de natalité liée à la dissolution des familles et

10. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 314.

11. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, Actes Sud, 2012, p. 110-112.

12. Adam Hochschild, *Les Fantômes du roi Léopold*, op. cit., p. 493.

surtout les ravages des pandémies, comme la maladie du sommeil, auraient, sous le règne de Léopold II, réduit de moitié la population du Congo¹³.

Le gouvernement belge n'accepte le « cadeau » royal que du bout des lèvres. Il redoute une entreprise non rentable. Du fait de ses craintes initiales, la Belgique n'assumera jamais vraiment l'aventure coloniale comme un projet national. La métropole impose à sa colonie un régime de budgets, de comptes et de personnels séparés. « Le Congo ne doit pas nous coûter 1 franc », dit-on alors à Bruxelles. Ce sera l'inverse : sa colonie enrichira, et pour longtemps, la Belgique¹⁴. Car le Congo est un « scandale géologique », particulièrement au Katanga, province annexée sous Léopold. Son sol et son sous-sol regorgent de trésors : le cobalt, l'argent, les diamants... et surtout le cuivre. Et quel cuivre ! Il contient 15 %, 20 % et parfois même 50 % de métal pur. Dès 1906, Léopold confie son exploitation à l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK). Propriété de la Société générale de Belgique, l'UMHK sera pendant soixante ans un véritable « État dans l'État ». Et puis il y a l'uranium, qui fera les beaux jours de la colonie et permettra de fabriquer les deux bombes atomiques larguées à Hiroshima et Nagasaki.

La « trinité » coloniale

En 1908, alors que le Congo change de propriétaire officiel, la Force publique, bien qu'astreinte à moins de cruauté, conserve son nom. Surtout, le travail forcé, moteur du système, reste en place. Il est trop profitable pour être démantelé de sitôt. Il prend une forme de nouveau très brutale lorsque le Congo envahit en 1916 l'Afrique-Orientale allemande, mobilisant, outre les soldats, jusqu'à deux cent soixante mille porteurs, dont des milliers meurent d'épuisement ou de maladie. Dans les mines, où les conditions de sécurité sont catastrophiques, l'usage de la chicotte

13. *Ibid.*, p. 373-387.

14. François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, éditions Racine, 2010, p. 109.

est légal. Dans les années 1930, pour lutter contre l'« indolence agricole de l'indigène », qui plante pour couvrir ses seuls besoins domestiques, le Congo met en place une politique de cultures obligatoires – coton et palmier à huile notamment – ressentie comme punitive par les paysans. Ce système finira par détourner les Congolais du travail agricole¹⁵.

Avant et après la Seconde Guerre mondiale, le Congo belge se développe sous le signe d'une « trinité » coloniale : l'État, le capital et les Églises, unis par des liens étroits. La colonie délègue l'économie aux entreprises, l'éducation et la santé aux missions. En apparence, l'administration belge est discrète – avec neuf mille agents territoriaux, chiffre relativement bas pour ce pays immense –, mais très interventionniste. Peu de cadres, mais beaucoup de règles¹⁶. Au fil des décennies, des centaines de missionnaires belges avaient quitté leurs couvents glacés des Flandres pour déployer leur zèle apostolique au Congo, pièce centrale dans la stratégie globale de conquête chrétienne de l'Afrique depuis la fin du XIX^e siècle. Ils avaient centré leur action évangélisatrice sur les enfants. Les missions avaient reçu le monopole de l'enseignement et le garderont jusqu'en 1954. Pour entrer dans le cycle primaire, il faut être baptisé. Le secondaire et le supérieur sont réservés aux Européens. Il n'est pas possible de percer sans la bénédiction des « bons pères ». Un Noir attiré par une formation de haut niveau n'a qu'une issue : entrer au petit séminaire. Pour beaucoup de Congolais d'origine modeste, devenir prêtre est d'ailleurs le seul moyen d'améliorer leur standing. Hors de l'Église, il n'est point vraiment de salut.

Dans les années 1950, le Congo belge se veut une colonie modèle. Le travail forcé s'est estompé avec l'installation permanente de la main-d'œuvre dans les villes. La prospérité économique, liée à l'essor des mines, des transports et des infra-

15. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, *op. cit.*, p. 362-363.

16. François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, *op. cit.*, p. 109-110.

structures, génère le progrès social. Exemple : le pays compte alors plus de lits d'hôpitaux que le reste de l'Afrique noire¹⁷. Mais le système colonial est figé. Les Congolais n'ont aucun pouvoir politique. L'africanisation des cadres est quasi inexistante. Le racisme et le paternalisme gouvernent les esprits de l'immense majorité des Blancs. « Nos Noirs », « Nos Congolais », disent-ils en évoquant les « autochtones » dont ils affirment « avoir la charge ». Il n'est pas rare d'entendre des Belges interpeller un Congolais en ces termes : « Hé ! Macaque ! Viens un peu ici¹⁸ ! »

Le racisme blanc et son corollaire, l'« autodévalorisation » des Africains, restent vivaces pendant la dernière décennie de la colonisation. Un journal de l'époque reproduit les humbles propos d'un jeune Noir éduqué : « Les Blancs disent être pour nous des parents. Ils le sont effectivement en partie. Aussi doivent-ils comprendre que nous attendons d'eux plus qu'ils ne peuvent attendre de nous¹⁹. » Au fil des ans, une première classe moyenne émerge chez les Noirs, celle des « évolués », une catégorie légale créée en 1952. Les « évolués » sont « immatriculés » et possèdent une « carte du mérite civique ». Ils sont censés intégrer progressivement le monde privilégié des Blancs et se comporter de manière responsable : être chef d'une famille déjà nombreuse, avoir une maison bien tenue, occuper un poste d'autorité.

Un apartheid de fait

Dans la vie courante, ces « évolués » bénéficient de quelques faveurs : ils peuvent acheter du vin, voyager en première classe à bord des vapeurs qui sillonnent le fleuve Congo ou, plus important, envoyer leurs enfants dans les « écoles de Blancs ». Mais le système impose à ses bénéficiaires des contrôles à domicile humiliants, car la loi précise : « L'immatriculation n'est accordée

17. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, *op. cit.*, p. 49.

18. François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, *op. cit.*, p. 84.

19. *Actualités africaines*, supplément du journal *L'Avenir*, 29 octobre 1956.

qu'à celui qui justifie avoir assez de draps de lit, de taies d'oreiller, de couteaux et de fourchettes pour pouvoir dormir et manger à la manière de ses maîtres²⁰. » Les « évolués » ne jouissent d'aucun droit ou pouvoir politique particulier. Ils resteront très peu nombreux²¹.

En ces années où l'Afrique rêve d'émancipation, le Congo belge continue de vivre un apartheid de fait. En 1955, le jeune roi Baudouin, que les Congolais ont surnommé avec affection « Bwana kitoko », le beau monsieur, prend un premier contact avec la colonie fondée par son arrière-grand-père. Son voyage est triomphal. Mais cela n'empêche pas les journalistes étrangers, notamment français, qui accompagnent le souverain, de noter la « ségrégation anachronique » qui règne dans le pays et de poser les questions qui fâchent. « Pourquoi, s'étonne l'envoyé spécial du *Monde* Georges Penchenier, est-il interdit aux enfants des deux communautés de s'asseoir sur les mêmes bancs en classe ? Pourquoi les Noirs ne peuvent-ils boire la même bière que les Blancs, mais une bière spéciale à 2 degrés d'alcool ? Pourquoi faut-il qu'à Léopoldville, passé 20 h 30, plus aucun Noir n'ait le droit de se promener en ville, sauf les boys retenus par leur travail et munis de laissez-passer ? Pendant ce temps-là, de l'autre côté du fleuve, Brazzaville brille de tous ses lampions sous les palmes et les rues sont pleines d'une foule grouillante où les races se côtoient sans complexe et sans inquiétude²². »

En 1959, un jeune journaliste belge à peine débarqué à Léo, Francis Monheim, fera l'expérience amère de cette discrimination raciale. Il invite deux confrères, un Blanc et un Congolais, à prendre un verre dans un bar renommé. Traités de « macaques »

20. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, éditions Hermé, 1990, p. 34-35.

21. François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, op. cit., p. 29 et 34. Selon cet auteur, à la veille de l'indépendance, 217 familles congolaises sont immatriculées et 1 557 Congolais possèdent la carte civique. Il cite l'estimation faite par l'historien Jean-Marie Mutamba de 100 000 « évolués » (*mundele ndombe* ou Blancs à la peau noire, classe sociale aux contours flous) fin 1959, sur une population de quelque 13 millions d'habitants.

22. Georges Penchenier, *Le Monde*, 3 septembre 1966.

par la clientèle, ils devront quitter les lieux sous les crachats. Le lendemain, le procureur du roi refuse d'enregistrer la plainte du reporter et lui conseille d'aller boire avec ses amis noirs dans la cité indigène « où il y a suffisamment de bouis-bouis²³ ». Francis Monheim deviendra, parmi les journalistes belges, le meilleur ami de Joseph-Désiré Mobutu²⁴.

23. Francis Monheim, *Mobutu. Le point de départ*, Didier Hatier, 1985, p. 71-72.

24. Francis Monheim écrira une biographie, qui tourne souvent à l'hagiographie, du Mobutu des années 1956-1961 : *Mobutu, l'homme seul*, Éditions actuelles, 1962.

Journaliste à tout faire

Les historiens du Congo s'intéressent peu au journaliste Joseph-Désiré Mobutu. Et pourtant ! Pendant trois ans, d'avril 1956 à mars 1959, le futur dictateur va vivre de sa plume. Une plume qu'il avait commencé d'affûter, on l'a vu, en animant le journal de son école, puis celui de l'armée. Encore militaire, Mobutu recherche des piges pour arrondir ses fins de mois. Il s'adresse tout naturellement au quotidien *L'Avenir colonial belge*, plus progressiste, malgré son nom, que son rival, le très catholique et conservateur *Courrier d'Afrique*. D'ailleurs, signe des temps, ce journal se rebaptise bientôt *L'Avenir* – tout court – sans expliquer à ses lecteurs, dans son éditorial (« Peau neuve¹ »), la portée politique de ce changement, mais en proclamant fièrement son indépendance : « *L'Avenir* n'est vendu qu'à ses lecteurs, et au prix de 3 francs. »

Son rédacteur en chef, le Belge Pierre Davister, lance en janvier 1956 *Actualités africaines*, un supplément hebdomadaire « à l'intention des Africains² ». Une page, puis deux, puis cinq, publiées le jeudi dans *L'Avenir*, et entièrement rédigées par des Congolais. Davister est en quête de jeunes rédacteurs intelligents et enthousiastes. Il accepte l'offre de service de Mobutu. Problème : ce pigiste en herbe ne peut signer de son nom, sous peine d'être durement puni par l'armée. Il se dote d'un pseudonyme, dont il usera pendant un an, Jean de Banzy, en référence à une localité de sa région natale, Banzyville, aujourd'hui Mobayi-Mbongo.

1. *L'Avenir*, éditorial du 11 février 1956.

2. Le premier numéro d'*Actualités africaines* paraît le jeudi 5 janvier 1956.

Son premier article paraît le 19 avril 1956. Il a une coloration politique, que reflète son titre : « De grâce, une place à l'université pour les juristes noirs. » À l'époque, les jeunes Congolais ne peuvent entreprendre, même en Belgique, des études de droit, jugées « subversives ». Une interdiction que dénonce l'auteur, après s'être au passage assez drôlement présenté – « Votre serviteur, curieux de naissance » – comme pour signifier son entrée en scène journalistique, fût-elle masquée sous un faux nom. Plus sérieusement, le contenu de l'article reflète les sentiments mêlés de l'auteur, désireux d'exprimer ses frustrations mais conscient des limites à ne pas franchir. D'un côté, la revendication, qu'il sait partagée par ses lecteurs africains : « La magistrature au Congo devra être composée de juges blancs et noirs. L'ère du paternalisme est révolue. » De l'autre, la protestation de loyauté – un peu trop appuyée ? – envers le pouvoir colonial : « Qu'on se rassure, l'avenir du Congo est belge... On ne peut sous-estimer notre attachement et notre grande reconnaissance envers nos civilisateurs et la mère patrie. »

D'emblée, Jean de Banzy devient un collaborateur régulier d'*Actualités africaines*. Sa signature côtoie celles d'un petit groupe de journalistes congolais emmenés par le rédacteur en chef Maurice Kassongo, qu'il avait eu comme instituteur : Jean-Jacques Kandé, dont il fera plus tard son ministre de l'Information, Gabriel Makoso, dont il fermera le journal, Philippe Kanza, André Genge et quelques autres, dont une consœur, Marie-José Sombo, auteure de chroniques hardiment féministes pour l'époque. « L'homme noir, s'indigne-t-elle en février 1956, a toujours ignoré l'évolution de la femme noire. Il ne suffit pas de mettre une chemise transparente en Nylon et d'avoir un billet de 1 000 francs en poche pour tenter les jolies filles ou payer des casiers de bière, pour être un homme³. »

Faits divers et politique

Le 31 décembre 1956, Mobutu quitte l'uniforme, mais, embauché aussitôt par Pierre Davister, conserve pour quelque temps

3. Chronique dans le numéro du 2 février 1956.

son pseudonyme dans les colonnes de *L'Avenir* et de son supplément. Ses premiers articles – trois d'un coup – signés J.-D. Mobutu datent du 21 mars 1957 : J.D.B. (Jean de Banzy) devient J.D.M. Pendant un an, il a fait ses classes, butinant tous les sujets : politiques, économiques, sociaux, culturels, sportifs. Sans oublier les mille petits faits divers de la vie quotidienne à Léo et dans les quartiers africains de Kinshasa, qu'il raconte, souvent avec humour, dans une chronique hebdomadaire dont il a plus particulièrement la charge : « La cité sans voile. » Son écriture, quoique en progrès, laisse encore à désirer : ici trop confuse ou pompeuse, là trop échevelée. Mais il passe, à juste titre, pour quelqu'un de très bien informé. Davister devient son mentor, lui apprend à nuancer ses articles pour ne pas provoquer la Sûreté congolaise, à polir son style (« Joseph, ta ponctuation, ça ne va pas⁴ ! »), à construire les éditoriaux dont il lui a confié la rédaction, et qui lui rapportent 1 franc belge la ligne⁵. Une aubaine pour ce jeune père de famille désargenté. Il continue, de son côté, sa formation d'autodidacte, avalant tous les livres qui lui tombent sous la main.

Lire les articles de Mobutu aide à respirer le parfum de l'époque, dans ce Congo belge, encore si archaïque et déjà travaillé par des conflits de toutes sortes, notamment entre Blancs et Noirs, qui le précipiteront bientôt dans la violence, aiguillon puis fruit amer de son émancipation ratée. D'autant que J.D.M. occupe de plus en plus les colonnes d'*Actualités africaines*. On l'imagine en chroniqueur troussant avec une aisance accrue son éditorial, en reporter chevauchant son vélomoteur (sa « pétrollette », dit-il) dans les rues de Léo et de Kinshasa⁶, en enquêteur traînant dans les bars de la cité, reniflant une rumeur ou récoltant une information. Sa production témoigne qu'il aime jouer les Fregoli, endossant tous les rôles dévolus au journaliste.

4. Témoignage de Jacqueline Devister, veuve de Pierre Devister, dans *Le Soir*, 20 mai 1997, articles de Colette Braeckman et Pascal Martin.

5. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, Albin Michel, 1989, p. 29.

6. Souvenir de Pierre Davister, préface de *Mobutu, l'homme seul*, par Francis Monheim, *op. cit.*, p. 11.

Il fait parfois dans le social, compatissant au sort des salariés, pour qui « tout patron, Blanc ou Noir, constitue un handicap », et concluant qu'il faut soutenir « la masse congolaise » ; il demande qu'on abaisse l'âge de la retraite des ouvriers « de 55 à 50 ans » ; il s'inquiète du caractère purement théorique de la « liberté syndicale » ; il s'intéresse à « la classe moyenne des artisans et des commerçants indigènes qui s'installent à leur propre compte » ; il se réjouit du nouveau « statut des villes » et de son corollaire, l'élection des premiers bourgmestres noirs que son journal salue comme « l'an 1 de la démocratie congolaise ».

Il pose en nationaliste et en démocrate. Il préconise qu'on recueille le patrimoine culturel du Congo en « envoyant des jeunes aux quatre coins du pays collecter le contenu des contes, des causeries et des chansons populaires » ; il assiste aux réunions des diverses « associations ethniques ». Sans doute pense-t-il à sa propre expérience lorsqu'il dénonce la rude condition du soldat noir (« Neuf ans à faire le dactylo avant d'être promu commis ! ») et appelle à « revisiter cette situation, où le militaire est défavorisé par rapport au civil » ; ou lorsqu'il évoque le sort d'un ami noir qui fut « viré de l'école » par des missionnaires « pour quelque incartade insignifiante » : il n'est jamais trop tard pour régler un petit compte avec les curés.

Moraliste et impatient

Il se drape en moraliste, se désole des « distilleries clandestines » et des « buveurs qui sentent l'alcool à 20 mètres devant soi » ; critique les policiers « abuseurs » qui voyagent gratis dans les bus « sans jamais laisser leur place aux mamans enceintes » ; s'inquiète de la persistance du fétichisme à Kinshasa (« La majorité des équipes de foot recourent aux gris-gris... Les joueurs soufflent trois fois dans une corne de taureau, arborent une plume de perroquet dans les cheveux, mâchent des noix de cola, prononcent des paroles cabalistiques »). C'est cocasse quand on sait que, devenu tout-puissant, il s'en remettra souvent aux avis des marabouts ! Ce futur prédateur sexuel fustige l'adultère et la polygamie. Il va jusqu'à s'attrister que certaines prostituées

« demandent le double ou le triple » du tarif ordinaire, laissant entendre qu'il fut victime de cette pratique abusive. Dans les articles de Mobutu, on assiste aussi à des « grands mariages » ou à des soirées de gala ; on admire les artistes célèbres, comme Maître Taureau, « l'as de la danse acrobatique » ; on se balance aux rythmes de rumba des grands orchestres, l'African Jazz de Joseph Kabasele, dit Grand Kallé, ou l'OK Jazz de François Luambo, dit Franco, « le guitariste qui fait dérailler le cœur des filles ».

Mais ce qui intéresse d'abord le journaliste Mobutu, ce sont les « papiers nobles », les articles de fond et les éditoriaux. « Très vite, dira-t-il plus tard, l'écriture a été pour moi le moyen de fixer quelques idées, de faire mes premiers pas politiques, en décrivant tout ce qui n'allait pas⁷. » L'époque lui offre matière à réflexion. L'Afrique se réveille. Le Ghana s'appête à devenir indépendant. Sur l'autre rive du fleuve, à Brazzaville, le général de Gaulle offrira bientôt aux colonies françaises de prendre leur destin en main⁸. Au Congo même, les choses commencent à bouger. En décembre 1955, un professeur belge, Jef Van Bilsen, propose « un plan de trente ans pour l'émancipation politique de l'Afrique belge ». En juillet 1956, quelques intellectuels conduits par Joseph Ileo publient un manifeste dans un numéro spécial du périodique catholique *Conscience africaine*, où ils réclament l'indépendance totale. Ils mentionnent le plan de trente ans, qu'ils jugent dépassé.

En janvier 1957, Mobutu propose étrangement de « bannir le mot “colonie” » et que Baudouin devienne le « roi des Belges et des Congolais » ; il s'impatiente : « L'heure est aux actes et aux décisions. » Un mois plus tard, les lecteurs d'*Actualités africaines*

7. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux, op. cit.*, p. 29.

8. Le 21 août 1958, le général de Gaulle, président de la République française, propose aux colonies françaises d'Afrique noire d'évoluer vers l'indépendance au sein de la communauté franco-africaine. Toutes acceptent, sauf la Guinée de Sékou Touré qui deviendra indépendante le 2 octobre 1958. Les autres proclameront leur indépendance en 1960. L'homme de la France libre avait déjà prononcé à Brazzaville deux discours importants pendant la Seconde Guerre mondiale, le 27 octobre 1940 et le 30 janvier 1944.

peuvent découvrir la longue silhouette de ce Jean de Banzy, rendu à la vie civile et photographié en pied lors d'un entretien « à bâtons rompus » avec deux personnalités politiques. Délesté de son pseudo, il demandera qu'on traite tous les habitants du Congo « sur un pied d'égalité », avec « un même souverain, un même drapeau, une même Constitution, un même sort ». Un autre jour, constate-t-il, « pour qu'il y ait une réelle confiance de la part des civilisés [*sic*] » envers le pouvoir belge, « il faut qu'on cesse les demi-mesures »⁹.

Premier voyage en Belgique

Mobutu a un autre sujet d'impatience, plus immédiat : l'Exposition universelle qui doit se tenir à Bruxelles du 17 avril au 19 octobre 1958. Il s'inquiète : « Combien d'Africains iront à l'Expo ? » Il pense surtout à lui-même. À cette époque, rares sont les Congolais qui sont allés en Belgique. Le journal de Mobutu s'intéresse à l'un de ces privilégiés, Thomas Kanza, rentré en octobre 1956 après quatre ans d'études à Louvain. Ce fils de notable, diplômé en psychologie, est le premier universitaire noir laïc. En Belgique, il a découvert « le Belge moyen, très humain, très naturel¹⁰ », si différent de ses compatriotes du Congo : « À Louvain, j'ai oublié que j'étais Noir¹¹ ! » Sentiment partagé par un autre étudiant, André Boboliko : « Quand on parlait aux Belges de la discrimination entre Blancs et Noirs, ils ne comprenaient pas. C'est quelque chose qui n'existe pas chez eux. Ils condamnaient le comportement des Belges du Congo¹². »

Pour Mobutu, le grand jour arrive. Pierre Davister a chargé son rédacteur en chef adjoint de couvrir le Congrès international

9. On parlait couramment à l'époque, au Congo belge, des « civilisateurs » (les Blancs) et des « civilisés » (les Noirs).

10. François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, éditions Racine, 2010, p. 62.

11. *Actualités africaines*, 29 octobre 1956.

12. François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, *op. cit.*, p. 74.

de la presse coloniale, dans le cadre de l'Expo 58. Une semaine avant son départ, une petite soirée a eu lieu à Léo, au restaurant Jockol, pour fêter l'événement. Ses confrères ont offert à l'heureux élu un bloc-notes et un stylo ; l'un d'eux a prédit, dans un toast, que « Mobutu, garçon de confiance, accomplira honorablement sa mission, laquelle ne consistera pas à bayer aux corneilles ou à contempler les gratte-ciel d'Europe¹³ ». Le 21 juin, il s'envole pour Bruxelles. Il « tremble de peur comme un enfant », écrira-t-il, en pensant « au climat » qui l'attend ; mais le voyage l'enchanté : « Jamais il ne m'arrivera de maudire notre Sabena nationale qui fait si bien les choses » au point de célébrer, lyrique, « le chant de cet avion adressé aux dieux de l'éther¹⁴ ».

En Belgique, Mobutu ne bayera pas aux corneilles. Il rencontre les figures de proue du nationalisme congolais qui ont fait le voyage avec lui, les quelques étudiants congolais de Louvain et de Bruxelles, et les universitaires et syndicalistes belges qui militent pour l'émancipation politique de la colonie. Le gouvernement belge a fait les choses en grand. Il a convié près de sept cents Congolais de tous bords qui débarquent pour la première fois en Europe : chefs coutumiers, journalistes, soldats, invités des missions et des entreprises commerciales. « Ce séjour allait être pour eux un grand moment d'ouverture, de connaissance mutuelle et de formation sur le tas », note l'historien Isidore Ndaywel è Nziem. « Ils eurent le temps de voir, d'entendre et d'être écoutés. Voir les réalisations de la métropole, l'existence des Blancs pauvres et marginalisés, l'efficacité de la lutte des classes ouvrières. Entendre les opinions anticoloniales. » Devant un auditoire chrétien, Joseph Malula, futur archevêque de Kinshasa, martèle : « Les Blancs voudraient donner l'indépendance un quart d'heure trop tard et les Noirs voudraient l'avoir un quart d'heure trop tôt. Mieux vaut un quart d'heure trop tôt que trop tard¹⁵. »

13. *Actualités africaines*, 19 juin 1958.

14. *Actualités africaines*, 19-20-21 juillet 1958.

15. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 432-433.

Portant costume et nœud papillon, l'air timide, Mobutu accorde une interview à la télévision belge qui veut connaître « la réaction des autochtones » à ses articles. Il répond assez confusément en évoquant la question des salaires ouvriers : un jour les lecteurs le soutiennent, le lendemain ils le désapprouvent, car, conclut-il, « le public vogue¹⁶ ». Après avoir, dès son arrivée, visité l'Expo, « cette huitième merveille du monde », admiré le pavillon du Congo, et beaucoup moins celui de l'URSS, avec « sa propagande montée de toutes pièces qui pourrait faire passer la Russie soviétique pour un paradis terrestre aux yeux du visiteur non averti », il profite au mieux de ses trois semaines en Belgique, en la sillonnant, d'Ostende à Liège, d'Anvers à Marcinelle, « cœur du pays noir » où une catastrophe minière a fait deux cent soixante-deux morts deux ans plus tôt. Il passe vingt-quatre heures dans une famille ouvrière bruxelloise, se réjouit de « l'accueil inoubliable » que lui réservent ses confrères belges, mais s'étonne : « La plupart de mes interlocuteurs ne connaissent pas du tout le Congo, leur Congo. » On lui pose des questions incongrues : « Pouvez-vous nous parler des serpents et des cancrelats ? » Il racontera cette découverte de la métropole coloniale dans une série de treize articles publiés par *Actualités africaines*¹⁷. Il demande au ministère de pouvoir prolonger son séjour, mais se voit opposer un refus.

À son retour au pays, il est promu rédacteur en chef de son journal, et sa plume voltige sur tous les fronts de l'information, locale ou étrangère : l'Égypte, l'Irak, les problèmes nucléaires, l'Afrique française. En août 1958, il traverse le fleuve « pour partager la joie de nos amis d'en face » qui, à Brazzaville, font un triomphe au général « Ngol », l'homme de la France libre venu leur proposer l'indépendance¹⁸. Homme d'influence dans sa profession, Mobutu fréquente les leaders du nationalisme congolais. Le plus brillant d'entre eux devient son ami : Patrice Lumumba.

16. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

17. Ces articles sont parus dans *Actualités africaines* entre le 19 juillet et le 11 août 1958.

18. *Actualités africaines*, 23-24 août 1958.

Joseph et Patrice

Joseph-Désiré Mobutu et Patrice Emery Lumumba, de cinq ans son aîné, ont-ils lié connaissance en 1956 dans les locaux d'*Actualités africaines* à Léopoldville ? C'est ce qu'affirme Francis Monheim, hagiographe du jeune Mobutu, dans un livre écrit quelques mois seulement après l'assassinat de Lumumba¹. Celui-ci rentre alors de son premier « voyage d'études » en Belgique, où le gouvernement l'a invité avec d'autres notables congolais. Il est en pleine conversation avec le rédacteur en chef Maurice Kassongo et un autre journaliste, Philippe Kanza. Il a des images plein la tête et des mots plein la bouche. En métropole, il a rencontré des industriels, des financiers, des ouvriers, des hommes politiques surtout. Il a vu des Blancs balayer les rues, ou faire le lit des Noirs dans les hôtels. Il montre fièrement une photo où il figure, entouré de trois souriantes Bruxelloises. « Et dire qu'au Congo nous sommes des Nègres et que les femmes blanches nous méprisent ! » La conversation intéresse vivement Mobutu-de Banzy.

Lumumba est né le 2 juillet 1925 à Onalua, un village du Nord-Kasaï². Ses parents, petits paysans, appartiennent à l'ethnie des Batetela. Enfant studieux, il grandit sous l'aile des pères passionnistes. Mais il n'a ni la vocation religieuse, au déplaisir de son père, ni celle des armes, au regret de son oncle, Victor Lun-

1. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 36-37.

2. Ces données biographiques sont reprises de l'ouvrage de Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, Calmann-Lévy, 1961.

dula, futur premier commandant en chef de l'armée du Congo indépendant. À 13 ans, il choque sa famille en « passant » chez les protestants, des missionnaires suédois qui lui proposent de devenir infirmier à Katak-Kombe. Il n'aura jamais son diplôme, préférant la lecture – Voltaire, Rousseau, Hugo – à l'étude. Ce grand jeune homme maigre, encore timide et pauvre, échoue à Kindu, capitale provinciale du Maniema. Il est aussitôt embauché au Syndicat minier africain ; fait venir Pauline, sa fiancée ; lit toujours plus, s'informe, écoute la radio, fréquente le « Cercle des évolués », envoie quelques mauvais poèmes à des journaux de Léopoldville. À Kindu, il s'exprime de plus en plus, entre amis ou par écrit. Au tournant des années 1950, il est l'un des rares Congolais, sur un total de douze millions, qui sache et ose exposer ses vues sur les problèmes sociaux. Il se veut un ami des Belges.

Lorsque sa demande « d'immatriculation » est rejetée pour « immaturité », quelques Blancs l'aident à faire appel. Avec succès, il se rend alors à Léo, où il est engagé par la direction des Postes. Doué pour les langues, il parle le français et quelques grands idiomes du Congo : lingala, swahili, tshiluba. Un atout pour ce futur leader. Assez vite pourtant, l'amertume le gagne. Être immatriculé devrait faire de lui un citoyen à part entière. Mais le racisme et le paternalisme de nombreux Blancs le renvoient à sa condition de « Nègre ». Au bout de un an, on le nomme à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani) comptable à l'Office des chèques postaux. Lors d'un remplacement de plusieurs mois, à Yangambi, il prend la parole en public et découvre ses dons d'orateur. Myope, il porte maintenant des lunettes, qui lui donnent un air distingué. Pour un fonctionnaire congolais, il vit assez bien. Mais il a de gros besoins et commet des petits larcins aux dépens des PTT. Ses supérieurs le tiennent pour un « élément de très grande valeur » dont l'honnêteté « laisse à désirer ».

L'ascension de Lumumba

À Stanleyville, Lumumba est un personnage populaire. Son éloquence et son dynamisme impressionnent. Les évolués et les

travailleurs le consultent. Certains l'appellent « monsieur l'avocat ». Le soir, il lit ou écrit. Des articles et des lettres qui souvent partent vers l'Europe. Le voilà bientôt président provincial de l'Apic, l'Association du personnel indigène du Congo. Il se lance en politique et devient vice-président régional du Parti libéral belge. Au Congo, cette formation vieillotte et conservatrice attire les jeunes, grâce à la présence en son sein de Lumumba. Ce dernier continue de « compléter » ses revenus à la Poste sans être démasqué. Politiquement, il devient peu à peu un nationaliste fervent. En juin 1955, le roi Baudouin fait un triomphe au Congo. À Stanleyville, dernière étape de sa tournée, lors d'une réception au crépuscule, le souverain s'entretient longuement avec le commis des postes. Le courant passe entre les deux hommes. Du jour au lendemain, le prestige de Lumumba grandit encore. Il est le Noir qui a parlé avec le roi. En bonne logique, on l'invite à Bruxelles l'année suivante³. C'est donc à son retour au Congo que Mobutu l'aurait rencontré.

Quelques jours plus tard, début juillet 1956, Lumumba est arrêté à Stanleyville. La justice l'accuse d'avoir détourné 126 000 francs belges en cinq ans, par des faux en écriture. Il avoue sans difficulté, mais avait, assure-t-il, l'intention de rembourser cet argent « emprunté⁴ ». En 1960, il réveillera cet épisode en le politisant. Il tirera gloire dans ses meetings d'avoir volé les colonialistes : « Cet argent était celui du Congo et des Congolais. » Mais cette indélicatesse le poursuivra comme un remords. En attendant, il sera condamné à deux ans de prison. L'administration a pour consigne de bien le traiter. Dans sa cellule, il occupe utilement son temps. Dans une lettre au roi, il souligne que son engagement politique est désintéressé. Il rédige un manuscrit au titre prémonitoire, *Le Congo terre d'avenir est-il menacé ?*, qui sera édité à titre posthume en 1961⁵. Il prend connaissance du manifeste de *Conscience africaine* et d'un pam-

3. Selon l'historien Jean Omasombo Tshonda, Lumumba séjourne en Belgique du 24 avril au 24 mai 1956.

4. Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, op. cit., p. 51-53.

5. Jean Omasombo Tshonda, *Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation*, Cahiers d'études africaines, 2004, p. 228.

phlet plus radical publié par l'Abako, l'association regroupant les Bakongo, l'ethnie majoritaire à Léo, que dirige le principal leader politique d'alors, Joseph Kasa-Vubu. Ce document réclame « la proclamation de l'indépendance du Congo ».

Lumumba ressent que l'histoire avance sans lui. Il dira plus tard : « J'avais deux motifs d'être furieux : le premier, de m'être mis dans cette situation malheureuse et de devoir assister passivement aux événements extérieurs. Le second, de n'être pas resté à Léopoldville à l'issue de mes études postales. Je jurai, en prison, de partir pour Léo aussitôt que je serais libéré. Il fallait abandonner Stan. La prise de la Bastille ne s'est pas faite à Angoulême⁶. » Il ne sera exaucé qu'à moitié : en juin 1957, il est transféré à Léo, mais reste incarcéré sur l'exigence du Ministère public qui a fait appel en mars du premier jugement en demandant une peine plus sévère. À la prison de Ndolo, Lumumba reçoit souvent la visite de Maurice Kassongo, qui lui apporte les derniers numéros d'*Actualités africaines*. Le détenu apprécie les articles de Mobutu et entame avec lui une correspondance. Le 7 septembre, Lumumba est libéré prématurément⁷. Le roi fait partie de ceux qui sont intervenus en sa faveur.

Lumumba fête-t-il, comme le précise Francis Monheim, sa première soirée d'homme libre dans la maisonnette moderne que Mobutu s'est fait construire à Bandalunga, un quartier moderne de la « cité indigène⁸ » ? Une chose est sûre : les deux hommes deviennent amis. Ils partagent certaines idées. N'appartenant ni l'un ni l'autre à une ethnie dominante, ils souhaitent un Congo fort, uni, à même de résister aux ingérences étrangères. En décembre 1957, l'Abako remporte une victoire éclatante lors des premières élections communales, fruit d'une timide réforme politique. Pendant la campagne, le journaliste Mobutu a critiqué le tribalisme des leaders congolais qui se livrent une « lutte à

6. Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, op. cit., p. 60.

7. Cette date a été fournie à l'auteur par Jean Omasombo Tshonda. Le 21 septembre, ajoute-t-il, Lumumba sera reçu par la Fédération des Batetela de Léopoldville qui organise une grande fête en son honneur.

8. Francis Monheim, *Mobutu. Le point de départ*, Didier Hatier, 1985, p. 98.

mort » sur des bases ethniques. En mars 1958, il reproche à Kasa-Vubu ses contradictions et ses volte-face⁹. On le sent de plus en plus influencé par Lumumba.

Mobutu adhère au MNC

En août 1958, *Actualités africaines* salue, sous la signature de Mobutu, la nomination de Lumumba, photo à l'appui, au poste de directeur commercial des Brasseries du Bas-Congo, lesquelles fabriquent la célèbre bière Polar. Une nomination, commente l'article, « accueillie avec joie dans les milieux africains de la cité » et qui reflète « le désir de voir des Congolais accéder progressivement à des postes de commande »¹⁰. C'est une décision doublement profitable. Les patrons du populaire Lumumba voient en lui, à juste titre, un excellent propagandiste de leur marque. De son côté, l'heureux promu, désormais mieux payé que la plupart de ses collègues européens, ajoute à son éloquence un atout électoral dont il use à son gré, la bière : où Lumumba passe, la Polar coule à flots¹¹.

En octobre 1958, nouvel article sur Lumumba, nouvelle photo, et nouveau commentaire élogieux de Mobutu sur ce personnage « si sympathiquement connu pour ses activités sociales et commerciales¹² ». Mais l'important est ailleurs : quatre jours plus tôt, le 10 octobre, Lumumba a fondé le Mouvement national congolais (MNC), un parti nationaliste multiethnique. À ses côtés, on trouve plusieurs figures de proue de la politique congolaise : l'homme du « manifeste », le démocrate-chrétien Joseph Ileo ; le syndicaliste Cyrille Adoula ; le brillant journaliste Joseph Ngalula ; Gaston Diomi, assistant médical et membre de l'Abako comme le socialiste Alphonse Nguvulu. Leur programme ? Indépendance, libertés fondamentales, unité nationale, négociation avec la Belgique après l'indépendance, éducation politique des

9. *Actualités africaines*, 20 mars 1958.

10. *Actualités africaines*, 7 août 1958.

11. Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, *op. cit.*, p. 62.

12. *Actualités africaines*, 14 octobre 1958.

masses, formation accélérée des élites. Dans un long article intitulé « Petit essai de géographie des influences à Léo », Mobutu présente ces hommes du MNC et quelques autres, Kasa-Vubu, bien sûr ; Jean Bolikango, Paul Bolya, André Genge, Daniel Kanza, Albert Nkuli, Arthur Pinzi, Bertin Tumba, etc. Avec une mention particulière pour Lumumba, « une forte tête ». Il conclut à l'adresse du pouvoir colonial : « Le Congo possède des interlocuteurs valables et dignes¹³. »

Dans un premier temps, Mobutu refuse de rejoindre le MNC pour garder, comme journaliste, sa liberté de jugement et d'action. Mais les événements s'accélèrent. L'administration se raidit. La politique du nouveau ministre des Colonies, le progressiste Maurice Van Hemelrijck, est combattue sur place et à Bruxelles. Du 5 au 13 décembre, la première conférence panafricaine se tient à Accra sous les auspices de Nkrumah, Premier ministre du Ghana. Le pouvoir colonial empêche Kasa-Vubu de s'y rendre. C'est donc Lumumba qui y fait entendre la voix du Congo, en compagnie de Diomi et de Ngalula. Son discours est limpide : « Notre mouvement a pour but fondamental la libération du peuple congolais du régime colonialiste et son accession à l'indépendance¹⁴. » Quelque temps plus tard, *Actualités africaines* publiera une photo de l'orateur, en smoking et nœud papillon. Mobutu le qualifie de leader « pondéré et intelligent ». Le 28 décembre, lors d'un meeting à Léo, les trois pèlerins d'Accra rendent compte de leur voyage. Avec sa haute taille, ses longs bras maigres, son magnétisme, Lumumba enfièvre la foule qui hurle de joie et pour la première fois scande le mot magique : « Dipenda ! Dipenda ! » – une déformation en lingala du mot « indépendance ». Ce jour-là, Mobutu adhère au MNC. Il a la carte numéro 201¹⁵.

13. *Actualités africaines*, 11-12 octobre 1958.

14. *Actualités africaines*, 13-14 décembre 1958.

15. Francis Monheim, *Mobutu. Le point de départ*, op. cit., p. 101.

Émeute à Léopoldville

L'année 1958 s'achève sur un espoir, le gouvernement belge ayant annoncé pour le 13 janvier une importante déclaration sur l'avenir du Congo. Il sera pris de court par l'histoire qui, soudain, s'emballe. Ce 4 janvier 1959 s'annonce comme un dimanche presque ordinaire. Le journal *L'Avenir*, relatant la nuit du réveillon, écrit : « Le tout-Léo, en robe du soir et complet habillé, a accueilli l'an neuf en beauté¹⁶. » Il y a tout de même ce meeting de l'Abako, annoncé pour le début d'après-midi, et au stade tout proche, un grand match de football. À l'heure du déjeuner, Lumumba se trouve chez Mobutu. Il se rend régulièrement au domicile du journaliste, où il peut rencontrer discrètement qui il veut et déguster les bons petits plats préparés par la maîtresse de maison¹⁷.

Les deux amis enfourchent bientôt le scooter de Mobutu et se rendent sur les lieux du meeting¹⁸. Ce rassemblement a été interdit à la dernière minute. Kasa-Vubu l'annonce à la foule, qui l'ignorait. Pacifiste, admirateur de Gandhi, il demande à ses partisans de garder leur calme et de se disperser. Sa harangue dure à peine cinq minutes. Les militants sont dépités. Tout à coup, un chauffeur de bus européen se montre grossier, esquisse un geste malheureux. Il se fait rouer de coups. L'affaire tourne mal. On se bouscule, on s'insulte. La police intervient. Pris de panique, un commissaire blanc tire en l'air. Une Jeep est renversée, incendiée. Les policiers visent à hauteur d'homme. Le sang des premières victimes rougit l'asphalte.

C'est l'émeute. À ce moment-là, le match est fini et le stade se vide. Les supporters du club local, frustrés de sa défaite, se joignent aux émeutiers. On crie : « Dipenda ! », « Flamands, fouitez le camp ! », « Attaquons les Blancs ! », « Kasa-Vubu, roi ! »¹⁹.

16. *L'Avenir*, 3-4 janvier 1959.

17. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 44.

18. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, Actes Sud, 2012, p. 269-272.

19. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 36-37. Voir aussi les témoignages dans François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, op. cit., p. 167-178.

En moins d'une heure, le soulèvement se propage dans l'immense cité. La colère, longtemps accumulée, explose contre les symboles coloniaux. Les magasins sont pris d'assaut, les voitures lapidées, les églises, les écoles, les foyers sociaux attaqués. Tout ce qui porte la marque du Blanc. Des milliers de jeunes se mettent à piller. La ville européenne est verrouillée. Après avoir longtemps sillonné les rues, Mobutu raccompagne Lumumba chez lui. Il finit par rejoindre la rédaction de *L'Avenir* pour y écrire son « papier ». Le lendemain, la Force publique reçoit l'ordre de « rentrer dedans ». Elle tire au mortier. La bataille durera trois jours. Son bilan officiel est lourd : quarante-sept morts et deux cent quarante et un blessés du côté congolais, une quarantaine de blessés européens²⁰. Les témoins oculaires parlent de deux cents à trois cents morts.

Chez les Belges de Belgique et du Congo, c'est la stupeur horrifiée. Le mythe de la « colonie modèle », du « pays des hommes tranquilles » a volé en éclats. Le sang a beaucoup coulé. L'armée impose le couvre-feu sur la « cité », procède à des centaines d'arrestations. L'Abako est dissoute. Kasa-Vubu se cache, puis se constitue prisonnier. Dans *Actualités africaines*, Mobutu fait un récit fidèle et impartial du meeting dont il fut un témoin privilégié²¹. Il souligne le caractère modéré et rassembleur du bref discours de Kasa-Vubu, dont il reproduit une phrase clé : « Le MNC est un mouvement typiquement africain et ceux qui veulent y adhérer sont libres de le faire. » Autrement dit, chacun peut rejoindre le MNC tout en restant membre de l'Abako. Un feu vert que l'habile Lumumba exploitera en recrutant massivement de nouveaux partisans.

Baudouin promet l'indépendance

La parole est maintenant au roi. Le 13 janvier 1959, prenant de vitesse le gouvernement, Baudouin prononce ces paroles historiques : « Notre ferme résolution est aujourd'hui de conduire

20. CRISP, *Congo 1959* (Jules Gérard-Libois), documents, Bruxelles, 1960.

21. *Actualités africaines*, 10-11 janvier 1959.

sans attermolements funestes, mais sans précipitation inconsidérée, les populations congolaises à l'indépendance dans la prospérité et la paix. » Traduit dans les quatre grandes langues nationales, le message royal est aussitôt diffusé à la radio²². Le mot est lâché : indépendance ! Pour les Congolais, c'est un engagement solennel. Mais la déclaration gouvernementale ne comporte aucun calendrier. Aussi le Congo connaîtra-t-il tour à tour, et pour son malheur, les « attermolements funestes » et la « précipitation inconsidérée ». 1959 sera une année de rupture entre Noirs et Blancs sur le terrain et dans les esprits. Kasa-Vubu appelle à la désobéissance civile. De vastes régions échappent à toute autorité. Le pays devient peu à peu ingouvernable. Dans ses articles, Mobutu souhaite que « la confiance renaisse » ; il s'inquiète de voir « certains intérêts européens » résister aux changements²³.

C'est l'époque où Mobutu et Lumumba se voient beaucoup, notamment dans les locaux de *L'Avenir*. Pierre Davister se souvient : « Que de fois n'ai-je pas vu Mobutu corriger les textes de certains discours ou articles de Lumumba, et il me semble l'entendre encore lui dire doucement : "Patrice, cela ne change rien au fond du problème et au fond des revendications du MNC, mais c'est moins violent et plus acceptable !" » Et il ajoute : « Patrice Lumumba venait d'ailleurs souvent consulter Mobutu et il faut croire que l'entente entre les deux hommes était absolument parfaite, car il n'était pas rare que Lumumba me déclare : "Demandez ce que vous voulez savoir à Joseph. Il connaît tous mes projets et il est bien au courant"²⁴. »

En février 1959, cinq semaines après l'insurrection, la direction de la Sabena invite à Bruxelles les représentants des journaux congolais. Mobutu est du voyage. Il assiste à la conférence de presse où la compagnie annonce qu'elle est en déficit. Mobutu profite de ce bref séjour pour introduire une demande de stage

22. Enregistrements RTBF, 13 janvier 1959.

23. *Actualités africaines*, 22 janvier 1959. L'article est titré « Pas de résistance, s'il vous plaît ».

24. Témoignage de Pierre Davister, préface de l'ouvrage de Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 11.

auprès de l'Office d'information pour le Congo, Inforcongo²⁵. Une bourse lui est accordée. Mais Léo met son veto : pas question de gaspiller de l'argent pour un militant du MNC ! Finalement, grâce à l'aide de William Ugeux, directeur d'Inforcongo, Mobutu obtient doublement satisfaction : la bourse et le droit d'emmener à Bruxelles sa femme et leurs deux enfants. Le 31 mars, Mobutu dit au revoir à ses « chers amis lecteurs²⁶ ». Il annonce la fin de la rubrique « La Cité sans voiles », après cent quatorze semaines dans les colonnes d'*Actualités africaines*. Il devient le « représentant officiel » en Belgique de ce magazine. En trois ans, il a écrit, sous pseudo puis sous son nom, plus de deux cents articles.

25. *Ibid.*, p. 45-46.

26. *Actualités africaines*, 31 mars 1959.

Indépendance cha cha

Voici donc Mobutu installé en famille à Bruxelles. Il y restera quatorze mois et ne regagnera le Congo que trois semaines avant la proclamation de son indépendance. Il est stagiaire à Inforcongo et suit les cours de l'école de journalisme de l'Association de la presse belge. Il intègre aussi l'Institut supérieur d'études sociales après avoir, racontera-t-il plus tard, impressionné le jury en décrochant un 20/20 lors d'une dictée en français¹. L'enseignement de la mémorable Mme Delcourt continue de faire merveille. Le 15 juillet 1959, il accepte, à la demande de son épouse, de sceller religieusement leur mariage dans une chapelle bruxelloise². À cette époque, Mobutu est un jeune homme avide d'apprendre et de s'exprimer, à la fois studieux et sociable. Il sort beaucoup, boit un peu, et, comme tous ses camarades, fréquente des chrétiens de gauche, des syndicalistes et des groupes anticolonialistes. Il suit de près l'actualité congolaise qui s'enfièvre³.

Désormais autorisés, les partis politiques fleurissent. On en comptera bientôt plus d'une centaine. La plupart ne sont qu'un habillage d'associations ethniques. Deux grandes lignes de faille les traversent, entre « radicaux » et « modérés », entre « unitaristes » et « fédéralistes ». Les radicaux exigent « l'indépendance immédiate et inconditionnelle » ; les modérés acceptent une solution transitoire. L'Abako de Kasa-Vubu est radicale et fédéraliste ; le

1. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux, op. cit.*, p. 31-32.

2. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul, op. cit.*, p. 50.

3. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu, op. cit.*, p. 142.

MNC de Lumumba, radical et unitariste ; la Conakat, du Katan-gais Moïse Tshombe, fédéraliste et modérée⁴. En juillet, l'aile non lumumbiste du MNC fait scission. Elle se choisit pour président le Kasaien Albert Kalonji. Seul parti présent un peu partout au Congo, le MNC de Lumumba est aussi le plus actif et le mieux organisé. Il ne manque ni d'argent ni de nouvelles recrues.

Pendant des mois, le gouvernement belge tergiverse, paralysé par ses propres divisions et par l'hostilité des Blancs du Congo à une émancipation rapide de la colonie. Les articles du journal *L'Avenir* reflètent ces atermoiements. Un jour, audacieux, il titre : « Foncer tête baissée, pourquoi pas⁵ ? » Plus tard, en proie au doute, il s'interroge : « La Belgique peut-elle abandonner le Congo ? » Et il répond, paternaliste et presque menaçant : « Évidemment, elle le peut, mais le Congo en subira les conséquences⁶. » Face aux hésitations coloniales, les partis congolais font de la surenchère. En avril 1959, Lumumba avait présidé le premier congrès politique du Congo et proposé une date pour l'indépendance : le 1^{er} janvier 1961. Fin octobre, lors d'un congrès des partis unitaristes dans son fief de Stanleyville, il appuie sur l'accélérateur : « Le divorce est définitif entre la Belgique et le Congo. L'indépendance, il faut la conquérir⁷ ! » Le 1^{er} novembre, il est incarcéré pour menées subversives. À Bruxelles, Mobutu se mobilise. Il contacte plusieurs parlementaires et un évêque, auprès desquels il plaide la cause de son ami emprisonné. Tous promettent de « faire quelque chose ». Il obtient l'envoi au Congo de deux avocats, un Belge et un Français⁸.

Libérer Lumumba

Mais l'histoire galope de nouveau. Fin novembre, le gouvernement belge annonce la tenue d'une table ronde à Bruxelles

4. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, Actes Sud, 2012, p. 276.

5. *L'Avenir*, 28 avril 1959.

6. *L'Avenir*, 3 octobre 1959.

7. Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, op. cit., p. 152.

8. *Ibid.*, p. 157.

en janvier 1960. Le 17 décembre, le roi débarque à Stanleyville, première étape d'un voyage surprise au Congo. Baudouin prend de court les politiciens belges qu'il juge responsables du pourrissement de la situation. Croit-il pouvoir, par sa seule présence en grand uniforme blanc, calmer le jeu, gagner du temps, ménager une transition vers l'indépendance dans l'ordre et la paix ? Des milliers de Congolais l'accueillent dans la liesse. Mais ce triomphe repose en partie sur un malentendu, dont témoigne le double slogan du jour : « Vive le roi ! Libérez Lumumba ! » Avalant une fausse rumeur lancée par les amis du détenu, la foule croit que Baudouin est ici pour lui rendre la liberté. Sa déception tourne à la colère. Des incidents éclatent. Le sang coule. Le souverain prend conscience du délabrement de l'autorité coloniale et du prestige accru de Lumumba. Un prestige encore renforcé par l'éclatante victoire de son parti aux élections cantonales. Le roi est inquiet. Il confie à un proche : « Nous allons abandonner le Congo dans la honte et avec beaucoup de morts⁹. »

Le 21 janvier 1960, Lumumba est condamné à « six mois de servitude pénale » assortis d'une grosse amende. La veille, la table ronde s'est ouverte à Bruxelles en présence de tous les ténors congolais, à l'exception de Lumumba. Le fossé n'a jamais paru aussi profond entre le pouvoir belge et l'autorité judiciaire coloniale qui s'agrippe à son prisonnier. Fin décembre et début janvier, Mobutu a poursuivi ses démarches en faveur de Lumumba. Dès l'ouverture de la table ronde, les quarante-quatre délégués noirs, dont seulement trois représentent le MNC, réclament sa libération. Pendant le week-end suivant, ils décident d'en faire une condition préalable à la reprise des travaux¹⁰.

Entre-temps, Lumumba a été éloigné de son fief et mis de force dans un avion – pieds nus et menotté. Destination, la prison de Jadotville (aujourd'hui Likasi) au Katanga. Il n'y restera que trois jours. Le gouvernement belge a cédé : Lumumba est libre. À Élisabethville, ses partisans lui achètent un complet neuf. Dès

9. Témoignage de Pierre Leroy, dernier gouverneur belge de Stanleyville, cité dans l'analyse de Jean Omasombo Tshonda, *Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation*, Cahiers d'études africaines, 2004, p. 240.

10. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 51.

le lendemain, le 26 janvier, il débarque à Bruxelles. Souriant, il montre aux journalistes ses poignets bandés : les menottes ont mis sa chair à vif¹¹. À l'aéroport, le comité d'accueil du MNC comprend notamment son vice-président, Victor Nendaka, et Mobutu. La table ronde peut vraiment commencer, avec pour héros Lumumba, promu homme d'État. Pierre Leroy, dernier gouverneur belge de Stanleyville, écrira : « On n'imaginait pas plus faire une politique congolaise sans entendre Lumumba qu'écrire une histoire de la peinture sans nommer Picasso¹². »

Ce sera le 30 juin

« L'union fait la force », proclame la devise nationale belge. Les Congolais s'en souviennent. Encouragés par la poignée d'étudiants présents à Bruxelles, dont Mobutu, les délégués noirs forment un Front commun que dirige Jean Bolikango. Ils exigent et obtiennent que la conférence ne soit plus seulement consultative, mais constituante : ses résolutions devront devenir des projets de loi. Plus important encore, ils demandent « l'indépendance immédiate » et, stupéfaits, reçoivent satisfaction : ce sera le 30 juin ! La date de l'indépendance est fixée dès le 27 janvier, avant même qu'on discute de son contenu. Politiquement, la Belgique « lâche tout », vingt-quatre heures après l'arrivée de Lumumba.

Autour de la table ronde – en réalité disposée en carré –, les étudiants ne sont pas admis. Mobutu n'est donc membre d'aucune délégation. Mais il s'active en coulisses. Cléophas Kamitatu, l'un des leaders congolais, se souviendra d'avoir apostrophé « un grand et beau jeune homme » venu assister à une réunion du Front commun et l'avoir invité à quitter les lieux : Mobutu, blessé dans son orgueil, s'en ira en claquant la porte¹³. Autre souvenir d'un témoin de l'époque, Aubert Mukendi : « Mobutu était là,

11. Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, op. cit., p. 166.

12. Cité par Jean Omasombo Tshonda, *Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation*, op. cit., p. 237.

13. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa*, François Maspero, 1971, p. 37.

partout, à côté de nous. C'était un petit qui essayait d'exister dans l'ombre d'un grand¹⁴. » Jugement partiel et partial. Le « grand » – Lumumba – a confiance en Mobutu qui s'est démené pour lui, en lui trouvant notamment des avocats. En retour, Mobutu admire Lumumba : « Pour moi, confiera-t-il, Lumumba était un modèle, un des seuls à penser à la fois “indépendance réelle” et “unité totale du Congo” par-delà ses diversités ethniques. C'est lui qui m'a initié à la politique active¹⁵. » Mobutu installe son QG dans une chambre du modeste hôtel Cosmopolite, où loge Lumumba. Il coordonne le travail de la délégation du MNC, ouvre la correspondance de Lumumba, filtre ses visiteurs, l'aide à rédiger ses lettres et lui fait découvrir les bistrotts de Bruxelles¹⁶.

Lumumba fait-il preuve avec Mobutu d'une candeur funeste ? L'hagiographe du futur dictateur, Francis Monheim, le présente comme une « cible » de la Sûreté coloniale, « fiché » depuis sa turbulente jeunesse, et surveillé de près par les services belges pour avoir écrit plusieurs articles qui ont déplu en haut lieu, notamment lors du soulèvement de janvier 1959. Mais une rumeur tenace, connue de quelques Congolais, raconte une tout autre histoire : Mobutu est lui-même un informateur de la Sûreté. Selon le chef de celle-ci à l'époque, Frédéric Vandewalle, l'ex-militaire devenu journaliste a continué d'être payé pour renseigner les autorités sur les activités politiques des jeunes de sa génération¹⁷. Son « officier traitant » révélera qu'il rencontrait Mobutu chaque semaine à Léopoldville autour d'un verre de bière et lui glissait un billet de 100 francs congolais¹⁸. Pareil recrutement était monnaie courante et se prolongeait à Bruxelles, les étudiants congolais en métropole entretenant des relations

14. Témoignage d'Aubert Mukendi extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

15. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 44.

16. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 142.

17. Entretien de Frédéric Vandewalle avec Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, American University Press, 1993, p. 10.

18. Entretien de l'auteur, le 23 juillet 2015, avec François Ryckmans, qui a recueilli lui-même cette confidence de l'« officier traitant » en question, un Belge de la Sûreté coloniale.

avec les services belges en échange du privilège de pouvoir y séjourner comme boursiers.

Mobutu va-t-il jusqu'à fréquenter assidûment Lumumba à la seule demande de la Sûreté ? L'affirmer serait réduire à une simple affaire de police une relation complexe entre les deux hommes, faite d'intérêts mutuels, d'idéaux partagés, d'amitié et de confiance. En mai 1959, un ami belge de Lumumba le met en garde contre Mobutu. Selon le journaliste Pierre De Vos, le chef du MNC lui aurait répondu : « Je sais que Mobutu a servi la Sûreté, mais il faut se replacer dans l'atmosphère où nous vivions à cette époque. Les Belges nous payaient mal, nous devions élever nos enfants dignement, un billet de 100 francs permettait d'équilibrer un budget. Mobutu en a eu besoin, et je comprends qu'il ait accepté, comme d'autres, de jouer les indicateurs. Maintenant qu'il est chez moi, c'est bien fini. Je lui ai rendu la dignité et il a toute ma confiance. Jamais il ne m'abandonnera¹⁹. » Une chose est sûre : Mobutu n'a jamais nié avoir exercé le métier accessoire d'« indic ». Mieux, il l'avouera involontairement à Lumumba lors d'un conseil des ministres, en août 1960 : « Tous des espions, les journalistes. Je le sais. Je l'ai été²⁰. »

La CIA le repère

Les informations données par Mobutu à la Sûreté sont systématiquement transmises à l'antenne de la CIA à Bruxelles. Elles intéressent Larry Devlin, promu prochain chef de poste de l'agence au Congo²¹. Il fait la connaissance de Mobutu pendant la table ronde lors d'une réception à l'ambassade américaine²². C'est l'époque où Mobutu noue aussi des liens avec le banquier

19. Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, op. cit., p. 240.

20. Serge Michel, *Uhuru Lumumba*, Julliard, 1962, p. 97.

21. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 11.

22. Entretien de Larry Devlin avec Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 11.

belgo-américain Maurice Tempelsman, un ami de Devlin, qui deviendra vingt ans plus tard le dernier compagnon de Jackie Kennedy. Devlin racontera comment il avait « repéré » Mobutu : « Nous ne savions rien des futurs dirigeants congolais. Mes collègues et moi-même avons rencontré une douzaine d'entre eux. Ensuite nous avons partagé nos impressions. Un nom revenait sans cesse, celui d'un jeune homme très intelligent, ce Mobutu. Peut-être encore un peu immature, mais plein d'avenir. C'est étrange, avec le recul, de noter que tant de gens avaient vu en lui un leader potentiel²³. »

Pour divertir les délégués congolais, l'African Jazz de Grand Kallé s'est installé à Bruxelles. Dès le soir du 27 janvier, à l'hôtel Plaza, les musiciens en smoking entonnent les couplets d'*Indépendance cha cha*, une chanson écrite et composée au cours des nuits précédentes. Cette rumba en trois langues – lingala, kikongo, tshiluba – célèbre la libération et l'unité du peuple congolais. Vouée à un immense succès, elle sera le véritable hymne national et celui de l'émancipation de tout un continent, en cette année 1960 où dix-sept pays noirs accèdent à l'indépendance²⁴. La table ronde s'achève le 20 février en dotant le Congo d'institutions presque calquées sur les belges, compromis entre unitaristes et fédéralistes : une dualité au sommet – un président et un Premier ministre –, deux chambres législatives, un État central et des provinces autonomes. Trois structures binaires, et autant de conflits en germe²⁵.

Lumumba rentre au Congo pour préparer les élections provinciales et législatives qui auront lieu le 25 mai. À Léopoldville, ses partisans le revêtent d'une peau de léopard ; à Stanleyville, ils le coiffent d'une toque de plumes de perroquet, emblème des Batetela, et lui remettent une longue voiture américaine, blanche et décapotable²⁶. Mobutu reste à Bruxelles pour diriger le bureau

23. Témoignage de Larry Devlin extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité dans Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, *op. cit.*, p. 64.

24. François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, *op. cit.*, p. 192-193.

25. *Ibid.*, p. 201.

26. Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, *op. cit.*, p. 172-173.

du MNC et représenter le parti lors d'une nouvelle table ronde, économique et financière, qui se tiendra du 26 avril au 16 mai. Cette négociation, cruciale pour l'avenir du Congo, sera cruellement inégale. Un véritable jeu de dupes. D'un côté, un ministre belge et une équipe d'économistes chevronnés connaissant leurs dossiers par cœur. De l'autre, de jeunes étudiants, en majorité dépourvus de toute formation idoine, trouvant en face d'eux leurs anciens professeurs, découvrant le soir les documents à discuter le lendemain, passant la nuit à essayer d'en comprendre la portée, avec l'aide de quelques intellectuels et politiciens belges progressistes. Ils sont en outre dans l'impossibilité de joindre leurs mandants congolais, accaparés par la campagne électorale. Parmi ces négociateurs figurent Albert Ndele, futur gouverneur de la Banque nationale, Cyrille Adoula, futur Premier ministre, et Mario Cardoso, arrivé pour épauler Mobutu.

Ce dernier racontera cette expérience déplaisante : « Et voici comment moi, pauvre petit journaliste mal dégrossi, je me suis retrouvé à la même table que les plus grands requins de la finance belge ! Je n'avais aucune formation financière et mes compagnons de délégation, ceux qui représentaient les autres mouvements congolais, pas davantage. Ce n'est pas un des meilleurs souvenirs de ma vie. Nous avons discuté pied à pied, mais je me faisais l'effet de ce cow-boy des westerns qui se fait à tous les coups plumer par les professionnels de l'arnaque. Nous discussions tard dans la nuit et nous apprenions le lendemain matin que, pendant ce temps-là, le parlement belge avait pris de son côté des dispositions qui rendaient caduque la négociation. Il fallait se battre sur tout [...]. Évidemment, nous nous sommes fait rouler. Par toute une série d'astuces juridiques et techniques, nos interlocuteurs ont réussi à préserver entièrement la mainmise des multinationales et des capitalistes belges sur le portefeuille congolais²⁷. » Sa rancune sera tenace.

27. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux, op. cit.*, p. 45-46.

Secrétaire d'État

Les jeunes délégués congolais veulent surtout qu'on dresse un inventaire économique et financier du pays et qu'on prenne des mesures transitoires, avant une négociation définitive au lendemain de l'indépendance. Pour les Belges, il s'agit carrément de sauver les meubles, de préserver au maximum leurs intérêts commerciaux. Les sociétés belges obtiennent de pouvoir relever du droit belge, fiscalement plus favorable : le Trésor congolais verra ainsi disparaître une grosse part de ses recettes. Le Congo disposera du patrimoine minier, mais moyennant indemnités. Surtout, le Comité spécial du Katanga sera dissous et ses actions seront partagées, ce qui privera le nouvel État du contrôle majoritaire de l'Union minière, moteur de l'économie. Résultat, la fuite des capitaux s'accélère, la Belgique étant accusée d'avoir « vidé les caisses²⁸ ». Les Belges avaient promis de « remettre les clés au Congo » le 30 juin. En réalité, ils gardent en main l'essentiel du trousseau.

Si l'on en croit Mobutu, Lumumba juge malgré tout qu'il s'est « plutôt bien débrouillé pour un débutant²⁹ ». Le représentant du MNC à Bruxelles partage désormais avec son aîné quelques lourds secrets. Sur l'argent du parti notamment. Avec Nendaka, Mobutu réceptionne les dons en provenance du bloc communiste et de pays non alignés : l'URSS, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie de Tito, l'Égypte de Nasser. Sans oublier, plus modestement, le parti communiste belge, qui sert aussi d'intermédiaire³⁰. Des sommes en théorie destinées à financer la campagne du MNC. Peu avant l'embarquement de Lumumba pour le Congo, après la première table ronde, Mobutu et Nendaka

28. François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, op. cit., p. 215-216.

29. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 46.

30. Entretien de l'auteur avec François Ryckmans, 23 juillet 2015. Et témoignage de Thomas Kanza dans *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, op. cit., p. 198.

avaient eu la preuve du versement par le PC belge d'une forte somme sur le compte personnel de leur leader³¹.

Les élections donnent une nette victoire aux partis nationalistes. Le MNC et ses alliés arrivent en tête. Mais les grands partis régionaux l'emportent aussi dans leur fief, comme l'Abako de Kasa-Vubu ou la Conakat de Tshombe. Tout gouvernement sera forcément une coalition. Mobutu rentre au pays le 10 juin. Lumumba lui demande de diriger *L'Indépendance*, l'hebdomadaire du MNC dont il veut faire un quotidien³². Lumumba et Kasa-Vubu se méfient l'un de l'autre. Le climat se tend. Des bagarres tribales éclatent ici et là. Des centaines de Blancs quittent le pays. Après d'interminables tractations par l'entremise du pouvoir belge, Lumumba forme enfin un gouvernement hétérogène, investi le 24 juin. Tout sourire, cette nuit-là, les amis de Lumumba lui caressent la barbiche qu'il avait juré de ne pas raser avant l'indépendance³³. Puis le Parlement élit Kasa-Vubu chef de l'État. Mobutu se verrait bien ministre de la Défense. Il le dit à Lumumba qui refuse et ajoute ce portefeuille à son poste de Premier ministre³⁴. Mobutu est nommé secrétaire d'État à la présidence du Conseil. Ce poste fait de lui un proche conseiller et confident de Lumumba. Pour l'heureux promu, une nouvelle vie commence.

31. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, *op. cit.*, p. 56-57.

32. Francis Monheim, *Mobutu. Le point de départ*, *op. cit.*, 1985, p. 127.

33. Photo appartenant à la collection du MRAC, Tervuren, et reproduite dans *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, *op. cit.*, p. 225.

34. Entretien de l'auteur avec François Ryckmans, 23 juillet 2015.

Le feu aux poudres

Le 29 juin 1960, Baudouin débarque à Léopoldville. Kasavubu et Lumumba l'accueillent ensemble à l'aéroport. Lumumba présente son gouvernement au roi des Belges. Une photo montre le souverain en train d'échanger quelques mots avec Mobutu, sous le regard attentif de Lumumba¹. Baudouin, Lumumba, Mobutu : les trois hommes se sourient. Dès le lendemain, ces sourires auront disparu, laissant place à l'amertume.

En ce jeudi 30 juin, chacun espère que la journée sera calme, solennelle et joyeuse, à la hauteur de l'événement que scelle au regard de l'histoire une brève déclaration conjointe : « Le Congo accède, ce jour, en plein accord et amitié avec la Belgique, à l'indépendance et à la souveraineté nationale. » La veille, un homme, en s'approchant du roi, est parvenu à lui arracher son épée. L'incident, mi-symbolique, mi-loufoque, imputé à un déséquilibré, a suscité de la gêne chez les Congolais. Sous la grande rotonde du Palais de la nation converti en Parlement, le discours de Baudouin provoque un nouveau malaise. Lisant un texte en partie imposé par le gouvernement belge, et qui ne reflète pas toute sa pensée, le monarque prononce des phrases condescendantes, empreintes d'un paternalisme suranné, et assorties d'un hommage malvenu au « génie » et au « courage tenace » de Léopold II : « C'est à vous qu'il appartient maintenant de démontrer que nous avons eu raison de vous faire confiance [...]. Ne compromettez pas l'avenir par des réformes hâtives et ne remplacez pas les organismes

1. Photo reproduite dans l'ouvrage d'Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 466.

que vous remet la Belgique, tant que vous n'êtes pas certains de faire mieux [...] N'ayez crainte de vous tourner vers nous. Nous sommes prêts à rester à vos côtés pour vous aider de nos conseils, pour former avec vous les techniciens et les fonctionnaires dont vous avez besoin. » Pas un mot sur les bénéfices procurés par le Congo à la Belgique ni sur le rôle central des Congolais dans la douloureuse mise en valeur de la colonie².

En réponse, Kasa-Vubu, conciliant et pondéré, juge tout de même utile de ne pas lire les derniers paragraphes de son allocution, les plus aimables pour la Belgique et son roi³. Lumumba choisit, quant à lui, la provocation. Depuis la veille, il rumine son dépit. Il n'apprécie pas d'être marginalisé par le protocole officiel qui réserve le beau rôle au chef de l'État. Il en veut à Kasa-Vubu qui n'a pas daigné lui transmettre son discours. Il en a assez, confie-t-il à son entourage, de « se faire traiter en petit enfant⁴ ». Jan Van Lierde, conseiller belge de Lumumba, racontera l'avoir incité à s'octroyer un droit de réponse non prévu par le protocole : « Patrice, quand le roi et Kasa-Vubu auront fini, ils sont à 3 mètres de toi. Le micro est proche. Tu te lèves et tu prends la parole⁵. » Pendant l'allocution de Kasa-Vubu, Lumumba griffonne quelques ultimes corrections au texte qu'il a rédigé dans la nuit et qui fera date. Lorsque la cérémonie s'achève, le Premier ministre bondit sur l'estrade, saisit le micro et commence à instruire le procès de la colonisation belge en des termes restés célèbres.

Un discours provocateur

Il exalte l'indépendance conquise par la lutte, « une lutte de tous les jours, ardente et idéaliste [...] de larmes, de feu et de

2. Francis Monheim, *Mobutu. Le point de départ*, op. cit., p. 136.

3. Jean Omasombo Tshonda, *Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation*, op. cit., p. 241.

4. Confiance de Lumumba à son conseiller Pierre Duvivier, cité par Ludo De Witte et Nicolas Manchia dans *Exclusif : le discours de Lumumba, texte fondateur*, Le Vif/L'Express, 27 juin 2015.

5. Cité par Isidore Ndaywel è Nziem dans *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 468-469.

sang [...] une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui [leur] était imposé par la force ». Il rappelle « les ironies, les insultes, les coups [qu'ils devaient] subir matin, midi et soir, parce [qu'ils étaient] des Nègres », leurs « terres spoliées », « les souffrances atroces des relégués », « les fusillades où périrent tant de [leurs] frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'une justice d'oppression et d'exploitation ». Lumumba se tourne ensuite vers l'avenir : « Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté. Nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique tout entière. » Avant de conclure par un appel au travail et à l'unité des Congolais.

Huit fois interrompue par des applaudissements, cette diatribe s'achève sous l'ovation des Congolais présents dans la salle et de la foule massée à l'extérieur. Distribué dès le lendemain aux quatre coins du pays, ce réquisitoire opère un gigantesque défolement collectif et solde, en quelques minutes de brutale franchise, quatre-vingts ans de domination coloniale⁶. Mais il n'enchanté pas tous les Congolais. Certains le jugent démagogique et inopportun. Ils y voient surtout un affront lancé au roi. De fait, Baudouin s'estime insulté. À l'écoute de Lumumba, son visage a pâli, les veines de ses tempes ont gonflé. Il a contenu difficilement sa colère⁷. Maintenant, il ne veut qu'une chose : rentrer au plus vite en Belgique.

Mobutu, surpris et déçu par ce discours, enregistre les commentaires outrés ou cyniques de l'auditoire et les rapporte à Lumumba. Avec d'autres, il le convainc de faire un geste réparateur. Le Premier ministre belge, Gaston Eyskens, demande à Lumumba de lire pendant le déjeuner un texte plus amical. Sa requête est acceptée. Elle retardera d'une heure le repas. Le docteur américain William Close, futur médecin personnel de Mobutu, fait partie des invités à la cérémonie. Il observe l'ancien

6. Ludo De Witte et Nicolas Manchia, *Exclusif : le discours de Lumumba, texte fondateur*, op. cit.

7. Témoignage de William Close dans *Beyond the Storm*, Meadowlark Springs Productions, 2006, p. 56-57.

journaliste en train de taper un texte sur sa machine à écrire Olivetti coincée sur un rebord de fenêtre⁸. C'est le projet de discours rédigé par Eyskens. Lumumba le lira d'un ton sec, rendant « un hommage solennel au roi des Belges et au noble peuple qu'il représente pour l'action accomplie ici en trois quarts de siècle ». Le lendemain, il lâchera : « M. Eyskens a été mon nègre⁹. »

Lumumba, depuis son investiture, a pris ses distances avec Mobutu. Il ne lui demande plus d'assister à ses entretiens ni de répondre pour lui à son courrier. Au soir du 30 juin, Mobutu a difficilement persuadé Lumumba d'assister, comme il s'y était engagé, au banquet offert en son honneur par la presse internationale. Le Premier ministre s'y montre fort aimable et promet de respecter la liberté d'expression. Quelques jours plus tard, il fera pourtant arrêter Gabriel Makoso, rédacteur en chef du *Courrier d'Afrique*, et expulser le dernier collaborateur belge du journal. Il proposera même en réunion de cabinet d'interdire ce quotidien¹⁰. Mobutu voit dans ce double langage l'influence, qu'il juge néfaste, du nouvel entourage de Lumumba. Une série de personnages sont accourus de l'étranger pour se mettre à sa disposition, soit par intérêt, soit par conviction, parmi lesquels quatre conseillers du FLN algérien et le leader anticolonialiste camerounais Félix Moumié, devenu l'un de ses intimes. Les diplomates tchèques et soviétiques lui font une cour assidue. Certains de ces nouveaux venus méprisent souverainement les collaborateurs congolais du Premier ministre, dont Mobutu. Ce dernier s'exaspère aussi de l'attitude arrogante des membres des Jeunesses du MNC qui prétendent contrôler les activités de Lumumba, interpellent ses visiteurs, fouillent dans ses dossiers. Mobutu ne peut plus s'entretenir en tête à tête avec son Premier ministre¹¹.

8. William Close, *Beyond the Storm*, *op. cit.*, p. 57.

9. Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, *op. cit.*, p. 198.

10. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, *op. cit.*, 1962, p. 67.

11. *Ibid.*, p. 66-67.

Pas d'élites, pas d'ennuis

En ces tout premiers jours de juillet 1960, alors que les Congolais fêtent leur liberté, le pays s'apprête à plonger dans l'inconnu. Une formule de l'historien flamand David Van Reybrouck résume la situation : « La décolonisation commençait bien trop tard, l'indépendance arrivait bien trop tôt¹². » Deux autres slogans peu flatteurs, quoique jamais formulés officiellement, éclairent avec pertinence la politique belge au Congo : « Pas d'élites, pas d'ennuis », « Ventre plein, cerveau vide ». Après avoir longtemps voulu croire que sa colonie resterait sienne pour encore quelques décennies, Bruxelles l'a « lâchée » en cinq mois. Le Parlement et les partis belges n'ont jamais pris leurs responsabilités envers le Congo. « Vous ne nous avez pas donné l'indépendance, vous nous l'avez crachée au visage¹³ », dira des années plus tard un politicien zaïrois. Lors de la table ronde, en janvier, Kasa-Vubu avait adjuré le gouvernement belge : « Je demande qu'on nous mette tout de suite à l'épreuve, qu'on nous permette de nous roder, d'ouvrir les dossiers principaux, d'étudier les problèmes essentiels, de façon que nous ne soyons pas précipités dans l'indépendance tête baissée et sans la moindre préparation¹⁴. »

Le premier gouvernement du Congo hérite d'une infrastructure en bon état de marche : un riche réseau routier et ferré, plus de quarante aéroports, une industrie moderne, un vaste tissu éducatif et sanitaire. Un enfant sur deux est scolarisé, score enviable à l'époque en Afrique noire. La Belgique a fait le choix éminemment politique d'alphabétiser la masse et de la former solidement aux emplois moyens et subalternes dont elle avait besoin, en sacrifiant l'élite. Ni Lumumba ni Mobutu n'avait, par exemple, achevé ses études secondaires. En 1960, le Congo dispose de quarante mille « moniteurs » en charge de l'enseignement primaire, et de quatre mille « assistants médicaux ». Les titres d'« institu-

12. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, Actes Sud, 2012, p. 289.

13. Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, Actes Sud/Babel, 2006, p. 164.

14. Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, *op. cit.*, p. 167.

teur » et de « médecin » sont réservés aux Blancs¹⁵. Sur les cinq mille postes à responsabilité dans la fonction publique, trois seulement sont occupés par des Africains. La Belgique s'est résolue tardivement à fonder une université catholique à Léopoldville, Lovanium, en 1954, et la première université d'État, en 1956, à Élisabethville. À l'indépendance, le pays compte moins de trente universitaires, dont seize diplômés, la plupart formés en Belgique, pour quinze millions de Congolais. Il n'y a ni médecins, ni ingénieurs, ni agronomes, ni officiers, ni juristes noirs.

Dans les mois qui ont précédé l'indépendance, la presse de Léo s'est fait l'écho de ce cruel constat de carence. Pendant que Mobutu était à Bruxelles, son ancien journal, *L'Avenir*, écrivait : « Le Congo manque de capital disponible, de savoir-faire technique, de personnel qualifié pour diriger les grandes entreprises, l'économie et les finances du pays, de spécialistes de toutes sortes, médecins, vétérinaires, juristes¹⁶. » Quelques semaines avant la table ronde, dans un éditorial mêlant lucidité et bonne conscience, il analysait « la tragédie du Congo » : « Nous avons fait tout ce qu'on pouvait humainement faire, excepté une chose : préparer des élites qui seraient capables de prendre d'emblée le pouvoir en main¹⁷. » Malgré cela, la Belgique préfère « tout lâcher », avant d'être emportée dans le flux d'événements que personne ne pourra bientôt plus endiguer.

Des soldats frustrés

Beaucoup de Congolais verront dans cette fuite en avant le signe d'une duplicité. Ils soupçonneront les Belges d'avoir, en précipitant l'échéance, passé le relais à des leaders noirs inexpérimentés pour pouvoir conserver une position de force dans un Congo nominalement indépendant. Mobutu fera sienne cette analyse. Évoquant plus tard cette période décisive, il dira : « Quand

15. François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, op. cit., p. 68.

16. *L'Avenir*, 3 octobre 1959.

17. *L'Avenir*, 11 décembre 1959.

je suis revenu au Congo, moins d'un mois avant l'indépendance, les jeux étaient faits [...]. Toutes les conditions des drames qui allaient suivre étaient déjà réunies [...]. Rétrospectivement, on se rend compte que les Belges préparaient une confédération, un démantèlement en douceur de leur ancienne colonie, et avaient donc sciemment favorisé le tribalisme dans le système de désignation des députés et sénateurs. Ce qui devait arriver arriva : très rapidement paralysé, le système constitutionnel a volé en éclats et le pays avec lui¹⁸. »

Le Congo tout juste indépendant ne connaîtra que quatre jours d'insouciance. Le 4 juillet, dans la caserne Léopold-II, quelques soldats refusent d'obéir. Le général Émile Janssens, commandant de la Force publique, accourt, dégrade le meneur et envoie les récalcitrants au cachot. Mais ceux-ci parviennent à s'échapper. Toute la nuit, la plus grande agitation règne au camp. Les officiers blancs prennent peur. Le lendemain, Janssens rappelle son état-major à la discipline. Le général est un esprit obtus, détesté des soldats noirs et hostile à l'africanisation de l'armée. Il refuse toute promotion et toute augmentation de solde. Pour illustrer sa démonstration, il écrit au tableau noir, en lettres majuscules, une équation funeste : « APRÈS L'INDÉPENDANCE = AVANT L'INDÉPENDANCE », qui, une fois connue des hommes de troupe, mettra le feu aux poudres¹⁹.

Au fil des mois, la Force publique est devenue une armée de mécontents. Depuis les émeutes de janvier 1959, elle est en permanence sur le pied de guerre. Les soldats sont fatigués et frustrés. Ils dorment peu. On les a sans cesse mobilisés pour maintenir ou rétablir l'ordre, notamment pendant la campagne électorale. Même les fêtes de l'indépendance se sont résumées pour eux à une série de corvées. À plusieurs reprises, ils ont, dans des textes publics, attiré l'attention sur leur sort peu enviable. Ils se disent « traités comme des esclaves ». Ils dénoncent la discrimination raciale et les punitions injustes dont ils sont l'objet. Ils

18. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, Albin Michel, 1989, p. 47.

19. Francis Monheim, *Mobutu. Le point de départ*, op. cit., p. 148-149.

demandent une meilleure solde, des perspectives d'avancement et, dans l'immédiat, une prime récompensant leurs sacrifices²⁰. La promotion spectaculaire des fonctionnaires et des politiciens attise leur jalousie. Ils voient les ministres rouler dans de magnifiques voitures américaines fraîchement livrées par la Belgique et les élus du peuple s'attribuer une indemnité annuelle presque double de celle de leurs collègues belges. En outre, l'armée s'est en partie politisée. Chaque gouvernant dispose en son sein d'une clientèle ethnique. Les soldats bangala et baluba, majoritaires dans la Force publique, déplorent amèrement l'absence de leurs leaders dans le gouvernement Lumumba. Et voilà que Janssens annonce crûment que l'indépendance ne changera rien à leur condition ! C'est un camouflet.

Les soldats en veulent autant, sinon plus, aux nouveaux dirigeants congolais – et d'abord à Lumumba, qui est aussi ministre de la Défense – qu'à leurs supérieurs blancs. Lumumba a promis d'africaniser l'armée. Il sait qu'une réforme s'impose, mais il n'a pas eu le temps de s'en occuper. La mutinerie se propage à Thysville (aujourd'hui Mbanza Ngungu), une ville de garnison à quelques heures de route de Léo. Les soldats s'en prennent aux « mauvais Blancs », les officiers qu'ils estiment injustes. Beaucoup sont drogués au chanvre. Ils s'emparent des munitions, s'attaquent aux civils, agressent plusieurs femmes européennes, dont l'une est violée devant sa famille, et s'apprêtent à marcher sur la capitale. Le 6 juillet, Lumumba destitue Janssens, qui quittera le pays deux jours plus tard. Il annonce qu'il relève d'un grade tous les soldats. Le soldat de deuxième classe devient soldat de première classe, et ainsi de suite. Mais cette promotion générale s'arrête au grade de sergent-major. Les soldats n'en veulent pas. C'est le haut de la hiérarchie qui les intéresse. Ils crient à la trahison et veulent tuer Lumumba²¹.

20. Lire notamment Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 472-473.

21. Francis Monheim, *Mobutu. Le point de départ*, op. cit., p. 147-153 et *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 75-91.

Face aux mutins

Mobutu entre en scène. Il est hostile, lui aussi, à cette mesure ; il préférerait qu'on promeuve les meilleurs. Envers la mutinerie, son rôle est trouble. Avant son déclenchement, il a reçu un appel de Louis Bobozo, commandant de la garnison de Thysville, qui voulait alerter le gouvernement. Mobutu lui a conseillé de laisser faire : « Tu n'as pas envie de monter en grade, toi ? », ajoutant : « D'ailleurs, je reviens moi aussi à l'armée²². » Espère-t-il profiter des imminents désordres pour forcer son destin ? En tout cas, il s'active auprès de Lumumba pour raisonner les mutins. Il s'envole en hélicoptère avec le colonel Marlière, son ancien protecteur, et Gaston Diomi, numéro deux de la province. Pris sous le feu des rebelles, l'appareil rebrousse chemin. Ses passagers poursuivent leur route en voiture. Après de bruyantes palabres, Mobutu et Diomi obtiennent le retour au calme et la libération des prisonniers européens.

Le lendemain, à Léo, les récits des réfugiés de Thysville relatant les violences, notamment sexuelles envers les femmes blanches, sèment la consternation et un début de panique parmi les Belges. Deux ministres, Justin Bomboko et Albert Delvaux, sillonnent les avenues, où se croisent mutins et soldats loyalistes, pour tenter de rassurer les Blancs. Mobutu exhorte les rebelles au calme. Mais la mutinerie gagne rapidement l'ensemble du pays, car les révoltés contrôlent le réseau de radiotéléphonie de l'armée. Pendant ce temps, le ministre de l'Information, maître de la radio nationale, Anicet Kashamura, jette de l'huile sur le feu en criant au complot belge. Lumumba se croit-il réellement menacé ? Ou cherche-t-il à détourner sur l'étranger la colère des soldats ?

Dans cette crise, le 8 juillet marque un tournant. Ce jour-là, le conseil des ministres décide d'africaniser radicalement la Force publique, rebaptisée Armée nationale congolaise (ANC). La discrimination entre Africains et Européens est effacée. Tous les

22. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, *op. cit.*, p. 49.

soldats reçoivent un avancement d'un grade²³. Les plus anciens sous-officiers sautent plusieurs échelons. Les sergents et adjutants deviennent soudain majors ou colonels. Le sergent infirmier retraité Victor Lundula, est nommé général, commandant en chef. Puis Lumumba lance à Mobutu : « Joseph, tu as été militaire. Débrouille-toi, tu sors de la salle, tu vas chercher l'uniforme d'un colonel, on va te nommer chef d'état-major²⁴. » Voilà le réserviste et ex-journaliste Mobutu, seul ministre pourvu d'une petite expérience de soldat, propulsé numéro deux de l'armée. Marlière racontera : « Mobutu a pris ma place. Je suis devenu son assistant technique. Et nous avons essayé tant bien que mal de remettre de l'ordre dans les affaires²⁵. »

Ce ne sera pas chose facile.

23. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 311.

24. Témoignage de Thomas Kanza, dans François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, op. cit., p. 254-255.

25. Témoignage extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

Le « colonel noir » entre en scène

Kasa-Vubu, Lumumba et Mobutu vont au-devant des mutins : les deux premiers dans le Bas-Congo, le troisième dans la province congolaise de l'Équateur. Avant de partir, Mobutu s'accroche vivement avec Lumumba. Pour calmer les soldats, le Premier ministre veut les autoriser à élire leurs chefs. Mobutu récuse cette mesure démagogique, source d'anarchie. Il plaide pour qu'on promeuve les officiers selon leur ancienneté¹. En vain. À la radio, on l'entend donc exhorter les hommes de troupe à choisir leurs officiers, et parmi ceux-ci, les Belges qu'ils jugent « acceptables² ». Lumumba avait pourtant constaté lucidement : « On peut faire semblant d'être fonctionnaire, pas d'être colonel. »

Mobutu résumera ainsi cette « période affreuse » – non sans enjoliver son rôle : « J'allais d'une garnison révoltée à une autre garnison révoltée. Je sautais en hélicoptère, en DC-3, en Jeep, je continuais à pied, à vélo. Tout était bon pour rencontrer et essayer de convaincre les troupes "mutinées" de regagner leurs casernes. Comme j'étais des leurs, que je savais leur parler, que je ne cherchais pas à les désarmer, ils me comprenaient, ils m'écoutaient... jusqu'à ce que je sois parti un peu plus loin éteindre un autre incendie. Et dans certaines garnisons, les "mutins" m'ont tiré dessus. Dieu m'a préservé³. » D'Irebu à Coquilhatville,

1. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 97-106.

2. Témoignage de William Close dans *Beyond the Storm*, op. cit., 2006, p. 72.

3. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, Albin Michel, 1989, p. 50-51.

d'Ikela à Boende, Mobutu fait face avec courage aux soldats rebelles armés jusqu'aux dents et parfois stupéfaits de voir débarquer en personne ce « colonel noir ». Il se présente à eux, décline son grade, les exhorte au calme et leur demande de garantir la sécurité des Européens. Mais lorsqu'il retrouve enfin Léo le 16 juillet, la situation du pays s'est, entre-temps, profondément détériorée.

À partir des 7 et 8 juillet, une panique largement irrationnelle déclenche un exode des Blancs à grande échelle. En une nuit, six mille personnes se réfugient à Brazzaville, de l'autre côté du fleuve. En quelques semaines, trente mille Belges, encouragés ensuite par Bruxelles, quitteront le pays : fonctionnaires, techniciens, salariés du privé, planteurs. C'est un sauve-qui-peut déraisonnable, un gigantesque abandon de poste exacerbé par de fausses rumeurs, comme celle qui fait croire à une invasion nocturne des Russes : on s'est soudain aperçu de la présence à l'aéroport d'un avion soviétique qui s'y trouve depuis plus d'une semaine. Devant la montée des périls, Bruxelles met en état d'alerte ses forces « métropolitaines ». Elles sont stationnées dans les bases de Kitona, au Bas-Congo, et Kamina, au Katanga, aux termes du traité d'amitié entre les deux pays. Le 9 juillet, à Élisabethville, les premiers morts tombent : cinq Européens, dont le consul italien. Bruxelles donne le feu vert à une intervention militaire⁴.

La sécession du Katanga

Mutineries et contre-mutineries se propagent comme des feux de brousse attisés par les peurs et les méfiances mutuelles. Le moindre incident peut tourner au drame. Comme à Matadi, où une attaque injustifiée de l'armée belge fait plusieurs dizaines de morts congolais et provoque, en retour, de graves exactions contre les Blancs, militaires et civils⁵. En une semaine, les

4. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, Actes Sud, 2012, p. 317.

5. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, Paul Legrain éditeur, 1986, p. 39-40.

soldats belges vont « reconquérir » la plupart des grandes villes. Le 11 juillet survient un événement capital. Moïse Tshombe, président du gouvernement provincial, proclame l'indépendance du riche Katanga, avec l'appui d'officiers et de conseillers belges. Cette sécession qui concrétise une velléité ancienne a-t-elle été voulue et ourdie à Bruxelles ? Rien ne le prouve avec certitude, malgré l'évidente duplicité de certains ministres et diplomates⁶.

Ce qui importe, c'est qu'elle comble les vœux de nombreux responsables, en Belgique et au Congo, à commencer par les dirigeants de l'Union minière, prompts à la soutenir financièrement ; qu'elle a été rendue possible par l'entrée en scène, la veille, des forces belges stationnées au Katanga ; que ces dernières, loin de l'empêcher, l'ont encouragée ; que leur chef, le commandant Guy Weber, devenu l'homme de confiance de Tshombe, organise aussitôt une armée sécessionniste, baptisée gendarmerie katangaise ; que le gouvernement belge l'a cautionnée en demandant à ses coopérants de rester sur place. Au Katanga, Bruxelles a saisi l'occasion et choisi son camp, celui de Tshombe. Lorsque Kasa-Vubu et Lumumba tentent le 12 juillet d'atterrir à Élisabethville, la tour de contrôle s'y oppose, sur ordre de Godefroid Munongo, ministre de l'Intérieur du gouvernement katangais, et de son complice le commandant Weber. Voilà les deux principaux dirigeants du Congo, démocratiquement élus, empêchés d'accéder à la deuxième ville de leur pays, que contrôle l'ex-armée coloniale. C'est une humiliation. Kasa-Vubu et Lumumba s'estiment trahis par la Belgique dont les soldats ont réoccupé le terrain congolais sans aucune concertation avec eux et en violation des traités. Le 13 juillet, les para-commandos belges s'emparent de l'aéroport de Léopoldville. Le lendemain, le Congo rompt ses relations diplomatiques avec Bruxelles⁷. En deux semaines, « l'amitié belgo-congolaise » proclamée le 30 juin a volé en éclats.

Simultanément, le Congo prend contact avec l'URSS qui, flairant l'occasion de s'implanter au cœur de l'Afrique, se montre la puissance la plus amicale à son égard, et la plus virulente

6. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 319.

7. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 475.

contre la Belgique⁸. Dans un télégramme à Nikita Khrouchtchev, Kasa-Vubu et Lumumba lui demandent de « bien vouloir suivre d'heure en heure l'évolution de la situation au Congo ». Et ils ajoutent : « Nous pourrions être amenés à solliciter l'intervention de l'Union soviétique si le camp occidental ne met pas fin à l'acte d'agression contre la souveraineté de la République du Congo⁹. » Cette démarche dramatise un peu plus la crise en lui conférant une dimension internationale. L'Afrique devient un nouveau front dans la guerre froide. Avant même qu'il soit envoyé, la CIA est informée de ce message. Selon Cléophas Kamitatu, gouverneur lumumbiste de la province de Léo et futur adversaire de Mobutu, c'est ce dernier qui, avec deux disciples, a transmis le projet de télégramme aux Américains¹⁰.

Cet épisode va contribuer à faire passer Lumumba, en Occident, pour communiste. Le même jour, les Nations unies répondent favorablement à la demande d'aide du Congo. Elles enjoignent à la Belgique de retirer immédiatement ses troupes et décident l'envoi de casques bleus. Mais elles ne condamnent pas Bruxelles et ne soufflent mot de la sécession. L'opération annoncée, appelée « Onuc », est la plus ambitieuse menée jusqu'ici par l'ONU. Le Suédois Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'organisation, dit « M. H. », choisit d'agir vite. Les premiers contingents, ghanéens et marocains, atterrissent deux jours plus tard. L'intervention de l'ONU, encouragée par Washington, poursuit un objectif stratégique majeur : empêcher que le Congo ne bascule dans le camp soviétique. L'ONU déploiera jusqu'à vingt mille casques bleus au Congo et y restera jusqu'au 30 juin 1964¹¹.

8. Francis Monheim, *Mobutu. Le point de départ*, op. cit., p. 162.

9. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 322-323.

10. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, op. cit., p. 56. Selon cet auteur, le message n'a jamais été adressé à l'URSS. Le brouillon a été volé par Damien Kandolo, directeur de cabinet de Lumumba. Mobutu, Kandolo et Justin Bomboko, ministre des Affaires étrangères, décident de le transmettre immédiatement aux Américains.

11. Jules Gérard-Libois et Benoît Verhaegen, *Congo 1960*, cité dans François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, op. cit., p. 68.

Petite guerre contre l'ONU

À son retour à Léo, une mauvaise surprise attend Mobutu : Maurice M'polo, ministre de la Jeunesse et des Sports, a été nommé chef d'état-major à sa place et se pavane sous un képi de colonel, badine à la main. Colère de Mobutu, embarras de Lumumba. Après maintes palabres, les choses rentrent dans l'ordre deux semaines plus tard, par l'entremise de Kasa-Vubu et en l'absence de Lumumba, en voyage aux États-Unis¹². Mobutu livre aussitôt une petite guerre au commandant militaire de l'ONU, le général suédois Carl von Horn, et aux chefs du contingent ghanéen, les généraux Henry Alexander puis Stephen Otu. Invoquant la poursuite de la rébellion dans certaines unités, le Suédois veut désarmer l'Armée nationale congolaise (ANC) tout entière. Les Ghanéens prétendent prendre le commandement de celle-ci, à la suite d'une demande de Lumumba à Nkrumah. Le Premier ministre a-t-il vraiment adressé cette requête¹³ ? En tout cas, le double refus de Mobutu rehausse son prestige auprès de ses troupes¹⁴ qu'il exhorte à garder leurs armes : « Ne les donnez ni aux soldats de l'ONU ni aux Belges. Gardez-les pour servir le Congo, seulement le Congo¹⁵ ! » L'armée belge, elle, joue la montre. Sommée par le Conseil de sécurité de quitter le Congo, elle dit attendre que les casques bleus soient à même de garantir la sécurité et affirme opérer provisoirement pour le compte de l'ONU. Son retrait ne sera effectif qu'à la fin août.

Le 8 août 1960, Lumumba rentre au pays, après trois semaines d'absence. À Washington, il n'a pas été reçu en audience par le président Eisenhower, faute d'avoir pris rendez-vous assez tôt, et ne s'est vu promettre aucune aide. Aux Nations unies, on s'est irrité des exigences du Premier ministre et de son manque

12. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 104.

13. Francis Monheim, *Mobutu. Le point de départ*, op. cit., p. 165.

14. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 107.

15. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 53.

de diplomatie¹⁶. Le 9 août, un nouveau coup dur frappe le Congo : le sud du Kasai, la province du diamant, fait à son tour sécession. Albert Kalondji, chef des Baluba, s'y fait couronner roi et s'empresse de signer des accords avec Tshombe. Le Congo est en train d'éclater. Lumumba est assailli de plaintes contre Mobutu, notamment celles des militaires onusiens et de ses propres conseillers européens. Mobutu répond que certains contingents de l'ONU se comportent comme en pays conquis et terrorisent la population. Il sait pouvoir compter sur le soutien des unités de l'ANC les plus disciplinées, notamment la gendarmerie, imperméable aux infiltrations politiques. Lumumba omet de plus en plus souvent de le consulter, voire de l'informer¹⁷.

Si Lumumba, épuisé, irritable, parfois outrancier, semble souvent débordé par les événements – comment ne le serait-il pas ? –, Mobutu, en cet été dramatique, vit lui aussi sous une pression constante. Écoutons Larry Devlin, le chef de poste de la CIA à Léo : « Mobutu devait prendre toutes les décisions. C'était trop pour lui. Il avait une bouteille de whisky sur son bureau. Il avait un petit verre, pour ne boire qu'un petit coup à chaque fois. Il était en train de perdre la raison. S'il échouait cette fois, le Congo serait aux mains des Soviets. Mon pays ne le voulait pas, et moi non plus. C'était le poids de la guerre froide. Comme je lui parlais, il attrapait sa bouteille et buvait. Finalement, je la lui ai arrachée des mains et je l'ai lancée de l'autre côté du bureau. En criant très fort, j'ai dit : "Ou vous vous arrêtez de boire, ou vous échouerez." » Le colonel belge Louis Marlière, devenu son conseiller, se souviendra qu'outre l'alcool, un autre « carburant » fait alors fonctionner Mobutu, l'argent : « À peine était-il nommé colonel que des gens se sont présentés pour le soudoyer. Les solliciteurs étaient nombreux. En général, ils arrivaient les mains chargées de présents. On l'a très vite éduqué à la corruption, sinon active, du moins passive. Dès le début, au lieu d'user de l'autorité militaire, il

16. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 325, et Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, op. cit., p. 220-230.

17. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 109-112.

a plutôt cherché à arranger les choses par l'argent, avec des enveloppes¹⁸. »

Kasa-Vubu contre Lumumba

Les relations entre Lumumba et Mobutu s'aigrirent. Le premier se dit trahi, le second déçu. Lumumba, méfiant, favorise la mise sur pied d'une gendarmerie dévouée à son disciple Kamitatu. L'ancien journaliste Mobutu, sortant de son rôle militaire, déplore la sévère répression qui frappe la presse. Leurs querelles s'enchaînent. Lumumba est de plus en plus isolé. Les conflits politiques et tribaux, qui se multiplient dans tout le pays, paralysent son gouvernement. Policiers et gendarmes sont incapables de maintenir l'ordre. Plusieurs leaders contestent désormais le Premier ministre. Celui-ci s'en prend aux syndicats, à l'Église, à la Belgique, à l'ONU. Au sein du cabinet, la cassure s'élargit entre les « durs » – Lumumba, Antoine Gizenga, Christophe Gbenye, Anicet Kashamura, Maurice M'polo – et les autres. L'Abako de Kasa-Vubu affirme bientôt, sans détour, vouloir « débarrasser le Congo de Lumumba¹⁹ ».

Agissant une dernière fois ensemble, Lumumba et Mobutu décident, fin août, de mater les deux sécessions. Le 27 août, l'ANC réoccupe Bakwanga, la capitale rebelle du Sud-Kasaï. Le surlendemain, c'est un bain de sang. Les soldats massacrent les civils baluba, des villages entiers sont anéantis, à la mitrailleuse ou à la machette. Les morts, que personne ne dénombre, se comptent par centaines, peut-être par milliers. Ces atrocités ethniques se déroulent sous les yeux des casques bleus. L'ONU parle de génocide. Mobutu n'a pas « tenu » son armée. Pourtant, c'est Lumumba qui passe aux yeux du monde pour le principal responsable de ces crimes²⁰. Et son chef

18. Ces deux témoignages sont extraits du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

19. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 113. La prise de position du comité central de l'Abako date du 20 août.

20. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 34.

d'état-major ne fait rien, bien au contraire, pour le dédouaner. Craignant pour sa vie, il refuse de se rendre aux convocations du Premier ministre. Entre les deux anciens amis, la rupture est consommée.

Le 5 septembre éclate une « crise dans la crise ». Peu après 20 heures, Kasa-Vubu annonce à la radio, de sa petite voix aiguë, qu'il révoque Lumumba en l'accusant de « jeter le pays dans une guerre atroce²¹ ». Il nomme à sa place le président du Sénat, Joseph Ileo. Lorsque Mobutu allume peu après son poste de radio, c'est Lumumba qu'il entend. Le Premier ministre, arrivé en trombe au studio, proclame sa révocation « nulle et non avenue » et destitue à son tour Kasa-Vubu. Il revient au micro deux fois pendant la soirée, qualifie le chef de l'État de « valet de l'impérialisme et des Flamands », et appelle l'armée à la loyauté. Dans la nuit, l'ONU-Congo, renforçant son emprise, ferme la radio, aussitôt investie par les troupes ghanéennes, et occupe les aéroports. Le lendemain, Lumumba demande à Mobutu d'arrêter Kasa-Vubu. Soucieux de maintenir l'armée à l'écart des luttes entre politiciens, le chef d'état-major refuse et renvoie les adversaires dos à dos²².

Le premier coup d'État

Pendant une semaine, chacun campe sur ses positions. L'imbroglio politique devient tragi-comédie. Le Congo a désormais deux gouvernements, et deux représentants à l'ONU. Le 9 septembre, lors d'une réunion de cabinet, Lumumba décide de convoquer Mobutu par téléphone pour qu'il agisse. Kamitatu assiste à leur dialogue. Il raconte : « “Joseph, tu m'as promis de venir me voir et depuis deux jours, tu ne viens pas, que se passe-t-il ? — Je suis absorbé par le travail, je ne peux pas venir. — Comment ? Je suis le ministre de la Défense nationale, quel travail fais-tu en dehors de moi ?” Lumumba raccroche et ajoute : “C'est un traître. Je

21. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 478-479.

22. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 117-127.

vais le révoquer²³. » Le 11 septembre, Lumumba tente en vain de s'emparer de la radio, solidement gardée par les casques bleus. Le 12, il est arrêté chez lui par des soldats agissant sur ordre de Kasa-Vubu, conduit au camp militaire, puis libéré par Mobutu, en accord avec le général Lundula, oncle du Premier ministre. Impuissant face à la confusion congolaise, le Conseil de sécurité suspend ses travaux *sine die*. Le 13, les deux chambres accordent des pouvoirs spéciaux à Lumumba. Kasa-Vubu riposte en ajournant le Parlement pour un mois.

Le Congo plonge dans le chaos. Il n'est plus gouverné. Son administration et sa justice sont paralysées. La sécession du Katanga ampute son territoire et le prive de son trésor minier. Ses caisses sont vides. L'incompétence et l'égoïsme de l'élite politique exaspèrent les militaires. Pour Mobutu, la situation est intenable. Mais il a un atout : l'armée lui fait confiance. Le 14 septembre, il convoque quelques officiers supérieurs. Ils souhaitent que l'armée prenne le pouvoir. Mobutu hésite. L'après-midi, plusieurs centaines de gradés se retrouvent au mess du camp militaire. Beaucoup voudraient emprisonner les politiciens²⁴. Mobutu choisit une solution aussi efficace, mais moins brutale, qu'il annoncera le soir même à la radio dans un message préenregistré, après en avoir informé le général marocain Ben Hammou Kettani, nouveau commandant des casques bleus, avec qui il s'entend bien : « Pour sortir le pays de l'impasse, l'armée congolaise a décidé de neutraliser le chef de l'État, les deux gouvernements en présence, ainsi que les deux chambres législatives, jusqu'à la date du 31 décembre 1960. Les politiciens pourront avoir le temps de se mettre d'accord. » Pendant la diffusion de son message, Mobutu se trouve au QG de l'ONU-Congo. « C'est moi ! » s'exclame-t-il fièrement en pointant du doigt le poste²⁵. Dès que sa voix s'est tue, Radio-Léopoldville enchaîne : « Et maintenant, quelques

23. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, *op. cit.*, p. 69-70.

24. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, *op. cit.*, p. 131-132.

25. Témoignage du diplomate britannique Brian Urquhart, l'un des conseillers de M. « H » dans son autobiographie *A Life in Peace and War*, Harper & Row, 1987, p. 169.

chansons françaises... » Kasa-Vubu et Lumumba avaient tour à tour ordonné à Mobutu d'arrêter leur rival. « Eh bien, j'ai décidé de leur obéir à tous les deux ! » commentera-t-il avec malice, ajoutant : « Je n'ai pas pris le pouvoir. Quel pouvoir ? Il n'y en avait plus²⁶. »

Ce soir-là, dans le brouhaha d'une salle comble de l'hôtel Regina, Mobutu, en uniforme, explique longuement aux journalistes ce qu'il entend par « neutralisation » : « Il ne s'agit pas d'un coup d'État militaire. Il s'agit d'une révolution pacifique. L'armée ne va pas s'emparer du pouvoir. Elle accorde seulement une trêve aux politiciens. » Le visage grave, le regard fixe derrière des verres fumés, il poursuit : « Les étudiants doivent rentrer. C'est à eux que je confie la gestion du pays. » (Le soir même, il enverra des télégrammes à une vingtaine d'étudiants à Louvain et à Bruxelles, en les priant de revenir dare-dare au Congo.) Puis il ajoute une précision propre à réjouir tous ceux qui, en Occident, CIA en tête, l'ont encouragé à intervenir : « Je donne quarante-huit heures aux ambassadeurs communistes²⁷ [d'URSS et de Tchécoslovaquie] pour quitter le Congo. Après le 1^{er} janvier, il appartiendra aux politiciens de rappeler les Russes s'ils le veulent, mais moi je n'en veux pas²⁸. » Le lendemain, le nom de Mobutu apparaît pour la première fois dans les journaux étrangers. En lettres capitales. L'ancien sergent fait son entrée sur la scène mondiale. Il ne la quittera plus pendant trente-sept ans.

26. *Dignité pour l'Afrique, entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux, op. cit.*, p. 53-54.

27. L'expulsion frappe aussi la Chine communiste. Le chef de la délégation de Pékin, qui assiste à la conférence de presse de Mobutu, comprend mal le français et demande : « Qu'a-t-il dit ? Qu'a-t-il dit ? » Son voisin, Larry Devlin, chef de l'antenne de la CIA, se fait un plaisir de lui répondre : « Vous venez juste d'être viré. » Témoignage dans Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, Jourdan éditeur, 2009, p. 119.

28. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul, op. cit.*, p. 134-136.

L'ami de la CIA

Dans « neutralisation », il y a « neutralité ». Pendant deux mois, Mobutu a paru vouloir s'y cantonner, soucieux avant tout de maintenir la fragile unité de ses troupes. Cette impartialité, quoi qu'il prétende, n'est plus de mise. En expulsant, avec l'aval de Kasa-Vubu, les personnels des ambassades soviétique et tchécoslovaque, il prive Lumumba de ses plus solides appuis étrangers. Au grand soulagement des Américains et des Belges. Les diplomates communistes laissent le Congo à son sort, après avoir effectué leurs derniers achats, bibelots d'ivoire et pagnes pour leurs épouses. Sur la passerelle de son avion, l'ambassadeur tchèque, poing tendu, crie d'un ton vengeur : « Nous reviendrons bientôt¹ ! »

L'opération de Mobutu n'est pas improvisée. Il l'a froidement mûrie. Revenons huit jours plus tôt. Mobutu rencontre un acteur clé du Congo de l'époque, Larry Devlin, depuis peu chef de poste de la CIA à Léopoldville. Les deux hommes se connaissent à peine. Ils se sont croisés deux fois, brièvement. « J'étais très désireux de vous parler », lance Mobutu à Devlin qui observe cet homme « grand, mince et surtout très, très jeune, ayant presque l'allure d'un étudiant engoncé dans un uniforme d'élève-officier, et dont la voix a les sonorités douces d'un baryton »². Et Mobutu poursuit tout de go : « Les Soviétiques affluent dans le pays. Vous devez savoir cela, Mr Devlin ? J'ai prié Lumumba de demander aux Soviétiques de rester éloignés de l'armée.

1. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 146.

2. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, op. cit., p. 107-109.

Il m'a dit qu'il le ferait, mais rien ne s'est passé. Je le lui ai demandé de nouveau : il m'a répondu de m'occuper de mes affaires. » Et il précise : « Voici la situation : l'armée est prête à renverser Lumumba. Mais à la seule condition que les États-Unis reconnaissent le prochain gouvernement qui sera temporaire et composé de technocrates. Lumumba et Kasa-Vubu seront neutralisés. » Mobutu et Justin Bomboko, qui l'accompagne, veulent une réponse immédiate. Devlin prend sur lui de promettre le soutien américain. Mobutu conclut : « Le coup d'État aura lieu dans une semaine. »

Au lendemain du coup, Mobutu et Lumumba jouent au poker menteur, entre fausse courtoisie et vraie rancune. Après avoir fait mine de s'incliner, le Premier ministre se rend de nuit au camp Léopold, entouré de soldats fidèles, avec l'intention d'« assassiner le traître ». Démasqué, contraint d'abandonner sa voiture, l'œil hagard, les cheveux en désordre, en tenue débraillée, il entame à l'aube avec Mobutu, venu à sa rencontre, un dialogue surréaliste :

« Je veux parler aux soldats. Je suis le ministre de la Défense.

— Il n'en est pas question. *Primo*, je vous ai neutralisé. *Secundo*, un ministre ne s'adresse pas à la troupe en chemise Lacoste.

— Parlez-moi sur un autre ton, je suis votre Premier ministre.

— Non, vous ne l'êtes plus

— C'est vous, Joseph, qui me dites ça ?

— Oui, c'est moi. Parce que j'en ai marre³. »

Un gouvernement d'étudiants

Plus tard, au mess, les soldats baluba originaires du Kasai veulent lyncher Lumumba. Mobutu et ses officiers forment un mur, le protègent et demandent aux casques bleus ghanéens d'intervenir pour le mettre hors de danger. Quelques heures après, les deux hommes ont un dernier échange en tête à tête. « Nous avons toujours été des amis, dit Lumumba. Avez-vous perdu confiance en moi ? — Ce qui se passe n'a rien à voir avec

3. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 140-141.

notre amitié. L'armée a pris ses responsabilités et j'agis en son nom. » Et Mobutu ajoute, en toute mauvaise foi : « La neutralisation n'est pas dirigée contre vous⁴. » Au fil des semaines, il reprendra, évoquant Lumumba, un double argument. Le premier, fondé : « Je lui ai sauvé la vie au camp Léopold, je l'ai arraché à mes soldats. » Le second, fallacieux : « Je suis hostile à sa politique, mais je n'ai rien contre sa personne. » Dix jours plus tard, Mobutu rend visite à Lumumba chez lui pour essayer de le raisonner. En vain. Leur dialogue de sourds s'achève devant la résidence, sous le regard des journalistes, par une poignée de main cordialement trompeuse⁵.

Nouvel « homme fort » du Congo, Mobutu installe un gouvernement de jeunes universitaires, fraîchement diplômés ou en fin d'études. Ce collège des commissaires généraux réunit quinze techniciens chargés d'administrer provisoirement le pays. Il est présidé par leur doyen, Bomboko, 32 ans, seul ex-ministre de Lumumba, et Premier ministre *de facto*, qui a pour adjoint Albert Ndele, 30 ans. Ils sont, proclamera le journal *Actualités africaines*, « la fierté du pays⁶ ». Tous ont les faveurs de la CIA, qui a discrètement guidé leur promotion. Ils ont pour atout collectif de représenter une large diversité ethnique. Cette junte juvénile professe un apolitisme de façade qui ne fait pas longtemps illusion. Très vite, elle rend hommage à Mobutu « qui [les] a délivrés du colonialisme communiste et de l'impérialisme marxiste-léniniste » et grâce à qui ils « ne passeront[t] pas d'un esclavage à un autre ». Soucieux de renforcer la légitimité du nouveau pouvoir, les Américains imposeront à Mobutu une cérémonie d'investiture du collège présidée par Kasa-Vubu⁷. Chatouilleux quant à son autorité, le colonel est furieux qu'on ait, pour l'occasion, « déneutralisé » le chef de l'État.

En fait, seule une poignée d'hommes détient alors le pouvoir. Ils forment, avec et autour de Mobutu, le « groupe de Binza », qui tire son nom du quartier résidentiel et vallonné de Léo-

4. *Ibid.*, p. 142-143.

5. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 164.

6. *Actualités africaines*, 8-9 octobre 1960.

7. Larry Devlin, CIA, *Mémoires d'un agent*, *op. cit.*, p. 122-123.

poldville où ils se réunissent : Cyrille Adoula, futur Premier ministre, Albert Ndele, futur gouverneur de la Banque nationale, Mario Cardoso, Damien Kandolo, et surtout Bomboko et Victor Nendaka, autoproclamé directeur de la Sûreté nationale. Cette confrérie résolument pro-occidentale, qui use parfois en son sein d'un langage codé, agit comme un mini-gouvernement occulte. Aucune décision importante n'est prise sans son accord. Dans ce groupe, trois hommes se détachent : Mobutu, Bomboko et Nendaka. Ce trio dominera la vie politique du Congo des années 1960.

À bout de fatigue, isolé chez lui, Lumumba récupère. Son grand allié africain, le président ghanéen Nkrumah, le supplie, dans une lettre, d'être calme et patient : « Soyez, mon cher Patrice, froid comme un concombre⁸. » Mais ce n'est pas le style de ce leader impulsif, passionné et raisonneur. Il qualifie de « ridicule » le « gouvernement d'étudiants ». Il ressasse ses griefs, rappelle qu'il est le Premier ministre légal, fulmine contre « M. H. » et contre Mobutu, « ce brigand ». Son comportement inspire à l'envoyé spécial du *Monde*, Eugène Mannoni, une semaine seulement après le coup d'État, ce commentaire prémonitoire : « On songe aux personnages de ces dessins animés qui se relèvent, agressifs et prêts à recommencer alors qu'ils viennent d'être assommés, continuant à protester, intarissables, alors que déjà sur l'écran apparaît le mot "fin"⁹. »

Guerre des nerfs avec l'ONU

Très vite, le ton monte entre les cercles de l'ancien et du nouveau pouvoir. Ces derniers font campagne contre le « gangster » Lumumba, vilipendé et diabolisé. Ils veulent à tout prix l'empêcher de revenir sur la scène politique. Dans l'autre camp, des commandos lumumbistes agressent les commissaires, saccagent

8. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 90.

9. Eugène Mannoni, *Le Monde*, 22 septembre 1960.

leurs bureaux. Albert Ndele est sérieusement blessé d'un coup de machette¹⁰. Les agressions mutuelles se multiplient. Une sévère répression frappera bientôt les partisans du Premier ministre, resté très populaire dans le pays. Le sort de ce dernier donne lieu à une guerre des nerfs entre Mobutu et les Nations unies. Chez lui, Lumumba est à la fois protégé et cerné. Deux cordons de sécurité sont disposés autour de sa résidence : les casques bleus « amis » – ghanéens et guinéens, puis tunisiens –, eux-mêmes encerclés par l'armée de Mobutu, prête à arrêter le Premier ministre s'il s'avisait de quitter sa maison. Les soldats des deux camps se regardent en chiens de faïence. Mobutu accuse à juste titre le Ghana et la Guinée de soutenir Lumumba et menace de lancer ses blindés contre leurs casques bleus¹¹. À plusieurs occasions, il est vrai, Lumumba a pu quitter son domicile et parcourir en voiture les rues de la « cité » indigène, muni d'un haut-parleur, sous l'escorte de quelques fidèles¹².

Après ces sorties tapageuses, deux cents soldats de Mobutu, munis d'un mandat signé par Kasa-Vubu, tentent, le 10 octobre, d'arrêter Lumumba. Ils en sont empêchés par les casques bleus. Ce jour-là, Lumumba déclare : « On veut me tuer. Je mourrai comme Gandhi. Si je meurs demain, c'est qu'un Blanc aura armé la main d'un Noir. J'ai fait mon testament. Le peuple saura que je me suis offert en otage pour sa liberté¹³. » Assigné à résidence, privé de sa ligne téléphonique, il est réduit au silence, exilé politique dans son propre pays.

Les heurts entre militaires onusiens et congolais s'aggraveront le 21 novembre lors d'un combat sanglant. Déclaré *persona non grata* depuis plusieurs semaines par Kasa-Vubu, l'ambassadeur ghanéen refuse de quitter le pays. Les soldats de Mobutu se rendent sur place, sous les ordres de son adjoint, le colonel Kokolo, chargé de négocier l'évacuation du diplomate. La fusil-

10. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 171, et Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, op. cit., p. 74.

11. *Le Monde*, 4 et 12 octobre 1960.

12. Pierre De Vos, *Vie et mort de Lumumba*, op. cit., p. 243.

13. Jean Omasombo Tshonda, *Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation*, op. cit., p. 244.

lade éclate, dont chaque camp accusera l'autre de l'avoir déclenchée. Kokolo est abattu. Les échanges de tirs sporadiques durent des heures. À l'aube, on dénombre dix tués, sept Congolais et trois Tunisiens. Deux jours plus tard, l'armée enterre ses morts. En tête d'un long cortège funèbre qui traverse la ville africaine, Mobutu conduit le deuil¹⁴.

Mais Mobutu ne veut et ne peut choisir la guerre ouverte avec les troupes de l'ONU-Congo. Après tout, c'est Washington qui finance à hauteur de 40 % la mission des casques Bleus. Et puis, la sympathie des deux délégués onusiens – deux Américains – qui se succèdent à Léo, Ralphe Bunche et Andrew Cordier, et du général Ben Hammou Kettani, chef des casques bleus marocains, lui est acquise. Après avoir déjoué plusieurs tentatives d'assassinat contre lui, Mobutu ira même jusqu'à trouver un abri sûr avec sa famille au QG des Nations unies dirigé par un nouveau représentant qui ne le porte pourtant pas dans son cœur, l'Indien Rajeshwar Dayal¹⁵.

Une armée sans discipline

Le jeune colonel affronte une tâche urgente, et plutôt rude : reprendre l'armée en main. L'indépendance n'a offert à l'ANC ni promotion, ni prime, ni augmentation de solde. Au lendemain des mutineries de juillet, Mobutu hérite d'une troupe rebelle, désunie, politisée. Dans l'ensemble des garnisons, il ne reste que sept officiers belges, dont trois aumôniers. Les soldats font passer leur loyauté tribale avant le service de l'État. Ils ont obtenu d'élire leurs chefs, ce qui ruine toute autorité militaire. Dans la province de l'Équateur, sa région natale, Mobutu parvient à nommer lui-même les cadres, promus à l'ancienneté. Plusieurs centaines de recrues originaires de cette même province formeront le premier bataillon de parachutistes dont Mobutu usera comme d'une garde prétorienne. Des dizaines d'officiers seront

14. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 174-178.

15. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 55.

envoyés en stage en Belgique. Le 17 novembre, il fait défiler à Léo cinq mille hommes dans un ordre impeccable¹⁶. Cette parade en trompe-l'œil ne peut faire oublier l'indiscipline et la brutalité de la troupe. Des bandes de soldats ivres et livrés à eux-mêmes malmènent la population. Larry Devlin témoigne : « Aujourd'hui, les soldats firent ce qu'ils faisaient le mieux : boire, fumer de l'herbe, frapper et fouiller les civils, voler tout ce qui passait entre leurs mains¹⁷. » Le contrôle de l'armée semble souvent échapper à Mobutu.

La tâche du chef d'état-major est encore plus ardue dans les provinces lointaines. Au Katanga, les partisans de l'indépendance consolident leur emprise avec l'aide des Belges. Mobutu fait un voyage éclair à Élisabethville pour rencontrer Moïse Tshombe. L'anticommunisme rapproche les deux hommes. Le chef katançais accepte le principe d'une table ronde politique et de la réunification de l'armée. Mais il ne tiendra pas parole. La Province orientale, berceau du MNC de Lumumba, entre à son tour en dissidence. Le vice-Premier ministre Antoine Gizenga s'installe à Stanleyville. Rejoint plus tard par deux autres ex-ministres, Christophe Gbenye et Pierre Mulele, il fonde le 12 décembre la République libre du Congo. Son armée, dirigée par le général Lundula, a pour objectif de reconquérir le pays pour le rendre à Lumumba. Gizenga bénéficie de l'aide des pays communistes et de l'Égypte. Fin décembre, une autre rébellion éclate au Kivu. L'ancien ministre de l'Information, Anicet Kashamura, prend le pouvoir à Bukavu. Mobutu lance à la hâte, avec l'aide de la Belgique, une opération mal préparée qui tourne au désastre. Sur ses deux cents soldats, une quinzaine seulement ne seront ni tués ni faits prisonniers¹⁸.

Charismatique et courageux

Comment Mobutu traverse-t-il ces turbulences ? Chacun s'accorde sur son courage physique. Vétéran de la Seconde Guerre

16. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 171.

17. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, op. cit., p. 153.

18. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 193-195.

mondiale, Larry Devlin écrira : « Mobutu était l'un des hommes les plus courageux qu'il m'ait été donné de rencontrer. J'ai été souvent présent lorsque sa vie était en danger et je ne le vis jamais broncher¹⁹. » Un jugement que partage l'un des hommes qui côtoieront le plus Mobutu, son médecin personnel, William Close. Devlin et Close assistent ensemble à une scène qui en dit long sur le sang-froid du jeune colonel. La police de Léopoldville se rebelle. Mobutu se rend dans sa caserne. Close et Devlin témoignent : « Des centaines d'hommes en uniforme l'attendent en demi-cercle, leur fusil pointé sur lui. Ils paraissent fatigués et revêches. Mobutu s'arrête en face d'eux. Il les fixe lentement du regard. Les poings serrés, il leur ordonne de déposer les armes. Un murmure parcourt leur groupe. Personne ne bouge. Certains le menacent de tirer s'il avance encore. Mais il continue de marcher en leur parlant d'une voix calme. Arrivé au premier rang, il prend lentement l'arme d'un jeune policier, et fait de même avec les autres le long de la file. Il leur demande de poser leur fusil à terre. Quelques-uns s'exécutent, d'autres hésitent. Finalement, tout le monde obéit. Les plus proches de Mobutu s'avancent d'un pas et le saluent. La mutinerie est terminée²⁰. »

Devlin relate avoir eu l'occasion, par hasard, en septembre 1960, de désarmer un civil qui, sortant un pistolet, s'apprêtait à tirer sur un militaire en uniforme : Mobutu en personne. Cette scène de rue eut lieu devant le domicile du colonel, que le chef d'agence de la CIA n'avait pas reconnu. Il raconte : « Plus tard, je demandai à Mobutu ce qu'il était advenu de l'homme armé. Il me dit qu'il l'avait relâché. Ils s'étaient connus, soldats, lors d'un entraînement commun. Il connaissait aussi toute sa famille. Il appartenait à la tribu de Pierre Mulele et avait agi sur son ordre [...]. Cette tentative d'assassinat sur Mobutu fut la première d'une longue série²¹. » À la même époque, le colonel ne doit qu'à sa rapidité de réaction d'avoir pu désarmer un autre militaire, ancien camarade de promotion à l'école des cadres de Luluabourg, qui voulait

19. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, op. cit., p. 127.

20. *Ibid.*, p. 128-129, et William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 106-107.

21. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, op. cit., p. 125.

l'abattre, le commandant Vital Pakassa²². Il reste que Mobutu assume un rôle harassant auquel il n'était pas préparé. Pour tenir le coup, il a tendance à boire, parfois jusqu'à l'ébriété. Son ami journaliste Francis Monheim note qu'« en cinq jours de temps, le colonel a maigri de quinze kilos. Il est tellement nerveux qu'il n'arrive plus à manger ; le whisky, par contre, le tient debout. Il en boit une, puis deux bouteilles par jour²³ ».

Complétons ce portrait de Mobutu à partir de ce qu'en rapportent les témoins de l'époque. La plupart lui attribuent des qualités qui peuvent faire l'étoffe d'un leader et qui concourent à son charisme : une vive intelligence, une mémoire d'éléphant, une grande force de travail, un solide bon sens, une autorité tranquille, un pragmatisme salutaire, un charme naturel. On le dit sympathique, prévenant, dynamique, intuitif, diplomate, attentif aux détails. On lui prête un humour un brin sardonique, par exemple lorsqu'il imite les diplomates guindés. On le décrit comme un lecteur vorace, privilégiant sur sa table de chevet *Le Prince* de Machiavel et de gros livres historiques sur Napoléon ou Charles de Gaulle²⁴. L'envoyé spécial du *Monde* note son côté « intellectuel », « tout bêtement, ajoute-t-il, à cause de ses lunettes, peut-être²⁵ ». L'envoyé spécial du *Figaro* relève qu'il s'exprime « dans un français très pur, presque sans le zéziement africain habituel²⁶ ». Il aurait pu ajouter : « Avec un fort accent belge. » Le correspondant de l'AFP qui l'interviewe lui trouve « les yeux tristes derrière ses lunettes » et l'air nerveux ou las lorsqu'il se prend la tête entre les mains avant de se servir un whisky et de confier au journaliste : « Je n'en peux plus. Le téléphone sonne jour et nuit²⁷... » Il n'aura pas fini de sonner au cours des prochains mois.

22. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 146-148.

23. *Ibid.*, p. 148-149.

24. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 108.

25. Eugène Mannoni, *Le Monde*, 16 septembre 1960.

26. Henri de Linge, *Le Figaro*, 16 septembre 1960.

27. Interview exclusive accordée par Mobutu à l'Agence France-Presse, le 20 septembre 1960, reprise par *Le Monde* du 21 septembre.

Mort sans sépulture

Dans la fameuse hagiographie illustrée de Mobutu, déjà mentionnée, parue en 1977, ces longs mois tumultueux et sanglants de 1960 se réduisent à quelques images, où le colonel et ses jeunes « commissaires » fustigent les mercenaires étrangers, complices des rébellions, et les « financiers internationaux » qui les soutiennent. Trois dessins et trois bulles résument l'épilogue fatal de cette période, la mort de Lumumba. On y voit un militaire pousser la porte du chef de l'armée, une feuille à la main : « Un message pour vous, mon colonel... » Mobutu le lit et, l'air grave, s'adresse au cercle dirigeant : « Mes amis, ce sont de mauvaises nouvelles. Patrice Lumumba vient d'être assassiné au Katanga¹. » Dix-sept ans après les faits, en pleine dictature, ces sirupeuses images d'Épinal perpétuaient une historiographie officielle hypocrite montrant Mobutu surpris et accablé par le meurtre de son ancien ami. L'événement ne l'avait, bien sûr, ni étonné ni affligé, puisqu'il en était l'un des artisans.

Au fil de l'été et de l'automne 1960, Lumumba est devenu successivement l'homme à neutraliser, puis à écarter, enfin à abattre. Trop d'acteurs de la scène congolaise veulent d'autant plus en finir avec lui qu'il reste légitime aux yeux de la majorité des parlementaires et adulé d'une large partie du peuple, bien au-delà de son bastion de Stanleyville. Ce sont ses rivaux à Léopoldville, ses ennemis au Kasai et au Katanga, l'Église, la CIA et les Belges, ministres, hommes d'affaires ou anciens colons. Chacun a ses raisons de vouloir hâter la chute de Lumumba.

1. Serge Saint-Michel, *Histoire du Zaïre. Il était une fois... Mobutu*, op. cit., p. 27.

Mais à cette époque d'intense guerre froide, tous portent sur lui le même regard manichéen : ils voient dans ce nationaliste sincère et exalté, au mieux un instrument, au pire un allié du communisme international impatient de s'implanter en Afrique.

Un jour de déprime, fin 1959, Lumumba, dans sa prison, évoque sa propre mort : « La Belgique va nous tuer, par balles. Ce sera au nom de la religion et de la civilisation². » Cette sombre prémonition s'accomplira. Plusieurs mois avant l'indépendance de leur colonie, les Belges sont les premiers à imaginer un Congo sans Lumumba. Fin février 1960, le comte Harold d'Aspremont Lynden, futur ministre des Affaires africaines, écrit dans une note : « On doit créer avant le 30 juin au Congo un gouvernement de tendance modérée, c'est-à-dire fondamentalement disposé à collaborer avec la Belgique³. » Le 1^{er} mars, le même homme consigne le sens d'une conversation qu'il vient d'avoir avec un membre du cabinet du Premier ministre Gaston Eyskens : « Action politique. L'homme à éliminer est Lumumba⁴. » Le 30 juin, on l'a vu, le discours abrupt de Lumumba offense le roi Baudouin et braque un peu plus la Belgique contre lui. Il irrite aussi Mobutu et ses amis du « groupe de Binza ».

L'argent belge

Le nationalisme supra-ethnique de Lumumba, qui lui a permis de remporter les élections, apporte un démenti éclatant au fatalisme tribal, credo des Belges de l'époque. Ceux-ci en veulent sans l'avouer à cet autodidacte qui a su triompher des clivages ethniques : « Cet homme n'échappait-il pas à toutes les catégories mentales et pseudo-scientifiques du colonisateur⁵ ? » observe la

2. Jean Omasombo Tshonda, *Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation*, op. cit., p. 242.

3. Ludo De Witte, *L'Assassinat de Lumumba*, Karthala, 2000, p. 105.

4. Jean Omasombo Tshonda, *Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation*, op. cit., p. 243.

5. Colette Braeckman, *Lumumba, un crime d'État*, Éditions Aden, 2009, p. 32. Dans cet ouvrage, l'auteure analyse et commente les conclusions de la Commission d'enquête parlementaire belge sur l'assassinat de Patrice

journaliste Colette Braeckman. En juillet, des conseillers militaires et des fonctionnaires belges appuient sans vergogne la sécession katangaise financée par des trusts miniers trop contents d'affaiblir le gouvernement d'un homme qui menaçait leurs intérêts. Le général belge Charles de Cumont donne l'ordre de tenter d'enlever Lumumba et d'acheminer des armes pour mener des actions clandestines visant à déstabiliser son pouvoir. Ces projets échoueront⁶. Des fonds secrets sont débloqués pour le même but. Ils « arroseront » les journaux et les syndicats chrétiens hostiles au Premier ministre⁷. Des tracts, à l'inspiration européenne évidente, sont distribués à Léopoldville : « Congolais, Lumumba va vendre vos femmes à la Russie⁸. »

En septembre et octobre, plusieurs notes ministérielles évoquent la nécessité d'« éliminer » ou de « mettre hors d'état de nuire » Lumumba, qualifié d'« usurpateur⁹ ». Le prince et futur roi Albert déclare : « La crise du Congo incombe à un seul homme, Patrice Lumumba¹⁰. » Bruxelles met 20 millions de francs belges à la disposition du colonel Marlière, devenu conseiller de Mobutu. Ils permettront à ce dernier de payer les soldes des militaires et de « consolider sa position ». À une condition, expressément stipulée : « la neutralisation effective de Lumumba¹¹ ». Mais Mobutu continue de tergiverser. C'est l'époque où le représentant indien de l'ONU au Congo, Rajeshwar Dayal, compare le colonel à « un Hamlet, déchiré entre des loyautés contraires, peu sûr de lui, plein de doutes et de craintes, le visage triste et préoccupé, ses lunettes sombres accentuant son apparence lugubre¹² ».

L'hostilité américaine envers Lumumba n'éclot qu'après l'indépendance. Lorsque Kasa-Vubu et Lumumba entreprennent d'apai-

Lumumba (16 novembre 2001). L'ouvrage contient le texte intégral de ces conclusions, p. 79-109.

6. *Ibid.*, p. 33-35.

7. *Ibid.*, p. 42.

8. Ludo De Witte, *L'Assassinat de Lumumba*, *op. cit.*, p. 59.

9. Colette Braeckman, *Lumumba, un crime d'État*, *op. cit.*, p. 39.

10. Ludo De Witte, *L'Assassinat de Lumumba*, *op. cit.*, p. 70-71.

11. Colette Braeckman, *Lumumba, un crime d'État*, *op. cit.* p. 41.

12. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, *op. cit.*, p. 45.

ser les soldats mutins, l'US Air Force leur « prête » un avion¹³. L'appel à l'aide lancé à Moscou change la donne. Le 19 juillet, dans un télégramme, l'ambassadeur américain à Bruxelles pose pour objectif de « détruire le gouvernement Lumumba, tel qu'il est constitué » et de « trouver un autre cheval »¹⁴. Le surlendemain, Allen Dulles, directeur de la CIA, déclare devant le Conseil national de sécurité que Lumumba « a été acheté par les communistes ». Il le compare à « Castro, voire pire ». Au terme de son voyage aux États-Unis, Lumumba exprime sa « profonde gratitude » envers Moscou et tient des propos inutilement provocateurs contre « les impérialistes », ce qui n'arrange rien¹⁵. Désormais, les responsables américains le tiendront pour versatile, instable, irrationnel. Un « chien fou », résumera le président Dwight D. Eisenhower.

L'aide soviétique

À Léo, Larry Devlin, le chef d'antenne de la CIA, ne voit pas en Lumumba un communiste. Mais il le juge « manipulé » par l'URSS et soumis à l'influence de militants profondément antioccidentaux, comme son secrétaire particulier, Serge Michel, un Français au service du FLN algérien, ou sa chef du protocole, d'une beauté ravageuse, Andrée Blouin, émissaire du président guinéen Sékou Touré. Devlin a des raisons de s'alarmer. En juillet et août, des centaines de Soviétiques débarquent à l'aéroport de Léo. Un agent congolais de la CIA, fraîchement recruté, enregistre leur nom avec soin. Un millier environ arrivent en six semaines et s'installent dans les ministères. Certains de ces « conseillers techniques » travaillent avec la Sûreté nationale. Autrement dit, chaque information fournie par la CIA aux Congolais risque d'être connue du KGB¹⁶.

En août, Moscou accentue sa présence au Congo en fournissant l'aide militaire demandée par Lumumba. Onze Iliouchine, avec

13. *Ibid.*, p. 32.

14. *Ibid.*, p. 34.

15. *Ibid.*, p. 36-37.

16. Larry Devlin, CIA. *Mémoires d'un agent*, op. cit., p. 38 et 44.

équipages, techniciens et interprètes, assurent depuis Stanleyville le transport des troupes chargées de reprendre en main le Kasai. Une opération planifiée en secret par Mobutu, qui dégénère en massacres, et qu'il interrompra. L'intervention militaire de l'URSS au Congo est maintenant un fait acquis. Le 25 août, à l'issue d'une réunion cruciale, Dulles envoie à Devlin une dépêche qu'il signe lui-même – chose rare – et où il fixe comme « objectif urgent et prioritaire » « le retrait » de Lumumba. C'est un feu vert implicite à l'élimination physique du Premier ministre. La CIA monte, à cet effet, un programme clandestin baptisé « Projet Sorcier¹⁷ ».

Pendant ces semaines décisives, Mobutu est un visiteur du soir assidu de l'ambassade américaine¹⁸. La CIA avait « découvert » Mobutu. Elle a maintenant trouvé en lui « l'autre cheval » recherché par Washington. « Il avait la meilleure tête politique. Nous avons besoin de lui, et il avait besoin de nous », écrira Devlin, tout en soulignant que Mobutu n'avait « jamais été une marionnette » et qu'il « travaillait étroitement avec [eux] seulement s'il jugeait cela conforme aux intérêts du Congo »¹⁹. Avant d'ajouter : « Certains anciens collègues m'ont critiqué pour ne pas avoir donné des ordres à Mobutu en insistant pour qu'il les exécute. Le problème, c'est que Mobutu n'a jamais été un agent américain. Il n'y avait aucune raison de le traiter comme tel. Il n'était pas mon toutou. Nous partagions les mêmes objectifs : écarter Lumumba du pouvoir et stopper l'expansion soviétique. Ses préoccupations étaient limitées au Congo ; les nôtres étaient planétaires²⁰. »

Dentifrice empoisonné

L'ambassadeur américain à Léo, Clare Timberlake, se montre de plus en plus impatient et envahissant. Début septembre, apprenant que Kasa-Vubu et Lumumba se sont « réconciliés » grâce

17. Article de Stephen Weissman, *Washington Post*, 21 juillet 2002.

18. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, Petite Collection Maspero, 1979, p. 71.

19. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, *op. cit.*, 2000, p. 67-68.

20. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, *op. cit.*, p. 123.

à l'entremise de l'ONU-Congo, il fonce chez le président et le somme de renier cet accord, sans quoi il lui retirerait son appui et lui couperait les vivres. Kasa-Vubu cède et le diplomate brûle le document avec son briquet²¹. Le coup d'État de Mobutu comble d'aise les Américains. Ce jour-là, le colonel montre à la presse les tracts et les brochures de propagande soviétique qui circulent au Congo. Mobutu ne tarde pas à lancer un mandat d'arrêt contre Lumumba, qui n'aboutira pas. Pour conforter sa position et payer ses troupes, Mobutu a besoin d'argent, et vite. Les caisses sont vides et les versements de l'ONU insuffisants. Il est le premier destinataire des 100 000 dollars transférés par la CIA à Devlin. Ces fonds lui seront versés après avoir été transportés dans un avion de l'ONU²². Outre Mobutu et Kasa-Vubu, l'agence « arrosera » six autres dirigeants congolais, dont Bomboko, Ileo, Adoula et Ndele, tous membres du « groupe de Binza »²³. Les officiers de liaison de l'ONU voient des attachés militaires occidentaux, en visite chez Mobutu, déposer sur son bureau « des paquets enveloppés dans du kraft » et remplis de billets²⁴.

Quoique « neutralisé », Lumumba demeure dangereux aux yeux des Américains, résolu à l'éliminer. L'autorisation de le tuer est approuvée par Eisenhower. Fin septembre, la CIA informe Devlin de l'arrivée prochaine à Léo d'un certain « Joe de Paris ». Il s'agit du docteur Sidney Gottlieb, chef des services scientifiques de l'agence. L'équivalent américain du « Q » des films de James Bond. Il remet à Devlin plusieurs poisons qu'il destine à Lumumba, dont un dissimulé dans un tube de dentifrice. Jugeant cet assassinat à froid « moralement indéfendable », Devlin fera tout pour gagner du temps²⁵. Le 5 octobre, « Joe » jette les poisons, qui ne sont plus actifs, dans le fleuve. Le 3 novembre, un nouvel envoyé de la CIA débarque au Congo. C'est un tueur à gages recruté en Europe. Il s'apercevra vite, lui

21. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 89.

22. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, *op. cit.*, p. 74-75.

23. Stephen Weissman, art. cité.

24. Témoignage de Rajeshwar Dayal dans *Mission for Hammarskjöld*, Oxford University Press, 1976, p. 66.

25. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, *op. cit.*, p. 131-134.

aussi, qu'approcher Lumumba sans être démasqué est une tâche quasiment impossible.

Politiquement, la confusion est à son comble. Le pays compte en théorie six gouvernements : ceux de Lumumba, Ileo et des « étudiants » dans la capitale ; ceux de Gizenga à Stanleyville, Tshombe au Katanga et Kalondji au Kasai. Le 22 novembre, la situation s'éclaircit un peu. Ce jour-là, les Nations unies valident le mandat de la délégation de Kasa-Vubu, en la présence de celui-ci, « déneutralisé » par Mobutu pour l'occasion²⁶. C'est une amère défaite pour Lumumba. Techniquement, il n'est plus Premier ministre aux yeux du monde et ne peut plus compter sur la protection légale des casques bleus. Un échec aussi pour l'URSS, dont le patron, Nikita Khrouchtchev, au cours de cette même session d'automne de l'ONU, largement consacrée au Congo, a martelé de rage son pupitre avec sa chaussure droite. L'incident demeure un épisode symbolique de la guerre froide.

La fuite du « grand lapin »

Lumumba a compris que le temps travaille contre lui. Dans la soirée du 27 novembre, alors que Kasa-Vubu, tout juste rentré, triomphant, de New York, sable le champagne dans son palais et qu'éclate un orage tropical providentiel, le Premier ministre déchu s'enfuit, caché sous la banquette d'une Chevrolet, grâce à la complicité d'officiers guinéens et à la barbe des soldats de l'ANC. Il prend le large avec femme, enfants et quelques collaborateurs, regroupés dans trois voitures et un camion²⁷. Le lendemain, tandis que Kasa-Vubu et Mobutu sont en visite à Brazzaville, Victor Nendaka, directeur de la Sûreté, annonce à ses collègues : « Le grand lapin s'est échappé²⁸. » Lumumba a mis le cap, plein est, sur Stanleyville,

26. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 330. Cinquante-trois pays reconnaissent Kasa-Vubu, vingt-quatre avaient voté contre, dix-neuf s'étaient abstenus.

27. Témoignage de Cléophas Kamitatu, à l'époque président du gouvernement provincial de Léopoldville et « organisateur » de la fuite de Lumumba, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, op. cit., p. 76-81.

28. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 91.

son bastion. Il n'y arrivera jamais. Sa folle équipée, pour réussir, aurait dû être rapide et discrète. Il n'en est rien. Trahi par son excès de confiance, Lumumba s'arrête dans les villages, harangue les foules qui l'acclament, perd un temps précieux²⁹. Mobutu lance l'armée à ses trousses. Un avion repère le convoi de fugitifs. La cavale s'achève. Lumumba est capturé le 2 décembre, battu, ligoté et jeté dans un hélicoptère qui le ramène vers la capitale.

À son arrivée à Léo, on le présente à la presse. Pour lui relever la tête, un militaire le saisit par les cheveux et lui tord le bras. Il a perdu ses lunettes, sa chemise est tachée, et il a un caillot de sang sur la joue. Pieds et mains liés, il est conduit chez Mobutu. Le colonel toise froidement son ancien ami. Les bras croisés, il ne bronche pas lorsque les soldats frappent Lumumba et lui enfoncent dans la bouche une récente déclaration où il affirme être le chef du gouvernement légal du Congo. Il se contente de dire : « Il ne faut pas le tuer » et ordonne de le mettre au cachot. La presse étrangère a photographié et filmé les mauvais traitements infligés au prisonnier. L'ambassadeur américain tente, en vain, de s'opposer à la diffusion de ces images, qui provoquent un choc dans le monde³⁰. Le lendemain, Lumumba est transféré au camp militaire de Thysville, loin des caméras. Le 4 janvier 1961, alors que Dag Hammarskjöld est de passage à Léo, Cléophas Kamitatu veut lui donner une lettre où Lumumba se plaint de ses conditions de détention déplorables. « M. H », gêné, renvoie le messenger vers son chef de cabinet³¹.

À Thysville, une partie de la garnison est lumumbiste. Dans la nuit du 12 au 13 janvier, les soldats se mutinent, arrêtent leurs chefs et demandent la libération de Lumumba. Le lendemain, Kasavubu et Mobutu, entre autres, atterrissent à Thysville et visitent Lumumba dans sa cellule³². Ont-ils engagé une négociation avec lui ? Si oui, elle n'aboutira pas. Les mutins sont repris en main ;

29. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 35-36.

30. *Ibid.*, p. 37.

31. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, op. cit., p. 83-84 et Ludo De Witte, *L'Assassinat de Lumumba*, op. cit., p. 140-144.

32. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, op. cit., p. 82-83.

Lumumba reste détenu. Et très dangereux aux yeux de ses adversaires. Aucune prison ne semble assez sûre pour le garder. Plus de la moitié du pays échappe à l'ANC, qui vient d'être défaite au Kivu. Un autre événement incite les nombreux ennemis de Lumumba à en finir vite avec lui : l'imminente installation à la Maison Blanche, le 20 janvier, de John F. Kennedy. Ne dit-on pas que le jeune président élu envisage de favoriser la libération de Lumumba³³ ? À cette date, la CIA a d'ailleurs renoncé à l'assassiner³⁴.

Une grossière mascarade

Il est urgent de transférer le prisonnier ailleurs. Au Kasai ? Au Katanga ? Qu'importe. Ici ou là, une mort quasi certaine l'attend. À Bruxelles, on opte pour le Katanga. Le 16 janvier, le ministre d'Aspremont Lynden ordonne le transfert. Mobutu, informé, joue les Ponce Pilate et laisse faire. Il ne participe pas à la mise au point technique de l'opération, logiquement confiée à Victor Nendaka. À l'aube du 17, Lumumba, M'polo, ministre de la Jeunesse, et Joseph Okito, vice-président du Sénat, victimes d'un stratagème, sont escortés vers Moanda, puis jetés sans ménagement dans un DC-4 où prennent place deux de leurs ennemis jurés, les « commissaires » Jonas Mukamba et Ferdinand Kasadi, originaires du Kasai. Dans l'avion, ces accompagnateurs infligent des sévices cruels aux détenus. L'équipage belge proteste puis, écœuré, s'enferme dans le poste de pilotage³⁵.

À Élisabethville, la tour de contrôle est avertie de l'arrivée des « trois colis précieux ». L'appareil atterrit en bout de piste, loin des casques bleus. Tshombe, qui a accepté le transfert à contrecœur, et son redoutable ministre de l'Intérieur, Godefroid Munongo, sont prévenus. Les dirigeants katangais se réunissent et prennent la fatale décision. Un peloton d'exécution est dési-

33. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 483, et Sean Kelly, *America's Tyrant, The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 69.

34. Ludo De Witte, *L'Assassinat de Lumumba*, op. cit., p. 14 et 121.

35. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 93.

gné, qui accomplit sa sinistre tâche, le soir même, en pleine savane. Tshombe et Munongo assistent à l'exécution en présence de quatre Belges, un commissaire de police, Frans Verscheure, et trois officiers, Julien Gat, François Son et Gabriel Michels. Lumumba est le dernier à être mitraillé, à 21 h 43³⁶. Il a 35 ans et n'est resté au pouvoir qu'à peine deux mois et demi. Le rideau tombe sur le premier acte du Congo indépendant.

La mort de Lumumba restera officiellement secrète pendant près de un mois. Élisabethville inonde la presse de communiqués grossièrement mensongers assurant que les trois détenus sont en bonne santé. Cette mascarade finit par ne plus tromper personne. Le 13 février 1961, Munongo annonce que Lumumba et ses deux amis ont été tués par des villageois après s'être évadés de leur lieu de détention. Ce qu'on appelle alors, dans l'Algérie en guerre, la « corvée de bois ». La vérité est plus macabre. Peu de temps après l'exécution, un officier belge de la police katangaise, Gérard Soete, a exhumé les trois corps, les a sciés et dissous dans un tonneau d'acide sulfurique. Il a retiré de la mâchoire supérieure de Lumumba deux dents serties d'or et découpé trois doigts de sa main. À Bruges, chez lui, il conservera une petite boîte qu'il montrera à des journalistes. Elle contenait les dents et une balle qui avait fracassé le crâne de Lumumba. Des années plus tard, il jettera ces reliques dans la mer du Nord³⁷. Mobutu, quant à lui, n'a jamais assumé la moindre responsabilité morale dans ce drame. Une seule chose importe : il aurait pu sauver son ancien protecteur ; il ne l'a pas fait³⁸. Comme on dit au Congo, dans le monde sorcier, Mobutu et les siens ont « mangé » Lumumba³⁹. Et de ce meurtre fondateur, il ne reste ni corps ni sépulture.

36. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 332-333.

37. *Ibid.*, p. 333.

38. Entretien de l'auteur avec le vicomte Étienne Davignon, à l'époque jeune collaborateur du ministre belge des Affaires étrangères, Pierre Vigny, en charge du dossier Congo. 24 juin 2015.

39. Lieve Joris, *Danse du léopard*, Actes Sud/Babel, 2004, p. 617, et Jean Omasombo Tshonda, *Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation*, op. cit., p. 221-223.

En réserve de la République

L'assassinat de Lumumba clôt le premier cycle – qui a duré à peine plus de six mois – chaotique et sanglant, de l'histoire du jeune Congo indépendant. Il en annonce un autre, plus long – près de cinq ans – et surtout infiniment plus anarchique et violent, au cours duquel les Congolais périront par centaines de milliers. Une période où le seul nom de « congolisation » finira par résumer tous les maux générés par un état de guerre civile quasi permanent : luttes de pouvoirs, affrontements tribaux, massacres, répressions, misère villageoise. Ainsi que les nombreuses tentatives, le plus souvent vaines, pour y mettre fin – palabres interminables, volte-face, accords sans lendemain – sur fond de menaces, ultimatums, propagandes, fausses rumeurs, vrais chantages et renversements d'alliances.

Les mois qui suivent la mort de Lumumba marquent une sorte d'entracte que les acteurs du drame congolais mettent à profit pour consolider leur jeu avant la partie suivante. Une partie qui se jouera, pour l'essentiel, dans trois grands centres de pouvoir : Léopoldville, où siège le régime internationalement légitime, et que deux hommes incarnent – le président Kasa-Vubu et le désormais commandant en chef de l'armée, Mobutu, promu général le 23 janvier 1961¹ ; Stanleyville, où s'est installé le dernier carré du gouvernement Lumumba, avec Antoine Gizenga, Pierre Mulele et Christophe Gwenye² ; Élisabethville, où le Katanga autoproclamé indépendant par Moïse Tshombe rêve d'un Congo confédéral.

1. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 108.

2. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, *op. cit.*, p. 487.

Autour de ces leaders congolais s'activent, sur scène ou en coulisses, bien d'autres acteurs : l'ONU, comme institution et comme bras armé, depuis le secrétaire général, Dag Hammarskjöld, jusqu'au plus humble casque bleu ; les grandes puissances ; le bloc communiste ; les pays progressistes afro-asiatiques ; les Belges, de Bruxelles et du Congo, ministres, colons, hommes d'affaires ou conseillers de Tshombe, ceux que leurs détracteurs surnommeront les « Katangaleux ». Sans oublier la petite armée de mercenaires blancs qui appuie la gendarmerie katangaise. Elle est composée de quelque cinq cents « volontaires », baptisés « les affreux », Sud-Africains, Rhodésiens, Britanniques ou Français.

Reprendre en main l'armée

Où en est Mobutu ? Officiellement, il se retire de la scène politique. Ses protégés, les commissaires généraux, sont « remerciés » le 9 février par Kasa-Vubu. Le président nomme Joseph Ileo chef d'un gouvernement qualifié de « provisoire », dans l'espoir d'une réunion du Parlement et de l'entrée des lumumbistes au sein du cabinet³. En attendant, ces derniers sont la cible d'une sévère répression. Des prisonniers sont envoyés au Sud-Kasaï, où ils sont exécutés. Les policiers de Léo, présumés lumumbistes, sont désarmés et remplacés par les soldats de Mobutu⁴. Des militants s'échappent de justesse à Brazzaville⁵. Certains ripostent par la violence. Un soir, Mobutu se promène avec Nendaka dans la cité indigène. Reconnus, injuriés, battus, les deux hommes échappent de peu à la mort⁶.

Mobutu dit vouloir s'atteler à la tâche : reprendre en main l'armée. Il mène des inspections en brousse sous une solide escorte : quatre Jeep mitrailleuses, une Jeep radio et un camion de soldats⁷. Il peut maintenant compter sur mille cinq cents hommes fidèles,

3. *Ibid.*, p. 485.

4. *Le Monde*, 19-20 février 1961.

5. Témoignage de Philippe Kanza dans François Ryckmans, *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, op. cit., p. 272.

6. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 102.

7. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 102.

en majorité originaires de l'Équateur. Il pose en chef soucieux du bien-être de ses troupes. Un reportage le décrit en train de présenter à la presse les nouveaux uniformes militaires, en distinguant bien entre « les tenues d'exercice », « de semaine » et « de sortie dominicale »⁸. L'Indien Rajeshwar Dayal, l'homme de l'ONU à Léo, qui n'aime pas Mobutu, déclare voir en lui « le plus faible des hommes forts [qu'il ait] jamais rencontrés⁹ ». Le propos est peu clairvoyant : Dayal sera bientôt rappelé à New York, loin d'un Mobutu moins « faible » que jamais.

Comme prise de remords au sujet de Lumumba, l'ONU montre alors ses muscles. Le 21 février, elle demande « le retrait immédiat de toutes les forces militaires étrangères » et menace de recourir à la force pour l'obtenir. Cette résolution vise avant tout les Belges et les mercenaires. Mobutu imposera pourtant de pouvoir continuer à choisir ses propres conseillers, belges en majorité. Conscient que la situation n'est pas mûre, qu'il est encore trop tôt pour sauter à pieds joints sur le devant de la scène, le général, bridant son ambition, s'est mis en réserve de la République¹⁰. Mais il entend, sinon dicter sa loi, du moins ne pas subir celle des autres. Il sait rappeler si besoin à ses deux rivaux congolais, Kasa-Vubu et Tshombe, qu'il est, avec son armée, le plus puissant d'entre eux. Ses adversaires comme ses alliés ne s'y trompent pas. « Je me mettrai au service du gouvernement légal tant que celui-ci me plaira ! » lâche-t-il lors d'une conférence de presse¹¹. L'homme de la CIA, Larry Devlin, écrira : « Tout le monde savait que Mobutu était le pouvoir caché du gouvernement. » Le général dîne souvent chez son ami américain. Devlin se souviendra : « Mobutu, couche-tôt et lève-tôt à cette période de sa vie, arrivait toujours à l'heure. Il était un invité idéal, tiré à quatre épingles, invariablement poli et avec une foule d'histoires intéressantes à raconter¹². »

En 1961, une urgence s'impose : doter le Congo d'une structure acceptable par tous, en prélude à sa réunification. Ce sera

8. *Actualités africaines*, 24 juin 1961.

9. *Le Monde*, 23 mars 1961.

10. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 38.

11. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, op. cit., p. 114.

12. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, op. cit., p. 191 et 193.

l'ordre du jour de trois tables rondes, que Mobutu observe de près. La première, à Léopoldville (26 janvier-16 février), est un échec ; la seconde, à Tananarive (8-12 mars), endosse les thèses confédérales de Tshombe, à la grande satisfaction de ses conseillers belges. Furieux d'avoir été tenu à l'écart de ces entretiens, Mobutu proteste auprès de Kasa-Vubu qui, paternel et ironique, lui conseille de se cantonner dans son rôle militaire¹³. Un conseil d'autant plus judicieux que l'ANC se fait étriller début avril par les gendarmes katangais.

Tshombe prisonnier

La troisième réunion, à Coquilhatville (24 avril-28 mai), tourne au happening tragi-comique. Entre-temps, Kasa-Vubu a signé un accord de coopération avec l'ONU qui vise à faire plier Tshombe. À son arrivée à l'aéroport de Coq, celui-ci fait, si l'on ose dire, « un tabac » en distribuant à la foule des centaines de paquets de cigarettes¹⁴. Mais, isolé, mécontent d'avoir été floué, le leader katangais décide vite de quitter la conférence et de reprendre l'avion. Des militaires proches de Mobutu l'en empêchent et l'arrêtent. L'armée intime l'ordre aux politiciens de trouver un compromis et de ne pas quitter la ville d'ici là. La population est du même avis. Recrue de violences et de misère, elle presse les délégués de s'entendre. Ce qu'ils finissent par faire le 28 mai en instituant une République fédérale du Congo, dotée de dix-neuf États, que Mobutu qualifiera de « républiquettes ».

En résidence surveillée à Coq pendant un mois, Tshombe est transféré à Léo dans une villa du camp des parachutistes. Mobutu le traite avec un maximum d'égards. Il lui offre même des bouteilles de champagne et de whisky. Mais l'affaire traîne en longueur. Tshombe est finalement libéré le 22 juin sur l'insistance de Mobutu, encouragé par la CIA. Il annonce à la presse qu'il accepte la réintégration du Katanga dans la République.

13. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 114.

14. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 102.

À l'aéroport, un dernier incident retarde son départ. Des soldats rebelles ont bloqué la piste avec des fûts. Mobutu doit de nouveau intervenir. Cet épisode en dit long sur l'indiscipline de l'armée, en état de semi-mutinerie permanente depuis un an. Tshombe a-t-il « acheté » sa liberté, comme certaines rumeurs le laissent alors entendre, en alimentant plusieurs comptes bancaires en Suisse, dont celui de Mobutu¹⁵ ? À peine arrivé à Élisabethville, Tshombe dénonce l'accord de Léo, extorqué, selon lui, sous la contrainte. Rien n'est réglé. La sécession reprend de plus belle.

À Léo, pourtant, un rendez-vous important se prépare : la réunion des deux chambres du Parlement et la réconciliation entre héritiers et adversaires de Lumumba dans un gouvernement d'union nationale. Ce sera le conclave de Lovanium (22 juillet-2 août), du nom de l'université où il se tiendra. En attendant, Mobutu se rend à Élisabethville. Il veut persuader Tshombe de participer au conclave et surtout d'accepter la réintégration de sa gendarmerie au sein de l'ANC. Il lui dit en substance : « Formons un bloc anticommuniste, ensuite nous pourrions récupérer les provinces de Stanleyville et du Kasai. Sinon, vous aurez tout le monde contre vous¹⁶. » Tshombe finit par signer un accord militaire le 18 juillet. Mobutu rentre à Léo, sceptique sur l'attitude katangaise. À juste titre. Dès le lendemain, Godefroid Munongo, ministre katangais de l'Intérieur, dénonce l'accord. Derrière l'apparente duplicité de Tshombe, Mobutu voit surtout, avec raison, l'influence néfaste des officiers belges qui commandent la gendarmerie katangaise. Les dés sont jetés. Le conclave s'ouvrira sans un seul délégué katangais.

Cyrille Adoula, Premier ministre

L'université devient forteresse : rideau de barbelés, tranchées, barrages, batterie antiaérienne. Des mesures dissuasives contre

15. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 78, et Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, op. cit., p. 90.

16. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 221.

la « menace mobutiste », explique l'ONU-Congo, qui supervise l'événement. Mobutu donne sa parole de soldat que ses troupes ne perturberont en rien la rencontre, protégée par les casques bleus. Antoine Gizenga, quant à lui, ne viendra pas. Il se méfie. Ce disciple de Lumumba n'a ni son charisme, ni son autorité, ni son courage. Les cent quatre-vingt-quatre parlementaires présents débattent dans une ambiance spartiate. Sont interdits sur le campus l'alcool, l'argent, les armes et les femmes. Cela n'empêche pas Larry Devlin de maintenir un contact avec certains élus. L'homme de la CIA, imaginatif et audacieux, a repéré un égout par lequel il fait parvenir de coquettes sommes d'argent aux hésitants pour qu'ils « votent bien¹⁷ ».

Le 2 août, le gouvernement « d'union nationale » est investi à l'unanimité à la Chambre et par acclamation au Sénat. C'est la fin du conflit entre Léopoldville et Stanleyville. Les législateurs ont hâte de retourner en ville après avoir vécu deux semaines comme des moines. Trois jours plus tôt, Mobutu a baptisé son dernier-né, en l'église Notre-Dame-de-Fatima. Le chef de l'État et sa femme sont parrain et marraine. L'enfant aura pour prénoms Joseph et Moïse, unissant ainsi symboliquement Kasa-Vubu et Tshombe, les deux hommes encore indispensables à l'ascension de Mobutu, avant qu'il ne les écarte un jour de son chemin¹⁸.

Cyrille Adoula est le nouveau Premier ministre ; Gizenga, vice-Premier ministre. Adoula est l'homme de la situation, acceptable par tous ; celui, dit-on à Léo, « qui n'a pas d'ennemis ». Un ancien syndicaliste, intelligent et travailleur. Treize de ses ministres sur vingt-six appartenaient au gouvernement de Lumumba. Il dirige une équipe en théorie « non alignée », mais c'est un pro-occidental, lié à la CIA. N'appartient-il pas au « groupe de Binza », ces leaders qui fréquentent assidûment Larry Devlin ? Le 8 août, lors d'une parade militaire, Mobutu fait acte d'allégeance à cet homme qui n'avait pas approuvé son coup d'État et qui, étant aussi ministre de la Défense nationale, pourra lui demander directement des comptes.

17. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 80.

18. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, op. cit., p. 110.

Le fauteuil vide de Gizenga

Confiné à Stanleyville, Gizenga laisse à Léo son fauteuil vide, au grand dam de nombreux lumumbistes qui voient dans cette absence délibérée une erreur historique, l'occasion manquée pour eux de prendre en main la direction du pays¹⁹. Il exige aussi d'Adoula un préalable qu'il sait inacceptable : « la mise en état de nuire » de Mobutu. Six mois plus tôt, le gouvernement de Stanleyville avait été reconnu par vingt et un pays communistes et afro-asiatiques. Mais Nikita Khrouchtchev se lasse des attermoissements de Gizenga. Dès le 31 août, Moscou reconnaît la légitimité du gouvernement de Léo, où reviennent aussitôt les diplomates soviétiques. Et Gizenga fait de même. Mais il ne s'installe pas pour autant dans la capitale. Il y passe quelques jours puis, sous prétexte d'aller « chercher ses chemises²⁰ », retourne dans son fief où il se pavane, entouré de six imposantes amazones coiffées d'un casque de moto et armées d'un pistolet d'enfant²¹.

En novembre, l'isolement de Gizenga s'aggrave. Le général Victor Lundula, nommé chef de l'armée par Lumumba, son neveu, et installé à Stanleyville après le coup d'État de Mobutu, choisit de rentrer dans le rang. Fatigué des palinodies de Gizenga, il revient à Léo et s'accorde avec Mobutu, qui le respecte, sur un rapprochement de leurs troupes. Une grande prise d'armes scelle leur réconciliation. Mobutu informe son aîné de ses propres difficultés. Dix jours plus tôt, il a dû affronter une grave mutinerie à l'École centrale de Luluabourg, pépinière des cadres de l'ANC. Près de deux cents soldats d'élite ont enfermé leurs officiers, arrêté et violé des femmes européennes, frappé des missionnaires et pillé des maisons²². Mobutu a dû envoyer sur place deux cents paras pour rétablir l'ordre et transférer les coupables à Léo.

19. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, op. cit., p. 93.

20. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 235.

21. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 91.

22. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, op. cit., p. 237.

Au moment même où les deux officiers se rencontrent, un épisode tragique se déroule à l'autre bout du pays. À Kindu, des soldats de Gizenga s'emparent de treize aviateurs italiens travaillant pour l'ONU qu'ils accusent d'être des mercenaires. À leur instigation, certains chefs coutumiers, accompagnés de leurs sorciers, se répandent dans les rues en lançant des appels au meurtre. Les prisonniers sont fusillés, leurs corps dépecés, débités, exposés sur la place du marché où chacun vient s'approvisionner, leur tête et leurs entrailles jetées dans la rivière Luabala. Le colonel Victor Pakassa, chef de cette soldatesque, n'a rien fait pour empêcher l'horrible massacre. Cousin de Gizenga, il avait tenté l'année précédente de tuer Mobutu. Les journaux du monde entier relatent cet acte de cannibalisme qui fait scandale. Mobutu est obligé de reconnaître que de nombreux soldats appartenant nominale­ment à l'ANC échappent à son autorité²³.

Six semaines plus tard, le même colonel Pakassa est responsable d'un autre drame sanglant à Kongolo, au Nord-Katanga. Ses soldats envahissent une mission où une petite foule de civils noirs et blancs ont trouvé refuge. Le lendemain, c'est la fusillade. Les cadavres sont abandonnés, dépouillés, mutilés. Parmi les quelques dizaines de tués figurent vingt missionnaires. Ce nouveau massacre illustre tragiquement l'anarchie violente dans laquelle a sombré la « République libre du Congo » de Gizenga, livrée à des hordes sanguinaires. Cette fois, c'en est trop pour le Premier ministre Adoula. Il lance à Gizenga l'ordre de venir à Léo. En vain. Le général Lundula commandera l'opération qui aboutit à son arrestation le 14 janvier 1962. Transféré à Léo, assigné à résidence près de chez Mobutu, Gizenga est finalement relégué dans la petite île de Bula-Mbemba, au large de la côte atlantique du Congo²⁴. Il y restera détenu plus de deux ans sans jugement.

Au Kasai, les choses sont plus faciles. Le chef de la rébellion des Baluba, Albert Kalondji, est contesté par un clan rival du sien. On l'accuse d'innombrables exactions. Sommé de s'expli-

23. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois, op. cit.*, p. 141-142.

24. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu, op. cit.*, p. 124-125.

quer devant le Parlement de Léo, il ne convainc pas les élus. Le 30 décembre 1961, il est arrêté. C'est la fin de sa carrière politique. Après quelques mois de prison, il se reconvertira dans l'import-export. En arrêtant Gizenga et Kalondji, Cyrille Adoula a fait preuve d'autorité. C'est une victoire qui profite aussi, par ricochet, à Mobutu. Deux des trois gouvernements régionaux du Congo disparaissent²⁵. Celui du Katanga survivra encore un an.

25. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 341.

Du Katanga au Kwilu

Pour le gouvernement congolais et pour les Nations unies, Moïse Tshombe est un adversaire autrement plus coriace que Gizenga ou Kalondji. Grâce aux dividendes payés par l'Union minière, les coffres du Katanga sont bien remplis. La province a commencé de battre monnaie. Ses troupes sont solidement armées et entraînées. Elles disposent même de trois avions de combat français, des Fouga Magisters, pilotés par des mercenaires¹. Il n'empêche : face aux manœuvres dilatoires de Tshombe, l'ONU choisit la manière forte. Le 28 août 1961, son nouveau, et éphémère, représentant à Élisabethville, l'Irlandais Conor Cruise O'Brien, lance par surprise une attaque éclair contre le Katanga pour en déloger les mercenaires. C'est l'opération « Rumpunch » (« punch au rhum »). Elle dure un seul jour, se déroule sans effusion de sang, mais n'est qu'un demi-succès. Bien vite, les quelques centaines de mercenaires qui ont pu quitter la province y reviennent clandestinement, sous de nouvelles identités².

O'Brien décide donc de passer à la vitesse supérieure. Le 13 septembre, il déclenche une vaste offensive que son commandant, le présomptueux général indien Raja, baptise Morthor (en langue hindi, « assaut final »). Cette seconde opération, trop précocement annoncée comme victorieuse, échoue piteusement. L'attaque des casques bleus Gurkhas³ tourne au massacre. Des

1. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 78.

2. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 124-125.

3. Les Gurkhas sont des unités des armées britanniques et indiennes recrutées au Népal. Ils ont servi au sein des forces de l'ONU.

dizaines de combattants katangais tombent sous leurs balles. Les mercenaires organisent la résistance. Un Fouga Magister lâche des bombes à l'aveuglette, semant la panique. Les ministres, Tshombe en tête, parviennent à fuir.

La mort de « M. H. »

Pour l'ONU, c'est un drame. On l'accuse en Occident d'avoir trahi ses idéaux en se comportant comme un agresseur sans foi ni loi⁴. Son intervention s'accompagne d'une triste innovation, la mise en place du premier camp de réfugiés de l'histoire du Congo, qui abritera quelque trente mille Baluba ayant fui par crainte de représailles katangaises⁵. Militairement, les casques bleus se retrouvent en position de faiblesse, contraints de négocier un cessez-le-feu. Dag Hammarskjöld, de passage alors à Léo, choisit d'aller lui-même rencontrer Tshombe, réfugié à Ndola, en Rhodésie du Nord. Il n'arrivera jamais à destination. Dans la nuit du 17 septembre, son avion, un DC-6, s'écrase après avoir heurté les cimes d'une forêt proche de l'aéroport. Le mystère entourant ce crash suscitera de nombreuses hypothèses. L'enquête de l'ONU conclura à un accident dû à une défaillance technique ou, plus probablement, à une erreur de pilotage.

L'ONU n'a plus de chef. Elle consent à négocier un cessez-le-feu avec le Katanga, reconnaissant implicitement l'existence de cet État. Au grand dam de Cyrille Adoula, et à la satisfaction de Tshombe qui, conciliant, propose une union économique et monétaire des provinces. Il offre même une aide financière au gouvernement central. Chacun profite de la trêve pour pousser son avantage. Tshombe passe commande de vingt avions de combat, américains et français. En novembre, au Kasai et au Kivu, Mobutu déplace ses troupes jusqu'aux frontières du Katanga.

4. Colette Braeckman, Jean Kestergat, Jules Gérard-Libois, Jacques Vanderlinden, Benoît Verhaegen et Jean-Claude Willame, *Congo, 1960, Échec d'une décolonisation*, André Versaille éditeur, 2010.

5. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 340.

Mais des bombardements de l'aviation katangaise l'obligent à battre en retraite et le dissuadent d'envahir la province rebelle⁶.

Le Conseil de sécurité de l'ONU donne à son nouveau secrétaire général, le Birman U Thant, tout pouvoir pour briser la sécession katangaise. Le président Kennedy soutient à fond l'ONU. Tshombe hausse le ton. Il lance une véritable déclaration de guerre aux casques bleus, qui disposent cette fois d'un soutien aérien. Le 5 décembre, les combats reprennent. Ils dureront treize jours. Les casques bleus – notamment les Éthiopiens – se distinguent encore par leur férocité. Nouveau cessez-le-feu, nouvelles négociations, nouveaux accords conclus à Kitona. Et nouvelle volte-face de Tshombe, champion de la duplicité. Rentré chez lui, il argue qu'on l'a fait signer sous la contrainte. Il est vrai que l'ambassadeur américain lui avait infligé cette remarque vexante : « Les mendiants n'ont pas le choix⁷. » Tshombe cherche de nouveau à gagner du temps. Et il réussit.

Tshombe vaincu

L'année 1962 gèle le rapport de forces. Deux séries de négociations à Léo entre Adoula et Tshombe, en mars et en mai, ne donnent rien. Kennedy et U Thant s'impatientent. Pour les finances de l'ONU, le fardeau congolais devient trop lourd. En août, U Thant fait accepter un plan, largement inspiré par Washington, qui prévoit le boycottage par l'Occident des exportations de cuivre et de cobalt katangais. En octobre, la crise des missiles de Cuba relègue au second plan l'affaire du Congo, qui va pourtant bientôt resurgir... et se dénouer. La veille de Noël, les gendarmes katangais attaquent les casques bleus éthiopiens, puis abattent un hélicoptère de l'ONU. Celle-ci riposte en force. C'est l'opération « Grand Slam ». C'est aussi le dernier round.

6. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 83-84.

7. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 120.

Tshombe appelle les Katangais à « résister par tous les moyens, pièges, lances, flèches empoisonnées⁸ ». Peine perdue. En deux semaines, le Katanga est maîtrisé. Son chef reconnaît sa défaite le 14 janvier 1963. Après deux ans et demi, la sécession prend fin. Les gendarmes s'enfuient de l'autre côté de la frontière angolaise. Tshombe reste à Élisabethville jusqu'au désarmement de sa petite garde présidentielle fin mai par l'ANC et l'ONU. Se jugeant trop menacé, il quitte en douce le pays, débarque le 15 juin à Paris et finit par choisir l'exil à Madrid. Les Belges du Katanga en voudront très longtemps à l'ONU et aux Américains qui ont mis fin à leur rêve d'indépendance. Ils en seront à tel point amers que, le 22 novembre 1963, ils jubileront et danseront en poussant des cris de joie : « Kennedy a été assassiné ! Kennedy a été assassiné⁹ ! »

En évoquant plus tard cette période, Mobutu se donnera, comme souvent, le beau rôle. Il prétendra avoir « associé les Nations unies » à la solution militaire du problème katangais, élaborée, selon lui, dans un « plan d'attaque conjoint » entre l'ANC et l'ONU¹⁰. En fait, Mobutu a maintenu son armée à l'écart des combats entre Katangais et casques bleus. Est-ce parce qu'il a de nouveau reçu de l'argent de Tshombe, comme le laisse entendre une rumeur récurrente ? De toute façon, les soldats de l'ANC n'auraient pas fait le poids face aux gendarmes katangais. À en croire Larry Devlin lui-même, l'armée de Mobutu « reste une bande désorganisée, incapable de combattre¹¹ ». Les villageois supportent de plus en plus mal les exactions de cette soldatesque. L'assassinat de militaires isolés provoque en représailles une féroce répression. De son côté, la police est prompte à se rebeller. En mai 1963, Mobutu doit intervenir personnellement pour mettre un terme au mouvement de grève des policiers municipaux de Léo, qui avait dégénéré en mutinerie. Il fait ouvrir le camp des mutins et libérer les « otages » qu'ils détiennent. Les grévistes seront désarmés et mutés dans d'autres camps¹².

8. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 155.

9. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 343.

10. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, Albin Michel, 1989, p. 58.

11. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, op. cit., p. 267.

12. Dépêche de l'agence Reuter reprise dans *Le Monde*, 5-6 mai 1963.

Kennedy reçoit Mobutu

En cette année 1963, Mobutu a une grande idée en tête : « moderniser » son armée. Il insiste auprès de l'ami Devlin pour que les États-Unis lui livrent des avions de combat. Le département d'État rechigne. Finalement, Washington acceptera de fournir six avions d'entraînement, des T-6 datant de la Seconde Guerre mondiale. Dépourvus d'armement, ils sont voués à un usage purement « psychologique ». Leurs pilotes et le personnel de maintenance, américains, sont embauchés par le gouvernement congolais. Cet embryon de force aérienne, une fois dûment équipé, se révélera très utile lorsqu'une nouvelle guerre civile éclatera l'année suivante¹³.

Le 31 mai 1963, John F. Kennedy reçoit Mobutu à la Maison Blanche. Le général, en grand uniforme, porte un sabre d'apparat. Le président américain se déclare ouvert à toute demande d'aide du Congo. Mobutu formule ses requêtes, y compris une formation parachutiste de six semaines pour lui-même dans les bases militaires de Fort Benning et Fort Bragg. « Pourrez-vous rester aussi longtemps loin du Congo ? » lui demande poliment Kennedy. Pour le reste, le général obtient entière satisfaction, en particulier un avion de commandement avec son équipage permanent de l'US Air Force. C'est un DC-3, version VIP, enregistré à ses initiales, JDM. L'avion servira aussi à d'utiles missions de renseignement pour le compte du Pentagone et de la CIA. Il permettra de surveiller discrètement les activités des dirigeants congolais. Mobutu, fatigué d'être espionné par son propre équipage, finira par renoncer à voyager à bord de JDM. Kennedy, quant à lui, continuera, jusqu'à son assassinat, de se soucier des faiblesses de l'armée congolaise. Mobutu refusera obstinément toute assistance militaire transitant par l'ONU. Il ne sollicitera que des aides bilatérales provenant de pays occidentaux : États-Unis, Belgique, Canada, Italie, Norvège et Israël¹⁴.

13. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, op. cit., p. 272-274.

14. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 89-90.

En août 1963, deux cent dix-huit militaires congolais commencent un stage de parachutisme sur la base militaire de Lod, près de Tel-Aviv. Mobutu les accompagne et les commande. Il déclare à la presse vouloir suivre la même formation que ses hommes¹⁵. Ce qu'il fera, pendant trois mois. Une quarantaine de ses soldats resteront en Israël pour parfaire leur entraînement. Cette première vague de Congolais sera suivie de plusieurs autres. À l'issue de son stage, Mobutu reçoit son brevet de para des mains du Premier ministre israélien, Lévy Eshkol, en présence de la ministre des Affaires étrangères, Golda Meir, et du chef d'état-major, le général Tzvi Tzur. Ce long séjour de Mobutu en Israël lui permet de nouer des liens solides et durables avec l'establishment militaire et politique de l'État juif, notamment avec Shimon Peres, à l'époque vice-ministre de la Défense. En décembre, le président Kasa-Vubu consacre cette alliance en se rendant en visite officielle à Jérusalem.

Une nouvelle Constitution

Alors que Mobutu se trouve en Israël, les politiciens congolais se jalouent et s'empoignent à qui mieux mieux. Kasa-Vubu sortira provisoirement vainqueur de ces luttes intestines. Le Parlement, à majorité lumumbiste, avait tenté de destituer le gouvernement Adoula. Le 29 septembre 1963, le chef de l'État contre-attaque en dissolvant purement et simplement le Parlement. Il convoque une commission constituante qui, après de longs mois de débats, accouche de la Constitution de Lulua-bourg, du nom de la ville où elle a été conçue. Approuvée par référendum, elle sera promulguée le 1^{er} août 1964. Cette nouvelle loi suprême comble les vœux de Kasa-Vubu : ses pouvoirs sont considérablement renforcés aux dépens de ceux du Premier ministre ; la République démocratique du Congo – son nouveau nom – devient l'État décentralisé dont il rêvait, divisé en vingt et une « provincettes » épousant mieux les réalités ethniques, le Katanga étant, par exemple, morcelé en trois entités rivales¹⁶.

15. Dépêche de l'Agence France-Presse reprise dans *Le Monde*, 20 août 1963.

16. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 344.

Ce chamboulement régional aggrave néanmoins le désordre ambiant. Les querelles tribales se rallument autour des nouvelles frontières provinciales. La multiplication des chefs-lieux entraîne un va-et-vient de fonctionnaires en quête de leurs nouvelles affectations. Des convois de camions transportent les archives qu'il faut se partager. L'émiettement administratif décidé à Léo attise frustrations et jalousies un peu partout dans le pays¹⁷. Le gouvernement d'union nationale intègre trois ministres katangais. Mais que contrôle-t-il vraiment ?

La mise en congé du Parlement a privé d'air les lumumbistes. Ils perdent la seule enceinte où ils pouvaient s'exprimer librement, ce qui les incite à se radicaliser. Le 3 octobre 1963, leurs partis fondent le Conseil national de libération (CNL), qui a pour programme « la décolonisation totale et effective du Congo dominé par les puissances étrangères ». Son chef, Christophe Gbenye, un ancien ministre de Lumumba, se réfugie à Brazzaville qui venait de vivre sa révolution gauchiste en chassant le président et abbé Fulbert Youlou (15-17 août)¹⁸. Le 19 novembre, deux diplomates soviétiques, rentrant de Brazzaville, sont arrêtés en possession de documents compromettants où l'on apprend que des délégations du CNL se sont déjà rendues à Moscou et à Pékin et que leur chef demande à l'URSS une aide militaire ainsi que l'envoi de matériels divers¹⁹.

Mulele entre en scène

Pendant ce temps, un autre révolutionnaire, lui aussi ancien ministre de Lumumba, Pierre Mulele, entre en scène. Écorché vif depuis l'enfance, enrôlé de force sous l'uniforme pour rébellion, comme Mobutu – les deux hommes ont appartenu brièvement à la même garnison de Coquilhatville –, il a dû quitter l'armée,

17. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 136.

18. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 493.

19. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 345.

avec le grade de caporal, après s'être intéressé de trop près aux rapports de l'état-major belge traitant de contre-insurrection, au point d'être en mesure d'élaborer des plans d'attaque d'une ville, ce qui n'avait pas manqué d'éveiller les soupçons de ses supérieurs²⁰. Ayant rompu en 1962 avec les gouvernements de Léopoldville et de Stanleyville, il passe un an en Chine où il se familiarise avec l'idéologie maoïste et s'initie aux techniques de la guérilla. C'est un homme passionné, extrémiste et très habile.

En juillet 1963, il rentre incognito à Léo, déguisé en musulman et muni d'un faux passeport guinéen. Solidement endoctriné, il est prêt à entreprendre une « longue marche » à partir de son Kwilu natal, où il organise ses premiers maquis en recrutant dans son ethnie, les Mbunda²¹. Dans des camps d'entraînement, il forme des groupes de « partisans » et de « jeunesses ». Il espère y regrouper des Congolais de toutes les régions avant de les renvoyer chez eux dans l'attente d'un soulèvement général.

Les conditions lui semblent mûres pour une insurrection paysanne. Région agricole naguère assez prospère, le Kwilu est en proie au marasme économique, au chaos administratif, au chômage, et, comme ailleurs, à la corruption. Mulele n'a pas de mal à convaincre les paysans qu'ils n'ont rien gagné à l'indépendance. Ils l'écoutent leur promettre une « deuxième indépendance », une nouvelle *dipenda* dont, cette fois, ils profiteraient²². Au début, les « partisans » espionnent les soldats de l'ANC puis les harcèlent en évitant toute bataille rangée. Peu nombreux, ils sèment pourtant la panique chez les militaires. Une grosse somme est promise à qui facilitera la capture de leur chef. Mais Mulele reste insaisissable²³. Il deviendra bientôt l'ennemi mortel de Mobutu.

20. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 93-94.

21. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 139.

22. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 345-346.

23. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 140.

Le temps de la terreur

Aux premières heures de l'année 1964, les partisans de Pierre Mulele attaquent une école technique agricole, près de Kikwit, chef-lieu de la province du Kwilu, pour s'emparer de produits chimiques indispensables à la fabrication d'explosifs. C'est le coup d'envoi de la première grande insurrection paysanne en Afrique depuis l'indépendance. Une révolte qui sombrera dans la terreur. Pendant les mois précédents, les rebelles s'en sont pris aux infrastructures. Ils ont attaqué des centres administratifs, brûlé des écoles gouvernementales, bloqué des routes, saboté des ponts, détruit des barges et des ferries. Tout en intensifiant ces attaques, le soulèvement vise désormais des cibles humaines. Quelque quatre cents fonctionnaires, policiers et notables sont abattus. On tue délibérément des enseignants, des prêtres, des religieuses et des missionnaires, dont plusieurs Européens et Américains¹.

Idéaliste et désintéressé, imprégné des mots d'ordre de Mao, Mulele prêche à ses recrues un certain idéal civique. Il leur ordonne de respecter les villageois et de les instruire. Il leur interdit de voler, de détruire les champs, de violer les femmes, de torturer l'ennemi. Il leur recommande le travail manuel². Cette morale est vite bafouée par des combattants soumis au pouvoir accru des sorciers. Car la rébellion, de moins en moins révolutionnaire et de plus en plus brutale, se greffe sur une révolte plus fondamentale, celle du rejet par la tradition africaine du modernisme et des cultures étrangères. C'est la revanche des sorciers.

1. Jean Kestergat, *Congo, Congo*, La Table Ronde, 1965, p. 38.

2. *Ibid.*, p. 36.

Un rapport de l'ONU évalue alors entre deux et trois mille les « partisans actifs » de Mulele. Ils sont armés de lances, d'arcs, de flèches empoisonnées et de quelques fusils. Attribuant à Mulele des pouvoirs surnaturels, ses hommes se croient invulnérables.

Les soldats de l'ANC répriment brutalement l'insurrection. Mobutu se rend au Kwilu, accompagné de deux conseillers belges. Il menace de faire venir trois bataillons si la population ne dénonce pas Mulele. Sa démonstration de force reste sans suite et il ne laisse sur place que deux cents soldats pour pacifier l'ensemble de la province³. En février, son chef d'état-major, le colonel Eugène Ebaya, est tué dans une embuscade. Heureusement pour Mobutu, les T-6 américains, pilotés par des Cubains anticastristes, entrent bientôt en action contre la guérilla. Recrutés par la CIA, les pilotes se pavanent sur la base aérienne de Kikwit, avec leurs chapeaux de cow-boy, leurs revolvers texans et leurs longs couteaux de chasse. L'activité de ces mercenaires viole les résolutions de l'ONU, mais tout le monde ferme les yeux⁴.

Les revers de son armée n'empêchent pas Mobutu de fanfaronner. Début mars, il déclare à la presse que ses « opérations de nettoyage » régleront le problème du Kwilu « en quinze jours » : « Le seizième jour commencera l'action psychologique. Nous lancerons des tracts destinés aux chefs de villages pour les convaincre que Mulele les a trompés⁵. » En avril et mai, le général fait une longue tournée en Europe. À Bruxelles, devant une assemblée d'hommes d'affaires, il assure que ses soldats, « sur le pied de guerre », sont en mesure de rétablir l'ordre. On l'applaudit, on fait mine de le croire. Mais à Londres il demande une aide militaire, en prévision du retrait des casques bleus programmé pour le 30 juin. Les États-Unis, eux aussi, volent au secours de Mobutu. Ils lui fournissent hélicoptères lourds, appareils de transport et avions de combat⁶. La rébellion piétine. Les

3. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., 1993, p. 95.

4. *Ibid.*, p. 97.

5. Dépêche de l'Agence France-Presse reprise dans *Le Monde*, 6 mars 1964.

6. Dépêche d'Associated Press reprise dans *Le Monde*, 30 avril 1964.

villes lui échappent. Acculé dans son réduit où il se construit de petits fortins bien protégés, Mulele change souvent de cachette. En bon stratège, il attend avec patience que d'autres foyers de révolte s'allument⁷.

« *Simba ! Mulele mai !* »

Ce qui ne manque pas d'arriver. Le CNL de Gbenye, basé à Brazzaville, a envoyé dans l'Est deux de ses lieutenants : au Sud-Kivu, Gaston Soumialot ; au Nord-Katanga, un certain Laurent-Désiré Kabila, tombeur et successeur de Mobutu trente-trois ans plus tard. Le Kivu est mûr pour une rébellion. Les soldats de l'ANC pressurent la population, volent les chèvres, violent les femmes, tabassent les hommes. Issu d'une ethnie cousine de celle de Lumumba, nommé par lui en 1960 gouverneur de sa province d'origine, le Maniema, Soumialot ne passe pas inaperçu : petit, barbu, souvent vêtu d'une peau de léopard et muni d'une canne au bout d'ivoire⁸. Chez Soumialot, note un journaliste belge, « ce qui stupéfie, c'est l'extraordinaire mélange d'astuce et de naïveté, de mysticisme biblique et de sorcellerie païenne, de doctrine marxiste et d'ambition personnelle⁹ ».

Il s'installe à Bujumbura, la capitale du Burundi, où des experts chinois de la guérilla forment en hâte ses très jeunes recrues. Il n'a pas de mal à exploiter le ressentiment de la région contre la soldatesque. Il fait circuler des tracts attaquant avec virulence le gouvernement central et les notables locaux corrompus. Comme au Kwilu, l'armée riposte de manière outrancière. Le 15 avril, à Bukavu, des bandes de jeunes, armés de machettes et de gourdins, attaquent fonctionnaires et policiers. On dénombre plus de quarante morts. Un nouveau front s'embrace, lançant un nouveau défi à Mobutu. Gbenye annonce la fondation d'une Armée populaire de libération (APL).

7. Jean Kestergat, *Congo, Congo, op. cit.*, p. 39.

8. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire, op. cit.*, p. 98.

9. Jean Kestergat, *Congo, Congo, op. cit.*, p. 57.

Le 15 mai, les troupes de Soumialot balaient, pratiquement sans combattre, la garnison d'Uvira, au bord du lac Tanganyika : une centaine d'hommes, dont elles tuent et mutilent la moitié. Les survivants prennent la fuite. Pour la première fois, les rebelles contrôlent une ville importante. Aussitôt suivie d'une seconde, Albertville, au Nord-Katanga. C'est une double victoire psychologique pour la rébellion ; et un échec cuisant pour Kasa-Vubu, Adoula et surtout Mobutu, encore en Europe. En son absence, Adoula demande à l'ambassadeur américain une aide immédiate. Il lui dit : « L'ANC est en pleine déconfiture. Seule une intervention aérienne des États-Unis peut éviter un désastre. » Dans l'urgence, des pilotes américains, dont l'attaché militaire adjoint à Léopoldville, bombardent les insurgés dans le Kivu. L'information est publiée par le *New York Times*, au grand déplaisir de Washington et de Mobutu, rentré au pays¹⁰.

L'ardeur au combat des mulelistes, qui bientôt se font appeler Simba (« lion » en swahili), est attisée par les sorciers. Les guerriers doivent se plier à des rituels et respecter strictement certains tabous. Ils sont baptisés, dans « l'eau de Mulele¹¹ », par des féticheurs qui dessinent sur leur front des scarifications enduites d'une poudre faite d'insectes et d'os broyés. On leur donne des gris-gris, des amulettes qu'ils portent autour du cou ou du poignet, censées faire plier les fusils de l'ennemi et fondre leurs balles en eau. Ils doivent observer un ensemble de règles. Ils ne mourront pas si une balle les atteint¹². À moins qu'ils n'aient peur ou ne regardent derrière eux. Ils n'ont jamais le droit de serrer la main d'un non-Simba, ne doivent pas se laver ni se coiffer ou se couper les ongles. De l'enseignement de Mulele, il reste quelques traces, détournées de leur signification révolutionnaire. Les guerriers ne peuvent pas toucher une femme avant le combat, sinon le charme ne jouera plus.

10. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 99-100.

11. Benoît Verhaegen, *Rébellions au Congo*, tome 2 : *Maniema*, CRISP-IRES, 1969, p. 345-346, 352.

12. Jean Kestergat, *Congo, Congo*, op. cit., p. 42-43.

Le héros de Kamanyola

Et puis il y a la drogue, en l'occurrence le chanvre, que les Simba absorbent sous forme de thé ou de cigarette. Ils en emportent des brins dans des petits flacons ou dans des sachets pour leur donner du courage avant le combat. Le chanvre leur fait perdre toute crainte et tout discernement. La plupart des Simba n'ont pas d'uniforme ni d'armes à feu. Ils partent au combat le torse nu et souvent peint ou aspergé de sang de poule, couverts de brindilles, emplumés, munis de machettes et de sagaies, leur carquois plein de flèches empoisonnées. Ils se ruent sur l'ennemi en hurlant « *Simba, Simba ! Mulele mai ! Lumumba mai ! Lumumba oyé !* » (« Lion, lion ! Eau de Mulele ! Eau de Lumumba ! Vive Lumumba ! »)¹³. Le regard halluciné, persuadées que les esprits de la forêt et du fleuve les protègent, ces machines à tuer se jettent vers la mort par centaines, dans une folie collective, et sont hachées par la mitraille.

Effrayés par l'audace des Simba, les soldats de Mobutu attachent des brindilles au canon de leur fusil pour briser les pouvoirs magiques qu'ils prêtent à l'ennemi. Le plus souvent, ils détalent et jettent leurs armes, en abandonnant leurs véhicules et leur matériel. Le 12 juin 1964, Mobutu est le héros d'un épisode glorieux qui nourrira sa légende. Il se déroule à Kamanyola, devant un pont qui enjambe la rivière Sange et verrouille la route de Bukavu, le chef-lieu du Sud-Kivu. Une colonne motorisée conduite par le général tombe dans une embuscade rebelle. Les Simba, cette fois-ci bien armés, lancent une attaque frontale. Les soldats de l'ANC, apeurés, refusent d'avancer. Mais laissons la parole à Mobutu : « Je prends un fusil-mitrailleur et je fais face aux Simba qui ont le bon esprit de ne pas s'égailler, ce qui facilite le tir. Derrière moi, quelques soldats se mettent à m'imiter. Ils me couvrent. Je crie "En avant !" et ils me suivent. Une balle traverse mon képi sans m'atteindre, tandis qu'en face, les corps commencent à s'accumuler. D'un seul coup, l'espoir change de camp, le combat change d'âme. Cette fois, c'est moi qui suis

13. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 343.

invulnérable, tandis que les pauvres gars que nous avons en face perdent brusquement foi en leurs magies¹⁴. » Le pont est dégagé, Bukavu sauvée.

Mobutu prétendra que cette victoire aura marqué, psychologiquement, le tournant de la guerre, ses soldats ayant réalisé que leur ennemi n'était en rien invulnérable. Peut-être. En attendant, la rébellion se propage ailleurs comme un feu de brousse. Elle conquiert tout l'est du pays. Le 30 juin, quatrième anniversaire de l'indépendance du Congo, les derniers casques bleus quittent le pays sur la pointe des pieds et personne ne les retient. U Thant dresse un constat d'échec et d'impuissance. La guérilla devient de plus en plus féroce. Elle étend ses ramifications jusqu'à Léopoldville où les plasticages se multiplient¹⁵.

L'appel aux mercenaires

Entre-temps, à Léo, il y a eu du nouveau. Du spectaculaire. La vie politique vient de connaître l'un de ces rebondissements dont l'histoire du Congo indépendant a le secret. Tshombe est revenu en sauveur. Adoula, trop faible, ne gouvernait plus. De Madrid, l'ancien leader katangais a maintenu des liens avec les deux camps congolais. Las de l'exil, il sent que son heure, de nouveau, approche. Par tactique, il a noué un accord avec les lumumbistes. Il a aussi négocié avec Mobutu, son ancien ennemi, les conditions de son retour¹⁶. Le général lui a garanti sa sécurité. Mobutu et ses amis font un froid calcul, approuvé par Kasavubu. Seul Tshombe, pensent-ils, est en mesure, avec l'aide de ses anciens gendarmes et des mercenaires basés en Angola, d'écraser la rébellion. Adoula accepte de se faire hara-kiri. Le 26 juin, Tshombe débarque à Léo. Mobutu et Adoula lui réservent un accueil chaleureux. Ils lui disent : « Vous seul pouvez tenter

14. *Dignité pour l'Afrique, entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, Albin Michel, 1989, p. 62.

15. Jean Kestergat, *Congo, Congo, op. cit.*, p. 77.

16. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire, op. cit.*, p. 103.

– et réussir – la réconciliation nationale¹⁷. » Quelques heures plus tard, Tshombe parcourt les rues de la cité qui lui fait un triomphe. La foule en délire chante en lingala : « *Tata ayé, nzala esili !* » (« Papa est revenu, c'est fini la faim ! »)¹⁸.

Pour la première fois depuis l'indépendance, les trois ennemis de Lumumba se retrouvent ensemble au pouvoir : Mobutu commande l'armée, Kasa-Vubu préside l'État et Tshombe forme le 10 juillet un gouvernement de salut public qui ne comprend aucun porte-parole authentique de la rébellion. Le nouveau Premier ministre a beau, quelques jours plus tard, présenter au peuple Gizenga, qu'il a fait libérer, la réconciliation nationale promise n'est qu'un mirage vite évanoui. Le 18 juillet, au stade de Léo, saluant quarante mille personnes enthousiastes, Tshombe leur lance en français : « Donnez-moi trois mois, et je vous donne un Congo nouveau. » Bon orateur et habile démagogue, il essaie d'imposer la réconciliation par le verbe et la persuasion. Il fait une tournée dans le pays. À Stanleyville, fin juillet, il dépose une couronne de fleurs devant le monument à la mémoire de Lumumba, avant de gagner le stade où il proclame à la foule, qui lui fait fête : « Voyez, je suis solide et fort. Je suis fait pour le travail et l'action. Mais vous devez m'aider. Ne me décevez pas !¹⁹ » Une semaine plus tard, le 5 août, les Simba s'emparent de Stanleyville. L'armée n'a pratiquement pas résisté. Plusieurs unités ont rallié la guérilla, avec armes et bagages. La rébellion contrôle plus de la moitié du pays.

Il n'est plus question de réconciliation, seulement de reconquête. Tshombe dispose de plusieurs atouts : ses anciens gendarmes, ses ex-mercenaires et le soutien de l'aviation américaine. En accord avec Washington et Bruxelles, le Premier ministre recrute deux cents mercenaires blancs, parmi lesquels le Sud-Africain Mike Hoare, le Français Bob Denard et le colon belge Jean Schramme. Incorporés dans l'ANC, ces « volontaires étrangers » sont munis

17. Dans son numéro du 27 juillet 1967, l'hebdomadaire belge *Pourquoi pas ?* révélera que Mobutu a appelé lui-même par téléphone, deux fois en vingt-quatre heures, son gérant, Raymond Naegels, pour lui demander de contacter de sa part Moïse Tshombe en exil. Cette révélation sera faite par Pierre Davister, l'ancien patron du journaliste Mobutu à *L'Avenir*.

18. Jean Kestergat, *Congo, Congo, op. cit.*, p. 87.

19. *Ibid.*, p. 96.

d'un contrat en bonne et due forme, signé par Mobutu. Ce document précise leurs salaires, leurs allocations familiales, la durée de leurs congés et jusqu'à leurs indemnités en cas d'invalidité permanente²⁰. Mobutu accorde aux mercenaires une « autonomie absolue » de commandement. Il n'est pas ravi, mais n'a guère le choix. Ce dont témoignera Mike Hoare : « Je sentais ses réticences envers ce que je représentais : un élément étranger recruté pour faire le travail que l'ANC avait été incapable de faire. Le général était fier de son armée. Il détestait devoir reconnaître que ses qualités au combat étaient pratiquement inexistantes²¹. » Mais une cinquantaine de gradés belges arrivent à Léo, à la demande du colonel Frédéric Vandewalle, conseiller militaire de Tshombe. Ce sont en partie les mêmes hommes qui ont combattu Lumumba en 1960 à partir du Katanga sécessionniste²². Officiellement, ils ne jouent aucun rôle opérationnel. Pieux mensonge.

Massacres à Stanleyville

La terreur s'installe à Stanleyville. La plupart des Blancs – colons, commerçants ou missionnaires – sont restés. Les dirigeants du CNL, arrivés de Brazzaville, disent vouloir les protéger. Les Congolais n'ont pas cette chance. En une semaine, les tribunaux populaires en expédient cent trente-sept à la mort. C'est la foule qui hurle le verdict. On élimine les pillards, puis les ennemis de la révolution, puis les notables ou les simples rivaux. Le 5 septembre, Gbenye proclame la République populaire du Congo. Il en est le président et le Premier ministre. Pendant les deux mois qui suivent, la folie criminelle des Simba se déchaîne, à Stanleyville et ailleurs. Les leaders rebelles, Gbenye, Soumialot et le général Nicolas Olenga, chef de l'armée populaire, tentent de rétablir l'ordre et la justice. En vain. Ils n'ont pas, face aux Simba, l'autorité, la compétence et la force morale nécessaires.

20. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, op. cit., p. 106-111.

21. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 113-114.

22. Ludo De Witte, *L'Assassinat de Lumumba*, op. cit., p. 348.

La révolution leur échappe. Alors, les bourreaux tuent. Ils assomment, fusillent, pendent, châtent, torturent, noient, écorchent, lacèrent, éventrent, dépècent les corps de leurs victimes et les jettent à la rivière. La population se terre ou fuit en brousse²³.

Trois mille Blancs sont désormais otages de la rébellion. Gbenye refuse leur évacuation, à laquelle de toute façon les Simba s'opposeraient. Il ne faut pas tuer les Blancs : ils peuvent encore servir comme boucliers contre d'éventuels bombardements. Mais leur insécurité s'aggrave, alors que l'armée populaire essuie revers sur revers. Une ultime négociation politique échoue, Gbenye exigeant l'impossible, la démission de Tshombe. Le 1^{er} novembre commence l'opération « Ommegang »²⁴, la reconquête terrestre de Stanleyville par la 5^e Brigade motorisée. À Kamina, à Kindu, elle libère des centaines d'otages. Le 14 novembre, dans le journal des rebelles, *Le Martyr*, Gbenye signe cette phrase qui fera sa célébrité : « Nous fabriquerons nos fétiches avec les cœurs des Américains et des Belges, et nous nous habillerons avec les peaux des Belges et des Américains²⁵. »

Le 24 novembre, à l'aube, quatre cents parachutistes belges sautent sur Stanleyville. C'est l'opération « Dragon rouge ». Au même moment, les forces terrestres entrent dans la ville. Deux mille Blancs sont libérés et évacués. Les rebelles se dispersent dans la brousse. Leurs chefs s'enfuient vers le Soudan. Le gouvernement populaire a disparu. Avant et après leur défaite, en novembre et décembre, les Simba massacrent, dans les régions qu'ils contrôlent, quelque trois cents otages, en majorité des missionnaires et des religieuses. Combien ont-ils tué de Congolais lorsqu'ils régnaient en maîtres ? Plusieurs dizaines de milliers sans doute. La reprise de Stanleyville clôt le pire chapitre de l'histoire du jeune État. Mais elle ne sonne pas encore le glas de la rébellion.

23. Pour un récit détaillé des massacres, fondé sur des témoignages directs, lire Jean Kestergat, *Congo, Congo, op. cit.*, p. 121-146.

24. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu, op. cit.*, p. 158. Le cortège folklorique de l'Ommegang représente un événement historique : la joyeuse entrée de Charles Quint sur la Grand-Place de Bruxelles.

25. Jean Kestergat, *Congo, Congo, op. cit.*, p. 167-169.

Le second coup d'État

Mieux que quiconque, Mobutu sait habilement exploiter à son profit les succès d'autrui. Chef de l'armée et garant, à ce titre, de l'unité nationale, il voit la reconquête de Stanleyville renforcer son prestige¹. Ses hommes n'ont pourtant joué qu'un rôle mineur dans cette victoire acquise par les paras belges, les aviateurs américains et les mercenaires. Les unités de l'ANC engagées dans l'opération regroupent d'ailleurs surtout d'anciens gendarmes katangais. Les troupes de Mobutu arrivent à temps pour prendre part au pillage de la ville et à la féroce répression contre les Simba, ou prétendus tels. Victor Nendaka, chef de la Sûreté, en est l'impitoyable maître d'œuvre. Sa femme et ses enfants ont été exécutés par les rebelles. Il donne libre cours à sa vengeance. Le colonel Charles Laurent, commandant des paras belges, témoignera : « Je n'ai jamais vu un tel bain de sang. Il n'y a pas eu de prisonniers. Les ennemis étaient fusillés, battus à mort, ou découpés en morceaux². » Stanleyville ressemble à une ville fantôme, vide d'hommes et remplie de veuves.

Le Sud-Africain Mike Hoare, dit « Mad Mike », chef des mercenaires, racontera, une fois rentré dans son pays : « Tuer des communistes, c'est comme tuer de la vermine. Tuer des nationalistes africains, c'est comme tuer des animaux. Je n'aime ni les uns ni les autres. Mes hommes et moi-même avons tué entre cinq et dix mille rebelles congolais pendant les vingt mois que nous

1. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 41.

2. David Reed, *111 Days in Stanleyville*, Londres, Collins, 1966, p. 264.

avons passés au Congo³.» Nombre de ces « communistes » abattus sont des civils innocents, tenus pour lumumbistes, ou des soldats soupçonnés d'avoir rallié, volontairement ou non, les rangs des Simba.

Le tiers monde « progressiste » condamne avec virulence cette sanglante « pacification ». À l'exemple de l'Égyptien Gamal Abdel Nasser et de l'Algérien Ahmed Ben Bella, nombre de dirigeants africains continuent de voir en Tshombe l'un des assassins de Lumumba. Début octobre, au Caire, le Premier ministre congolais et sa suite ont été empêchés de participer à une conférence des pays non alignés. Nasser les a placés en résidence surveillée pendant quatre jours avant de les remettre dans un avion⁴. De retour au Congo, Tshombe tente de réveiller, avec l'aide de Mobutu, l'hostilité du monde noir contre le monde arabe. Au stade de Léo, l'armée présente un show traditionnel de la Force publique en hommage aux héros des campagnes antiesclavagistes du XIX^e siècle. Par souci de vérité, des gradés métis tiennent le rôle des officiers belges d'antan⁵. En décembre, à la tribune des Nations unies, Ernesto « Che » Guevara accuse les Belges et les Américains de se comporter en « hyènes » et en « chacals » et promet de « venger les crimes commis au Congo »⁶. Il passera bientôt des paroles aux actes.

Che Guevara dans le maquis

Sur le terrain, Mobutu s'attelle au grand « nettoyage ». Objectif : repousser les rebelles jusqu'aux frontières orientales du pays et les couper de leurs bases arrière en Ouganda et au Soudan. Il confie cette tâche à Mike Hoare, qu'il promeut lieutenant-colonel. C'est l'opération « Géant blanc ». Hoare met sur pied une brigade de un millier d'hommes, tous mercenaires. Les

3. Déclaration à l'agence Associated Press, 14 décembre 1965.

4. Jean Kestergat, *Congo, Congo, op. cit.*, p. 103-119.

5. *Ibid.*, p. 164.

6. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire, op. cit.*, p. 154-155.

recrues affluent par centaines. En avril, mission accomplie : le bouclage des frontières assèche les flux de ravitaillement en armes des rebelles. Le 6 mai, Mobutu passe en revue les mercenaires, les félicite pour leur « discipline impeccable », en promet certains et leur déclare : « Dans l'histoire de la longue lutte contre la rébellion, vous occuperez une place d'honneur⁷. » Le dernier foyer de rébellion à l'est, supervisé par Laurent-Désiré Kabila, se cache dans la région du Fizi-Baraka, au bord du lac Tanganyika. Ce maquis montagneux abritera pendant sept mois, d'avril à novembre 1965, un prestigieux guérillero, Guevara en personne.

La légende veut que le « Che », souffrant d'un asthme tenace, soit arrivé en Afrique, avec, pour bagage à main, un attaché-case bourré de livres et d'inhalateurs. Après un premier entretien en février avec Kabila en Tanzanie, il débarque incognito avec cent vingt Cubains bien entraînés, tous d'origine africaine. Même Kabila n'est pas au courant de sa présence. Il l'apprendra plus tard et ne s'en réjouira guère. Guevara note dans son *Journal du Congo* : « Des indices sérieux montrent que ma présence ici ne lui fait nullement plaisir. Je ne sais si c'est de la peur, de la jalousie, ou si c'est ma manière de faire qui le vexé. » Kabila s'inquiète surtout pour sa sécurité et celle de son célèbre visiteur. Qu'advient-il si les Belges, les Américains ou ses propres parrains chinois, ennemis de Moscou, découvriraient le séjour dans son maquis de ce grand allié des Soviétiques ? Rien de tout cela n'arrivera⁸.

Les Congolais, Mobutu en tête, ignorent, eux aussi, que le *Comandante* est venu exporter sa révolution cubaine dans leurs forêts. Mais lors de la bataille de Baraka, en octobre, les mercenaires de Mike Hoare mesurent l'ardeur au combat des hommes de Guevara. Ces derniers semblent avoir transmis leur efficacité et leur sens de la discipline aux Simba – du moins tant qu'ils sont à leurs côtés. Les mercenaires finiront par l'emporter grâce au soutien crucial de l'aviation américaine⁹. Guevara a

7. Mike Hoare, *Mercenary*, Londres, Corgi Books, 1968, p. 159.

8. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 509-510.

9. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 165-166.

vite remarqué l'indiscipline, la désorganisation et l'incompétence militaire des rebelles. Leur croyance dans la protection des fétiches le stupéfie. Les deux attaques préconisées par Kabila contre de modestes objectifs se soldent par un échec total. Guevara qualifie le chef congolais de « poltron, peu sérieux et noceur ».

Tshombe triomphe

Dans une lettre du 5 octobre 1965, il demande à Fidel Castro de ne plus donner d'argent aux « révolutionnaires » congolais de passage à La Havane, qui le dépensent « en menant la belle vie dans les capitales africaines », et de ne plus envoyer d'armes, en déjà trop grand nombre sur place, et peu utilisées¹⁰. Déçu, il écrira qu'il avait voulu « cubaniser » les Congolais, mais que c'est l'inverse qui s'est produit : les Cubains ont été peu à peu « congolisés »¹¹. Quasiment encerclés par l'ANC, les guérilleros congolais et cubains s'enfuient le 20 novembre en traversant le lac. Les soldats de Mobutu leur laissent le passage sans savoir que, parmi eux, figure l'icône de la révolution castriste, traquée par la CIA dans le monde entier. Pendant le vol de retour vers Cuba, le « Che » dissimule son visage pendant des heures derrière un traité d'échecs pour ne pas être reconnu.

En 1965, à Léo, les rivalités politiques s'attisent de nouveau. Avec, à l'horizon, les élections, législatives puis présidentielle. Tshombe a le vent en poupe. « Ses » mercenaires et « ses » gendarmes ont repoussé la rébellion¹². Seul Mulele est encore dans le Kwilu, insaisissable, mais isolé et affaibli. En février, le Premier ministre remporte à Bruxelles une belle victoire diplomatique, en négociant au mieux la restitution à l'État congolais du « portefeuille colonial », le paquet de valeurs mobilières sur lesquelles la Belgique avait mis la main juste avant l'indépendance. Il est de loin l'homme le plus populaire du pays. Les foules

10. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 511.

11. Lieve Joris, *Danse du léopard*, op. cit., p. 363.

12. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 354.

lui réservent des ovations chaleureuses¹³. Il fonde un cartel qui regroupe la plupart des partis modérés et l'ensemble des chefs coutumiers. Outre ses talents de tribun, il a pour atouts son énergie, son savoir-faire, son cynisme et assez d'argent pour séduire les corrompus. Ses ennemis ne le surnomment-ils pas « monsieur Tiroir-Caisse » ? Le 30 avril, ses partisans remportent une victoire écrasante aux législatives, les premières depuis l'indépendance.

Cette fois, Kasa-Vubu s'inquiète. Il veut briguer un nouveau mandat présidentiel et subodore que Tshombe caresse le même dessein. Les deux hommes divergent sur l'interprétation de la Constitution. Selon Kasa-Vubu, le Premier ministre doit démissionner et laisser place à un gouvernement de transition ; Tshombe juge inutile de former une nouvelle équipe pour seulement quelques mois. Avec l'accord des deux leaders, Mobutu décide de « nettoyer » l'armée pour la reprendre en main. En juillet 1965, des centaines d'officiers, sous-officiers et soldats sont traduits devant la justice militaire. Plusieurs dizaines d'entre eux sont fusillés, et beaucoup d'autres condamnés à de lourdes peines de prison¹⁴. Après cette épuration, l'armée gagne en discipline et cohésion.

L'éphémère gouvernement Kimba

Avec un Parlement à sa main, Tshombe apparaît désormais comme le probable futur vainqueur de l'élection présidentielle, ce qui alarme tous ses rivaux, Kasa-Vubu en tête. Une alliance anti-Tshombe se forme. Le président et le Premier ministre ne se parlent pratiquement plus. Au Parlement, les deux camps se retrouvent à peu près à égalité. Le Premier ministre finit par accepter d'élargir son équipe. Trop tard. Le 13 octobre, Kasa-Vubu révoque Tshombe, cinq ans après avoir destitué Lumumba. L'histoire bégaie. Le président charge Évariste Kimba, un ancien fidèle de Tshombe passé à l'opposition, de former un gouver-

13. B.B. Ilosono, *L'Épopée du 24 novembre, Témoignage*, Kinshasa, AS Éditions, 1985, p. 76-77.

14. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 41.

nement qui prête serment cinq jours après. Mobutu a obtenu d'assumer *de facto* le ministère de la Défense nationale, resté à sa demande sans titulaire. Il entend bien qu'aucun civil ne puisse freiner l'élan de la modernisation de l'armée qu'il a entreprise. Il obtient aussi le portefeuille des Finances pour son cousin, Jean Litho. Kimba est méfiant. Kasa-Vubu lui garantit la « grande fidélité » de Mobutu¹⁵.

Résolu à reprendre le flambeau du nationalisme, le président congolais s'envole aussitôt pour Accra, où l'Organisation de l'unité africaine (OUA) tient un sommet. On l'accueille avec chaleur. Ne s'est-il pas débarrassé de Tshombe, le mal-aimé du continent ? Il s'efforce de gagner ses pairs à sa cause pour qu'ils cessent leur soutien à la rébellion. Il évoque une réconciliation avec Brazzaville. Mieux : il promet de renvoyer les mercenaires. Mobutu est furieux. Il affirme à Hoare, au téléphone, qu'il n'a pas été consulté¹⁶. Puis il déclare publiquement s'opposer à toute forme de renvoi de « ces volontaires dévoués, engagés légalement par le gouvernement et œuvrant pour la sauvegarde de l'intégrité du territoire national¹⁷ ». Et il ajoute : « On ne les chassera pas [...]. S'il faut un jour les faire partir, ce ne sera pas de cette manière-là. Lorsque le Congo n'aura plus besoin d'eux, ils partiront avec les honneurs qui leur sont dus¹⁸. »

Il n'acceptera pas davantage qu'un chef rebelle vienne négocier à Léo : « Jamais, tant que je serai à la tête de l'ANC, les Gbenye-Soumialot et consorts ne feront partie d'un gouvernement d'union nationale. Me voyez-vous, claquant des talons et disant "Excellence" à ces bandits qui ont cherché à me tuer ? » Et si le chef de l'État ne tenait pas compte de son avis ? Réponse de Mobutu : « Je prendrai alors, c'est-à-dire, lorsqu'il le fau-

15. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, *op. cit.*, p. 127-129.

16. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, *op. cit.*, p. 166-167.

17. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, *op. cit.*, p. 132-133.

18. Entretien de Jean Kestergat avec Mobutu, *La Libre Belgique*, 1^{er} novembre 1965.

dra, toutes mes responsabilités¹⁹. » En attendant, Kasa-Vubu est en train de perdre le soutien de l'homme dont il a le plus besoin pour rester au pouvoir. La presse belge s'inquiète du « virage à gauche » du président qui « se jette dans les bras de Nkrumah », président du Ghana depuis 1960. Un commentateur écrit : « M. Kasa-Vubu danse le charleston à l'heure du yéyé, il réentonne des rengaines qui ne sont plus à la mode²⁰. » Un autre constate : « La situation n'est pas loin de rappeler celle de septembre 1960 lorsqu'un jeune colonel décida d'interrompre momentanément une vie politique qui conduisait le pays à la catastrophe²¹. » La télévision belge demande à Mobutu si la « neutralisation » des acteurs politiques par l'armée pourrait se reproduire. Réponse : « Je ne crois pas, ça, c'est du passé. L'armée est neutre et elle le restera²². »

Lieutenant-général

Le 14 novembre, le Parlement refuse, à quelques voix près, la confiance au gouvernement Kimba, qui tombe après vingt-six jours d'existence. Mobutu a-t-il, comme certains le diront, trahi Kasa-Vubu en persuadant secrètement certains députés de sa région de voter « non » ? En tout cas, il incite le président à présenter de nouveau Kimba devant les élus : « Vous n'avez pas le droit d'abdiquer. Et si pour la deuxième fois, le Parlement ne lui accorde pas son suffrage, alors nous agirons en conséquence. L'armée se tient totalement à votre disposition²³. » Le 18 novembre, Kasa-Vubu remet à Mobutu ses galons de lieutenant-général. Il n'empêche : les institutions sont dans l'impasse et le chef de l'État se sait fini. Il a pu destituer Tshombe ; il ne peut pas le remplacer.

19. Entretien de Pierre Davister avec Mobutu, *Spécial*, 28 octobre 1965.

20. Pierre Davister, *Spécial*, 28 octobre 1965.

21. Jean Kestergat, *La Libre Belgique*, 26 octobre 1965.

22. Extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

23. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, *op. cit.*, p. 135.

Washington et Bruxelles s'inquiètent de voir le président « virer au rouge vif », même si, pour beaucoup de Congolais, le rapprochement envers l'Afrique progressiste opère seulement un « recentrage » par rapport à la politique de Tshombe. Belges et Américains craignent que les rebelles de l'Est, encouragés par les Chinois, très actifs à Brazzaville, n'exploitent l'instabilité et la confusion qui règnent à Léo. Ils perdent confiance en Kasavubu. L'ambassadeur américain, George McMurtrie Godley, et le chef d'antenne de la CIA, Larry Devlin, encouragent Mobutu à arbitrer la querelle au sommet. Le diplomate écrit au département d'État : « Mobutu est le meilleur interlocuteur auprès de qui exprimer notre inquiétude. Au bout du compte, c'est son influence qui fera la différence. C'est pourquoi nous restons en contact étroit avec lui²⁴. »

Tout en proclamant la neutralité de l'armée, Mobutu fait de plus en plus de politique. Qu'il s'agisse du sort des mercenaires, de la réconciliation nationale ou de la composition des gouvernements, il exprime son opinion, formule ses exigences, brandit des menaces à peine voilées. Et il obtient presque toujours gain de cause. Il est déjà, en coulisses, depuis des mois, l'homme fort du régime. Sans dévoiler trop tôt ses intentions, il attend, pour s'imposer de nouveau en arbitre, que les institutions soient totalement paralysées, et les politiciens englués, impuissants, dans leurs querelles. Il n'aura plus qu'à cueillir le pouvoir comme un fruit mûr.

La lecture de Machiavel

À cette époque, Devlin partage très souvent le petit déjeuner de Mobutu. Il le soupçonne de nourrir des ambitions présidentielles : « Chaque fois que j'évoquais cette idée, il esquivait en disant qu'il était un soldat, pas un politicien [...]. Un jour, alors que je quittais son bureau, je remarquai un livre sur une petite table. C'était *Le Prince* de Machiavel. "Lecture intéressante pour

24. Télégramme de l'ambassade américaine à Léopoldville, adressé au département d'État, 1^{er} novembre 1965.

un général occupé”, lui dis-je. Il sourit et répondit : “C’est l’un de mes livres préférés²⁵.” » Devlin prétendra, sans convaincre, ne pas avoir encouragé Mobutu à faire son coup d’État²⁶. Lors de leur dernière rencontre avant que le général ne franchisse le Rubicon, il lui rappelle que Washington souhaite une alliance entre Kasa-Vubu et Tshombe ; Mobutu lui répond dans un sourire : « Un ticket Johnson-Goldwater, en quelque sorte²⁷ ? » Autrement dit, un attelage impossible. Des années plus tard, Mobutu racontera : « J’attendais avec inquiétude d’être convoqué par Kasa-Vubu et Tshombe, chacun ordonnant l’arrestation de l’autre. Nous n’allions tout de même pas rejouer le même scénario [celui de 1960 entre Kasa-Vubu et Lumumba, *NdA*] pour leur faire plaisir²⁸ ! »

À l’occasion de l’anniversaire de la reconquête de Stanleyville – mais ce n’est qu’un prétexte –, Mobutu convoque tous les officiers supérieurs à Léo. Le 24 novembre, il réunit ce « haut commandement » dans sa résidence, au camp militaire. Pour la suite, écoutons Mobutu : « Nous étions là, deux généraux, cinq colonels et sept lieutenants colonels, à discuter pendant que mon épouse nous offrait le café. Tous, très proches les uns des autres. Tous, presque par profession, des nationalistes. Nous sommes immédiatement tombés d’accord : pas question que l’armée se laisse entraîner dans les querelles politiciennes, ou se mette à la remorque d’une faction contre l’autre [...]. Bref, nous étions coincés. Il ne nous restait qu’une solution, prendre nous-mêmes le pouvoir [...]. Nous nous étions donné cinq ans pour reconstruire ce qui avait été détruit en cinq ans. Ensuite, très sincèrement, nous comptions bien regagner nos casernes. Les événements en ont décidé autrement. [...] Nous avons commencé par rédiger un communiqué, envoyé des ordres à quelques unités pour qu’elles occupent les points stratégiques de la ville et d’abord la radio.

25. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d’un agent*, op. cit., p. 302-303.

26. *Ibid.*, p. 305.

27. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 81. Lyndon Johnson, président démocrate américain sortant, et Barry Goldwater, candidat républicain, se sont affrontés en 1964. Le premier l’a emporté.

28. *Dignité pour l’Afrique, entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 66.

L'un d'entre nous s'est rendu chez le président pour lui faire part de notre décision. Et nous avons décidé de veiller ensemble, dehors sous une paillote, en attendant le matin et la lecture de notre proclamation à la radio²⁹. » Cette déclaration a été dictée par Mobutu à un Belge, l'auditeur général de l'ANC.

Le 25 novembre 1965 à 5 h 30, la radio annonce la destitution de Kasa-Vubu. Mobutu le remplace ; le colonel Léonard Mulamba succède à Kimba comme Premier ministre ; le Parlement reste en fonctions ; les droits et libertés demeurent garantis. La capitale est calme. Pas un coup de feu n'a été tiré. Dans la matinée, Mobutu précise à la presse qu'il est président pour cinq ans, ajoutant : « La course au pouvoir est finie³⁰. » On ne saurait être plus clair. À 35 ans, Mobutu vient d'accomplir l'acte le plus important de sa carrière. Son destin est en marche.

29. *Ibid.*, p. 66-68.

30. *Le Monde*, 26 novembre 1965.

Naissance d'une dictature

« Il ne s'agit pas d'un coup d'État militaire », martèle Mobutu face aux journalistes¹. À l'entendre, on songe à la légende surréaliste que le peintre belge René Magritte avait inscrite sur son célèbre tableau représentant une pipe : « Ceci n'est pas une pipe. » Mais ne cherchons pas, chez Mobutu, la moindre espièglerie. Il faut prendre son antiphrase au sérieux. Ce n'est pas, laisse-t-il entendre, l'armée qui prend le pouvoir. C'est lui-même, et lui seul. On s'en aperçoit aussitôt en relisant le communiqué du haut commandement, qui ne mentionne aucun détail sur le mandat du nouveau président. En précisant qu'il durera cinq ans, Mobutu met ses pairs devant le fait accompli². À cette occasion, il use d'un procédé qui lui deviendra familier : proclamer le caractère collectif d'une grave décision (« notre action », « je dis : nous, pas moi », « prendre nous-mêmes le pouvoir »), dont il est le principal, voire l'unique bénéficiaire. Il conjugue au pluriel son ambition singulière.

« Ce fut un cri unanime : “Enfin !”³ » Mobutu exagère à peine en résumant ainsi le sentiment quasi général qui règne au matin du putsch. Et il ajoute un trait d'ironie : « Ce n'était plus un coup d'État, mais une élection triomphale ! », qui résonne amèrement lorsqu'on pense aux longues années de dictature que l'événement

1. *Le Monde*, 26 novembre 1965.

2. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa*, op. cit., p. 158.

3. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 68.

allait enfanter. Tshombe se dit « absolument ravi ». Croyant ingénument que le coup d'État s'accomplit en sa faveur, il fait sauter quelques bouchons de champagne. Avant de vite déchanter. Mais il dira une semaine plus tard : « En prenant le pouvoir, Mobutu m'a certainement sauvé la vie⁴. » La promotion suprême d'un solide allié de l'Occident ne peut que rassurer Belges et Américains. En revanche, et sans surprise, Moscou voit dans Mobutu un homme que « la racaille colonialiste pourra manier au doigt et à l'œil » et Pékin le traite de « chien courant des impérialistes »⁵. La classe politique note avec satisfaction les garanties données par le haut commandement : respect de la Constitution, maintien des prérogatives du Parlement, protection des libertés fondamentales. Le colonel – bientôt promu général – Léonard Mulamba, Premier ministre désigné, est un officier courageux et respecté de tous. Le sang n'a pas coulé. Tshombe et Kasa-Vubu sont sains et saufs. Les institutions démocratiques, pense-t-on, continueront de fonctionner normalement. L'illusion collective durera moins d'une semaine.

Le Parlement approuve, le peuple applaudit

La population applaudit aussi au changement. Elle est lasse du désordre, de la violence, de la corruption des élites. C'est l'époque où l'on peut entendre le petit peuple soupirer, ici ou là : « Elle finit quand, l'indépendance ? » Dès le premier jour, Mobutu fait légaliser son coup d'État. Le Parlement l'approuve par acclamations, que la radio qualifie de « frénétiques ». Les élus avalisent la proclamation pour cinq ans de l'État d'urgence et la suspension des articles de la Constitution ayant trait à l'élection présidentielle. Le 28 novembre, le corps législatif vote à l'unanimité l'investiture du gouvernement Mulamba, qui regroupe, en un savant dosage, des partisans de Kasa-Vubu et de Tshombe. Mobutu se réserve les portefeuilles de la Défense et de l'Information.

4. Agence France-Presse, 3 décembre 1965.

5. *Le Monde*, 27 novembre 1965.

Kasa-Vubu est mis en résidence surveillée dans un camp militaire. Mobutu soulignera avoir traité avec respect le chef de l'État destitué. « On a poussé la correction à son égard jusqu'à lui proposer de garder avec lui deux cuisiniers, deux maîtres d'hôtel, un chauffeur, une voiture officielle [...]. Il m'a souhaité bonne chance. La seule chose qu'il a refusé de faire, c'était de prendre le thé chez moi ! Mais pour le reste, tout s'est passé de manière très correcte. Je n'ai jamais failli à cette correction. » Déchu, le « roi Kasa » se retire, le 4 décembre, dans son village natal du Bas-Congo, près de Boma. Le « père de l'indépendance » congolaise quitte, contraint et forcé, la scène politique. Cet homme intègre s'éteindra en mars 1969, pauvre comme Job, après avoir perçu de la République un maigre pécule mensuel à peine suffisant pour faire vivre sa famille. Empêché de se soigner à l'étranger et même à Kinshasa, il devra se contenter d'une hospitalisation en brousse⁶. Mobutu conclut : « Il est mort alors que j'étais en Allemagne. De là-bas, j'ai ordonné des funérailles nationales. Son corps a été transporté à Kinshasa. Tout le monde a honoré sa mémoire [...]. Il avait laissé à sa veuve une maison de trois pièces. Je lui ai offert, à mes frais, une maison quatre fois plus grande. » Il n'empêche : Mobutu n'a pas jugé utile de rentrer au pays pour assister aux obsèques du « père de l'indépendance ».

Mobutu est sans doute sincère lorsqu'il raconte son désarroi, au premier jour de sa présidence : « Je ne savais pas par où commencer, qui convoquer ! J'étais là, assis, ne sachant quoi faire. J'ai posé une condition à mes compagnons : il me fallait un Premier ministre militaire. » Le peuple, lui, a trouvé un nouveau chef, dont l'avènement semble promettre le retour de l'ordre et de l'unité nationale. Il réserve à Mobutu un accueil triomphal lorsque celui-ci parcourt le 3 décembre la capitale et sa banlieue. Quelque cinq cent mille personnes sont massées sur les 50 kilomètres du trajet emprunté par le cortège officiel. Pendant toute la tournée, Mobutu reste debout dans sa voiture. Deux Jeep de musiciens en uniforme bleu précèdent le cortège, aux accents de la *Marche d'Aïda*, de Verdi, qu'interprètent quatre trompettes. La

6. Daniel Monguya Mbenge, *Histoire secrète du Zaïre*, Éditions de l'Espérance, 1977, p. 141-149.

foule agite des branchages verts en signe de bienvenue ou reprend en chœur le nom de Mobutu. Des femmes dansent, vêtues de couleurs vives. Des hommes brandissent des bouteilles de bière et des verres en direction du chef de l'État. Le général-président répond aux vivats en saluant militairement de sa main gantée de blanc. Il a l'air grave et solennel. Il ne paraît pas remarquer les banderoles tendues à travers la route – « Progrès, liberté, vive le général Mobutu ! » – ni les avions qui effectuent des passages en rase-mottes, à moins de 15 mètres du cortège. L'accueil le plus enthousiaste lui est réservé... avenue Kasa-Vubu⁷.

« *Retroussons nos manches !* »

Le 12 décembre, au stade de football Roi-Baudouin, plein à craquer, Mobutu prononce son premier discours public présidentiel. Il choisit de « parler vrai », avec une franchise qui étonne et ravit son auditoire. Rayonnant d'assurance et d'énergie, il impose un style oratoire, fait de mots d'ordre et de formules à l'emporte-pièce, qu'il déclame de sa voix grave, lente et forte, teintée d'un lourd accent belge : « Je vous dirai toujours la vérité, aussi dure qu'elle soit. C'en est fini de vous assurer que tout va bien alors que tout va mal. Et je vous le dis tout de suite : dans notre cher pays, tout va réellement très mal⁸. » Puis il dispense à la foule un petit cours d'économie, en alignant des chiffres consternants : le Congo produit de deux à dix fois moins de maïs, de riz, de manioc, de coton et d'huile de palme qu'avant l'indépendance. En regard, il constate le gonflement des dépenses somptuaires qui grèvent le déficit budgétaire. « Le pays ne peut plus nourrir ou habiller ses propres enfants. La haine, les querelles, le gaspillage et la corruption ont remplacé nos objectifs communs de fraternité, de développement et de bien-être. »

La faute à qui ? Aux politiciens « qui sacrifient le pays et leurs compatriotes à leurs propres intérêts », insiste Mobutu : « Se remplir les poches, exploiter le Congo et les Congolais, voilà

7. Associated Press, 3 décembre 1965.

8. Agence France-Presse, 14 décembre 1965.

ce qu'était leur devise ! » À l'inverse, il exalte « le travail », « la discipline dans tous les domaines », invite chacun à « se retrousser les manches ». Il ajoute : « Pour réaliser ce programme de redressement, il nous faudra des bras, beaucoup de bras. » Et il donne l'exemple en remontant les manches de son uniforme kaki, aussitôt imité, à la tribune, par les ministres qui l'entourent. L'enthousiasme est tel que la population s'en prendra à tous ceux qui portent un veston, les obligeant à s'en défaire et à travailler manches retroussées. Il faudra un communiqué officiel pour préciser que les propos du général ne doivent pas forcément être pris au pied de la lettre⁹... Mobutu annonce aussi un programme d'industrialisation, avec la création d'une aciérie à Maluku et la mise en œuvre d'un complexe hydroélectrique à Inga. Et il fixe rendez-vous aux Congolais « dans cinq ans » : « Je suis sûr que vous constaterez que le Congo d'aujourd'hui, avec sa misère, sa faim et ses malheurs, se sera transformé en un pays riche et prospère, où il fera bon vivre et que le monde nous enviera¹⁰. » Il prend à témoin un journaliste français : « Le 24 novembre 1970, nous nous présenterons devant le peuple pour être jugés par l'histoire¹¹. »

Les premières mesures annoncées par Mobutu, teintées de démagogie, recueillent l'adhésion populaire. Il met de l'ordre dans les émoluments du personnel politique et de la haute administration. Il limite leurs indemnités. Finies, les grosses allocations pour frais de voyage à l'étranger. Les fraudeurs seront poursuivis devant les tribunaux militaires. Il lance aux chômeurs un appel au retour à la terre. Lui-même et ses ministres cultiveront chacun une parcelle d'au moins 1 hectare. L'armée s'attelle au nettoyage des rues de Léo. Du fond des provinces, les félicitations et les messages de soutien affluent. Mobutu n'en revient pas : « Quant aux étudiants, ils m'ont fait un triomphe. J'ai dû aller à l'université où la foule en liesse m'a proclamé premier étudiant du

9. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 182.

10. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 360.

11. *Le Figaro*, entretien de Mobutu avec Jean-François Chauvel, 1^{er} décembre 1965.

Congo¹². » L'archevêque de Léo, Joseph Malula, chante un *Te Deum* d'actions de grâces : « L'Église reconnaît votre autorité [...]. Vous pouvez compter sur nous¹³. »

« À la moindre incartade, crac dedans ! »

Au fil des jours, Mobutu hausse le ton contre les élus du peuple. Le dénigrement systématique dont il les afflige commence à dégriser les plus lucides, même s'ils n'en soufflent mot. Tshombe doute désormais de pouvoir revenir en scène. Le président commence à parler de lui-même à la troisième personne : « J'ai mon armée avec moi. Tout est maintenant entre les mains du général Mobutu¹⁴. » En quelques mois, il va transformer la fragile démocratie congolaise en dictature naissante¹⁵, promettant de « balayer la politicaille ». En novembre, il se dote de « pouvoirs spéciaux », empiétant par ordonnances-lois sur les prérogatives du Parlement. En décembre, il supprime les partis politiques et élargit la compétence des tribunaux militaires. En janvier 1966, il crée un Corps des volontaires de la République (CVR), mouvement prétendument apolitique, dont il s'attribue la carte de membre numéro 1.

Le 7 mars, jour d'ouverture de la session parlementaire, il morigène les élus, leur reproche de « contrecarrer » ses efforts, d'abuser de sa confiance, et les dépossède de leur dernier droit de regard sur ses ordonnances. Le 23 mars, Mobutu s'attribue le pouvoir législatif. Un seul élu, le sénateur Émile Zola, ose s'exprimer pour mettre en doute la légitimité de cette décision¹⁶. Deux jours plus tard, Mobutu propose que le président de la République soit désormais élu au suffrage universel. Il prive

12. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., 68-69.

13. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 172.

14. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

15. Jean Ziegler, *Le Monde*, 1^{er} janvier 1966.

16. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 183.

ainsi les représentants du peuple, nationaux et régionaux, d'une fonction essentielle, inscrite dans le Constitution : choisir, en collège restreint, le chef de l'État. Ni dissous ni supprimé, le Parlement ne joue plus aucun rôle. En mai, Mobutu lui demande cependant d'exclure de ses rangs, sous prétexte d'absentéisme, Moïse Tshombe, devenu son homme à abattre. Ce qu'il fait, par quatre-vingt-seize voix contre trois.

Le général-président menace volontiers, de manière inquiétante, la classe politique. « L'armée a décidé : plus de politiciens. Aucun. C'est clair ! Et si un homme politique s'avise de tenir un meeting, on l'enverra devant un tribunal militaire. Il ramassera cinq ans de prison. Le tribunal siègera au stade devant la foule. À la moindre incartade, crac dedans !... [...] Nous sommes militaires, nous n'avons peur de personne¹⁷. » Parfois, il s'adoucit, se montre bon prince : « J'ai dit aux députés et aux sénateurs : reposez-vous d'abord, faites une pause de cinq ans¹⁸ ! »

Pour consolider son pouvoir, Mobutu sillonne l'est du Congo, dans son uniforme de général. À chaque étape, il gratifie son auditoire d'un discours solennel en français – car il ne parle pas le swahili, la langue régionale –, qu'il conclut d'un impeccable salut militaire auquel ses spectateurs, un peu embarrassés, répondent en l'applaudissant ou en le saluant à leur tour¹⁹. Dans ces régions, la rébellion s'étiole. En perdant les villes et les villages, elle a perdu la partie. Ses chefs, plutôt que d'organiser sur place et d'animer la résistance, ont préféré gagner l'étranger. En exil, ils multiplient des déclarations vengeresses, mais sans effet. Ils se querellent aussi, s'accusent mutuellement de trahison. À leur sujet, Mobutu est catégorique : ni négociation ni pardon. En revanche, il invite les Congolais « égarés » à rentrer dans le rang pour participer à la reconstruction nationale : « Ne craignez rien, vous qui avez été entraînés sur la mauvaise pente par des chefs irresponsables et criminels²⁰. »

17. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 214.

18. Entretien au *Spiegel*, 28 novembre 1966.

19. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 175-176.

20. Agence France-Presse, 7 avril 1966.

Pourtant, l'armée continue de réprimer féroce­ment les populations suspectées de sympathiser avec la rébellion. Par peur de la répression, plusieurs centaines de milliers de civils, pris de panique, préfèrent affronter les mille dangers de la forêt plutôt que de rester dans les villes ou sur les bords du fleuve Congo. Au camp militaire de Kikwit, chef-lieu de la province du Kwilu, règne le sanguinaire colonel Monzimba. Un témoin racontera : « On y coupait les mains et les bras d'un grand nombre de rebelles. Les autorités n'avaient rien à dire contre les militaires qui se comportaient comme de vrais chacals. On enterrait les gens vivants. On les jetait dans des puits. Il n'y a pas eu moins de trois mille assassinats. » Le sinistre colonel surnommé lui-même son camp « la boucherie nationale de Kikwit ». Un autre témoin rapporte le propos d'un militaire : « Puisqu'on a tué un policier, nous devons tuer cinq cents civils²¹. »

L'Afrique réhabilite Mobutu

Centralisateur dans l'âme, Mobutu s'efforce de restaurer le Congo unitaire. Il redessine le pays en douze provinces au lieu de vingt et une²². Ce redécoupage fait disparaître les petites provinces à caractère purement tribal. Il prive pratiquement les provinces de toute autonomie. Les gouverneurs ne seront plus jamais originaires des régions qu'ils doivent administrer. Il leur sera beaucoup plus difficile de s'y tailler des baronnies. Pour accentuer la rupture, il annonce une autre mesure symbolique : il débaptise les grandes villes au nom colonial. Léopoldville devient Kinshasa ; Élisabethville, Lubumbashi ; Stanleyville, Kisangani ; Coquilhatville, Mbandaka ; Albertville, Kalémié ; Jadotville, Likasi ; Luluabourg, Kananga ; etc. Mobutu reprend les provinces en main peu à peu et, si besoin, se rend sur place pour arbitrer les conflits. Il impose facilement son autorité. Le jeune président rayonne de confiance, déborde d'énergie, se lève

21. Témoignage de Daniel Monguya dans Ludo Martens, *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, Éditions EPO, p. 178 et 278.

22. *Le Monde*, 8 avril 1966.

chaque matin à 4 heures et n'est jamais malade²³. Il continue d'habiter le camp de para-commandos où il réside depuis l'indépendance. Très superstitieux, il n'a pas voulu emménager dans le palais présidentiel d'où il avait chassé Kasa-Vubu²⁴.

Sur le conseil de Washington, Mobutu mène une habile campagne diplomatique pour rentrer en grâce auprès de l'Afrique progressiste. L'ambassadeur américain l'incite à expliquer à ses pairs les raisons de son coup d'État et les grandes lignes de sa politique²⁵. Le contexte régional joue en sa faveur. En dix-huit mois, les militaires prennent le pouvoir dans six pays d'Afrique : l'Algérie, la Centrafrique, le Dahomey, le Ghana, le Nigeria et le Togo. Mobutu n'est plus un renégat isolé. En avril, il participe à son premier sommet panafricain à Nairobi. L'Afrique lui promet d'interdire aux réfugiés congolais toute activité politique et militaire. En échange, Mobutu s'engage à débarrasser le pays des « influences étrangères », y compris des mercenaires. Il s'y prend si bien qu'il obtient le privilège pour son pays d'accueillir le sommet panafricain l'année suivante²⁶. L'ancien paria est devenu un acteur africain de premier plan.

23. Lieve Joris, *Danse du léopard*, op. cit., 2004, p. 114.

24. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, L'Harmattan, 1992, p. 31.

25. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., 173.

26. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, op. cit., p. 31.

Les pendus de la Pentecôte

En ce jeudi 2 juin 1966, l'aube se lève sur l'une des plus sinistres journées du long règne de Mobutu. Une journée d'effroi qui va frapper les esprits et pétrifier les cœurs. Une journée lugubre où la peur s'emparera du Congo, et s'y installera pour longtemps.

Avant l'aurore, une marée humaine commence à cheminer vers la grande place de Kinshasa. Le peuple a été ameuté par la propagande officielle. La journée est chômée. Comme un corps dont le sang aurait afflué en son cœur, la ville paraît tout entière rassemblée sur ce terrain en friche situé près d'un pont. Ailleurs, les rues sont désertes, les magasins fermés, la circulation est nulle¹. On estime la foule à quelque trois cent mille personnes. C'est le plus grand rassemblement de l'histoire du Congo. Tous les yeux sont braqués sur le centre de la place où se trouve une estrade surmontée d'une potence. Des camions bondés de soldats attendent. Une fanfare joue des marches militaires. Soudain, le bourreau apparaît, revêtu d'une étrange robe noire, les traits dissimulés sous un ample capuchon, noir lui aussi. Il gravit, le premier, l'escalier menant à la plate-forme de la potence. Il domine la scène de toute sa stature.

Le drame qui s'annonce s'est noué trois jours plus tôt. Au matin du 30 mai, lundi de Pentecôte, Mobutu, la voix vibrante de colère et d'émotion, adresse au peuple un message radiodiffusé : « Cette nuit, un complot dirigé contre ma personne et le nouveau régime a été ourdi par quelques politiciens irrespon-

1. *Le Soir*, 3 juin 1966. Reportage de Jacques Cordy.

sables. Ils ont été arrêtés et seront traduits en justice pour haute trahison. Ce complot a été déjoué grâce à la vigilance et à la loyauté des membres de l'Armée nationale congolaise. » Il invite ses compatriotes à garder leur « calme » et leur « sang-froid » pour démontrer leur fidélité au régime et leur désapprobation à l'égard de ces traîtres « poussés par l'appât du gain ». Et il ajoute : « Faites confiance à la justice². »

Qui sont ces « traîtres » ? Trois d'entre eux, Jérôme Anany, Emmanuel Bamba et Alexandre Mahamba, ont été ministres dans le gouvernement de Cyrille Adoula. Le quatrième, Évariste Kimba, était le chef du dernier gouvernement civil avant le coup d'État. Bamba est en outre le fils spirituel du prophète Simon Kimbangu, fondateur de la plus influente Église indépendante chrétienne du Congo, de type messianique, qui regroupe quatre millions de fidèles. Le kimbanguisme, persécuté à l'époque coloniale, est une puissance redoutée du pouvoir. Bamba, adepte de la non-violence, a passé plus de dix ans dans un camp de concentration avant l'indépendance. Cet homme charismatique s'est opposé avec courage au coup d'État³. Qu'ont-ils à se reprocher ? Pour l'essentiel, une extrême imprudence, et rien de plus. Ils sont tombés dans un piège machiavélique tendu par le général-président dont ils ont sous-estimé la perfidie⁴.

Une machination diabolique

Depuis plusieurs semaines, l'autocratie de Mobutu inquiète nombre de parlementaires réduits au chômage technique. Nos quatre hommes, comme bien d'autres, aimeraient revenir au projet initial du haut commandement, qui prévoyait seulement

2. *Le Monde*, 31 mai 1966.

3. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, *op. cit.*, p. 164.

4. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa*, *op. cit.*, p. 166-168. L'auteur raconte que lors d'un entretien avec Mobutu, quelques semaines avant son coup d'État, celui-ci lui avait expliqué en détail la manière dont il tendait des pièges aux officiers dont il suspectait la déloyauté. Selon l'auteur, le général s'inspirait de méthodes mises au point par Mustafa Kemal Atatürk et décrites par l'historien Jacques Benoist-Méchin.

d'installer un pouvoir d'exception temporaire supervisant l'élaboration d'une nouvelle Constitution mieux appropriée aux réalités politiques du moment, avant de restaurer une démocratie authentique⁵. Ils savent que certains officiers putschistes, renvoyés dans leurs casernes, et frustrés que Mobutu ait confisqué tous les pouvoirs, partagent leur mécontentement. Bamba n'est donc pas trop surpris lorsqu'il est approché par un haut gradé, le major Pierre Efomi, qui lui fait part de ses griefs et lui demande conseil⁶. Contacté ensuite par le colonel Alphonse Bangala, gouverneur de Kinshasa, qui lui tient le même discours, il en informe ses amis.

Peu après, dans la soirée du 29 mai, dimanche de Pentecôte, les quatre hommes sont convoqués d'urgence chez Bangala. Ils ignorent évidemment que leur hôte est le principal instrument de la machination tissée par Mobutu. Bangala et ses complices sont pressés. Ils veulent passer aux actes. Ils obligent les politiciens à rédiger un bref projet de proclamation et à établir une liste de civils aptes à former un nouveau gouvernement. Lorsque ceux-ci ont achevé leur tâche, le piège se referme sur eux. Leurs interlocuteurs changent brutalement d'attitude. Ils crient au complot et se transforment en bourreaux⁷. Trahis, battus, les politiciens sont conduits devant Mobutu qui se moque d'eux. Pieds nus, en guenilles, ils portent les traces des sévices subis. Plus tard, ils comparaissent devant le président et ses ministres siégeant en session extraordinaire. Les mains liées derrière le dos, le visage marqué d'ecchymoses, ils ont l'air abattu. Aucun journaliste ni photographe étranger n'assiste à cet interrogatoire⁸.

Le même jour, une rumeur se répand dans Kinshasa : les quatre prétendus « conjurés » seront pendus haut et court. Le secrétaire d'État à l'Information, Jean-Jacques Kandé, naguère journaliste à *L'Avenir* comme Mobutu, n'a-t-il pas déclaré, le

5. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 188.

6. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa*, op. cit., p. 170.

7. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 43.

8. *Le Monde*, 1^{er} juin 1966.

matin même : « Messieurs Kimba, Anany, Bamba et Mahamba vont comparaître devant un tribunal militaire qui les condamnera à mort et ils seront pendus⁹ » ? C'est proclamer le châtement avant l'ouverture de la moindre instruction, laquelle n'aura jamais lieu. Rarement un procès n'aura autant ressemblé à un assassinat programmé. Un « tribunal militaire d'exception » est créé sur-le-champ. Les trois juges, un général et deux colonels, nommés par Mobutu, lui sont dévoués corps et âme¹⁰. Il n'y aura ni réquisitoire, ni avocats, ni inculpation précise, ni procédure d'appel. Les sentences seront immédiatement exécutoires. Kandé précise que quatre ambassades sont mêlées au complot. Un diplomate belge est expulsé.

Une caricature de procès

Le lendemain 31 mai, le tribunal se réunit en plein air, sous une chaleur suffocante, devant le mess des officiers, au camp Kokolo. Les juges sont assis derrière une table. Quatre sièges leur font face, où les prévenus s'assoient à leur tour, pieds nus, les avant-bras enserrés par de grosses cordes, les vêtements fripés et sales. Plusieurs micros retransmettent leurs propos à de gros haut-parleurs accrochés à des palmiers. Tout autour, une masse compacte de badauds, très bruyante, est estimée à vingt mille personnes¹¹. L'interrogatoire des quatre hommes ne prendra qu'une heure et demie. Ceux-ci plaident non coupables. Ils admettent avoir cherché les moyens de remplacer le nouveau régime par un gouvernement provisoire, mais assurent n'avoir jamais voulu tuer quiconque. Ce sont les militaires, soulignent-ils, qui les ont poussés à agir. Bamba affirme avoir toujours insisté pour que leur action n'entraîne aucune perte de vie humaine. Anany précise qu'avant la soirée fatale chez Bangala, il n'avait pas assisté à la moindre réunion. Tous demandent qu'on les confronte aux militaires pour que la vérité jaillisse. Cette confrontation n'aura

9. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, op. cit., p. 161.

10. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 217-218.

11. *Le Soir*, 1^{er} juin 1966. Reportage de Jacques Cordy.

évidemment jamais lieu¹². Les quatre prévenus sont sans illusion sur leur sort mais ils se défendent dignement. Leurs paroles se perdent parfois dans les bruits de la foule que les gendarmes et les para-commandos peinent à contenir.

Le président abrège, de manière martiale, ce simulacre de procès : « Messieurs, nous sommes devant le tribunal de guerre, ce n'est pas pour discuter. Nous sommes ici pour punir quelqu'un, donc, le tribunal militaire ne demande [*sic*] pas beaucoup de temps. Maintenant, en tant que président, nous allons nous retirer pour mettre les choses au point. » La délibération du jury dure six minutes. Et le verdict, annoncé en français, est sans surprise : la mort pour les quatre prévenus. Les condamnés l'écoutent sans broncher, le regard un peu perdu. Un bref silence, quelques applaudissements. La sentence est répétée en lingala, la langue la plus parlée au Congo. Une véritable ovation s'élève. La foule s'agite, hurle, s'exalte. À coup de matraques, le service d'ordre se fraie un chemin vers un véhicule, au milieu d'une double haie de bouches qui insultent et de bras qui menacent¹³.

Les voici donc maintenant au pied de la potence. Le général Louis Bobozo, chef de l'armée et oncle de Mobutu, fait partie de l'assistance. Devant le gibet, deux femmes, échevelées, la poitrine dénudée, sanglotent, avec leurs quatre enfants. Il faut les écarter. C'est la famille de l'un des condamnés. Un officier lit rapidement la sentence. Près de lui se tiennent trois médecins vêtus de blanc. Un homme de grande taille, la tête entièrement couverte d'une cagoule noire, monte sur l'échafaud. Il ne porte pour tout vêtement qu'un short bleu. Des exclamations fusent : « C'est Kimba ! » Le bourreau fait un geste bref, la trappe se dérobe, la corde se tend, le corps se raidit. Quelques cris aigus jaillissent de la foule. Les trois autres condamnés assistent au supplice à bord d'une Jeep en attendant leur tour. Même scène pour Emmanuel Bamba. Entre deux pendants, la fanfare joue.

12. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa*, op. cit., p. 178-183.

13. *Le Soir*, 2 juin 1966. Reportage de Jacques Cordy.

La foule en panique

L'agonie du troisième, Jérôme Anany, est infiniment plus longue. Le corps tressaute ; les convulsions se poursuivent ; le spectacle devient insoutenable. La foule est hébétée. Plus un mot n'est prononcé. La lutte contre la mort dure une vingtaine de minutes avant que le cadavre ne rejoigne son cercueil de bois blanc, près de ceux de ses compagnons¹⁴. Soudain, au moment où le bourreau passe la corde au cou du dernier supplicé, Alexandre Mahamba, une brusque poussée se produit dans la foule qui rompt le barrage de police autour de la potence. Des gens déferlent, culbutent, se précipitent en furie vers l'estrade. Il s'ensuit, par contrecoup, une brève et violente panique parmi les spectateurs qui se trouvent de l'autre côté de la potence et s'efforcent de prendre la fuite. Dans le sauve-qui-peut général, hommes, femmes, enfants tombent et sont piétinés. Les soldats arment leurs mitraillettes et font face à la foule. Craignant que les militaires n'ouvrent le feu, celle-ci se disperse en tous sens. En quelques minutes, la place se vide d'au moins cinquante mille personnes. Il ne reste plus que des corps étendus, hurlant de souffrance et de terreur, et des chaussures éparpillées¹⁵. Ignorant l'incident, le bourreau achève tranquillement son office. Le dernier condamné cesse de vivre. Des Jeep emportent les cercueils. Sur le passage du convoi mortuaire, les gens fuient. La haine qui avait entouré le procès de l'avant-veille laisse place à l'effroi. Le Congo a connu mille drames depuis 1960, mais c'est la première fois qu'on y exécute des hommes politiques.

La stupeur est d'autant plus vive que beaucoup de Congolais croyaient à une grâce présidentielle de dernière minute. Les démarches en ce sens émanant des capitales occidentales furent nombreuses. Le pape Paul VI avait téléphoné à Mobutu ; l'ambassadeur américain l'avait appelé au milieu de la nuit ; Larry

14. Agence France-Presse, 2 juin 1966 ; *Le Soir*, 3 juin 1966. Les deux médias donnent une version différente. Selon l'AFP, c'est l'agonie d'Évariste Kimba qui fut la plus longue.

15. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 365-366.

Devlin, l'ami de la CIA, lui avait demandé de commuer la sentence¹⁶. Rien n'y fit. Mobutu a-t-il hésité ? Aurait-il, comme l'ont rapporté certains témoins, été empêché de faire machine arrière par le haut commandement¹⁷ ? Pendant plusieurs jours, il avait refusé de voir sa femme, de peur qu'elle ne le fasse changer d'avis¹⁸. Son médecin personnel, l'Américain William Close, lui rend visite dans sa chambre, la veille de l'exécution. Il le décrira, le regard perdu à sa fenêtre, l'informant des demandes de grâce et semblant peser le pour et le contre. Sur la table de chevet veille *Le Prince* de Machiavel¹⁹, dont il suivra le conseil : être craint plutôt qu'aimé.

À cette époque, Mobutu n'a pas encore consolidé son régime. Son autorité reste fragile. En effrayant les esprits et les cœurs, sans crainte de profaner une fête chrétienne dans ce pays très catholique, il fait savoir qu'il a pouvoir de vie ou de mort sur chacun. Ce message s'adresse à tous, politiciens, militaires, intellectuels, militants et menu peuple. Comme l'observe le journaliste belge Viktor Rousseau, les pendus de la Pentecôte sont originaires de quatre grandes régions du pays : Anany de l'Équateur (il est né à Lisala, comme Mobutu), Kimba du Katanga, Mahamba du Sud-Kivu, Bamba, le kibanguiste, du Bas-Congo : « Par cet acte aussi cruel que spectaculaire, Mobutu fait taire l'opposition pour longtemps. Il faudra attendre 1980 pour qu'elle ose enfin relever la tête et dénoncer publiquement le régime²⁰. »

Évoquant cet épisode, Aubert Mukendi, mathématicien et adversaire du régime, souligne la perversité de Mobutu, en référence au léopard : « Cet animal n'attaque pas de face. Il est dans l'arbre. Il saute sur sa proie. Mobutu parle comme un homme, mais c'est un fauve, un félin²¹. » Le colonel belge John Powis de Tenbossche, homme de confiance du président,

16. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, op. cit., p. 309.

17. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 190.

18. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 365.

19. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 193.

20. Entretien de l'auteur avec Viktor Rousseau, Bruxelles, 25 juin 2015.

21. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

tout en déplorant ce procès « malheureux, bâclé », compare la quadruple pendaison de Kinshasa à l'« assassinat du duc d'Enghien dans les fossés du château de Vincennes » [ce prince de sang royal fut exécuté pour complot le 21 mars 1804 sur ordre du premier consul Napoléon Bonaparte]. Il ajoute, non sans cynisme : « Comme Bonaparte, Mobutu s'est affirmé comme le chef avec qui il ne fallait pas rigoler. On a été tranquille pendant pratiquement trente ans²². »

Lumumba, « héros national »

Mobutu constate avec satisfaction que les réactions à son crime se limitent, en Occident, à des protestations verbales, même si la presse est plus virulente. *Le Soir* de Bruxelles dénonce « une caricature de justice » et écrit que « le général Mobutu a désormais du sang sur les mains »²³. Ni l'armée, ni les élus, ni le peuple ne bougent. Mobutu en conclura qu'une conspiration bien ficelée est le meilleur moyen de se débarrasser de ses ennemis, réels ou supposés. Chaque fois qu'il craindra pour son trône, il aura recours à cette arme du « faux complot ».

Un mois plus tard, dans un entretien à la télévision belge, il revient sur l'événement en invoquant « le respect dû au chef, quelque chose de sacré » : « On était tellement habitué dans ce pays à des sécessions, à des rébellions. Il fallait couper court à cela, pour que les gens ne puissent plus recommencer [...]. Lorsqu'un chef décide, il décide, un point c'est tout. J'ai décidé, au nom du haut commandement, que nous sommes maintenant au pouvoir pour cinq ans. C'est comme ça. Il n'appartenait plus à un groupe de politiciens [...] de provoquer des désordres dans ce pays. Ils l'ont fait. Il fallait un exemple. » Pour justifier sa sévérité, il brandit commodément un argument « culturel » : « Nous ne sommes pas des Européens. Nous sommes, nous autres, des Bantous. Ne croyez pas que parce que nous avons été colonisés par les Occidentaux, nous sommes devenus pareils à eux. Nous

22. *Ibid.*

23. *Le Soir*, éditorial, 3 juin 1966.

restons Bantous. Et nous avons nos mœurs qui ne sont pas et ne seront jamais les vôtres²⁴. »

Moins d'un mois après l'horreur de la Pentecôte, Mobutu met son insondable cynisme au service de son intelligence stratégique. Soucieux de consolider un système résolument unitariste, il cherche à séduire ses ennemis d'hier, les lumumbistes, privés de chefs charismatiques²⁵. Le 30 juin 1966, Kinshasa célèbre le sixième anniversaire de l'indépendance. Mobutu décerne les premières décorations de l'ordre du Léopard, qui remplace, à une consonance près, celui, « ancien régime », de Léopold. L'armée, les fonctionnaires, les ouvriers et les enfants des écoles défilent pendant cinq heures devant Mobutu et l'un de ses anciens adversaires africains, le président tanzanien Julius Nyerere. Sans doute Mobutu éprouve-t-il un malin plaisir en réservant à son hôte, lors d'un long discours, la primeur de sa proclamation : « Gloire et honneur à cet illustre Congolais, à ce grand Africain, premier martyr de notre indépendance économique : Patrice Emery Lumumba [...]. Au nom du gouvernement, nous vous demandons de garder maintenant une minute de silence à la mémoire de celui que nous proclamons officiellement, ce jour, héros national²⁶. »

Il ajoute que la grande artère reliant la ville à l'aéroport sera rebaptisée boulevard Patrice-Lumumba et qu'un immense monument y sera érigé à sa mémoire²⁷. Une ardente clameur monte alors de la foule en liesse. Par cette annonce, aussi magistrale que perfide, Mobutu fait coup double. Il prouve aux États indépendants d'Afrique que son régime est résolument patriotique et il touche ses compatriotes au cœur en réhabilitant l'homme qu'il avait servi puis trahi. Qui pourrait mieux aider Mobutu à réaliser l'union nationale que Lumumba lui-même ?

24. Entretien accordé à la Radio-Télévision belge, 2 juillet 1966, extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

25. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 193-194.

26. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, *op. cit.*, p. 485.

27. Cet édifice, haut de 150 mètres, dit « monument de l'Indépendance » et dont le sommet aurait dû abriter un restaurant panoramique, n'a jamais été achevé, victime d'une malfaçon.

L'historien belge David Van Reybrouck écrit que l'homme qui avait largement contribué à l'assassinat de Lumumba « neutralisait sa personnalité en lui rendant les honneurs à titre posthume » : « La neutralisation par la récupération allait être un de ses tours préférés pendant les trente années de dictature qui suivraient²⁸. » La manœuvre séduira les étudiants jusqu'à l'aveuglement. Beaucoup rejoindront le Corps des volontaires de la République pour y militer. Ce mouvement créé par Mobutu se propose d'encadrer et d'animer les masses pour « liquider le néocolonialisme » et « assurer l'indépendance économique » du Congo – des formules que Lumumba n'aurait pas désavouées. À la fin de 1966, les participants d'un séminaire du CVR iront jusqu'à attribuer à Mobutu le titre de... « second héros national ». En un an, le général putschiste s'est refait une virginité politique aux yeux des nationalistes congolais et du continent.

28. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 364.

Exit Tshombe

En cette année 1966, un personnage hante les mauvais rêves de Mobutu : Moïse Tshombe. Lumumba mort, Kasa-Vubu confiné dans son village, le dernier des leaders de l'indépendance demeure l'ultime rival du général-président. Il est même, à ses yeux, un homme à abattre. Déchu de tout mandat, exilé en Europe – à Bruxelles puis à Madrid –, Tshombe désire vivement rentrer au Congo : « Mon pays a besoin de moi. Je n'ai pas le droit de le décevoir¹. » Tisse-t-il une conspiration pour parvenir à ses fins ? C'est ce que croient savoir les Américains, détails à l'appui. Ils en informent aussitôt Mobutu. Un coup d'État en faveur de Tshombe est, selon eux, programmé pour le 21 juillet. Il impliquerait environ deux cents mercenaires sud-africains et rhodésiens².

À la date prévue, rien ne se passe. Deux jours plus tard, le danger prend une autre forme. Quelque deux mille cinq cents gendarmes katangais du régiment Baka, en garnison à Kisangani (ex-Stanleyville), se révoltent. Sous les ordres du colonel Ferdinand Tshipola, ces « Diabos », comme on les surnomme, sont regroupés en trois bataillons homogènes, encadrés par des mercenaires. Ont-ils partie liée avec Tshombe, comme l'affirmera Mobutu en dénonçant un « complot impérialiste monté par des financiers étrangers³ » ? Sans doute. Mais les mutins ont leurs propres griefs :

1. Entretien de Tshombe au journal italien *Il Tempo*, repris dans *Le Monde* du 3 août 1966.

2. Mémoire de la Maison Blanche, classé « secret sensible », 13 juillet 1966.

3. Entretien à *Jeune Afrique*, 14 août 1966. Mobutu y précise qu'il a été informé du complot par l'ex-mercenaire sud-africain, Mike Hoare, qui lui est « resté fidèle ».

des soldes trop faibles, des promotions trop tardives, des missions trop périlleuses. Soudés par un esprit de corps, ils craignent surtout qu'on ne les disperse d'une unité à l'autre et qu'ils ne soient ainsi exposés, vulnérables, à l'éventuelle vengeance des chefs militaires, pour la plupart originaires, comme Mobutu, de l'Équateur. Ils voient juste : le président, soucieux d'unité nationale, veut mélanger les soldats d'origines ethniques différentes.

Les mutins de Kisangani

Les négociations avec les mutins se heurtent à leur intransigeance. Ils menacent Mobutu de mort et exigent la démission du général Bobozo, chef de l'ANC⁴. Le colonel Tshatshi, commandant local de l'armée, est abattu par un jeune capitaine, qui sera exécuté. Ni le Premier ministre, Léonard Mulamba, ni le gouverneur du Katanga, Godefroid Munongo, dépêchés sur place, ne peuvent convaincre les gendarmes. Le rôle, parfois trouble, des quelque cinq cents mercenaires complique la situation. La majorité d'entre eux, dont le Belge Jean Schramme, sont fidèles à l'ANC. Le français Bob Denard tergiverse, reste neutre, puis se rallie à Mobutu, après avoir été grassement soudoyé⁵.

Les combats s'engagent. La majorité des gendarmes fuient vers le Sud. Les autres sont capturés et désarmés. Mobutu demande aux Américains de bombarder la colonne katangaise, qui comprend des civils dont nombre de femmes et d'enfants entraînés de force ou enlevés en cours de route. Pour cette raison, l'ambassadeur à Kinshasa, George McMurtrie Godley, rejette la requête de Mobutu, qui enrage. Son refus fixera le sort du diplomate qui a surtout eu le tort de faire, lors d'un dîner privé, une remarque désobligeante sur la maîtresse du président⁶. Godley, devenu indésirable, demandera son rappel à Washington.

4. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 223-224.

5. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, *op. cit.*, p. 179-180.

6. Larry Devlin, *CIA. Mémoires d'un agent*, *op. cit.*, p. 311-313.

À Kisangani, Schramme, Denard et leurs hommes scellent la victoire de l'ANC. Le 6 octobre, les fuyards rendent les armes. Mobutu décore les deux chefs mercenaires de l'ordre du Léopard. Le 26 octobre, il limoge Mulamba. Le haut commandement a jugé cet homme intègre et pacifique trop conciliant envers les mutins. Mobutu, qui lui garde sa confiance, le nomme ministre de la Défense. Mais cette révocation marque une date importante, l'instauration d'un véritable régime présidentiel. Car Mulamba n'est pas remplacé. *Exit* la fonction de Premier ministre. Mobutu devient chef de l'État et du gouvernement. La dualité au sommet, précisera-t-il, « provoquait un mal immense au pays⁷ ». Pas question non plus, ajoutera-t-il, de créer une vice-présidence.

Au Katanga, Mobutu donne le feu vert à une répression féroce. Il nomme comme gouverneur l'un de ses hommes de main, connu pour sa grande cruauté, Jean Forster Manzikala. Chargé de mettre au pas la province, il impose la terreur. Il préside lui-même à des séances de tortures et fait enterrer ses victimes dans les jardins de sa résidence⁸. Un journaliste belge témoigne : « Dans chaque village que quittait M. Manzikala, il laissait plusieurs éclopés, battus par ses paras. À deux reprises, la population, s'armant d'arcs et de flèches, l'a attaqué et mis en fuite⁹. » Mobutu finira par rappeler à Kinshasa ce maniaque de la répression. Plus tard, il sera jugé, condamné à mort et gracié. À Lubumbashi, son sinistre souvenir est associé aux horreurs du « puits de l'Enfer », un gouffre où sa milice faisait disparaître ses victimes. Elles étaient ligotées et précipitées vivantes dans le puits. Épouvantés, les paysans de la région entendaient les plaintes des malheureux dont l'agonie se prolongeait parfois pendant plusieurs jours¹⁰.

Pour Mobutu, Tshombe reste le principal danger. Le président confie ses craintes notamment à Jacques Foccart, le tout-puissant « Monsieur Afrique » de la France gaulliste¹¹. L'irréductible exilé,

7. Agence Associated Press, 31 décembre 1966.

8. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., 1982, p. 203.

9. *La Dernière Heure de Bruxelles*, 18 juin 1967.

10. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 225-226.

11. Daniel Monguya Mbenge, *Histoire secrète du Zaïre*, op. cit., p. 126.

il est vrai, continue de comploter. Ainsi, en septembre 1966, les autorités françaises ont-elles démantelé un camp d'entraînement de ses partisans en Ardèche. C'est un coup dur pour Tshombe, l'indice que Paris le lâche. La France ne tolère plus ses agissements séditieux sur son sol et voit désormais en Mobutu le meilleur gage de stabilité en Afrique centrale.

Rapt aérien dans le ciel des Baléares

En mars 1967, Kinshasa juge par contumace les « traîtres Katangais », dont Tshombe et le colonel Tshipola. L'un et l'autre sont condamnés à mort. Contre Tshombe, le réquisitoire retient la sécession du Katanga, l'accord belgo-congolais de 1965 sur le contentieux, le recrutement de mercenaires en 1966 et la diffusion de propagande subversive. Il n'est pas question, et pour cause, de l'assassinat de Lumumba, auquel Mobutu avait pris sa part. Ce simulacre de procès – sans avocats – permet à Mobutu de se dédouaner magistralement aux yeux de l'Afrique. En faisant de Tshombe, personnage mal aimé sur le continent noir, le bouc émissaire des malheurs du Congo, il rehausse son propre prestige et fait oublier son rôle dans la mort de Lumumba¹². Il ne reste qu'à capturer le « traître » avant de le pendre haut et court. En attendant, Mobutu se montre excessivement susceptible : en mai, il rappelle son ambassadeur à Bonn parce que Tshombe a été autorisé à signer le registre de l'ambassade fédérale à Madrid à la suite du décès de l'ex-chancelier Conrad Adenauer¹³...

Un piège est donc tendu à Tshombe, piège dans lequel il tombera imprudemment. Téléguidée par l'ambassadeur congolais à Bruxelles, Bernardin Mungul-Diaka, l'opération est préparée pendant des mois, puis mise à exécution par un redoutable repris de justice français, Francis Bodenan. Cet aventurier a fondé une fausse agence de tourisme administrée par un homme étroitement lié à la CIA. L'important est d'amener Tshombe à quitter l'Espagne. En lui faisant miroiter la gestion de deux projets, l'un,

12. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, op. cit., p. 168-169.

13. Agence Reuter, 13 mai 1967.

financièrement lucratif, dans l'immobilier aux Baléares, l'autre, philanthropique et moralement gratifiant, à Palma de Majorque. Le 30 juin 1967, il propose un vol d'agrément vers Ibiza à bord d'un petit avion privé qui transporte neuf passagers, dont Tshombe et ses deux gardes du corps espagnols. Sur le chemin du retour, Bodenan ordonne aux pilotes de mettre le cap sur Alger et tire deux coups de feu, blessant légèrement au pied un passager récalcitrant. À Alger, où il est attendu, Tshombe est jeté en prison.

À Kinshasa, Mobutu jubile. Dans son esprit, ce kidnapping aérien ne peut avoir qu'un seul épilogue : l'exécution publique de Tshombe. Il déclare à la presse belge : « Pour nous, Tshombe est un homme mort¹⁴. » Et il ajoute : « Plus jamais l'Occident ne pourra compter sur ce garçon de courses pour ses méfaits en Afrique¹⁵. » Il demande aussitôt à l'Algérie d'extrader son malheureux rival, comme le président Houari Boumediene lui en a fait la promesse avant le rapt. Mais maintenant, ce dernier hésite. Son inimitié pour Tshombe n'a d'égale que celle qu'il voue à Mobutu. Il saisit la Cour suprême qui prononce un avis favorable. Malgré cela, il fait encore traîner les choses. Les émissaires envoyés à Alger par Mobutu reviennent bredouilles. Des manœuvres diplomatiques se déploient en faveur de Tshombe. L'Union minière serait prête à verser une grosse rançon pour sa libération. Le département d'État américain ne veut pas d'une nouvelle pendaison publique qu'elle jugerait nuisible pour l'image du Congo. Il invite Mobutu à y renoncer en le menaçant de représailles financières¹⁶. Comme si Washington voulait surtout protéger le président congolais contre lui-même. De son côté, de Gaulle fait pression sur Boumediene pour empêcher l'extradition.

Le président algérien, insatisfait de la tiédeur « révolutionnaire » de Mobutu, hésite à lui livrer son « précieux colis ». Il veut monnayer politiquement l'extradition de Tshombe. Il la conditionne, au lendemain de la guerre des Six-Jours, à une

14. *Le Peuple* et *La Libre Belgique*, 22-23 juillet 1967.

15. Entretien à *Jeune Afrique* repris dans *Le Monde*, 6-7 septembre 1967.

16. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 184.

rupture des relations diplomatiques entre Kinshasa et Jérusalem. C'est trop demander à Mobutu, qui n'aime guère les dirigeants arabes et entretient des liens étroits avec Israël. Kinshasa fait de vagues contre-propositions, jugées insuffisantes à Alger. Résultat : Tshombe ne sera jamais extradé. Il mourra en prison, à l'âge de 49 ans, dans des conditions restées mystérieuses, le 29 juin 1969, juste deux ans après son enlèvement dans le ciel des Baléares. D'une banale crise cardiaque, selon l'acte de décès contresigné à la demande de Boumediene par onze médecins, dont trois Français. Empoisonné, selon une autre version qui a la faveur de nombreux Congolais.

Schramme et Denard attaquent

Tshombe mis à l'ombre, Mobutu n'en a pourtant pas fini avec ses partisans sur le terrain, gendarmes et mercenaires. Leurs deux chefs, Schramme et Denard, basés à Punia et Kisangani, sont inquiets. Mobutu n'a plus vraiment besoin de ses anciens alliés qui ternissent son image de leader nationaliste. Il s'apprête à dissoudre leurs unités, par la force si besoin, et à les fondre dans l'ANC. Les deux soldats de fortune décident donc de prendre les devants, pour leur propre compte et au service du chef katan-gais. Le mercenaire sud-africain Jeremiek Puren leur a promis le renfort de deux cents volontaires rhodésiens. Mais le 1^{er} juillet, ils apprennent par la radio le rapt de Tshombe. Faut-il continuer ? Schramme est résolu. Il n'a plus aucune confiance dans le président. À un reporter français, il dit en ne plaisantant qu'à moitié : « Vous savez que Mobutu a toujours mon portrait dans son bureau. Il s'entraîne dessus à jouer aux fléchettes¹⁷. » Denard semble hésiter. Les deux compères ne s'aiment pas. Le premier accusera d'ailleurs le second de trahison¹⁸.

Le 5 juillet, ils passent à l'attaque. À Bukavu, elle réussit et la ville tombe ; à Kisangani, elle échoue. Le mitraillage à l'aube

17. Michel Honorin, *La Fin des mercenaires*, Robert Laffont, 1968, p. 76.

18. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 218-221.

de la garnison fait plusieurs centaines de morts et de blessés, militaires et civils. « La surprise fut totale et la garnison bouillonnée », racontera Schramme¹⁹. Mais sa stratégie de la terreur ne provoque pas la débandade espérée. L'armée de Mobutu a changé. Au combat, les soldats de l'ANC ne détalent plus comme naguère face aux Simba. Ils ont appris à se battre. Plusieurs centaines d'officiers ont été formés par des instructeurs, notamment belges et israéliens. La troupe, en voie de détribalisation, est mieux encadrée. Sa contre-attaque oblige Schramme à se replier. Avec cent cinquante mercenaires, huit cents Katangais et quatre cents auxiliaires encombrés de femmes et d'enfants, il entame une longue errance vers Bukavu où il trouvera refuge un mois plus tard. Denard, blessé à la nuque, est évacué en Rhodésie. À Kinshasa, une trentaine de mercenaires forment une antenne logistique. Ignorant ce que tramont leurs chefs à Kisangani, ils sont livrés à la vengeance de Mobutu qui les fait exécuter sur-le-champ²⁰.

La fin des mercenaires

Mobutu veut en finir au plus vite avec l'ennemi. Il parle à la radio, galvanise ses troupes et presse Washington d'intensifier son aide²¹. Malgré l'hostilité du Congrès, l'administration Johnson lui expédie deux avions de transport C-130 pleins de matériel et de munitions. L'Éthiopie envoie des avions, le Ghana prête des pilotes. Le continent noir se range aux côtés de Mobutu. En septembre, le sommet annuel panafricain se tient à Kinshasa. Mobutu reçoit ses hôtes en grande pompe. Il a fait construire hâtivement la « cité de l'OUA », qui jouxte le camp où il réside. C'est un ensemble de villas élégantes dans des jardins luxuriants. De superbes limousines, livrées en urgence, sont mises à la dis-

19. Jules Gérard-Libois et Benoît Verhaegen, *Congo 67*, CRISP, 1968, p. 370.

20. Anthony Mockler, *The New Mercenaries*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1985, p. 100.

21. Michel Honorin, *La Fin des mercenaires*, *op. cit.*, p. 45-47.

position des chefs d'État. Les dîners somptueux se succèdent. Célèbres dans toute l'Afrique, les meilleurs orchestres congolais sont de la fête. L'événement occasionne la première série de dépenses extravagantes effectuées en dehors de tout contrôle parlementaire²². Il y en aura beaucoup d'autres au fil des ans.

Très bien préparée par la diplomatie congolaise, la conférence de l'OUA promet d'aider Mobutu à se débarrasser une fois pour toutes des mercenaires. Assiégé dans Bukavu, Schramme n'a qu'une option : quitter le Congo via le Rwanda. Mais les négociations par l'entremise de l'OUA et de la Croix-Rouge internationale traînent en longueur. Pour soulager Schramme, Denard, vite remis de sa blessure à la nuque, monte une opération rocambolesque et totalement bâclée : avec cent cinquante hommes et l'appui de militaires portugais, il attaque l'ANC par le sud... à bicyclette²³. Après deux escarmouches, il se replie vers l'Angola. Le 3 novembre, Schramme et ses hommes capitulent. Accueillis au Rwanda, ils déposent les armes et sont internés dans un camp contrôlé par la Croix-Rouge. On y dénombre cent vingt-neuf mercenaires et deux mille cinq cents Katangais, familles comprises.

Maintenant que ces rebelles déchus ne présentent plus aucun danger, Mobutu fait de la surenchère. Des pays dont les mercenaires sont originaires, il exige une indemnisation des dommages de guerre commis à Bukavu, tout en offrant l'amnistie aux Katangais, ces « Congolais fourvoyés », dont il garantit la sécurité. Pour les mercenaires, l'épilogue, finalement accepté par Mobutu, ne surviendra que le 4 avril 1968, jour de leur évacuation du Rwanda. Ils prennent l'engagement de ne jamais remettre les pieds en Afrique. Nombre de Katangais, prudents, s'exileront en Angola. Ceux qui retourneront au Congo seront transférés dans les forêts de l'Équateur. On n'entendra plus jamais parler d'eux. Tout indique qu'ils ont été massacrés.

22. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, op. cit., p. 31.

23. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 222.

Adieu au « Congo de papa »

Le dimanche 23 janvier 1967, un joyeux cortège funèbre s'exhibe dans les rues de Kinshasa. Il célèbre l'« enterrement solennel » de l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK). Mobutu, entouré de plusieurs ministres, préside à cette cérémonie burlesque et bon enfant, à 50 mètres de l'ambassade de Belgique. Des jeunes brandissent une croix à laquelle est accroché un casque colonial. On peut y lire : « *Requiescat In Pace*, UMHK, née en 1906 et morte le 31 décembre 1966. » Un Congolais, déguisé en prêtre, précède un immense cercueil censé contenir la dépouille mortelle de l'Union minière. Pour ne pas perturber les esprits des ancêtres, les « restes » du géant minier seront jetés dans le fleuve¹.

On imagine la jubilation qu'éprouve Mobutu en assistant ce jour-là aux funérailles symboliques du colosse économique, qui, depuis des décennies, fait la fortune de la Belgique et de ses propres actionnaires, en extrayant les formidables richesses du sous-sol congolais. C'est un véritable « État dans l'État » qu'il vient de nationaliser. Sans doute se souvient-il du jeune conseiller de Lumumba qu'il était, six ans plus tôt, profane en économie, et qui, avec ses camarades aussi inexpérimentés que lui, s'était fait gruger par leurs interlocuteurs belges, lors des négociations d'avril 1960. Il n'a jamais digéré l'accord léonin imposé alors par la puissance coloniale². En février 1965, Tshombe avait réparé en partie cette

1. Agence France-Presse, 23 janvier 1967, David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 371.

2. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 193.

injustice en rapatriant le paquet de valeurs mobilières dont la Belgique s'était emparée juste avant l'indépendance. On l'avait vu, à son retour de Bruxelles, parader dans les rues de la capitale en brandissant devant la foule un attaché-case contenant le fameux « portefeuille » d'actions qu'il disait avoir « arraché » aux Belges.

Peu après sa prise de pouvoir, Mobutu remet en cause la validité de l'accord signé par Tshombe, « un Belge à la peau noire » qui « a vendu le pays aux enchères ». Encouragé par les jeunes universitaires nationalistes dont il s'est entouré, il reprend à son compte la grande idée chère à Lumumba : pour devenir un pays réellement souverain, le Congo doit conquérir son indépendance économique. Sous-entendu, aux dépens des intérêts belges. Mobutu trouve injuste, par exemple, que le Congo doive rembourser l'essentiel de la dette coloniale alors même que les compagnies belges ont fait sur son territoire d'énormes profits dans les années 1960³. D'autres chiffres sont choquants : au Katanga, seulement 5 % des employés sont étrangers, mais ils rapportent chez eux 53 % du total des salaires versés⁴. En mai 1966, Mobutu obtient du gouvernement belge qu'il rouvre le dossier du « contentieux ».

Campagne antibelge

Des négociations s'ouvrent à Bruxelles dans une atmosphère très lourde. Car Mobutu a déclenché une violente campagne de propagande, associant dans sa hargne la Belgique et Tshombe qu'il soupçonne de vouloir l'une et l'autre le renverser, voire le tuer. « Le sang appelle le sang », proclame un journal de Kinshasa. La radio renchérit : « Le général Mobutu est prêt à mourir en martyr⁵. » De nouveaux accords partiels, conclus à Bruxelles, sont vite remis en cause à Kinshasa. La querelle la plus dure porte naturellement sur l'Union minière. Mobutu n'ose pas encore nationaliser, alors il récupère. La compagnie belge, sans

3. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, Madison, 1985, p. 232.

4. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 371.

5. *Le Monde*, 19 mai 1966.

consulter Kinshasa, augmente ses prix pour les harmoniser avec ceux du marché mondial. Mobutu riposte en portant les droits de sortie du cuivre de 17 % à 30 % et en imposant la livraison à l'État de 10 % de la production sous forme d'une « réserve stratégique ». Désormais, ajoute-t-il, toutes les sociétés devront transférer leurs sièges au Congo le 1^{er} janvier 1967. L'UMHK est priée de prendre un statut de droit congolais.

Le 8 juin, Mobutu avance un nouveau pion. Il promulgue une loi, dite « loi Bakajika », du nom de son auteur, au contenu radical : les concessions datant de l'époque coloniale sont annulées. Autrement dit, l'État congolais reprend tous ses droits : fonciers, forestiers et miniers, y compris les produits du sous-sol. L'enjeu foncier est énorme. Il concerne 48 % du territoire congolais. Les concessionnaires sont invités à présenter une nouvelle demande dans les trente jours, ce que la majorité d'entre eux feront. Leurs droits seront confirmés sans trop de difficulté⁶. Le 30 juin, lors du grand défilé au cours duquel Mobutu proclame Lumumba « héros national », le clou de la fête est de nouveau « funéraire ». Soixante mille personnes applaudissent trois corbillards qui symbolisent la liquidation du contentieux belgo-congolais, la fin du tribalisme et la mort du « Congo de papa⁷ ».

Moins de un mois plus tard, la mutinerie des Katangais, à Kisangani, inquiète Mobutu et provoque une escalade verbale entre Bruxelles et Kinshasa. Le Congo diffuse des informations fantaisistes sur une prétendue intervention militaire belge. À Bruxelles, on parle de plus en plus d'un retrait de l'assistance technique au Congo. Dans un entretien à *Jeune Afrique*, Mobutu enfonce le clou en s'en prenant à la « Belgique financière » : « Il y a quelque trois cents messieurs qui ne veulent pas comprendre, d'abord que le Congo de papa est mort, ensuite que le Congo de 1966 est indépendant, libre, souverain et que les décisions à prendre par les autorités de ce pays indépendant, libre et souverain ne doivent pas être téléguidées depuis Bruxelles⁸. » Il

6. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 235.

7. *Le Monde*, 2 juillet 1966.

8. Entretien à *Jeune Afrique*, 14 août 1966.

menace aussi de « rendre à Bruxelles la monnaie de sa pièce en puisant dans les biens belges au Congo ».

Pour Mobutu, la bataille autour de l'UMHK est cruciale. Véritable empire, l'Union minière est le principal outil industriel du Congo. Elle procure à l'État 50 % de ses revenus, 70 % de ses rentrées en devises, et fait vivre cent mille personnes. Au Katanga, elle produit 300 000 tonnes de cuivre, dont les deux tiers sont raffinées sur place ; 10 000 tonnes de cobalt, soit la moitié du marché mondial ; 175 000 tonnes de concentré de zinc ; et nombre de métaux précieux : or, argent, cadmium, germanium, radium⁹. À quoi s'ajoute un vaste réseau d'usines et de filiales au Congo et en Belgique. En faisant plier l'UMHK, Mobutu veut d'abord enrichir l'État à une époque où la guerre du Vietnam fait flamber les cours mondiaux du cuivre. Il vise aussi des objectifs plus politiques : consolider son pouvoir présidentiel, peaufiner son image de nationaliste intransigeant, affaiblir la capacité financière de l'Union minière de soutenir les opposants à son régime, Tshombe en tête.

Feu l'Union minière

La dispute se focalise sur la propriété du « pipeline », c'est-à-dire le cuivre sorti du Congo – 150 000 tonnes – prêt à être vendu. Mobutu accuse la société belge d'avoir démesurément gonflé ses stocks en vue des difficultés à venir. Les négociations reprennent, s'enlisent, tombent en panne, puis reprennent de nouveau. Chacun attend de l'autre qu'il cède. L'Union minière joue la montre. Mobutu fait valoir qu'« au Congo il n'y a pas seulement du cuivre, il y a aussi des lois ». Le 8 décembre, c'est la rupture. Le 23, l'Union minière annonce qu'elle ne transférera pas son siège à Kinshasa. Mobutu annonce des mesures de rétorsion. La crise atteint son paroxysme.

Jacques de Groote, jeune banquier belge, est au cœur de ces négociations, du côté congolais. Ami depuis 1960 d'Albert Ndele,

9. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 236.

gouverneur de la Banque nationale, il a été recruté par Mobutu comme conseiller économique. Il se souvient de l'entêtement du patron de l'Union minière, Louis Wallef : « Cet homme arrogant, qui se prenait un peu pour le roi du Congo, ne voulait pas croire au risque de nationalisation. Mobutu, à l'origine, n'entendait pas nationaliser l'UMKH. Il ne cherchait pas à piéger ses dirigeants. Il souhaitait seulement une répartition plus équitable des profits. Mais au fil du temps, le risque est devenu réel. J'ai mis en garde la partie belge. Son refus de céder a surpris et irrité Mobutu. Et finalement, c'est à moi qu'il est revenu de rédiger l'acte de nationalisation¹⁰. »

Le 31 décembre 1966, l'Union minière est « congolisée ». Elle devient la Générale congolaise des minerais (Gécomin), et sera plus tard rebaptisée Gécamines (Générale des carrières et des minerais). Dans cette nouvelle société, l'État congolais est le seul maître. Il s'attribue 60 % des parts et réserve les 40 % restants à d'éventuels partenaires étrangers qui ne se manifesteront pas¹¹. Le Congo somme l'Union minière de rapatrier la valeur des minerais sortis du pays. Pendant plusieurs semaines, c'est la guerre ouverte entre Belges et Congolais. L'UMKH crie à la « spoliation » et menace de poursuivre tous ceux qui traiteraient avec la Gécomin. Mobutu accuse l'Union minière de « contrôler » le gouvernement belge. L'opinion africaine prend parti pour Kinshasa¹².

Puis la tension retombe. Bruxelles fait des contre-propositions que Mobutu juge « raisonnables et constructives ». Le président renonce à saisir les biens de la Société générale de Belgique, majoritaire dans l'UMHK. En fait, il n'a guère d'autre choix que de relancer la négociation. L'Union minière a en effet éva-

10. Entretien de Jacques de Groote avec l'auteur, 20 juin 2015.

11. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 238. Selon ses auteurs, le jour de Noël 1966, le banquier, diamantaire et investisseur américain Maurice Tempelman reçoit un télégramme de Mobutu, avec lequel il est très lié depuis 1960. Le président l'invite à venir au Congo prendre la direction des mines de cuivre.

12. Robert Kovar, *La Congolisation de l'Union minière du Haut Katanga*, *Annuaire français de droit International*, vol. 13, numéro 1, 1967, p. 742-781. Cet auteur rappelle que le président guinéen Ahmed Sékou Touré, l'un des chefs de file de l'Afrique progressiste, adresse à Mobutu un télégramme de félicitations.

cué ses « dossiers », dont la carte du sous-sol katangais mise au point soixante ans auparavant. Commentaire d'un expert : « C'est comme si vous preniez possession de l'Empire State Building sans avoir le plan des tuyauteries et des conduites de gaz et d'électricité¹³. » En outre, le Congo ne peut se priver des mille six cents techniciens européens de l'Union minière. Surtout, il a besoin, pour vendre son cuivre, de l'organisation commerciale de cette société. Le dialogue se renoue. Il débouche sur un accord le 15 février 1967. Il n'est pas question pour Mobutu que l'UMHK, qu'il a déclarée « morte et enterrée », en soit la signataire du côté belge. Alors l'une de ses filiales, la Société générale des minerais (Sogemin), entre en scène et prend sa place.

Le tiers monde applaudit Mobutu

Mobutu est satisfait. Il évince officiellement l'Union minière et obtient le contrôle des ressources du sous-sol national. La Gécomin devient propriétaire de l'appareil de production ; son conseil d'administration, à majorité congolaise, est le maître à bord ; il pourra mener une politique de prix plus profitable et encourager la promotion de cadres nationaux ; les devises vont de nouveau rentrer au pays ; l'État entrevoit une forte hausse de ses revenus fiscaux. Politiquement, l'opération est très bénéfique. Le Congo est le premier pays producteur à nationaliser son cuivre. Il montre la voie à la Zambie et au Chili qui l'imiteront. Mobutu est applaudi dans le tiers monde, comme un héros du « nouvel ordre économique mondial » en gestation¹⁴.

Le bilan réel de cette épreuve de force est beaucoup plus équilibré. Sur le terrain, les Belges restent en force. La Sogemin recrutera le personnel expatrié. Elle extraira, raffinera et vendra le cuivre moyennant une coquette commission (jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires). Qu'il s'agisse du transport, de la transformation ou de la commercialisation des minerais, les milieux finan-

13. *Le Monde*, 14 février 1967.

14. Robert Kovar, *La Congolisation de l'Union minière du Haut Katanga*, *op. cit.*, p. 773-776.

ciers belges préservent l'essentiel, leurs bénéfiques en aval, laissant les seuls Congolais assumer les lourds coûts de production en amont¹⁵. À moyen terme, la nationalisation de l'Union minière n'affectera pas ses profits. Ils augmenteront même légèrement¹⁶. Certains Congolais déploreront que le « beau geste » nationaliste de Mobutu n'ait pas, faute de moyens, débouché sur une véritable indépendance minière¹⁷.

La révolte des mercenaires en juillet 1967 va rallumer le brasier mal éteint des querelles belgo-congolaises et l'attiser jusqu'à l'incandescence. Accusant les expatriés belges de complicité avec Schramme et Denard, la radio de Kinshasa déclenche contre Bruxelles une campagne délirante, délibérément injuste et mensongère. Le pouvoir organise des manifestations antibelges tapageuses et fait fermer les consulats dans l'intérieur du pays. L'armée tue plusieurs Belges au Katanga et trois jeunes touristes dans l'Est. Bruxelles suspend son assistance technique.

La tension atteint son comble le 14 août, lorsque Mobutu laisse mettre à sac l'ambassade de Belgique à Kinshasa : locaux envahis, vitres brisées, meubles et documents jetés par les fenêtres, voitures retournées, statue du roi Albert profanée. La provocation est évidente, la radio l'attribue à « la colère du peuple congolais ». Maniant comme souvent le chaud et le froid, Mobutu se montre ensuite apaisant. Estimant que « les trois cents messieurs ne peuvent plus nuire », il constate que « les intérêts des Belges et des Congolais sont complémentaires », puis ordonne la fin des manifestations xénophobes. Kinshasa exprimera même ses « sincères regrets ». Un mois plus tard, l'assistance technique reprend son cours. Les enseignants belges rentrent au Congo. Et, pour cadeau de fin d'année, Mobutu fait parvenir un chèque personnel aux familles de deux Belges tués par erreur¹⁸.

15. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 220.

16. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 239.

17. Pour une analyse très critique sur la nationalisation de l'Union minière, lire Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa*, op. cit., p. 196-201.

18. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., 1982, p. 227-232.

Cette crise, comme d'autres, bien plus tard, révèle l'ambiguïté des sentiments de Mobutu envers la Belgique officielle et la parfaite connaissance qu'il a de ses institutions et de ses hommes. L'ancien journaliste qui découvrait avec bonheur en 1958 les provinces flamandes et wallonnes, le sémillant chef d'état-major en grand uniforme qui, consciemment ou non, imitait l'allure du roi Baudouin, le général-président qui, goguenard, renvoie volontiers l'ancien colonisateur à ses « querelles tribales », sait user envers Bruxelles, selon ses intérêts du moment, de toute la gamme des sentiments allant de l'amitié fraternelle au franc mépris. Et il les insuffle à son gré aux foules qu'il manipule avec cynisme et brio. Fréquentant assidûment ministres, hommes d'affaires et journalistes belges, il est admirablement informé des arcanes de la vie politique du royaume. Il sait exploiter les faiblesses d'un pays trop petit, et trop complexe, pour se comporter en puissance impérialiste dans la défense de ses intérêts au Congo. Il prend soin aussi de ne jamais aller trop loin dans ses épreuves de force avec Bruxelles et de préserver par exemple la précieuse coopération militaire bilatérale. À maints égards, Mobutu est bien le plus « Belge » des Congolais. Et pas seulement à cause du lent débit et du lourd accent de sa voix caverneuse.

Une nouvelle monnaie

Pour accompagner la reconquête des richesses minières et surtout reconstruire l'économie ravagée pendant les cinq années chaotiques et sanglantes de la I^{re} République (1960-1965), Mobutu met en œuvre un « plan de stabilisation » axée sur une réforme monétaire. Stabilisation ? Voilà un doux euphémisme pour désigner une brutale dévaluation de 200 % du franc congolais. Le 24 juin 1967, une nouvelle monnaie voit le jour, que le régime présente comme l'une des plus fortes au monde. Alignée sur le dollar américain, elle en vaut deux. Sur les premiers billets tout neufs, à l'effigie de Mobutu, on le voit en compagnie de quelques dignitaires, se retroussant les manches conformément au mot d'ordre de l'époque¹⁹.

19. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 371.

Techniquement, la réforme est un succès. L'effet de surprise a joué pleinement. Les billets imprimés et les pièces gravées à Londres ont été acheminés dans le plus grand secret. En donnant à la monnaie sa vraie valeur sur le marché parallèle, et surtout en « arrosant » massivement le marché de produits de base, l'opération dégonfle spectaculairement l'inflation, rétablit l'équilibre budgétaire et stimule la croissance²⁰. Pour la première fois depuis 1961, les salaires réels augmentent fortement. Deux catégories de Congolais souffriront néanmoins de la réforme : les commerçants, enrichis jusqu'ici grâce aux licences d'importation et soudain victimes de la totale libéralisation des échanges internationaux ; les paysans, dont la production n'a pas été revalorisée en conséquence, le régime imposant des prix alimentaires bas pour maintenir la paix sociale dans les villes. Résultat : le secteur agricole continuera de stagner²¹.

À nouvelle monnaie, nouveau nom. Jacques de Groote se souvient très bien de ce baptême où il fut l'un des parrains. Conseiller économique de Mobutu, il dîne à Kinshasa, ce soir-là, avec l'anthropologue belge Jan Vansina, grand connaisseur du Congo²², qui lui dit : « Vous cherchez un nom pour cette monnaie. C'est très simple. Appelez-la "le zaïre". C'est un mot que beaucoup de Congolais comprennent. Il désigne dans plusieurs langues locales, dont le kikongo, "le fleuve qui avale toutes les rivières". » Aussitôt dit, aussitôt fait. Le directeur de la Banque centrale, Albert Ndele, présent au dîner, informe Mobutu qui approuve avec enthousiasme : « Amenez-moi ce professeur. Il mérite une décoration. » Mais Vansina, qui a déjà gagné Brazzaville, déclinera toute récompense. Voilà comment, lors d'un dîner amical, est née la monnaie appelée « zaïre ». Avant de désigner, quatre ans plus tard, le Congo et son fleuve²³.

20. Entretien de l'auteur avec Jacques de Groote, 20 juin 2015.

21. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 227-230.

22. Jan Vansina (né en 1929) est un historien et anthropologue, grand spécialiste de l'Afrique centrale. Il a notamment écrit *Les Anciens Royaumes de la savane* (1965).

23. Entretien de l'auteur avec Jacques de Groote, 18 mars 2016.

Ni à droite, ni à gauche, ni au centre

En 1967, le Congo-Kinshasa – c'est son nouveau nom officiel – reprend son souffle. Réunifié, à peu près pacifié, il tourne le dos aux guerres civiles, dont la révolte des mercenaires sera le dernier soubresaut. Politiquement, il vit en état d'hibernation. Sous le régime d'exception imposé par Mobutu, les activités partisanses sont interdites. Le Parlement, émasculé, tourne à vide, ce qui ne l'a pas empêché de produire, en 1966, mille quatre cents pages de comptes rendus stériles¹. Il sera bientôt purement et simplement dissous. Au cours de ses tournées dans le pays, Mobutu constate à la fois l'impopularité des partis et des politiciens, tenus pour « traîtres » ou « voleurs », et le maintien de leur enracinement régional et ethnique. D'où son double dilemme : comment mobiliser les masses sans restaurer l'influence des partis ? Comment rallier les politiciens au régime tout en les privant de leur clientèle ? Réponse : en créant, selon ses mots, « un parti de masse, au-dessus des tribus et des clans », représentant « la nation politiquement organisée »².

Depuis janvier 1966, on l'a vu, le Corps des volontaires de la République (CVR) a déjà pour mission d'encadrer les masses. Il est animé par des intellectuels de gauche séduits par Mobutu. À longueur de pages, la presse officielle explique le symbolisme de ses initiales : C pour « conscience nationale », V pour « vigi-

1. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 61.

2. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, *op. cit.*, p. 96.

lance », R pour « reconstruction »³. Mobutu utilise cette formation prétendument apolitique pour stigmatiser et assujettir les politiciens. Mais il ne la contrôle pas totalement et s'en méfie. Il a besoin d'un autre instrument politique, à son entière dévotion. Le 22 mars 1967, lors d'une randonnée fluviale à Mbandaka, il annonce la naissance du Mouvement populaire de la révolution (MPR). À sa tête, un bureau politique rassemblera des personnalités de toutes tendances, où les fidèles du groupe de Binza côtoieront d'anciens lumumbistes⁴.

La charte doctrinale du MPR est publiée le 20 mai. On l'appellera le *Manifeste de la N'Sele*, du nom du village, le long du fleuve, où les dirigeants du parti tiennent leur premier congrès. Ce texte sera diffusé plus tard à grande échelle, par analogie avec le *Petit Livre rouge* de Mao, sous la forme d'un petit livre vert qui deviendra le catéchisme du pouvoir⁵. Résolument nationaliste, le *Manifeste* exalte l'indépendance économique et prône une révolution « essentiellement pragmatique », qui n'aura « rien à voir avec celle de Pékin, Moscou ou Cuba », et répudie à la fois « le communisme et le capitalisme » pour faire prévaloir des formules originales. « Ni à droite, ni à gauche, pas même au centre », lance Mobutu. Affichant sa « volonté inflexible de transformer la forêt équatoriale en un paradis terrestre⁶ », il célèbre la « grandeur » du Congo, un pays qui ne doit plus être « la risée du monde⁷ ».

Le MPR, parti de masse

Les militants du CVR sont troublés. À quoi sert leur mouvement si le MPR se voit assigner le même rôle ? Ils finiront par

3. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 159.

4. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 208.

5. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, *op. cit.*, p. 368.

6. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.* p. 175-176.

7. Entretien de Mobutu avec Georges Penchenier dans *Le Monde*, 5 septembre 1966.

se ranger sous la bannière du nouveau parti. Car dans l'esprit de Mobutu, le MPR doit bien évidemment absorber et remplacer le CVR. Une autre ambiguïté sera vite levée. La nouvelle Constitution (24 juin 1967), approuvée par plus de 90 % du corps électoral dont les femmes font partie pour la première fois⁸, stipule : « Il ne peut être créé plus de deux partis politiques dans la République. » Beaucoup en déduisent fort logiquement, en particulier chez les lumumbistes, qu'il y a donc place pour un second parti, à côté du MPR, mais hésitent à faire acte de candidature.

Car ce second parti, précise Mobutu, « doit être le parti de ceux qui ont un autre programme, nettement opposé au [leur] ». Quiconque entrera en lice devra donc s'affirmer comme un opposant au régime. À moins d'éprouver un « amour immodéré pour la démocratie », note alors un journaliste belge, on voit mal quel « courageux » prendrait un tel risque⁹. En effet, personne ne se présentera au guichet... qui n'ouvrira jamais. Le bipartisme sera rayé de la Constitution en 1970. Chaque Congolais appartiendra au MPR, parti unique *de facto*, puis *de jure*, y compris, selon un mot d'ordre officiel, « les ancêtres et les fœtus ».

C'est l'époque où le chef de l'État commence à bouffir d'orgueil. Il parle de plus en plus souvent de lui-même à la troisième personne, commentant avec un faux détachement les paroles et les actes du « général Mobutu ». « Le peuple congolais et moi-même, déclare-t-il, sommes une seule et même personne. » En septembre 1967 paraît, sous sa signature, un ouvrage intitulé *Le Gouvernement légitime*. Sa couverture s'orne d'un portrait de Mobutu aux côtés de l'effigie de... Jules César¹⁰. Rentrant d'un sommet de l'OUA où il a été chaudement applaudi, Mobutu confie à un proche : « À ce moment-là, j'ai senti monter en moi l'odeur du chef¹¹. » L'ivresse du pouvoir grise cet homme

8. *Le Monde*, 17 juin 1967.

9. Commentaire de Jacques Cordy, correspondant du journal belge *Le Soir* à Kinshasa.

10. *Le Monde*, 13 septembre 1967.

11. Lieve Joris, *Danse du léopard*, *op. cit.*, p. 64.

encore jeune, ardent, ambitieux et pugnace. « Je rends coup pour coup », dit-il à son médecin personnel, l'Américain William Close¹².

Sur les photos officielles, il a fière allure en grand uniforme blanc, au premier rang de ses ministres qui posent en redingote, leur chapeau melon à la main. Il est si sûr de son autorité qu'il peut partir en voyage trois semaines à l'étranger sans craindre qu'elle ne soit contestée en son absence. Il impose peu à peu une autocratie, une dictature qui se prétend « éclairée », où chaque corps social doit rejoindre de gré ou de force le giron du MPR. Les fédérations de jeunesse et d'étudiants se regroupent au sein de la Jeunesse du Mouvement populaire de la révolution (JMPR). Les syndicats perdent toute autonomie en fusionnant dans un syndicat unique, l'Union nationale des travailleurs congolais (UNTC). Le *Manifeste* est clair : « Le syndicat ne doit plus affronter la politique du gouvernement, mais l'appuyer. » Le droit de grève est suspendu. Les ministres eux-mêmes se plient aux désirs du Bureau politique. Le gouvernement n'est, selon la littérature officielle, qu'un « organe d'exécution » des décisions de l'« organe de conception », le Bureau politique. Dans les provinces, une autorité duale, administrative et partisane, suscite une kyrielle de conflits. Mobutu règle le problème en faisant des gouverneurs les chefs régionaux du MPR.

L'assassinat de Mulele

Mobutu justifie cette mainmise de son parti sur la société congolaise en invoquant le désir d'ordre, au demeurant réel, de la population, et le caractère difficilement gouvernable de l'immense Congo. « Comment diriger un *foutu* pays comme celui-ci ? » s'interroge-t-il encore devant son médecin¹³. La réponse, Mobutu la connaît et y recourt plus souvent qu'à son tour : traîtrise et cruauté. En témoigne l'assassinat barbare de Pierre Mulele. Il

12. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 199.

13. *Ibid.*, p. 190.

s'agit d'une véritable forfaiture qui frappera autant les esprits que les pendants de la Pentecôte¹⁴.

En novembre 1967, l'ANC détruit le dernier camp de l'ancien chef rebelle. Pendant neuf mois, celui-ci attend, en vain, le renfort des cadres lumumbistes basés à Brazzaville. L'aide que lui envoie Fidel Castro n'arrive pas jusqu'à lui. Ses derniers partisans, pourchassés par l'armée, errent en brousse, mal nourris, affaiblis, découragés. Mulele, épuisé, isolé, décide de se réfugier à Brazzaville, où il arrive, en pirogue, le 13 septembre 1968, avec sa femme et quelques partisans. Il espère convaincre certains de ses fidèles de repartir avec lui pour le maquis. Mais ceux-ci ne veulent plus combattre. Ils ont envie de retourner à Kinshasa, où Mobutu a proclamé l'amnistie générale. Le 28 septembre, le ministre des Affaires étrangères de Mobutu, Justin Bomboko, rencontre l'ancien rebelle à Brazzaville et tient des propos rassurants : « L'amnistie générale [...] est valable pour tous. Nous accueillons donc M. Mulele en frère. Il travaillera avec nous pour la libération totale de notre pays¹⁵. »

Le lendemain, Bomboko offre une réception officielle sur le bateau présidentiel et, l'après-midi, Mulele, malgré les avertissements de ses proches, accepte de traverser le fleuve. À Kinshasa, Bomboko l'accueille et le conduit chez le général Louis Bobozo, commandant en chef de l'armée, où une somptueuse réception est donnée en son honneur. Le champagne de la réconciliation coule à flots. Mulele se rallie au régime : « J'ai acquis la certitude que le gouvernement du général Mobutu applique la politique qui était celle de Patrice Lumumba. Je ne combattais pas pour prendre le pouvoir, mais pour défendre une idéologie. Dès lors que cette idéologie est préservée, mon combat devient sans objet¹⁶. »

Bomboko accorde l'hospitalité à l'ancien rebelle que des dizaines de fidèles viennent saluer pendant trois jours. Beaucoup le mettent en garde de nouveau et lui conseillent de fuir. Le

14. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 44-46.

15. Agence Reuter, 28 septembre 1968.

16. Agence France-Presse, 30 septembre 1968.

2 octobre, on lui annonce qu'une foule l'attend au stade pour l'acclamer. Mais la voiture officielle où on le fait monter prend un autre chemin, celui du camp Kokolo où, le soir même, les soldats commencent à le torturer à mort. Bomboko racontera plus tard la fin de Mulele : « Vivant, on lui a arraché les oreilles, coupé le nez, tiré les yeux des orbites pour les jeter à terre. On lui a arraché les organes génitaux. Toujours vivant, on lui a amputé les bras puis les jambes. Les restes humains ont été noués dans un sac et immergés dans le fleuve¹⁷. »

Cet assassinat reste secret. Le même soir, coup de théâtre : rentré d'un voyage au Maghreb, Mobutu désavoue Bomboko : « Ceux qui ont tué mes soldats ne peuvent être pardonnés. De Gaulle a jugé ses généraux de l'OAS, il ne leur a pas offert du champagne. Mulele n'était pas détenu. Il ne peut pas bénéficier de l'amnistie¹⁸. » Pour donner le change, le pouvoir monte l'une de ces opérations de désinformation dont il deviendra familier. Il annonce que Mulele sera jugé comme criminel de guerre. Le 8 octobre, un tribunal militaire composé de trois officiers supérieurs et siégeant à huis clos condamne à mort « le caporal de réserve Pierre Mulele » « pour assassinat, viol, vol à main armée et incendie volontaire »¹⁹. Mobutu rejette le prétendu recours en grâce de Mulele, qui est officiellement passé par les armes à l'aube du 9 octobre, alors que ses restes pourrissent dans le fleuve depuis six jours.

Crise entre les deux Congo

À Brazzaville, on s'indigne que Mobutu ait renié sa « parole d'honneur d'officier » et trahi les « garanties solennelles écrites » données par Bomboko. L'ex-Congo français rompt ses relations diplomatiques avec son grand voisin, où la radio répond : « Cela ne nous fait ni chaud ni froid... Cette affaire sent le Chinois et le Cubain. » Un an plus tard, alors que la tension sera de nouveau

17. Ludo Martens, *Pierre Mulele, op. cit.*, p. 327.

18. Agence France-Presse, 3 octobre 1968.

19. Agence France-Presse, Associated Press, 8 octobre 1968.

à son comble, Mobutu fanfaronnera aux dépens de Brazzaville : « Si je décidais de mettre mon béret rouge, en deux heures, ceux d'en face seraient réduits au silence, et la plus grande partie de leur territoire serait occupée²⁰. » Mobutu est évidemment le scénariste en chef du piège tendu à Mulele. Bomboko a-t-il été manipulé ? C'est ce qu'il laissera entendre, en invoquant sa bonne foi : « J'ai négocié le retour de Mulele avec cette garantie qu'il jouirait de cette fameuse loi d'amnistie²¹. »

Quatorze ans après, Mobutu reviendra sur cet épisode macabre, dans un entretien à *Jeune Afrique*. Grand seigneur, il en « prend la responsabilité » – « Je ne suis pas homme à dire que ce n'est pas moi » –, tout en prétendant que « les militaires » sont les auteurs du crime : « J'avais dit : "Mulele peut rentrer. Je lui pardonne." Mes collègues de l'armée, très haut placés, se sont révoltés. Et je n'étais pas là. Ils ont dit : "C'est inadmissible ! Mulele a tué nos parents ! Il a fait ceci, il a fait cela." [...] Si j'avais été là, rien ne se serait passé²². » Comment « avaler » cette version des faits, imaginer que les généraux aient pris seuls une décision aussi cruciale ? Tout indique, au contraire, que les militaires ont attendu le retour de Mobutu à Kinshasa pour commettre aussitôt, avec son feu vert, leur forfaiture. Lors de la réunion du haut commandement qui suivra l'assassinat de Mulele, chaque officier participant recevra du président l'équivalent de 6 000 dollars²³.

À cette époque, Mobutu ordonne plus discrètement d'autres crimes de sang, comme celui d'un ancien ministre de l'Économie, André-Guillaume Lubaya, leader du Kasai-Occidental. Lors d'un voyage à Luluabourg, fief de Lubaya, Mobutu reçoit un accueil glacial. Piqué dans son orgueil, il accuse Lubaya d'avoir monté la population contre lui et ourdi un complot visant à l'assassiner. Accusation fautive, à l'évidence : non seulement Lubaya réside à Kinshasa, mais on lui a depuis longtemps interdit de se rendre

20. *Le Monde*, 25 novembre 1969.

21. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

22. Entretien à *Jeune Afrique*, 25 août-1^{er} septembre 1982.

23. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa*, *op. cit.*, p. 227.

dans sa région où il n'exerce plus aucune responsabilité. Mobutu déclenche contre lui une chasse à l'homme. Il est arrêté en pleine nuit le 2 mai 1968 au domicile d'un guérisseur en même temps que seize autres personnes. Tous sont conduits devant Mobutu qui achève cette brève rencontre par un mot de passe fatal : « Je ne veux plus en entendre parler. » Tous sont exécutés aussitôt. Le corps de Lubaya est jeté au fleuve. Pour brouiller les pistes, la radio annoncera que l'ancien ministre, en fuite, est activement recherché²⁴. Faut-il ajouter qu'il ne sera jamais retrouvé ?

Mobutu ne se contente pas d'éliminer ses opposants. Il neutralise aussi ses plus vieux alliés, s'il perçoit en eux des rivaux potentiels. C'est le cas des trois ténors, avec Mobutu, du groupe de Binza : Justin Bomboko, Victor Nendaka et Albert Ndele. Leur ascension fut parallèle à celle du général. Ils ont une surface et une clientèle politiques. Ils partagent mille secrets avec Mobutu. Pour affirmer encore plus son autorité, celui-ci juge utile de les remplacer par des hommes qui ne devront qu'à lui leur bonne fortune politique. Patron de la diplomatie congolaise depuis 1960, Bomboko est rétrogradé le 1^{er} août ambassadeur à Washington ; le même jour, Nendaka, ministre des Finances, devient ambassadeur à Bonn ; Ndele, directeur de la Banque centrale, est limogé en 1970. Cette année-là, lors du congrès du MPR qui doit choisir le candidat à l'élection présidentielle, Bomboko et Nendaka ont l'audace de se présenter contre Mobutu. Ils croient jouir de certains appuis, mais personne ne proteste lorsque les gendarmes entrent dans la salle et s'emparent des deux imprudents, embarqués séance tenante vers l'île-pénitencier de Bula Bemba. Ils seront relâchés, arrêtés de nouveau, accusés d'avoir ourdi l'assassinat du président, condamnés, placés en résidence surveillée et renonceront pour longtemps à toute ambition politique²⁵. Bomboko s'enrichira dans les affaires, Nendaka deviendra le « baron du café », et Ndele s'installera aux États-Unis.

24. *Ibid.*, p. 215-216.

25. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 237-239.

Révoltes étudiantes

Après avoir vu dans Mobutu « un nouveau Lumumba », les étudiants ne tardent pas à déchanter. Ils le tiennent vite pour un autocrate, « suppôt du néocolonialisme », favorisant de surcroît les ethnies de sa région natale. En janvier 1968, alors que la guerre du Vietnam mobilise contre elle la jeunesse mondiale, des étudiants bloquent la voiture du vice-président américain, Hubert Humphrey, en visite à Kinshasa, au moment où il dépose une gerbe devant le monument dédié à Lumumba, une provocation à leurs yeux. Les accrochages se multiplient entre le régime et les étudiants de Lovanium qui alignent leurs griefs : discipline trop rétrograde, bourses trop faibles ou injustement attribuées, emprise trop forte du MPR, transports insuffisants, nourriture médiocre. Le 4 juin 1969, ils décident de se rendre en cortège jusqu'à la résidence de Mobutu. La manifestation est interdite. Les étudiants contournent les barrages de l'armée. Les soldats paniquent et tirent à bout portant²⁶. L'affrontement fait officiellement six morts – cinquante, selon les étudiants ; il est suivi de huit cents arrestations – plus de cent, selon un médecin belge. Les victimes sont enterrées dans une fosse commune.

Mobutu, en colère, ferme l'université, renvoie les étudiants dans leurs familles jusqu'à la rentrée suivante, dissout leurs associations, absorbées par la JMPR, la Jeunesse du parti. Trente leaders sont condamnés à des peines allant de deux à vingt ans de prison. En octobre, Mobutu les amnistie à l'occasion de son trente-neuvième anniversaire. Après deux ans de calme, l'agitation reprend. Les étudiants stigmatisent le MPR, en détournant ses initiales : « Mouvement des pourris de la République » ou encore « Morts pour rien » en souvenir de leurs camarades tombés en juin 1969, un sacrifice qu'ils commémorent le 2 juin 1971 par une messe de requiem que célèbre l'aumônier belge de l'université. Ils se procurent un cercueil, qu'ils portent en terre sur une pelouse. La troupe intervient et tire en l'air, sans faire aucune victime.

26. *Ibid.*, p. 239-240.

Mobutu ferme de nouveau l'université et enrôle quelque deux mille étudiants dans l'armée pour un service de deux ans²⁷. Il n'a pas supporté que certains d'entre eux aient, dans un communiqué, traité sa mère, Mama Yemo, enterrée quelques jours plus tôt avec faste, de « putain ». Il avait décrété quatre jours de deuil national qui contrastaient avec l'oubli officiel entourant la mort par balles des étudiants. « Ils peuvent m'insulter, mais pas ma mère », dit-il à son médecin²⁸. Voilà donc les étudiants contraints à une formation militaire, soumis au parcours du combattant, obligés de ramper, d'obéir et de se taire. Au bout de un an, ils seront renvoyés à leurs études. Tous les établissements d'enseignement supérieur, publics ou confessionnels, sont regroupés dans une université d'État, désormais étroitement surveillée par le régime.

Baudouin, de Gaulle, Nixon

Avec les jeunes qui lui obéissent, Mobutu sait être bienveillant. Lors de son voyage officiel à Paris, en mars 1969, tous les étudiants congolais en France reçoivent du président de quoi s'acheter cinq costumes sur les Champs-Élysées²⁹. Une suite de soixante-dix personnes accompagne Mobutu pendant cette visite. À la veille de l'entreprendre, il se hausse du col et préempte en quelque sorte l'« amitié » de son hôte : « Il s'agira de la rencontre de deux amis, puisque le général de Gaulle et moi-même nous trouvons à la tête des deux plus grands pays francophones³⁰. »

Deux autres voyages importants vont consacrer la respectabilité internationale de Mobutu. Fin juin 1970, Baudouin revient au Congo, dix ans après, pour célébrer l'anniversaire de l'indé-

27. Ces étudiants ne portent pas d'armes et ne peuvent dépasser le grade de caporal. Par solidarité avec leurs camarades, cent vingt-six étudiants de Lubumbashi se portent volontaires pour être enrôlés eux aussi dans l'armée. Mobutu riposte en précisant qu'ils devront accomplir sept ans de service. Agence France-Presse, 11 juin 1971.

28. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 260.

29. Lieve Joris, *Danse du léopard*, op. cit., p. 43.

30. Agence France-Presse, 14 mars 1969.

pendance. Son séjour aux quatre coins du pays est un triomphe, amplifié par la présence d'un fort contingent de journalistes étrangers. Pour Mobutu, c'est une formidable opération de relations publiques qui exalte l'onction royale donnée à son régime. Le 4 août 1970, Richard Nixon reçoit Mobutu à la Maison Blanche et le couvre d'éloges : « Bien que vous soyez encore un jeune homme et que vous veniez d'une jeune nation, nous pouvons apprendre beaucoup de choses de vous³¹. »

Seule petite inquiétude pour Mobutu en cette fin de décennie, mais connue de lui seul et de son médecin : le 2 juillet 1969, une légère attaque cérébrale provoquée par l'hypertension le prive momentanément de vision à l'œil gauche³². Le stress de ses neuf années tumultueuses à la tête de l'armée et du pays déclenche une première alerte médicale chez un homme jusqu'ici en pleine forme et qui ne suivra guère les conseils de modération prescrits par William Close. Cette contrariété de santé mise à part, rien ne semble pouvoir freiner l'irrésistible ascension du général-président.

31. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, *op. cit.*, p. 197-198.

32. William Close, *Beyond the Storm*, *op. cit.*, p. 240-244.

Le Zaïre authentique

Au début des années 1970, Mobutu est solidement installé au pouvoir. Il gouverne d'une main de fer un pays en paix, dont il contrôle toutes les institutions. Il a supprimé le multipartisme, présenté jusqu'ici sous la forme d'un bipartisme théorique, et neutralisé ses rivaux potentiels. L'armée lui est totalement dévouée. La reconquête des richesses minières, dont les cours mondiaux sont au plus haut, autorise tous les espoirs de prospérité. Mobutu est populaire. Excellent orateur, il galvanise les foules de sa voix lente et grave. Il avait promis de rendre le pouvoir au bout de cinq ans. Il n'en est plus question. Le 1^{er} novembre 1970, il brigue, seul, sa succession. C'est une mascarade électorale : il obtient 10 131 699 voix contre 157, qui proviennent, toutes, d'un seul bureau de vote, celui du quartier étudiant à Kinshasa. Il y a plus de bulletins en sa faveur que d'électeurs, alors que le vote n'est pas obligatoire¹.

Mais tout cela ne lui suffit pas. Il nourrit un dessein plus grandiose. Il veut une doctrine qui porterait sa marque et le glorifierait aux yeux de son peuple et du monde. Ce sera « l'authenticité ». D'autres dirigeants africains ont promu leurs dogmes : le Sénégalais Léopold Senghor a inventé, avec le Martiniquais Aimé Césaire, « la négritude », où la tradition noire et la culture occidentale s'enrichissent mutuellement ; le Ghanéen Kwame Nkrumah s'est fait l'apôtre du panafricanisme et de la « conscience noire » ; le Tanzanien Julius Nyerere défend un « socialisme africain », austère et autosuffisant. Pour Mobutu, il s'agit d'autre

1. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 372.

chose : forger une idéologie qui valorise son pays et lui donne une identité distincte, à la mesure de ce qu'il est, le troisième pays le plus vaste du continent.

Mobutu n'aime guère Senghor, ce poète-président subtil et lettré qui l'agace et l'impressionne, si différent de lui-même, militaire autodidacte endurci dans l'action, souvent violente. Ce n'est pas sans malice qu'il choisit le Congrès de l'Union progressiste sénégalaise, le parti de Senghor, pour exposer devant ce dernier à Dakar, le 14 février 1971, sa doctrine de « l'authenticité », indispensable instrument, selon lui, du MPR, son parti unique, pour « décoloniser les esprits » : « Le MPR a besoin d'une âme. C'est l'authenticité. Le MPR est un peu comme la carrosserie d'une voiture dont l'authenticité serait le moteur². »

Une révolution culturelle

L'intuition de Mobutu est pertinente. Soucieux d'exalter le nationalisme congolais, il prône une rupture symbolique avec les valeurs de l'ancienne puissance tutélaire qui prétendait transformer ses colonisés en un peuple de catholiques petits-bourgeois « évolués³ ». Il souhaite à l'inverse que le Congolais renoue fièrement avec ses racines africaines et puise sa force dans sa propre identité et ses traditions ancestrales⁴. Il propose à ses compatriotes une révolution culturelle, une opération salubre de désaliénation mentale qui rencontre alors, chez beaucoup, un écho favorable.

2. Trois ans plus tard, le 4 octobre 1974, lors d'un discours triomphal à l'ONU, Mobutu fera acclamer cette théorie par la communauté mondiale : « L'Authenticité est une prise de conscience du peuple de recourir à ses sources propres, de rechercher les valeurs de ses ancêtres, afin d'en apprécier celles qui contribuent à son développement harmonieux et naturel. C'est le refus du peuple d'épouser aveuglément les idéologies importées. C'est l'affirmation de l'homme tout court, là où il est, tel qu'il est, avec ses structures mentales et sociales propres. » Mobutu, *Discours, Allocutions, messages, 1970-1975*, cité dans Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 534-535.

3. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 172-173.

4. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 378.

C'est le « recours à l'authenticité ». Recours n'est pas retour, souligne Mobutu. « Nous ne voulons pas revenir aveuglément à toutes les coutumes ancestrales, mais simplement choisir celles qui favorisent le progrès [...]. C'est une démarche essentiellement positive. Nous voulons que le citoyen ne se sente plus intimement tiré à hue et à dia entre deux cultures. Nous voulons qu'il se sente bien dans sa peau, libéré de tout complexe, afin qu'il puisse appréhender librement tous les apports du monde moderne, les faire siens, les assimiler harmonieusement, les fondre sans heurts dans sa propre culture⁵. » La campagne d'authenticité présente un autre atout aux yeux du très pragmatique Mobutu : elle crée un sentiment de solidarité entre les habitants de cet immense pays qui renforce du même coup le pouvoir du chef qui la parraine⁶.

Le 27 octobre 1971, le bureau politique du MPR et le gouvernement, réunis autour de Mobutu à bord du yacht présidentiel, décident que leur pays et le « majestueux fleuve » qui l'irrigue s'appelleront désormais Zaïre. Comme la monnaie, en vigueur depuis plus de quatre ans. Ses habitants seront des Zaïrois, et non des Zaïriens : être « roi » vaut mieux que d'être « rien ». Mobutu salue l'avènement des « trois Z ». Pourquoi jeter aux oubliettes le nom de « Congo » ? Explication officielle : parce qu'il a été choisi par le colonisateur, en référence à l'ancien royaume du Kongo. Raisons officieuses : pour ne plus donner l'appellation d'une ethnie – en l'occurrence celle des Bakongo – à la République ; pour mettre un terme à l'homonymie avec le Congo-Brazzaville ; pour faire oublier un nom devenu « lourd à porter », à force d'avoir été synonyme de chaos et de violence⁷.

Chacun semble ignorer que le nom « Zaïre » n'a rien d'authentique. C'est celui que les navigateurs portugais, découvreurs

5. Entretien à *Jeune Afrique*, 6 mai 1972.

6. Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, *op. cit.*, p. 144.

7. Dans son livre *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, *op. cit.*, p. 195, Sean Kelly cite le témoignage d'un jeune dirigeant zaïrois recueilli par le journaliste américain Peter Forbath : « Congo était un mot trop lourd à porter. Quand j'étais étudiant en Europe, je n'aimais pas dire que j'étais Congolais. Je prétendais être Guinéen. Car en Europe, et même en Afrique, le mot "Congo" résumait pour le pire tout ce que nous essayions de laisser derrière nous, tout ce passé sauvage et primitif. »

de l'embouchure du Congo, lui ont donné, dans une mauvaise transcription du mot *nzadi*⁸. Il a l'avantage, au moins, d'être facile à mémoriser. Les grandes villes avaient déjà retrouvé leurs noms d'avant la colonie. Les lacs, eux aussi, sont rebaptisés : le Stanley Pool devient le Pool Malebo, le lac Albert I^{er}... lac Mobutu. De même pour certaines provinces : le Katanga devient le Shaba, ce qui signifie « cuivre » en swahili. On débaptise aussi les rues : l'avenue Baudouin devient l'avenue Kasa-Vubu. Même de Gaulle n'échappe pas à cette épuration, malgré, tempère Mobutu, « l'admiration [qu'ils] éprouv[ent] pour lui ». L'artère qui lui était dédiée retrouve son nom prosaïque d'antan : avenue du Commerce⁹.

Plusieurs statues, symboles éclatants de la présence coloniale, sont descendues de leur socle : celles de Léopold II, Albert I^{er}, Stanley. Mobutu justifie ces déboulonnages par l'absence de réciprocité à Bruxelles, où la statuaire publique ne glorifie aucun Congolais. On verra surgir dans chaque ville de nouvelles statues : personnages stylisés levant les bras en l'air ou mornes blocs de béton surmontés d'une main brandissant fermement une torche, le symbole du parti unique¹⁰. Les Zaïrois ne s'appellent plus entre eux « monsieur », « madame », mais, en lointain hommage à la Révolution française, « citoyen », « citoyenne ». Ces deux mots français reviennent sans cesse, dans les discours de Mobutu en lingala. L'écrivain V. S. Naipaul note : « Le président avait sans arrêt recours à eux, comme un effet musical, tantôt ensemble dans une phrase murmurée, tantôt énoncés séparément,

8. Cette version est contestée par certains chercheurs. Selon l'abbé Paul Nzinga N'dintu, doctorant en communication sociale, le mot *nzadi* n'a jamais désigné le « fleuve » en langue kikongo. Le découvreur du Congo, Diego Cao, aurait mal compris ce que lui disaient les indigènes. Par ailleurs, et pour l'anecdote, rappelons que Zaïre est le nom d'une héroïne éponyme d'une tragédie en cinq actes écrite par Voltaire en 1732. L'action se passe à Jérusalem, à l'époque des croisades, où Zaïre, née chrétienne, mais élevée dans l'islam, est aimée du sultan.

9. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 248-249.

10. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, *op. cit.*, p. 378 ; Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, *op. cit.*, p. 154-155.

en marquant chaque syllabe pour créer l'impression d'un battement de tambour solennel¹¹. »

« À bas le costume ! »

L'entreprise de « reconquête de l'âme zaïroise » ne s'arrête pas là. Elle est bien plus ambitieuse. Presque aucun aspect de la vie quotidienne des Zaïrois ne doit lui échapper. À commencer par l'apparence vestimentaire, frappée d'une série d'interdits. Les femmes ne peuvent plus porter robes, pantalons moulants ou minijupes, ni se blanchir la peau ou se défriser les cheveux. Elles doivent revenir aux pagnes traditionnels, noués avec coquetterie et savoir-faire, fussent-ils, pour les plus précieux, confectionnés de tissus imprimés (les « wax ») importés de Belgique ou des Pays-Bas. Sur une image de propagande, deux jeunes Zaïroises dialoguent : « Quand je pense que nous portions d'affreuses perruques... Et que nous étions habillées comme des Européennes, citoyenne¹² ! »

Pour les hommes, Mobutu invente l'« abacost », néologisme pour « À bas le costume ! ». Adieu, donc, complets-vestons, cravates ou nœuds papillons. Les citoyens porteront une seule tenue, au demeurant assez peu « authentique », inspirée du « costume Mao » et revue par des stylistes locaux : veston à manches courtes ou longues, au col sans revers et à longues pointes, agrémenté d'un foulard de soie assorti à la pochette ; coupe tailleur stricte, tissu aux tons mats et discrets (marine, gris, brun)¹³. Dans les allées du pouvoir, les revers des abacosts sont agrémentés d'un badge à l'effigie de Mobutu. Leur fabrication pour l'élite zaïroise enrichira les meilleurs tailleurs de la très chic avenue Louise à Bruxelles¹⁴.

Mobutu défendra fièrement le recours à cette « tenue moderne, pratique, bien adaptée à notre climat, que l'on peut porter aussi

11. V. S. Naipaul, *À la courbe du fleuve*, Albin Michel, 1982, p. 244.

12. Serge Saint-Michel, Alain Bouttman et Dominique Fages, *Histoire du Zaïre. Il était une fois... Mobutu*, op. cit., p. 37.

13. Marie-France Cros, François Misser, *Le Congo de A à Z*, André Versaille éditeur, 2010, p. 9.

14. Colette Braeckman, Pascal Martin, *Le Soir*, 20 mai 1997.

bien dans les circonstances solennelles que de façon décontractée ». Il saluera le succès de cet « *aggiornamento* vestimentaire » : « J'ai même eu la surprise de le retrouver en Europe dans des boutiques de mode. Nous n'en demandions pas tant¹⁵ ! » Cette tenue réglementaire, reconnaissable de loin, présente un avantage indéniable : il signe aux yeux de tous, dans les réunions internationales, la nationalité zaïroise de celui qui la porte. Mobutu, bien sûr, donne l'exemple en arborant l'abacost et, apanage du chef, la toque de léopard.

Cette mode sera strictement suivie pendant une vingtaine d'années puis tombera peu à peu en désuétude, victime de la disgrâce du régime. Elle ne fera pas que des heureux. Certains Zaïrois n'apprécient guère de remettre costumes et cravates, signes d'une promotion sociale parfois durement acquise. D'autant que l'abacost n'est pas aussi élégant et confortable que le prétend Mobutu : la veste trop cintrée trahit fâcheusement l'embonpoint et le foulard tient chaud. Les opposants au régime feront de la cravate, que certains porteront dans leur salle de séjour, un signe de résistance, une affirmation de liberté. Quelques audacieux l'exhibent dans la rue et, interpellés par la police, se font passer pour d'innocents étrangers¹⁶.

Une partie de la jeunesse urbaine se rebelle contre le pouvoir en revêtant les habits les plus tape-à-l'œil, notamment lors des concerts de rumba zaïroise. Ce sont les adeptes de la « Sape » (Société des ambianceurs et des personnes d'élégance). Pour les « sapeurs », les tenues excentriques sont un moyen de « dire non au système », dans un pays où l'on valorisait volontiers la singularité vestimentaire¹⁷. Quant aux femmes contrevenantes, elles sont parfois humiliées publiquement par des policiers qui

15. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 116.

16. Dans son livre *Congo. Une histoire*, op. cit. (p. 380-381), David Van Reybrouck cite le témoignage d'un Zaïrois qui raconte : « Au Katanga, on voyait parfois quelqu'un marcher dans la rue en costume et en cravate, en signe de protestation. La personne se faisait immédiatement interpellé par la police : "C'est quoi cette tenue coloniale ? Tu es un étranger peut-être ?" Alors elle répondait : "Yes, from Zambia." Parce qu'on pouvait se faire tuer. »

17. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 174-177.

leur infligent des amendes, les passent à tabac ou arrachent leur pantalon. D'autres adversaires du régime, plus politisés, tiennent « l'authenticité » pour une théorie culturelle fumeuse que l'élite politico-commerçante utilise afin de détourner l'attention des vrais enjeux économiques et sociaux, comme les conflits de classes ou la dépendance à l'égard des intérêts étrangers¹⁸. Il est vrai que l'authenticité n'empêche pas cette élite de continuer à se vautrer dans le luxe à l'occidentale.

Certaines mesures « authentiques » sont légitimes, comme l'interdiction de vendre l'alcool dans les lieux publics avant 18 heures. D'autres frisent le ridicule, comme la prohibition des « bises publiques », vues comme une forme d'« aliénation mentale » héritée du colonialisme. Dans sa rubrique quotidienne, intitulée « L'œil du désaliéné », le journal *Taifa* s'indigne : « Certains de nos compatriotes ont adopté cette manie occidentale dans le but de jouer au petit civilisé. L'honneur, le respect de l'homme zaïrois, qu'est-ce qu'on en fait¹⁹ ? » Les repas sont ritualisés. Honneur aux dames, qui s'avancent les premières vers les somptueux buffets de la présidence. Honneur aux ancêtres, en mémoire desquels on verse quelques gouttes de boisson sur le sol avant d'entamer sa bière ou son vin de palme²⁰. Chez lui, ou sur son yacht, Mobutu sacrifie à cette libation, entre deux verres de grand cru classé ou deux coupes de champagne rosé Laurent Perrier, son breuvage favori. Son médecin observe à l'époque que le président, grand amateur d'osso buco, sert désormais à ses hôtes une gamme de plats traditionnels : du *pundu* (feuilles de manioc), du *fufu* (farine de manioc), du porc-épic, du *cousin* (viande de singe), du *maboke* (poisson cuit à la vapeur) ou des chenilles, le tout relevé de *pili-pili*²¹.

Dans certains changements d'appellation, l'authenticité africaine ne saute pas aux yeux. Pour rompre avec le passé colonial, on se débarrasse des « communes » et des « bourgmestres » ; la province

18. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 180.

19. *Le Monde*, 24-25 février 1974.

20. Colette Braeckman, Pascal Martin, *Le Soir*, 20 mai 1997.

21. William Close, *Beyond the Storm*, *op. cit.*, p. 274-275.

devient « région », le district « sous-région », et le village « localité ». Les ministres sont baptisés « commissaires du peuple », et les députés « commissaires d'État », ou « cométats » en version abrégée. Le nouveau drapeau tricolore affiche ses tons criards : le vert représente le Zaïre, l'or ses richesses et le flambeau rouge sa révolution. À 8 heures chaque matin, partout, y compris dans le secteur privé, on hisse les couleurs et on chante le nouvel hymne national, *La Zaïroise*, qui exalte avec optimisme l'unité et la paix retrouvées. Les véhicules et les passants doivent aussitôt s'arrêter jusqu'à la fin de la cérémonie. Seul bémol : les orchestres officiels jouent souvent l'hymne de façon trop fantaisiste, au regret de son coauteur, le révérend père jésuite Simon Pierre Boka²².

Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga

Mobutu se fait le promoteur de la musique populaire, qu'il tient pour « le plus grand succès du nationalisme culturel zaïrois ». La musique occidentale, classique ou non, est interdite. Place aux orchestres locaux, dont les meilleurs, animés par Grand Kallé, Tabu Ley ou Franco, feront entendre sur toutes les ondes africaines l'éclat sonore de leurs saxophones authentiques (un instrument inventé par un Belge, Adolphe Sax). Avec plusieurs centaines de groupes, Kinshasa est, plus que jamais, la capitale musicale incontestée du continent. Mobutu invite les enseignants à valoriser le patrimoine culturel et artistique du pays : « Pendant la colonisation, on nous apprenait à mépriser nos statues, nos bijoux et nos masques, mais d'autres en profitaient. On retrouvait nos chefs-d'œuvre dans les musées d'Occident, où les "fétiches" méprisés se transformaient miraculeusement en objets précieux. Cette époque est terminée²³. » Il fait acheminer des dizaines de milliers de masques et de fétiches vers les musées nationaux.

De nouvelles célébrations rythment la vie nationale, comme le 20 mai (création du parti), le 14 octobre (fête de la Jeu-

22. *Ibid.*, p. 265-266.

23. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux, op. cit.*, p. 113.

nesse), jour de l'anniversaire de Mobutu, ou le 27 octobre (fête de l'Authenticité)²⁴. Sur les modèles chinois et nord-coréen, on instaure le *salongo*, travail manuel d'intérêt collectif, le samedi après-midi. Les citoyens zaïrois se mettent au service de la communauté. Ils nettoient les places publiques, ramassent les ordures, désherbent les bas-côtés des rues, réparent les routes défoncées par les orages tropicaux. Les militaires en profitent pour soutirer un peu d'argent aux éventuels resquilleurs²⁵.

En 1972, « l'authenticité » s'intéresse aux identités individuelles. Le 5 janvier, une loi oblige les Zaïrois métis à prendre des noms africains. Ceux qui résident à l'étranger sont invités d'urgence à se présenter à l'ambassade pour y changer de patronyme. Cette fois, la presse belge réagit en soulignant que la mesure viole le droit élémentaire qu'a tout homme de porter le nom de son père. Mobutu, demande *La Libre Belgique*, renoncera-t-il à ses prénoms Joseph Désiré²⁶ ? Le président, piqué au vif, répond le 12 janvier en devenant Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga. Un nouveau patronyme à rallonge aux vertus viriles. Wa Za Banga veut dire : « Le guerrier tout-puissant qui laisse le feu sur son passage et qui va de conquête en conquête sans que rien ni personne ne puisse jamais l'arrêter. » Ou, dans une version plus sexuelle : « Le coq qui ne laisse aucune jeune poule intacte. »

Le 15 février, la mesure est généralisée par le bureau politique du parti. Toute Zaïroise et tout Zaïrois doit porter des noms typiquement zaïrois, et ajouter à son nom initial un ou plusieurs noms de ses ancêtres. Il s'agit, pour Mobutu, de redonner à ses compatriotes « leur dignité généalogique ». Explication : « Le nom et le postnom ont une signification profonde. Ils évoquent les épopées d'un clan, l'histoire d'une tribu, le caractère ou la personnalité de l'ancêtre qu'on veut honorer en reprenant son patronyme²⁷. » La population s'incline. L'état civil enregistre les

24. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 539.

25. Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, op. cit., p. 142.

26. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 251-253.

27. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 113.

postnoms traditionnels. Dans la pratique, la majorité des Zairois continueront de s'appeler par leurs prénoms chrétiens, en les faisant prudemment – et avec ironie – précéder du préfixe « ex » : « citoyen Mushi, ex-Arthur ». En imposant des rites, des habits et des appellations « authentiques », Mobutu donne l'impression de « réinventer » son pays, en même temps que lui-même. Mais en s'en prenant aux prénoms chrétiens, il suscite la colère de l'Église catholique.

Dieu et César

Au Congo-Zaïre, un homme remarquable incarne l'Église catholique : Joseph Malula, archevêque de Kinshasa depuis 1964, cardinal depuis 1969. C'est un prélat réputé pour sa rigueur, son énergie et son franc-parler, un intellectuel brillant dont les allures discrètes cachent un caractère intrépide et pétri d'humanisme. Premier curé noir de Kinshasa, il marque très tôt le combat nationaliste : en 1956, il participe à la rédaction du *Manifeste de conscience africaine* ; en 1958, il déclare, à propos de l'accession du Congo à l'indépendance : « Mieux vaut un quart d'heure trop tôt que trop tard. » Consacré évêque en 1959, il est l'auteur de plusieurs adaptations liturgiques en langue lingala. Nul ne peut soupçonner de nostalgie coloniale ce nationaliste ombrageux, apôtre de l'africanisation, et qui a pris une part active, dans cet esprit, au concile Vatican II¹.

Monseigneur Malula est l'héritier d'une Église qui, au Congo, fut la première institution à donner l'exemple de l'intégration des indigènes, ordonnant le premier prêtre noir dès 1917, à l'époque où l'administration et l'armée restaient hostiles à toute promotion des Africains. Cette Église fonde à Lovanium en 1957 la première université catholique du continent noir, que Mobutu nationalisera en 1971. Le cardinal est à la tête d'une puissance fortement structurée et dotée, à l'intérieur du pays, d'un réseau parfois supérieur à celui de l'État. En 1972, elle dispose de huit mille permanents, dont trois mille prêtres et quatre mille religieuses,

1. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 176-177.

encadrés par quarante-huit évêques, dont trente-trois Africains, au service de huit millions de baptisés, quatre Zaïrois sur dix. Elle joue un rôle crucial en matière de santé et d'éducation².

L'archevêque fait bon accueil au coup d'État de Mobutu. Il célèbre un *Te Deum* d'action de grâces : « L'Église reconnaît votre autorité [...]. Vous pouvez compter sur nous. » Le général a le grand mérite à ses yeux d'avoir rétabli la paix et l'unité d'un pays déchiré par une longue guerre civile où nombre de religieux ont souffert ou sont morts aux côtés de leurs ouailles. Et puis, ne se proclame-t-il pas catholique fervent ? L'adolescent d'hier rebelle à la discipline des missionnaires flamands, le journaliste « anticatolique » qui avait refusé de se marier à l'Église est rentré dans le rang, en partie sans doute sous l'influence de sa jeune épouse, très pieuse, Marie-Antoinette³. Kinshasa valait bien une messe. Pourtant, le général et l'archevêque ont des caractères trop affirmés pour ne pas s'affronter.

Monseigneur Malula ne tarde pas à déchanter. En janvier 1969, il prône, dans une homélie, la « justice distributive » qu'il oppose à la « justice sociale » vantée par Mobutu. Le 29 juin 1970, pendant la grand-messe célébrée en présence du roi Baudouin, il critique sévèrement le régime et ses hauts dignitaires corrompus. En décembre 1971, au cours d'une tournée présidentielle en province, un dirigeant du MPR, particulièrement zélé, présentant Mobutu à la foule, lève les bras au ciel en chantant « Que le Seigneur soit avec lui » à la manière du *Dominus vobiscum*. Monseigneur Malula réagit, dans une lettre pastorale, en demandant de « ne pas jouer avec les choses de Dieu⁴ ».

Feu sur le cardinal Malula

Tout en jugeant légitime la quête d'un « développement culturel authentiquement africain », monseigneur Malula ne peut admettre

2. Lire l'enquête de Robert Solé dans *Le Monde*, 29 et 30 juin 1972.

3. Celle-ci refusera obstinément de renoncer à son prénom de baptême. Voir David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 409.

4. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, op. cit., 1979, p. 202.

les excès de la campagne en cours, l'interdiction des prénoms chrétiens ou le mépris affiché par Mobutu pour « le Dieu des Occidentaux », ce Dieu qu'il s'agit, selon lui, de « décoloniser ». Les vues du cardinal sont résumées le 12 janvier 1972 dans un éditorial anonyme de l'hebdomadaire *Afrique chrétienne*, contrôlé par l'épiscopat. Cet article, intitulé « Authenticité », lui sera imputé à tort. L'auteur, un prêtre belge qui dirige la publication, se permet des propos inhabituels dans un pays où la presse, muselée, est devenue un pur instrument de propagande : « Notre monde n'étant plus celui de nos ancêtres, leur conception de la vie ne saurait non plus être la nôtre [...]. Il ne s'agit plus, aujourd'hui, de nous procurer l'éphémère satisfaction de réclamer à grands cris qu'on reconnaisse notre droit d'être nous-mêmes et de nous amuser à saccager notre passé de colonisés [...]. Ce n'est pas en ressuscitant une philosophie que nos déroutes passées ont condamnée, que nous gagnerons les batailles du monde moderne⁵. »

Pour Mobutu, l'éditorial est un *casus belli* qui déclenche sa fureur contre son « inspireur diabolique », monseigneur Malula. La revue, qui a le plus fort tirage du Zaïre (quarante mille exemplaires), est suspendue pour six mois. La radio lance une violente diatribe contre « l'archevêque-caméléon », prélude d'une véritable campagne d'injures : « vipère », « illuminé », « agitateur sempiternel », « réactionnaire pathologique »⁶. Le prélat est dégradé de l'ordre du Léopard. Sommé de « déguerpir sans trop tarder », le « renégat de la révolution » est expulsé de sa résidence le 25 janvier. La télévision retransmet complaisamment le chargement de ses meubles sur des camions militaires. La maison est confisquée par le MPR qui y installe le quartier général de son mouvement de jeunesse avant de la repeindre aux couleurs nationales. Le séminaire Jean-XXIII est fermé sur ordre du parti.

Connaissant l'attachement du peuple à l'Église et à son clergé, Mobutu s'efforce de réduire le conflit à une querelle entre l'État et un « individu zaïrois dénommé Malula » qui « n'est qu'un provocateur » et « doit obéissance aux lois ». Dans un entretien au journal

5. *Le Monde*, 29 juin 1972.

6. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 255-257.

belge *Le Soir*, Mobutu accuse le cardinal de « trahison » : « Cela, il doit le payer très cher, je dis bien, très cher, lui comme individu, mais pas l'Église catholique comme telle. » Ce bémol ne l'empêche pas de mettre en garde « les curés » qui seraient tentés de « se mêler de la politique » : « Ici, chez moi, pas question de mélanger les deux choses. Le Christ lui-même était formel : à Dieu ce qui est à Dieu, à César ce qui est à César⁷. » Le cardinal avait répondu d'avance quelque temps plus tôt : « L'Église a des droits que César, s'il est juste, respectera⁸. » Paul VI confie une mission de médiation à un fin négociateur, monseigneur Agostino Casaroli, que Mobutu accueille à Lausanne avec des hauts cris : « C'est simple : si, à mon retour, je trouve le cardinal à Kinshasa, je le fais arrêter ! »

Les prêtres ? Des « agents subversifs »

Le 13 février 1972, lors d'un meeting au stade, Mobutu se déchaîne, ponctuant ses phrases de coups de canne rageurs : « Aussi longtemps que je serai chef de l'État et si le pape veut une collaboration avec l'État zaïrois, l'archevêque de Kinshasa ne sera plus monseigneur Malula. » Et il ajoute : « Les prêtres et les missionnaires de Kinshasa ne sont que des agents subversifs [...]. Si des prières sont organisées dans une école catholique, je la nationaliserai immédiatement. » Il n'assistera plus, annonce-t-il, à la messe à Kinshasa, mais à la mission jésuite de Kisantu, non loin de la capitale. Deux jours plus tôt, le cardinal a été opportunément rappelé à Rome pour une durée indéterminée. Dans toutes les chapelles du pays, le clergé invite les fidèles à participer à des neuvaines, « afin que le Saint-Esprit éclaire le président⁹ ». Il est interdit aux prêtres de donner des prénoms chrétiens aux enfants sous peine de poursuites judiciaires. Les militants du MPR espionnent autour des fonts baptismaux pour

7. Interview extraite du film de Thierry Michel, *Mobutu roi du Zaïre*, film cité.

8. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 253.

9. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 242-243.

repérer les éventuels contrevenants. Mobutu ordonne que l'on diffuse chaque jour à la radio, avant le journal de la mi-journée, une rumba congolaise à succès, *Nakomitunaka*, écrite par le chanteur Verckys, et où celui-ci conteste la « religion des Blancs » : « Dieu, je m'interroge sans cesse / Jésus, fils de Dieu, est un Blanc ? / Adam et Ève sont des Blancs / Tous les saints sont aussi des Blancs / Pourquoi donc ? / Quand c'est le diable, on le représente comme un Noir / D'où vient cette injustice, maman ? »

« L'affaire Malula » va bien au-delà d'un affrontement entre deux « chefs ». Elle révèle un conflit profond entre l'Église et l'État. Mobutu contrôle l'armée, le parti et l'administration. Seule l'Église échappe à sa mainmise. Elle est le dernier obstacle encore en place sur la voie du pouvoir absolu d'un homme qui ne supporte aucune contradiction, dispose des pleins pouvoirs et entend les garder. Faute de pouvoir lui imposer ses vues, Mobutu veut la tenir à l'écart de tout ce qui relève de l'autorité temporelle, la contraindre au silence et l'obliger à se soumettre à la tutelle du parti : « C'est son devoir constitutionnel », tranche-t-il. Mobutu exige que des cellules du MPR soient constituées dans les paroisses, les écoles et les sept grands séminaires du Zaïre. L'Église, elle, ne désire pas faire partie, en tant qu'institution, du Mouvement populaire de la Révolution, comme le souhaite Mobutu. D'où la fermeture d'office du séminaire Jean-XXIII, rétif à cette soumission.

Mais Mobutu a trop de flair politique pour s'obstiner longtemps dans un combat auquel la majorité des Zaïrois n'adhèrent pas. Dans toute l'Afrique noire, les hommes d'Église et les journaux le fustigent. Beaucoup voient dans cette mauvaise querelle une manœuvre de diversion destinée à faire oublier les sérieuses difficultés économiques qui commencent à s'accumuler du fait de la forte baisse des cours mondiaux du cuivre. Au cours de cette épreuve de force, le pouvoir n'est pas parvenu à intimider ou à diviser l'épiscopat. Il est temps de changer de cap. Le 17 avril, le séminaire Jean-XXIII est autorisé à rouvrir après la conclusion d'un accord, présenté comme une victoire par le régime, mais qui, dans l'ensemble, préserve la liberté des séminaristes¹⁰. Le 15 mai, Mobutu accorde son pardon au cardinal, qui rentre à

10. *Le Monde*, 29 juin 1972.

Kinshasa le 28 juin, après quatre mois et demi d'absence¹¹. Choisissant de son côté l'apaisement, le Vatican publie un nouveau rituel qui laisse plus de liberté aux fidèles pour le choix des prénoms de leurs enfants, en dehors du strict calendrier romain.

Une crise à rebondissements

Mais la réconciliation entre le « trône » et l'autel ne dure pas. Le 26 novembre 1972, alors que la jeunesse du MPR ne peut aligner au stade que des colonnes squelettiques, Mobutu voit défiler des masses compactes de jeunes scouts, garçons et filles. Trois jours plus tard, le général supprime toutes les organisations confessionnelles de jeunesse et enrôle d'office dans la JMPR les deux cent mille jeunes des associations chrétiennes¹². En février 1973, nouvelle crise : Mobutu lance ses foudres sur l'épiscopat et le Vatican. Il accuse les évêques d'avoir rédigé un « rapport faisant le procès du régime », qu'il qualifie de « cogitations sataniques », et Rome de « subventionner des tentatives de subversion ». Il suspend trente et une publications confessionnelles – en fait, tous les organes de presse non gouvernementaux. Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer fin avril : « Il n'y aura jamais de problèmes entre Dieu, Mobutu et les Zaïrois¹³. »

Début mai, il qualifie d'« agents subversifs » les prêtres et missionnaires qui organisent des réunions de parents d'élèves, des journées d'études ou des sessions de réflexion. Tout cela est interdit. Les fidèles ont encore droit à la messe, rien de plus¹⁴. Le 25 juin, nouvelle volte-face de Mobutu. Lors de son grand discours annuel au village des pêcheurs de Kinkole, près de Kinshasa, il scelle avec l'Église la paix des braves, ajoutant : « C'était une simple dispute de famille », en présence du cardinal qui écoute, impassible¹⁵.

11. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 243.

12. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, op. cit., p. 203.

13. Entretien au journal *Le Soir*, cité dans *Le Monde*, 29-30 avril 1973.

14. *Le Soir*, 7 avril et 10 mai 1973.

15. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 259.

Cette fois, la trêve sera plus longue, mais la guerre n'est pas finie. Elle reprend de plus belle en septembre 1974, lorsque le parti unique décide d'interdire l'enseignement religieux dans les écoles, et s'aggrave en décembre avec la nationalisation de tout l'enseignement catholique. Les prêtres n'ont plus accès à leurs écoles. L'État prétend gérer seul tous les établissements. Deux ans plus tard, en octobre 1976, il devra faire machine arrière, en partie sous la pression des parents d'élèves outragés par le chaos administratif, la chute brutale de la qualité des études et la transformation de certaines écoles de filles en lieux de débauche pour une clientèle de militaires et de militants du parti.

Mobutu, le Messie noir

En 1974, le régime prône une sorte de national-paganisme au nom duquel il supprime toutes les fêtes religieuses, jugées « mentalement aliénantes ». Pour la première fois, Noël n'est plus un jour férié. Ce qui n'empêche pas les foules de célébrer avec ferveur la naissance du Christ dans des églises archicombles. Il est interdit de placer des crucifix, statues et autres images pieuses dans les lieux publics. Ces objets seront remplacés par le portrait de Mobutu, en proie à un accès de politico-mysticisme aigu. Le 4 décembre 1974, devant cent mille spectateurs, le citoyen Léon Engulu, commissaire d'État aux Affaires politiques, réputé pourtant homme de mesure, lance à la foule médusée : « Qu'avons-nous à faire d'un enfant juif ? Mobutu est le seul sauveur envoyé de Dieu par l'entremise de ses ancêtres. Il est le nouveau Messie noir. Le mobutisme est la seule religion acceptable au Zaïre¹⁶. »

Mobutu, rival de Jésus ? La mégalomanie du président devient pathologique¹⁷. En janvier 1975, il tempère un peu le zèle de son flagorneur : « Mobutu ne se prend pas pour Dieu et ne

16. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 247-248.

17. La journaliste et écrivain Lieve Joris cite le témoignage d'un missionnaire qui, après avoir évoqué en chaire l'arrivée du Christ, le Vritable Sauveur, a été convoqué à la Sûreté et accusé d'avoir prêché, dans son sermon, contre le régime : cf. *Mon oncle du Congo*, *op. cit.*, p. 53.

tient pas à le devenir. » Ouf ! Mais il trace un parallèle entre le parti et l'Église : « Le rôle des commissaires politiques dans le cadre du mobutisme peut être comparé à celui des théologiens et des docteurs de l'Église dans le cadre du christianisme¹⁸. » L'épiscopat réagit à ces excès du pouvoir avec modération. Il reconnaît que le recours à l'authenticité est un « facteur positif » et assure : « L'Église n'est pas un État dans l'État, elle n'est pas une puissance rivale. »

Ainsi s'achève cette épreuve de force¹⁹. Il y aura d'autres regains de tension, mais le président offrira au cardinal un nouvel archevêché. En octobre 1977, lors de la mort de Marie-Antoinette Mobutu, monseigneur Malula lui rendra un hommage ému, en l'appelant... par son prénom chrétien. Plus tard, en 1980 et 1985, Jean-Paul II fera deux visites triomphales au Zaïre, où il sera accueilli par Mobutu et monseigneur Malula. À la veille de la première visite, le président épousera en toute hâte sa maîtresse, Bobi Ladawa, après avoir caressé l'espoir illusoire que le pape bénirait cette union en secondes noces, un honneur qui reviendra au cardinal. Pouvait-on imaginer meilleur symbole de la réconciliation entre l'Église et l'État que cette bénédiction nuptiale²⁰ ?

Ces voyages pontificaux susciteront une ferveur populaire où s'affirmera, pendant les messes, le « rite zaïrois » défendu de longue date par monseigneur Malula et finalement reconnu par Rome en 1988 : les tambours et les balafons résonneront sans choquer dans les églises, la chorégraphie et les rythmes africains seront intégrés dans la liturgie classique, le pain fabriqué au village fournira l'eucharistie. Chants, danses et instruments de musique traditionnels entrèrent par la grande porte dans les cérémonies catholiques. À la satisfaction mutuelle du président et du cardinal.

18. *Agence France-Presse*, 15 août 1974.

19. Pendant ces années 1970, le régime de Mobutu ne cessera néanmoins d'accorder délibérément ses faveurs aux Églises non catholiques, notamment l'Église kibanguiste, le protestantisme officiel et ses variantes pentecôtistes, regroupés en 1971 dans l'Église du Christ au Zaïre (ECZ). Le but restait le même : affaiblir l'Église catholique. Voir Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo, op. cit.*, p. 554-557.

20. *Le Monde*, 3 et 4-5 mai 1980.

Le Guide suprême

En ces années 1970, une séquence surnaturelle se répète chaque soir sur les écrans de télévision du Zaïre, avant le bulletin d'informations : sur un fond de nuages surgit – et grandit – peu à peu une figure céleste, celle de Mobutu. L'artisan de ce montage télévisuel, où Mobutu descend du ciel tel un *deus ex machina*, est son ministre de l'Orientation nationale, un homme aussi brillant que zélé, Sakombi (ex-Dominique) Inongo, chantre de l'authenticité et grand manipulateur de l'information officielle. Avait-il lu la définition que Montesquieu donnait de la dictature : « C'était une divinité qui descendait du ciel pour le dénouement des choses embrouillées¹ » ? Il se souviendra en tout cas, avec une certaine fierté, de son « invention » : « Lorsque Mobutu a découvert son image sortant des nuages, il était tellement content qu'il m'a appelé pour me dire : "Mon cher, c'est cela que tu dois faire, c'est bien, continue !" Il adorait ça². »

C'est l'époque où la personnification du pouvoir et la glorification de son chef atteignent des sommets jamais vus jusque-là en terre africaine. Le Zaïre expérimente alors une forme de césarisme tropical où les citoyens sont invités, bon gré mal gré, à considérer leur leader comme un « montreur de conduite », selon l'expression de l'écrivain Jean Lacouture, lequel ajoute : « Parce que le peuple a soif d'identité et d'unité [ce qui est le cas au Congo-Zaïre], il est un moment où la nation ne peut

1. Charles-Louis de Montesquieu, *Cabiers (1716-1755)*, Grasset, 2000.

2. Entretien avec Sakombi Inongo, extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

se passer d'étalon-mètre, de médium, de portrait-robot, d'écho sonore³. » Mobutu joue ce rôle de leader charismatique « qui offre au peuple sauvegarde, identité ou rituel ».

On l'affuble de divers titres flatteurs, jusqu'à l'extravagance. Il est le « président fondateur » du parti, appellation, par nature, unique ; le « père de la nation », garant de sa pérennité ; le « Guide suprême du peuple », forcément infaillible ; le « grand timonier », à qui l'on souhaite « une vie éternelle », phraséologie empruntée aux dictatures chinoise et nord-coréenne. Il est aussi le « président-soleil », le « stratège », le « génie de Gbado-Lite », « le leader étonnant et prestigieux de l'Afrique libre et combattante [...] qui gravera sur le terrain de l'histoire un sillage indélébile »⁴.

Le « couple indissociable » information-propagande

Des quotidiens zaïrois publient, toujours en première page, une « pensée du jour », qui est invariablement celle du chef de l'État. À l'occasion du Nouvel An ou de l'anniversaire de Mobutu, des pages entières sont consacrées aux vœux que les grandes sociétés lui adressent. Tout ce qui peut lui arriver d'heureux, le Zaïrois le doit au président, rabâchent les organes d'information⁵. Lorsqu'il rentre de l'un de ses nombreux séjours à l'étranger, on dresse entre l'aéroport et sa résidence des arcs de triomphe où l'on peut lire, par exemple : « Présent ou absent, Mobutu Sese Seko reste notre idole⁶. » Pendant plusieurs semaines, au début de 1975, les médias officiels se voient même intimer l'ordre de ne publier ou diffuser que le seul nom de Mobutu, les autres personnages publics étant désignés par leurs fonctions et réduits à l'anonymat⁷.

3. Jean Lacouture, *Quatre hommes et leur peuple, Sur-pouvoir et sous-développement*, Seuil, 1969, p. 36.

4. Éditorial de la revue *Zaire Hebdo*, 27-28 octobre 1974.

5. Enquête de Jean de La Guérvivière, « La seconde indépendance du Zaïre », *Le Monde*, 21, 22, 23 et 24-25 février 1974.

6. *Le Soir*, 13-14 février 1972.

7. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 146.

Il va sans dire que dans la presse, soumise à la censure préalable et contrainte à la flatterie servile, articles critiques et caricatures irrévérencieuses peuvent être tenus pour des crimes de lèse-majesté. Avec une franchise désarmante, le régime admet vouloir mettre fin à « la distinction hypocrite et dépassée entre l'information et la propagande » pour promouvoir une « information-propagande conçue comme un couple dialectiquement indissociable »⁸. Mobutu reconnaît sa volonté de puissance dans ce domaine : « Nous tenons les leviers des outils de communication de la pensée, par la parole, le film, l'image, l'écrit. »

L'ancien journaliste accorde une absolue priorité à la communication officielle. Le ministre Sakombi gère mille quatre cents collaborateurs. Son budget dépasse celui de la Défense⁹. Le secrétariat du parti chargé de la Mopap (mobilisation, propagande et animation politique) dispose de gros moyens pour faire entrer la bonne parole dans tous les crânes. Des émissions radiophoniques comme « À l'école du parti » ou « La demi-heure du militant » sont diffusées plusieurs fois par jour dans chaque langue vernaculaire¹⁰. Fin 1976, le régime dote sa propagande d'un outil grandiose, « la Cité de la voix du Zaïre », un complexe de radio-télévision sans équivalent sur le continent noir, réalisé par un groupement d'entreprises françaises et installé dans une tour de dix-neuf étages au centre de Kinshasa¹¹. Mobutu l'appellera « le grand tam-tam d'Afrique¹² ».

Le chef « marié » au peuple

Ce tam-tam répercute l'écho démesuré du culte rendu au président. La conception et la pratique du pouvoir se résument

8. Déclaration du directeur de l'Agence Zaïre Presse, reprise dans *Le Monde*, 24-25 février 1974.

9. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, Actes Sud, 2012, p. 378.

10. *Le Monde*, 24-25 février 1974.

11. *Le Monde*, 26 novembre 1976.

12. Lieve Joris, *Danse du léopard*, op. cit., p. 32.

dans son plus fameux slogan : « Combien de pères ? Un seul ! Combien de nations ? Une seule ! Combien de partis ? Un seul ! Combien de chefs ? Un seul¹³ ! » Le chef ne peut ni partager son pouvoir ni même le déléguer car, assure Mobutu, ce serait « abdiquer son autorité et se couper de la masse ». « Pour nous, Africains, deux têtes ou trois sur un seul corps constitueraient un monstre. » Tel un roi médiéval, il veut être aimé (« Cela fait plaisir. On se tuerait pour cela ») et redouté du peuple auquel il est « marié » : « Le peuple a une passion pour son chef et le chef a une passion pour son peuple. Il faut que les citoyens se sentent encadrés et menés par leur chef vers leur bonheur. » Un peuple qui, selon Mobutu, aime que le chef lui dise ce qu'il attend de lui. Mobutu dictateur ? Allons donc ! « C'est très exactement le contraire ! Je suis le pèlerin de l'unité nationale. L'essentiel de mon activité consiste non pas à imposer, mais à éduquer, à convaincre¹⁴. »

Pour justifier son pouvoir absolu, Mobutu invoque la tradition des chefferies en terre bantoue, conformément au vieux proverbe : « Il n'y a pas de place pour deux chefs sur la peau de léopard. » Il se voit et se comporte comme le chef du village national. L'invocation de la coutume est un alibi commode et largement abusif : pendant des siècles, aucun monarque omnipotent n'avait imposé sa loi sur le bassin du Congo, où régnaient des chefs traditionnels liés par un réseau serré d'obligations¹⁵. En 1973, Mobutu démontre d'ailleurs le peu de cas qu'il fait de la tradition en privant les chefferies de tout pouvoir autonome : les chefs seront désormais nommés par le ministre de l'Intérieur et révocables à volonté¹⁶.

13. Elikia M'Bokolo, préface de Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 15.

14. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 93.

15. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 154.

16. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 71-72.

Le passé comme repoussoir

Dans cet esprit, Mobutu se façonne un look de chef coutumier. Il se coiffe d'une toque de léopard. Il en possède une dizaine, en offre à ses hôtes de marque, priés de les arborer, comme Valéry Giscard d'Estaing, lors de son voyage officiel au Zaïre en août 1975. Il tient fermement sa légendaire canne sculptée à double tête d'oiseau que lui ont remise des chefs de la province du Bandundu. Dans le ventre d'une silhouette dessinée près de la poignée, dit la rumeur, loge un fétiche particulier¹⁷. Mobutu manie sa canne comme un sceptre, symbole d'autorité : lorsqu'il l'abat sur le sol, chacun doit se taire et l'écouter. On le voit sur certaines photos, assis dans un palanquin transporté à dos d'homme. À cela s'ajoutent ses lunettes, larges et carrées, avec leur épaisse monture de corne qui lui donnent l'air d'un professeur imbu de son importance.

Mobutu utilise le passé récent du pays, chaotique et sanglant, comme un repoussoir légitimant sa remise en ordre autoritaire. Lors des journaux télévisés s'enchaînent pendant plusieurs minutes des images du président en tournée dans son pays et d'autres, guerrières, et assorties de légendes laconiques : « Mort », « Désolation », évoquant les troubles des débuts de l'indépendance. L'année 1965, celle de la prise du pouvoir par Mobutu, annonce, souligne une légende, « le salut¹⁸ ». On retrouve ce thème, largement exploité, dans les rues des grandes villes, sur des panneaux de propagande à l'imagerie naïve, en forme de triptyque. Le premier dessin, illustrant les années 1960-1965, représente une carte du Congo qui se détache sur un décor de ténèbres et d'apocalypse, zébré d'éclairs et constellé des sigles des nombreux partis politiques de l'époque ; sur le second volet (1965-1970), on voit une torche géante, symbole du mobutisme. Le troisième dessin (1970-1975) s'orne du portrait de Mobutu qu'accompagne la devise du régime : « Paix, Justice, Travail¹⁹ ».

17. V. S. Naipaul, *À la courbe du fleuve*, op. cit., p. 266.

18. *Le Monde*, 21 février 1974.

19. Reportage de l'auteur au Zaïre, « Le Zaïre miraculé », *Le Monde*, 7, 8, 9 et 10 juin 1977.

Les portraits de Mobutu sont partout : photographies géantes, badges au revers du veston des dignitaires, médaillons à son effigie, confectionnés dans un institut de jeunes filles que parraine l'épouse du président, visages du chef ornant les poitrines et les postérieurs des « mamans » corpulentes qui chantent et dansent dans les brigades d'acclamation mobilisées par le parti dans les grandes occasions. Les rutilantes cotonnades de leurs pagnes de wax sont distribuées par les autorités avec un peu d'argent. Volontaires ou non, ces femmes, soigneusement sélectionnées, accompagnent le président lors de ses voyages à l'intérieur du pays et souvent le précèdent pour installer l'ambiance. Les entreprises sont tenues de présenter le portrait du Guide en bonne place, dans le modèle et le format imposés par l'administration.

Un one-man-show

Un métier bien payé est celui d'« animateur ». Il consiste à apprendre aux masses à onduler de la taille avec ensemble ou à reprendre en chœur les slogans du régime lors des réunions publiques en l'honneur de Mobutu. Exemple : « Nous sommes Zaïrois », lance l'animateur ; la foule répond : « Zaïrois dans l'âme, Zaïrois dans la conscience, Zaïrois en langage. Nous dansons et chantons pour honorer notre Guide et lui exprimer notre amour²⁰. » Plus ou moins spontanés à l'origine, les groupes d'animation s'institutionnalisent en 1970. Ils connaissent leur apogée lors d'un festival national en 1973. Des « marches de soutien » sont organisées périodiquement pour fêter tel ou tel événement. Quelques dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, dûment réquisitionnés sous peine de sanctions, et représentant tous les corps de métiers, marchent en bon ordre dans la chaleur moite, trois ou quatre heures durant. Dans ces défilés, on peut voir, par exemple, des membres d'organisations paysannes brandir divers produits de la terre : une carotte, un chou, une racine de manioc.

20. Isidore Ndaywel è Nziem, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République démocratique*, De Boeck Supérieur, 1998, p. 717.

La vie politique zaïroise est un one-man-show dont Mobutu est à la fois l'unique vedette et le principal metteur en scène. Grand maître des mots et des cérémonies, il adore les stades archicombles et les bains de foule bien organisés. Il parle beaucoup et les transistors diffusent ses paroles jusqu'au fond de la brousse. Dans ses discours en lingala, souvent savoureux, où se mêlent proverbes et homélies, il chauffe son auditoire en dialoguant avec lui : « Faut-il cacher la vérité ? demande-t-il. — Non, c'est mauvais, rugit la foule. — Dois-je dire la vérité ? — Oui !²¹ » Il enchaîne parfois en fustigeant tel ou tel défaut de son régime – mais jamais, cela va de soi, en esquissant la moindre autocritique²². Au Zaïre de Mobutu, tout est dans le verbe. Un slogan maladroit le proclame involontairement : « Verbe = action. » Il se traduit, dans la pratique, par « le verbe dispense de l'action ».

Certains courtisans voudraient que ce show ne cesse jamais. C'est le cas de la plupart des stars de la rumba, comme Franco ou Tabu Ley, qui inscrivent à leur répertoire un air à la gloire du président. Cette faveur, il est vrai, facilite beaucoup leur carrière, et en représente même parfois la condition *sine qua non*²³. Une chanson de Tabu Ley s'intitule *Cent ans à Mobutu*. Elle commence ainsi : « Nous avons accordé cinq ans à Mobutu / Nous avons ajouté sept ans à Mobutu / Finalement, nous disons cent ans à Mobutu / [...] À bas les crocos, nous te souhaitons cent ans / À bas les méchants, nous te souhaitons cent ans / À bas les vendus, nous te souhaitons cent ans²⁴. »

Le parti-État

La Constitution de 1974, approuvée par acclamations des dirigeants du parti, légalise la dictature. Il n'existe désormais au

21. William Close, *Beyond the Storm*, *op. cit.*, p. 272.

22. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 147-148.

23. Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, *op. cit.*, p. 203.

24. Isidore Ndaywel è Nziem, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République démocratique*, *op. cit.*, p. 717.

Zaire qu'« une seule institution, le MPR incarné par son président ». Mobutu préside « le bureau politique, le congrès, le conseil exécutif, le conseil législatif et le conseil judiciaire ». Il nomme les membres de tous ces corps et tous les responsables de l'administration régionale. Dans l'idéal absolutiste, une seule étape lui resterait à franchir : devenir officiellement chef de l'État à vie²⁵. Mobutu y a songé très sérieusement. Deux ans plus tôt, lors du congrès du parti, quelques fidèles ont chauffé la salle sur ce thème, avant d'être désavoués. L'ambassadeur américain avait entre-temps fait savoir à Mobutu le déplaisir que ce projet causait à Washington²⁶.

À Mobutu, ce surhomme, « bâtisseur, créateur, redresseur », le MPR sert de trépied. Un parti unique devenu parti-État. Une véritable administration parallèle à la fonction publique, et autrement plus puissante, où l'information ne circulant que dans un sens, de haut en bas, est soumise en dernière instance aux ordres de la présidence de la République, qui, elle, se comporte en gouvernement parallèle. Si un membre du bureau politique s'avise de faire une suggestion qui déplaît en haut lieu, il est aussitôt révoqué, voire accusé de haute trahison. Le rôle du peuple se résume à « écouter et applaudir ». Les cartes de membre du MPR se vendent par millions pour des raisons bien peu politiques : le gouvernement a annoncé qu'il serait interdit de voyager dans le pays sans sa carte du parti²⁷.

Tel un manipulateur de sophismes faisant dire aux mots l'inverse de leur sens, Mobutu affirme que, « dans une nation jeune en formation, le parti unique peut représenter la forme la plus élaborée de la démocratie ». Il prétend avoir résolu pour le mieux l'équation à trois inconnues : « Pouvoir, démocratie, parti unique. » Il rejette le multipartisme, « venu tout droit des officines de l'ancien colonisateur », en brandissant, encore et toujours, l'épouvantail des lendemains de l'indépendance, avec leurs

25. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 72.

26. Daniel Monguya Mbenge, *Histoire secrète du Zaire*, *op. cit.*, p. 177-178.

27. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa*, *op. cit.*, p. 212-214.

quarante-quatre partis, leurs sept syndicats, puis leur cortège de malheurs : « Résurgence du tribalisme, rébellions, guerres fratricides, faillite de l'État, balkanisation du territoire... Cinq cent mille morts ! Un fleuve de sang²⁸. » D'ailleurs, tranche-t-il, « il n'y a pas de parti unique, mais un parti national. Parti unique, c'est pour quelque chose qu'on impose. Nous n'imposons rien ».

Pour Mobutu, un ou plusieurs partis d'opposition n'ont pas leur place au Zaïre. Pour une raison simple : « Cette opposition, moi-même, mon parti, mon gouvernement, nous l'incarbons pleinement dans la mesure où nous faisons nous-mêmes, en permanence, la critique de notre action. » Il explique à un journaliste belge : « Nous sommes des Bantous, nous ne sommes pas des cartésiens comme vous. Comme dirait Senghor, nous ne sommes pas un monde d'opposition, nous sommes pour la juxtaposition. On se met ensemble, on construit ensemble²⁹. »

Voilà comment Mobutu absout sans sourciller sa dictature. En convoquant avec une bonne dose de mauvaise foi l'histoire – le lourd héritage de la colonisation qu'il faut corriger, les concepts politiques importés d'Occident qu'il faut rejeter – et la géographie – la culture d'Afrique centrale qu'il faut respecter. Après dix ans de règne, Mobutu a donné son nom à l'idéologie officielle du Zaïre. À qui veut savoir ce qu'est précisément le mobutisme, le principal intéressé répond, en usant de cette troisième personne de majesté qu'il affectionne : « Ce sont les enseignements, la pensée et l'action du président-fondateur du parti. » CQFD.

28. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux, op. cit.*, p. 83-85.

29. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

Au royaume du « matabiche »

Mobutu n'a sans doute jamais eu l'occasion de lire Max Weber. Il met pourtant en œuvre, mieux que quiconque, le « patrimonialisme » analysé par le grand sociologue allemand. Ce concept politique désigne un type idéal de domination traditionnelle fondé sur l'absence de différenciation entre le public et le privé. La confusion entre ces deux domaines secrète un ensemble de traits – et de tares – que Mobutu et son régime illustrent jusqu'à la caricature : corruption, clientélisme, patronage, népotisme, tribalisme. Dans un tel système, le chef accorde des emplois publics attractifs à ses affidés en échange de leur capacité à lui rendre service. L'élite et le chef sont unis par des liens de clientèle. Le chef puise dans le réservoir des postes d'État pour les distribuer et s'attache la loyauté de ses partisans, qui, en retour, font fructifier les prébendes liées à leur statut privilégié. Ce réseau d'allégeances offre au chef un instrument efficace de contrôle politique sur l'ensemble du personnel dirigeant¹.

L'argent est donc, sous toutes ses formes, le principal carburant du mobutisme. Dans un pays dépourvu d'une bourgeoisie nationale, et où le capitalisme indigène reste embryonnaire, Mobutu favorise, de la pire des manières, la formation d'une nouvelle classe possédante. Il achète, au sens fort du terme, l'élite politique. Il gave ses partisans de largesses pour les tenir en laisse. Il les compromet dans de multiples malversations pour

1. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 143-144.

les contraindre à rester fidèles au régime. Il ferme les yeux sur leur rapacité aussi longtemps qu'il le juge utile à la stabilité de son pouvoir. Quel « baron » enrichi aurait l'ingratitude de dénoncer les abus d'un régime auquel il doit tout ? Rares sont les esprits brillants qui ont le courage de refuser les honneurs offerts par Mobutu. Rares, aussi, les opposants, au Zaïre ou en exil, qui refusent de succomber aux promesses que leur fait Mobutu pour prix de leur ralliement². Le système génère un gonflement des effectifs de la fonction publique qui finira par employer jusqu'à six cent mille personnes. Dix fois trop, selon la Banque mondiale³. L'ambassade du Zaïre auprès du Saint-Siège comptera plus de diplomates que celles de la France ou des États-Unis⁴.

À cette époque, le souvenir de l'austère et honnête ancien président Kasa-Vubu, mort malade et dans le besoin, appartient à un passé révolu. On invente même un mot pour qualifier le système zaïrois, dont le chef est passé maître dans l'art de pratiquer la politique du vol à grande échelle : la « kleptocratie ». Du bas en haut de l'appareil du MPR, du comité central jusqu'aux délégués provinciaux, des ministères aux entreprises d'État, quelque quatre cents fonctions plus ou moins lucratives forment un vivier à la disposition de Mobutu⁵. Les dirigeants du parti et les membres du gouvernement en sont les premiers bénéficiaires. Outre leur salaire alléchant – plus de 5 000 dollars –, ils jouissent de nombreux avantages connexes.

La corruption comme mode de vie

Quelques exemples entre mille : chaque ministre reçoit, à titre personnel, deux voitures, dont au moins une Mercedes, un camion ou un tracteur, etc. ; à la veille de toute manifestation officielle, les ministres ont droit à un « fameux », joli mot qui désigne la

2. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 174.

3. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 97.

4. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, op. cit., p. 21.

5. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 97.

somme de 1 000 zaïres, équivalant à 2 000 dollars⁶ ; Mobutu dispense à ses amis des licences d'importation, aussitôt monnayées sur le marché noir au double du cours légal, ce qui leur permet de doubler leur actif en un tournemain⁷. Au fil des ans, le vol de l'État ne fera que s'aggraver. Il deviendra pillage, piraterie, braconnage. Tout produit commercialisable sera la proie des trafiquants. La production de café ou de bois sera exportée clandestinement pour échapper aux douaniers. Des barges seront attaquées sur le fleuve. Des troupes d'éléphants seront décimés. De jeunes Zaïrois transporteront pépites et lingots d'or au-delà des frontières. Un avion disparaîtra, avec sa cargaison de cobalt. L'aide étrangère sera détournée. Un ambassadeur au Japon, converti en agent immobilier, ira jusqu'à vendre les locaux de la chancellerie.

Le Zaïre de Mobutu érige la corruption en méthode de gouvernement, en mode de vie. Une endémie aux multiples symptômes. Du pot-de-vin versé au ministre pour empocher un fructueux contrat au « pourboire » donné au plus humble agent de la fonction publique, la corruption de fonctionnaire est institutionnalisée sous le terme générique de « matabiche », le bakchich local⁸. On « matabiche » pour tout. Pour obtenir en moins de trois jours une liaison téléphonique avec l'Europe ; pour faire réparer un télex mystérieusement tombé « en panne » ; pour acquitter une taxe imaginaire inventée par un douanier, ou récupérer un passeport ; pour se débarrasser d'un agent de la circulation qui vous demande de lui donner le *madeso ya bana* (« le kilo de haricots pour mes enfants »).

Impossible d'accéder au bureau d'un fonctionnaire sans avoir graissé la patte au vigile. Partout où l'on passe, il faut payer. Pour être vu, reçu, écouté, entendu. Pour « motiver son dossier ». Du coup, l'espace public est privatisé par celui qui a un tampon, qui peut délivrer une attestation ou signer un document⁹. Le montant

6. Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, op. cit., p. 227.

7. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 253.

8. Jean de La Guérvrière dans *Le Monde*, 24-25 février 1974. « Matabiche » provient du mot portugais *matabicho* qui signifie « pourboire ».

9. Marie-France Cros, François Misser, *Le Congo de A à Z*, op. cit., p. 48-50.

du « matabiche » est indexé sur l'influence de celui qui l'exige. Fort mal payés, les soldats, douaniers, infirmiers, enseignants, policiers savent prendre l'argent où il se trouve. Et même là où il est rare, n'hésitant pas à pressurer les plus pauvres. En descendant le long de l'échelle sociale, la corruption permettra parfois d'apaiser le mécontentement populaire, tout en contribuant, en fin de compte, selon un processus cumulatif bien connu, à exacerber les inégalités¹⁰.

« *Servir, oui ! Se servir, non !* »

Pour la majorité des Zaïrois, victimes plus tard de la crise économique et obnubilés par l'idée d'« attraper l'argent », le « matabiche » deviendra un indispensable moyen de survie, dont les maigres profits compléteront les salaires rongés par l'inflation. Le « matabiche » est l'application concrète, dans la vie quotidienne, de l'« article 15 », précepte populaire d'une Constitution imaginaire, que l'homme de la rue résume, d'un air entendu, en deux mots : « Débrouille-toi ! » Autrement dit, le système D zaïrois.

« Servir, oui ! Se servir, non ! *Oyééé !* » prescrit un célèbre slogan du MPR que chacun applique à l'envers. Mobutu est le premier à « se servir ». Le Trésor public est sa tirelire. Il s'attribue une « dotation présidentielle » qui échappe à tout contrôle. Elle représente officiellement environ 20 % du budget de l'État. En réalité, beaucoup plus. Chaque mois, un camion militaire collecte cet argent à la Banque centrale. Certaines années, l'allocation annuelle est « consommée » au bout de trois mois¹¹. Après quoi, Mobutu active la planche à billets. Ces pratiques nourrissent l'inflation... et la corruption. Sakombi Inongo racontera : « Quand le président avait besoin d'argent, il demandait au Premier ministre : “Donnez-moi un million.” Le Premier ministre disait au gouverneur de la

10. Enquête de l'auteur, « Le Zaïre miraculé », *Le Monde*, 9 juin 1977.

11. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 187-188.

Banque centrale : « Le président a demandé deux millions. » Le gouverneur sortait trois millions. Mobutu n'avait reçu qu'un million, le Premier ministre et le gouverneur un million chacun¹². »

La cassette présidentielle sert à tout : financer la sécurité et les nombreux voyages de Mobutu, l'entretien du parc immobilier, les frais de mission des ministres que le chef de l'État leur remet, si l'on ose dire, « en mains propres » ; désamorcer une grève ; organiser des conférences de presse à grand spectacle ; remédier à une pénurie ou faire réparer une rue trop délabrée lors d'une visite en province. L'argent liquide est transporté dans quelques grosses mallettes noires. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale tenteront avec insistance, mais sans succès, d'obliger Mobutu à réduire drastiquement sa « dotation », ingrédient essentiel de son système¹³.

Les précieuses mallettes Vuitton

Au fil du temps, Mobutu prendra de moins en moins de gants dans le maniement de l'argent volé à l'État. Son gendre, le Belge Pierre Janssen, sera témoin des préparatifs logistiques – comptage des liasses, remplissage des valises – à la veille des départs de son beau-père pour l'étranger : « Les petites Vuitton étaient toutes là, sagement alignées en rang d'oignon, prêtes à embarquer dans l'avion présidentiel. Tout se passait le plus naturellement du monde. » Et il précise, assez drôlement : « L'immense majorité des gens est convaincue que, dans un attaché-case, on peut mettre des millions de dollars. C'est absolument faux [...]. Dans une Vuitton, on peut placer 850 000 dollars américains. Pas un sou de plus¹⁴. » Dans le même ordre d'idées, le Belge Étienne Davignon, futur commissaire européen, raconte qu'un jour Mobutu lui lance, un rien goguenard : « En cas de problème,

12. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

13. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 202-203.

14. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, Michel Lafon, 1997, p. 175-176.

je voyagerai léger », avant d'ouvrir sous son nez un attaché-case bourré de diamants¹⁵.

Dans les années 1970, Mobutu devient l'un des hommes les plus riches du monde. Personne ne connaîtra jamais – et sans doute pas lui-même – le montant de sa fortune, que certaines publications spécialisées estiment alors à 2 ou 3 milliards de dollars, voire plus. Une partie de son argent liquide ne fait que passer entre ses mains ou sur ses comptes secrets avant de s'évaporer en mille dépenses somptuaires et autres largesses dont profite sa « cour » : proches parents, famille élargie, barons du régime, alliés politiques et clients en tous genres, y compris certains politiciens et journalistes étrangers et quelques dirigeants africains amis.

Du moins dispose-t-on de l'inventaire de ses multiples biens immobiliers à l'étranger, plus d'une vingtaine : châteaux à Bruxelles, Namur, Lausanne ; villas à Dakar, Abidjan ; domaines agricoles au Portugal et en Afrique du Sud ; résidences, immeubles, appartements et studios en Belgique, au Canada, en Grande-Bretagne, à Bangui, à Paris avenue Foch ; palais à Venise ; hôtel au Maroc ; plantation de café au Brésil¹⁶. Sans oublier, plus tard, la somptueuse « Villa del Mare » à Roquebrune-Cap-Martin et l'extravagant palais de Gbado-Lite, dans son village natal. Tel un monarque d'antan, il dispose aussi d'une douzaine de propriétés au Zaïre, prêtes à l'accueillir à tout moment¹⁷. L'ancien jeune journaliste qui, en 1959 et déjà père de deux enfants, avouait tirer le diable par la queue à l'approche des fins de mois, aurait-il pu imaginer pareil enrichissement¹⁸ ?

« *Tout se vend, tout s'achète* »

Lorsqu'on évoque la corruption devant lui, Mobutu s'empporte facilement : « Vous en parlez comme si c'était une invention

15. Entretien de l'auteur avec Étienne Davignon, Bruxelles, 24 juin 2015.

16. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 153.

17. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, *op. cit.*, p. 6.

18. Francis Monheim, *Mobutu, l'homme seul*, *op. cit.*, p. 49.

zaïroise ! Mais le terme “bakchich” n’est pas un mot kikongo, que je sache¹⁹ ! » « Qui nous a appris la corruption ? Je crois que c’est vous autres. C’est un mal d’importation. » Quant à sa fortune astronomique, il s’en sort par une pirouette, sur le dos des Belges : « C’est Léopold II qui nous a spoliés, ce n’est pas Mobutu [...]. Ce que je fais, ce n’est pas pour l’argent, c’est par patriotisme²⁰. »

Mobutu connaît mieux que personne les vices de son régime. En 1977, il décrit et stigmatise avec franchise ce « mal zaïrois » : « Pour tout dire, tout se vend, tout s’achète dans notre pays [...]. Le droit d’être reçu en audience, l’inscription des enfants à l’école, l’accès aux soins médicaux, une place dans un avion, l’obtention d’un diplôme, et j’en passe, sont tous assujettis à cet impôt invisible, et pourtant connu de tout le monde. » Avant de conclure par ce « conseil » stupéfiant : « Ne ruinez pas l’État en volant beaucoup. Si vous le pouvez, prenez un peu²¹ !... » Un autre jour, il reprend ce thème : « Si vous volez, ne volez pas trop d’un seul coup, sinon on vous arrêtera. Volez tranche par tranche, en petite quantité²². »

De temps à autre, Mobutu promet d’en finir avec la corruption : 1972 est baptisée « année du nettoyage », 1978 « année de la moralité en hausse ». Autant de proclamations sans lendemain. Parfois, la presse, pourtant aux ordres, déplore le manque de civisme des Zaïrois, sans aller jusqu’à montrer du doigt les privilégiés du mobutisme. L’impunité demeure la règle. En 1976, l’Américain William Close, médecin personnel du président et directeur de l’hôpital de Kinshasa, révoque son collègue zaïrois en charge de la morgue qui a vendu en fraude des centaines de placentas à un laboratoire italien. Mais Mobutu le maintiendra en place. William Close apprendra des années plus tard que le

19. *Dignité pour l’Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, Albin Michel, 1989, p. 100.

20. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

21. Discours du 25 novembre 1977, cité dans Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 255-256.

22. Cléophas Kamitatu, *Zaïre, le pouvoir à la portée du peuple*, L’Harmattan, 1977, p. 63.

coupable avait pour ami le fils de l'un des féticheurs du président. Il était l'un de ces « cousins » ou « petits frères » considérés comme « intouchables » par Mobutu²³.

La corruption généralisée dans ce climat d'impunité pervertit toute forme de morale, individuelle et collective. Cette « pollution des consciences et des cœurs », pourtant identifiée très tôt en ces termes et déplorée par les instances du parti unique, brouille les valeurs, dévalorise les vertus citoyennes, déresponsabilise tout un peuple. La journaliste belge Colette Braeckman écrit : « La pratique du mensonge, la vénalité, le goût du pouvoir ont engendré, à tous les niveaux, des milliers de "petits Mobutu". Ils ont partagé les avantages du système, reproduit le comportement du chef et s'en inspireront longtemps encore après la disparition du Guide²⁴. »

Le jeu de chaises musicales

Les privilégiés du régime sont d'autant plus cupides que leur statut est fragile. Mobutu organise une rotation rapide des hauts dignitaires, qu'il appelle, avec ironie, « le coup d'État permanent ». Dans ce jeu de chaises musicales, les chutes vertigineuses succèdent aux promotions spectaculaires et éphémères, les gagnants d'aujourd'hui sont souvent les perdants d'hier et de demain. À intervalles rapprochés, Mobutu récompense, permut, rétrograde, punit les hommes ; il les met en réserve de l'État ou les relègue dans une lointaine et obscure ambassade. En vingt-cinq ans (1965-1990), le Zaïre comptera cinquante et une équipes gouvernementales. Un nouveau cabinet tous les six mois en moyenne. Pendant les dix premières années du régime, Mobutu remanie une douzaine de fois le Bureau politique du MPR. Sur les quelque deux cents hauts cadres du parti, moins de un sur cinq reste en poste pendant cinq ans²⁵. Mobutu « usera » une vingtaine de gouverneurs de la Banque centrale. Cette pré-

23. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 281-282.

24. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 190.

25. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 144.

carité délibérée engendre une grande discontinuité dans l'administration.

Les nouveaux ministres apprennent souvent leur nomination par la radio. Se sachant de passage, ils n'ont pas une minute à perdre pour s'enrichir. Ils restent assez longtemps en fonction pour se remplir les poches, mais pas assez pour approfondir leurs dossiers²⁶. En leur rappelant que leur privilège est transitoire, Mobutu les maintient dans une situation d'insécurité et de dépendance envers son bon vouloir, tout en attisant les espérances des nombreux rivaux prêts à les remplacer. Tel un habile marionnettiste, il tire les ficelles de son pouvoir en suscitant les jalousies, les cupidités et les délations, dont il se pose en seul arbitre. Cette intimidation, amplifiée par la peur de sanctions judiciaires – ou pire –, dissuade les opposants potentiels et empêche l'émergence d'un rival. Convier un adversaire à s'étourdir au grand manège du pouvoir permet de l'avoir à l'œil tout en le compromettant. L'un des fils de Mobutu, Nganza, dira : « Mon père gardait ses amis près de lui, et ses ennemis encore plus près²⁷. »

Au pays de Mobutu, la roche Tarpéienne jouxte le Capitole. Entre 1965 et 1975, une trentaine de dirigeants, tout juste déchus, sont conduits directement en prison. Une trentaine d'autres, tenus pour déloyaux, passent en jugement²⁸. Mais chacun nourrit, souvent à bon droit, l'espoir d'un retour en grâce, car Mobutu, en grand seigneur, et « en bon chrétien », pardonne aux repentants ou à ceux qu'il peut de nouveau utiliser. D'où l'éternel retour au bercail des opposants d'hier, exilés ou non. Le plus bel exemple est celui de Jean Nguza Karl i Bond, ministre des Affaires étrangères (1972-1974 et 1976-1977), directeur politique du parti (1974-1976), accusé de haute trahison, condamné à mort, torturé, gracié, libéré un an plus tard, promu Premier ministre en 1979 avant de fuir précipitamment en Belgique en 1981 et de rejoindre l'opposition, puis de rentrer au pays et d'être renommé, dix ans plus tard, Premier ministre par Mobutu (1991-1992).

26. Lieve Joris, *Danse du léopard*, *op. cit.*, p. 219.

27. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, *op. cit.*, p. 102.

28. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 144.

Ambassadeur de France à Kinshasa lors de la condamnation de ce brillant serviteur de Mobutu, André Ross se souvient d'être intervenu, au nom de Paris, pour lui épargner une mort qui paraissait inéluctable : « Ma grande fierté pendant mon séjour au Zaïre, c'est d'avoir sauvé la vie de Nguza. Mobutu voulait l'éliminer. J'ai fait intervenir, via Giscard, d'autres chefs d'État africains. » Quelque temps après la réhabilitation du proscrit, le diplomate a l'occasion de côtoyer les deux hommes, plongés dans une conversation amicale et animée : « Ils me dirent joyeusement qu'ils étaient en train de parler des femmes²⁹... »

29. Entretien de l'auteur avec l'ambassadeur de France André Ross, Paris, 26 mai 2015.

L'apogée

En ce mercredi 30 octobre 1974, Kinshasa vit sa nuit la plus longue... et la plus courte. Une nuit prodigieuse gravée à jamais dans la mémoire sportive du XX^e siècle. Kinshasa assiste au « match du siècle », au « super-choc » entre les deux boxeurs les plus puissants du moment, tous deux américains et rebaptisés pour l'occasion les « géants de la jungle » : d'un côté du ring, George Foreman, 25 ans, champion du monde catégorie poids lourds ; de l'autre, son challenger, Mohammed Ali, alias Cassius Clay, 32 ans. Aux yeux de Mobutu, alors au faîte de son orgueil, cet événement sportif, hypermédiatisé pour l'époque, est une occasion unique de placer son pays au centre de l'actualité mondiale. C'est aussi, pour son régime, une apothéose symbolique, avant le long et inéluctable déclin.

Il est un peu plus de 4 heures du matin lorsque les deux boxeurs montent sur le ring, au milieu du terrain de football, devant plusieurs dizaines de milliers de Zaïrois rassemblés sur les gradins du stade du 20-Mai que domine un immense portrait de Mobutu. La foule n'est pas neutre. Sa clameur encourage le challenger : « *Ali Boma yé !* » (« Ali, tue-le ! », en lingala). Depuis des semaines, ce cri de guerre est devenu une ritournelle en vogue. Officiellement, le Zaïre est, bien sûr, l'hôte impartial de ce combat dont il tire gloire. Dans les rues de Kinshasa, des panneaux proclament : « Une rencontre entre deux Noirs, dans un pays noir, organisée par des Noirs et attendue dans le monde entier : voilà une victoire du mobutisme¹ ! »

1. Norman Mailer, *Le Combat du siècle*, Folio, 2002, p. 33.

Sous le regard des Zaïrois, le « plus Noir » n'est pas Foreman, à la peau très sombre, mais Ali, fier apôtre de la « négritude ». L'ex-Cassius Clay avait refusé en 1967 d'accomplir son service militaire par opposition à la guerre du Vietnam. On lui retira son titre de champion du monde. Il est à Kinshasa pour le reconquérir². Comme Mobutu, Ali a changé de nom. Il a troqué son identité héritée de ses ancêtres esclaves contre celle d'un militant musulman. L'authenticité zaïroise le réjouit. Initialement, le match devait avoir lieu le 24 septembre. Mais le *sparring-partner* de Foreman lui a entaillé l'arcade sourcilière d'un malencontreux coup de coude³. Il a fallu retarder de cinq semaines le combat. Un délai dont Mobutu a profité pour parfaire son opération de marketing. Avec l'aide de Ali, comme lui orateur virtuose.

Boxe et politique

Ali n'est plus seulement un boxeur. C'est un personnage politique, une sorte de missionnaire, haï ou vénéré. Fanfaron, grande gueule et fier-à-bras, volontiers provocateur, proclamant sa mégalomanie à la face du monde. Le plus grand, le plus beau, le plus fort : « Si je gagne, je serai le Kissinger noir. » Dès le report du match, Ali déclare : « Je n'ai pas envie de bouger. Ma place est ici, avec mon peuple. » Un peuple auquel il proclame son amour : « Ce sont des gens simples, bons, travailleurs, affectueux⁴... » Pendant plus de un mois, il s'entraîne dans le gymnase du domaine présidentiel de la N'Sele, près de Kinshasa. Chaque jour, un musicien américain, joueur de conga, Danny Ray, alias Big Black, l'accompagne en cadence⁵. Un dimanche, Ali se promène sur la rive du fleuve, très vite entouré par des

2. En 1970, la Cour suprême des États-Unis annule la condamnation de Cassius Clay pour refus d'incorporation. Il peut combattre de nouveau. *Le Monde*, 5 mars 1976.

3. Bill Cardoso, *KO à la 8^e reprise*, Éditions Allia, 2016, p. 50.

4. Norman Mailer, *Le Combat du siècle*, *op. cit.*, p. 47.

5. Bill Cardoso, *KO à la 8^e reprise*, *op. cit.*, p. 11.

centaines de Zaïrois, ravis de leur rencontre. Il se laisse prendre en photo et embrasse les bébés⁶.

Volubile, Ali parle beaucoup et vite. De ses propres talents de boxeur : son agilité, son jeu de jambes, son sens de l'esquive, son punch. Ne dit-on pas de lui qu'il « vole comme le papillon et pique comme l'abeille⁷ » ? Ali raille volontiers son futur adversaire : « Il a peur, Foreman. Il sait qu'il ne peut pas me battre⁸ » ; « Il cogne, mais il ne "frappe" pas » ; « Il est lent comme un train de marchandises »... Sans oublier cette phrase restée célèbre : « J'ai vu Foreman boxer dans le vide et le vide a gagné⁹. » Voilà l'homme pour qui la foule a pris parti. En face, Foreman semble se résigner au rôle du méchant, flanqué de Daggo, son berger allemand¹⁰. Il repartira du Zaïre avec un lion, et Ali avec un gorille domestique, cadeaux de Mobutu¹¹.

Le « match du siècle » pulvérise un autre record. C'est, de loin, le combat le plus cher de l'histoire. Les deux boxeurs empochent, chacun, 5 millions de dollars. Une société financière suisse avance ces sommes mirobolantes. Le gros des recettes provient de la manne des paris et des droits télévisés. Le duel est retransmis par satellite, en direct et en circuit fermé, sur quatre cent vingt-cinq sites aux États-Unis et au Canada. À l'heure de la meilleure écoute, d'où son horaire inhabituel, en pleine nuit africaine. Il est aussi diffusé, en direct ou non, dans une centaine de pays. Le Zaïre sera loin de rentrer dans ses frais. L'événement lui coûtera au final plus de 10 millions de dollars, compte tenu des dépenses allouées aux divers aménagements sportifs et urbains.

Revenons au stade de Kinshasa. Lorsque Ali surgit en robe blanche sous la lumière des projecteurs, le Zaïre tout entier souhaite sa victoire. Il ne sera pas déçu. Foreman a beau décocher de nombreux coups à démolir un bœuf, il frappe surtout dans le vide. Sa force destructrice s'émousse devant son insaisissable

6. Norman Mailer, *Le Combat du siècle*, op. cit., p. 184.

7. *Ibid.*, p. 96.

8. Barly Baruti, Thierry Bellefroid, *Chaos debout à Kinshasa*, préface de Colette Braeckman, Glénat, 2016, p. 37.

9. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 374.

10. Bill Cardoso, *KO à la 8^e reprise*, op. cit., p. 14.

11. Norman Mailer, *Le Combat du siècle*, op. cit., p. 82 et 301.

adversaire. Ali encaisse comme des pichenettes deux ou trois crochets meurtriers, tout en raillant Foreman : « Plus fort George ! T'as rien dans les bras ! Tu cognes comme une fillette ! » À partir du sixième round, Ali mène aux points. Au huitième, le dernier, il enchaîne un direct et deux crochets qui envoient son rival au tapis. Foreman est compté dix, le fatidique K.-O.¹²

Soul, salsa et rumba

Le match fait un autre vainqueur, Mobutu. Le président prouve au monde que le Zaïre est capable d'organiser un événement sportif de premier plan. En permettant de faire connaître son pays, l'argent dépensé représente à ses yeux un investissement politique à long terme. Mobutu prétend montrer à tous que son peuple vit dans la dignité et la fierté d'être africain. Il se pose en exemple aux yeux des Occidentaux et des pays voisins. Mobutu, pourtant, n'a pas rejoint la foule au stade. Il est resté chez lui, devant sa télévision. A-t-il voulu éviter d'apparaître en compagnie des deux géants sous l'œil implacable des caméras ? Comme le notera plaisamment l'écrivain Norman Mailer, qui assiste au match : « Dieu ne se montre pas à côté de ses fils quand ils le dépassent d'au moins une tête¹³ ! »

Un événement culturel, « Zaïre 74 », devait accompagner et promouvoir le match. Il est maintenu aux dates initiales et pleinement réussi. Pendant trois jours, du 22 au 24 septembre, Kinshasa vit son Woodstock noir¹⁴. Les plus grands musiciens, chanteurs et groupes noirs du moment, emmenés par James Brown, le roi de la soul, se succèdent sur la scène du stade archicomble : B. B. King, Bill Withers, les Spinners, les Pointer Sisters, Sister Sledge. Ils côtoient les stars de la salsa, la Cubaine Celia Cruz, le Dominicain Johnny Pacheco et les Fania All-Stars. Le saxophoniste camerounais Manu Dibango, la chanteuse sud-africaine Miriam Makeba et son compatriote, le trompettiste Hugh Masekela, sont

12. *Le Monde*, 31 octobre 1974.

13. Norman Mailer, *Le Combat du siècle*, op. cit., p. 151.

14. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 375.

de la fête, aux côtés des grands noms de la rumba zaïroise, Tabu Ley Rochereau ou Franco et son OK Jazz¹⁵. Ce long week-end d'anthologie s'achève avec le « tube » de James Brown : *Say it loud, I am Black and I am proud* (« Dites-le fort, je suis Noir et j'en suis fier »). Une profession de foi qui ne peut qu'enchanter Mobutu.

Pour « vendre » son pays, en ces années prospères, le Guide suprême n'est pas à court d'idées. En 1968, les turbulences politiques empêchent la tenue à Nice du concours de beauté Miss Europe. Qu'à cela ne tienne ! Mobutu propose d'accueillir la compétition, en septembre à Kinshasa. « Une première sous les tropiques ! » s'enthousiasme la presse locale. Les prétendantes au titre font un tour de la capitale où elles reçoivent un accueil triomphal. Mobutu leur offre ensuite un voyage touristique au Kivu et dans le parc national de Virunga.

Trois cosmonautes à Kinshasa

Le 21 juillet 1969, Neil Armstrong fait ses premiers pas sur la Lune. Mobutu veut aussitôt inviter l'équipage d'Apollo 11 au Zaïre. Il fait réveiller l'ambassadeur américain qui transmet le message à Washington. La démarche aboutira¹⁶. Dans le cadre de leur tournée mondiale dans vingt-quatre pays, les trois cosmonautes, Neil Armstrong, Buzz Aldrin et Michael Collins séjournent à Kinshasa du 22 au 24 octobre. Le Zaïre est le seul État d'Afrique où ils mettent les pieds. Mobutu les accueille, rayonnant et en grand uniforme. Il les décore de l'ordre du Léopard. Aldrin se joint aux danseurs qui animent le banquet officiel. Et les Zaïrois chantent un nouvel air à la mode, « Apollo onze, cha-cha-cha ».

Autre opération de prestige voulue par Mobutu, la Foire internationale – et biannuelle – de Kinshasa accueille depuis 1969 des

15. Ce concert et ses coulisses ont été filmés. Il en est résulté en 2008 un documentaire de 93 minutes, œuvre du réalisateur américain Jeff Levy-Hinte, intitulé *Soul Power*, que l'on peut voir sur Internet.

16. William Close, *Beyond the Storm*, *op. cit.*, p. 291.

exposants venus d'une trentaine de pays. Elle a pour mission d'exalter les richesses de l'économie zaïroise censées allécher les investisseurs étrangers. « Aller à la Fikin » est aussi une fête locale où les Zaïrois se rendent chaque soir en foule, tandis que coule la bière et rôtissent les brochettes. La foire fait miroiter aux yeux de la population les charmes éphémères d'une opulence qui, pour la grande majorité des familles, n'est qu'un rêve sans lendemain¹⁷.

Et puis il y a – comment l'oublier ? – le football, arme de choix de la propagande mobutiste. Champions d'Afrique en 1974, les « Léopards » zaïrois sont qualifiés pour la phase finale de la coupe du monde en Allemagne de l'Ouest. Le peuple peut enfin s'identifier à des héros, toutes ethnies et catégories sociales confondues. Mobutu a offert à chaque joueur une voiture, un appartement et quinze jours de vacances. A-t-il des doutes pour la suite sur les chances de son équipe ? Il la fait accompagner des féticheurs les plus réputés du pays, nantis de mystérieuses valises. Juin 1974 : avant le premier match, face à l'Écosse, le président télégraphie aux « Léopards » : « Votre seul mot d'ordre doit être “Vaincre ou mourir”¹⁸. » Les Zaïrois perdent 2 à 0, sans démériter.

Leur deuxième adversaire, la Yougoslavie, est de grande qualité. La veille du match, les joueurs apprennent qu'ils ne recevront pas la « prime de participation » promise par Mobutu. Déception, méfiance, colère. Pour protester, ils vont, sans le dire, se mettre en grève sur le terrain, oubliant toute combativité. Leur défaite est sans appel : 9 à 0. Ce sera le pire score de la compétition¹⁹. Lorsqu'il atteint 5-0, Mobutu, par dépit, fait cesser la retransmission télévisée du match dans tout le pays. Aucun Zaïrois ne verra la fin de la rencontre²⁰. Les « Léopards » perdront, moins gravement, leur dernier match contre le Brésil (3-0). Au final, le Zaïre a encaissé quatorze buts sans en marquer un seul. Il est humilié. À leur retour, pas le moindre accueil n'est réservé aux joueurs, hormis une poignée de fidèles supporters. Ils

17. *Le Monde*, 22-23 juillet 1973.

18. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, *op. cit.*, note p. 225-226.

19. *Le Monde*, 20 juin 1974.

20. Bill Cardoso, *KO à la 8^e reprise*, *op. cit.*, p. 78.

doivent rentrer chez eux, seuls, en taxi. Ce sera, pour beaucoup, le glas de leur carrière.

Deux fois chez Mao

Pour s'affirmer grand parmi les grands, rien ne vaut les voyages. Et d'abord, en Afrique. Mobutu resserre les liens avec ses voisins, se réconcilie avec des ennemis d'hier, comme le Guinéen Sékou Touré, offre ses services pour réconcilier des pays en délicatesse – le Burundi et la Tanzanie, la Tanzanie et l'Ouganda – ou apaiser des guerres civiles, comme au Biafra, province sécessionniste du Nigeria. De 1969 à 1973, il multiplie les rencontres au sommet. De Londres à Tokyo, de Paris à Washington, du Caire à New Delhi, de Bucarest à Pyongyang. Il collectionne les hôtes prestigieux : de Gaulle, puis Pompidou, Elizabeth II, Richard Nixon, l'empereur du Japon, Nasser, Kim Il-sung, Ceaușescu, le roi Fayçal d'Arabie, Indira Gandhi, le roi Baudouin, Boumediene.

En 1973, Mobutu ne passe pas moins de cent cinquante jours en dehors du Zaïre, visitant vingt-six pays, dont quatorze en Afrique²¹. Partout, on le félicite pour la stabilité de son régime, on le couvre d'éloges personnels, plus ou moins sincères. De quoi perdre la tête. Seule exception de marque, l'Union soviétique, où un voyage d'État, annoncé en 1974, ne se concrétisera pas. Le globe-trotter zaïrois, qui a la folie des grandeurs, se déplace à bord d'un Jumbo Jet, seul avion à même, selon lui, d'accueillir confortablement son nombreux entourage. Point d'orgue de cette pérégrination mondiale : une double visite dans la Chine fraîchement réconciliée avec les États-Unis.

En janvier 1973, Mobutu, qui a rompu avec Taïwan, est reçu chaleureusement à Pékin. Les rues sont pavoisées aux couleurs du Zaïre et la presse chinoise salue « la glorieuse tradition anti-impérialiste du peuple zaïrois ». Mao Zedong, qui le reçoit, lui aurait dit : « Mobutu, c'est vous ? Sachez que j'ai de l'admiration

21. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 295.

pour vous. Vous êtes courageux ! J'ai fourni armes, munitions et argent à vos adversaires pour vous combattre. C'est vous qui avez gagné²². » Les relais télévisés par satellite entre le Japon et la Chine sont inaugurés pour l'occasion²³. Ils retransmettent en direct, au Zaïre, en Afrique et en Europe, « l'historique poignée de main » entre le « guide du peuple chinois » et « le chantre de l'authenticité africaine »²⁴. Mobutu retourne à Pékin en décembre 1974. Il rencontre de nouveau Mao et son numéro deux, Deng Xiaoping. La Chine et le Zaïre tirent un trait définitif sur leur passé tumultueux. Des accords économiques, commerciaux et militaires ouvrent la voie à une fructueuse coopération qui se confirmera au fil des ans. L'ambassadeur chinois à Kinshasa deviendra le diplomate le plus écouté de Mobutu²⁵.

Entre Israël et le monde arabe

Le président zaïrois élargit son offensive diplomatique dans une autre direction, le monde arabe. Le 4 octobre 1973, dans son premier discours à la tribune des Nations unies, Mobutu électrise son auditoire en annonçant que son pays rompt ses relations diplomatiques avec Israël. Elles seront rétablies, précise-t-il, lorsque les pays arabes auront récupéré les territoires occupés par l'armée de l'État juif. Pour ce dernier, qui voyait dans le Zaïre son meilleur allié en Afrique, c'est un coup dur²⁶. Formé lui-même en 1963 comme parachutiste en Israël, Mobutu avait confié à des officiers de Tsahal la mise sur pied de la division de troupes aéroportées, une unité d'élite qui lui est toute dévouée. Le ministre israélien des Affaires étrangères, Abba Eban, parle de « trahison grossière ». Mobutu lui renvoie cette accusation,

22. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 532.

23. *Le Monde*, 13 janvier 1973.

24. Cléophas Kamitatu, *Zaïre, le pouvoir à la portée du peuple*, op. cit., p. 14.

25. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 296-297.

26. Deux jours après cette allocution, les armées égyptienne et syrienne attaquent par surprise Israël dans le Sinaï et le Golan. C'est le début de la guerre du Kippour (6-24 octobre 1973).

arguant qu'Israël a « trahi ses amis africains » en maintenant des liens étroits avec le régime blanc de l'apartheid²⁷. Usant d'un argument inhabituel de la part d'un chef d'État, il ajoute ne pas devoir « un centime » aux Israéliens : « Ceux-ci n'ont donné ni un avion, ni un parachute, ni un revolver, ni même une paire de chaussettes, tout ayant été scrupuleusement payé sur le budget national zaïrois. »

Dans la bouche de Mobutu, l'alibi moral sud-africain ne trompe personne. Ses objectifs sont plus terre à terre. Il espère attirer chez lui l'argent du monde arabe et pouvoir lui acheter son pétrole à un tarif préférentiel²⁸. Il sera le seul chef d'État non arabe invité en novembre au sommet arabe d'Alger, le premier après la guerre du Kippour. Il fera ensuite une tournée au Moyen-Orient. Mais il n'obtiendra aucune faveur sonnante et trébuchante. Son ouverture arabe portera politiquement ses fruits plus tard quand plusieurs pays – Maroc et Égypte en tête – le soutiendront lors des deux invasions du Shaba. Déçu pourtant au fil des ans de ne pas voir arriver les investisseurs arabes, Mobutu renouera avec Israël en mai 1982. Mieux : des spécialistes israéliens assureront sa sécurité personnelle, déjouant plusieurs complots, et formeront le bataillon Dragon, dont les quatre cents hommes font partie de la Division spéciale présidentielle²⁹. Avec les Arabes et les Israéliens, Mobutu aura fait preuve, comme souvent, d'un parfait opportunisme.

27. Dans un entretien au *Monde*, 13 octobre 1973.

28. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 295.

29. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 60 et 290.

Chronique d'un désastre

Le 30 novembre 1973, Mobutu prononce un discours fleuve devant le Conseil législatif. Le corps diplomatique est présent. Il vitupère la Belgique qui continue, selon lui, d'« exploiter scandaleusement le Zaïre ». Il le fait en termes si désobligeants que l'ambassadeur de ce pays quitte ostensiblement la salle¹. Imperturbable, Mobutu poursuit avant de lâcher sa « bombe ». Tout ce qui, annonce-t-il, appartient encore, dans l'économie, à des étrangers sera remis aux « fils du pays » : fonds de commerces, plantations, élevages, exploitations forestières, carrières, petites industries, entreprises de construction, de transports, sociétés immobilières. Les propriétaires seront indemnisés de manière équitable dans les dix ans.

Cette « zaïrianisation » de l'économie, pour extrême qu'elle soit, ne tombe pas du ciel. Elle prolonge, de manière drastique, le recours à l'authenticité dont Mobutu s'est fait le chantre. Elle s'apparente à des mesures semblables prises dans plusieurs pays africains, notamment au Nigeria. Mobutu, qui l'a décidée seul, voit dans cette politique, teintée de xénophobie, l'instrument de la « seconde indépendance » promise depuis 1967. Quelques signes précurseurs l'ont annoncée. En 1971, le Zaïre expulse des milliers de commerçants ouest-africains trop versés dans la contrebande. En 1972, les étrangers se voient interdire de posséder des taxis ou des bus. En janvier 1973, une loi réserve tout le

1. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 267.

secteur du commerce aux seuls nationaux. Mais ce dernier texte reste lettre morte².

Cette fois, Mobutu entend passer à l'acte. « C'est un moment décisif dans notre histoire », proclame-t-il. C'est surtout le prélude d'un désastre économique et social. Mobutu prend pour cible la petite-bourgeoisie étrangère. Tous les étrangers et toutes les catégories de commerce sont visés. Plusieurs dizaines de milliers de petits commerçants étrangers vivent au Zaïre : notamment quinze mille Grecs, installés surtout au Shaba ; douze mille Portugais, dans le Centre et dans l'Ouest ; trois mille Pakistanais. Tout en se livrant à de fructueux trafics, ces étrangers ont une utilité économique. Ils assurent en brousse des services indispensables pour lesquels les Bantous ont montré jusqu'à présent peu de goût et de dispositions³.

Le partage du butin

Du jour au lendemain, ces boutiquiers, restaurateurs ou techniciens sont privés de leur travail. Mobutu interdit de séjour, dans certaines régions, les Portugais et les Pakistanais, priés de « céder immédiatement leurs affaires aux Zaïrois ». Ce qu'ils sont obligés de faire, presque toujours sans contrepartie. Pour les petits commerçants de l'intérieur, c'est la fin d'une époque. Des milliers d'entre eux se retrouvent aux frontières avec parfois pour tout bagage quelques valises en carton emportées dans leur fuite. Parmi les quarante mille Belges présents au Zaïre, quelques centaines d'agriculteurs, anciens colons, sont aussi invités à laisser leur place à des nationaux. Ils se demandent en quoi leur activité peut « léser » les Zaïrois, dans un pays où l'on ne cultive que 5 % des terres arables et où des milliers d'exploitations naguère florissantes et abandonnées par les Belges après l'indépendance sont, faute d'entretien, retournées à la brousse.

2. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 265.

3. Voir l'enquête de Jean de La Guérivière, « La seconde indépendance du Zaïre », dans *Le Monde* du 22 février 1974.

« Qui va partager le butin ? » ose demander un étudiant à un dignitaire du régime venu faire une conférence sur le campus de Kinshasa. C'est la question cruciale. La réponse vient vite. Totalement scandaleuse, mais au fond, à peine surprenante dans ce régime patrimonial. Les « acquéreurs », comme on les appelle aussitôt, seront « les collaborateurs les plus immédiats » du président : dirigeants du MPR, ministres et députés. Environ trois cents gros bonnets au total. Pour protéger leur intégrité, précise-t-on sans sourire, officiers, hauts fonctionnaires, juges et chefs traditionnels n'auront aucune part du gâteau. La population, qui avait accueilli le discours de Mobutu avec un intérêt prudent et sans enthousiasme excessif, enrage de voir l'élite politique appliquer une nouvelle fois à l'envers le plus célèbre slogan du parti : « Servir et non se servir⁴ ».

Inquiet, Mobutu, se retire sur son yacht pour méditer en solitaire. Il a clairement sous-estimé les difficultés logistiques de l'opération et surtout l'intense pression de ses affidés qui voient dans la zaïrianisation une occasion unique de faire soudain fortune avec la bénédiction de la République. Semblant faire volte-face, il déclare qu'« hormis le petit commerce, qui sera repris par les Zaïrois qui en ont les moyens et la vocation », les grandes unités commerciales, les plantations et les fermes deviendront la propriété de l'État. Quelques jours après s'être réjoui de l'attribution des biens étrangers à tous les hommes « honnêtes et doués » qu'on rencontre dans les allées du pouvoir, le quotidien officieux *Elima* doit expliquer qu'« il s'est avéré que les honorables représentants des trois organes de conception et de direction du pays avaient des visées égoïstes et ambitionnaient de tout avaler...⁵ ».

La ruée des « acquéreurs »

Ce revirement présidentiel est sans lendemain. Les acquéreurs auraient dû acheter leurs biens à l'État et dans les règles. Il

4. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 270.

5. Extrait cité dans *Le Monde* du 22 février 1974.

n'en sera rien. Ils leur seront octroyés dans l'improvisation, la confusion et surtout le plus total arbitraire. Parmi les nombreux candidats à la reprise d'environ deux mille entreprises, les plus proches du pouvoir sont les mieux lotis. On assiste à une ruée sur le butin où déferlent l'arrivisme, la prédation et l'esprit de jouissance d'une classe politique dénuée de tout scrupule. La compétition est vive parmi les « nouveaux messieurs » avides de s'enrichir. La nomenklatura zaïroise se fait attribuer des firmes industrielles et commerciales belges purement et simplement nationalisées. Elle s'empare des grandes exploitations agricoles avec, pour alibi, le mot d'ordre présidentiel du nécessaire « retour à la terre ».

À tout seigneur, tout honneur. Mobutu s'octroie quatorze plantations prospères, regroupées dans un conglomérat, Cultures et élevages du Zaïre (Celza), qui rappelle le Domaine de la Couronne de Léopold II. Il contrôle un quart de la production du cacao et du caoutchouc. Vingt-cinq mille personnes travailleront pour lui. Il devient le troisième employeur du pays, après l'industrie minière et l'État lui-même⁶. Tel un chef coutumier, il distribue les richesses de son pays à sa famille et ses barons : une société import-export à celui-ci, une fabrique de limonade à celui-là, une compagnie aérienne privée à un troisième⁷. Son chef de cabinet, Bisengimana Rwema, reçoit un immense domaine où il ne se rendra qu'une fois⁸. Le ministre de l'Intérieur, Engulu Baanga Mpongo, hérite de 35 000 hectares richement plantés. Le ministre de l'Information, Sakombi Inongo, devient propriétaire d'un ensemble de kiosques à journaux et de salles de cinéma ; le musicien Franco, d'un empire du disque⁹, et l'épouse du président, de plantations financées par la Coopération belge. Mobutu récompense aussi quelques officiers supérieurs, pourtant en

6. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 154.

7. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 199.

8. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, *op. cit.*, note p. 211.

9. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, *op. cit.*, p. 384.

théorie interdits de butin, dont le très cupide général Bumba Moaso, chef de l'armée, qui se voit attribuer la plupart des pêcheries du lac Tanganyika. On pourrait continuer longtemps cet inventaire.

Incompétence et cupidité

Légitime ou non, la zaïrianisation aurait pu se comprendre si les biens confisqués avaient été confiés à des Zaïrois – contre-maîtres, chefs de chantier, techniciens agricoles – capables d'en poursuivre l'exploitation. Il n'en sera rien¹⁰. La plupart des « acquéreurs », politiciens ou bureaucrates, sont des hauts dignitaires de l'État. Ils n'ont ni le temps, ni le goût, ni surtout les compétences pour gérer leur nouvel héritage, agricole, industriel ou commercial. Ils en confient le management à des proches, parents, alliés ou clients de confiance qu'ils pourront surveiller. Pour éviter de paraître accumuler trop de richesses, tel baron en délègue la propriété à son épouse, ou à des hommes de paille. Des courtisanes se retrouvent pharmaciennes et des pompistes, directeurs de plantation¹¹. Mais on ne s'improvise pas éleveur, comptable ou magasinier. Les « acquéreurs » les plus puissants choisissent, pragmatiques, de garder à leur service les étrangers, ex-proprétaires devenus gérants, ou d'en recruter de nouveaux. C'est le cas de Mobutu, qui emploie cent quarante Européens¹².

Les nouveaux propriétaires vivent souvent très loin des domaines dont ils ont hérité. Au mieux, ils se contentent d'encaisser leurs profits. Ils réinvestissent peu et placent leur argent loin du Zaïre. Au pire, ils vident la caisse, vendent les stocks, licencient leurs employés, et refusent d'endosser les dettes. Les ouvriers agricoles, qu'on oublie de payer, désertent les plantations. Ils vont grossir les rangs des chômeurs. Les camions

10. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, op. cit., p. 212.

11. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 245.

12. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 154.

en panne ne sont plus réparés, faute de bras compétents. La production agricole s'effondre. L'infrastructure commerciale et les circuits de distribution en milieu rural se disloquent. Les pénuries apparaissent. L'inflation, déjà nourrie par la hausse mondiale du pétrole brut, s'aggrave. Le pouvoir d'achat du Zaïrois moyen s'érode rapidement. Les fonctionnaires chargés de contrôler les prix s'enrichissent en monnayant leur complaisance.

Six mois après son lancement, la zaïrianisation est un échec fracassant. En libérant l'économie de l'emprise étrangère, Mobutu prétendait servir les intérêts du plus grand nombre. Il n'a fait qu'engendrer une classe de nouveaux riches et engraisser un peu plus ceux qui l'étaient déjà. Il disait, par démagogie, vouloir combattre l'exploitation du peuple. Il a surtout consolidé une élite dirigeante qui lui doit tout. La presse officielle dénonce « la trahison des hommes d'affaires » et demande qu'on « démasque et cloue au pilori ces intouchables »¹³. Mobutu lui-même se fait procureur : « À quelques rares exceptions près, et je souligne le mot "rares", la manière dont les propriétés ont été attribuées est un véritable scandale¹⁴. » Quelques mois plus tard, il déplore en public que le Zaïre soit devenu en 1974 le plus gros importateur africain de Mercedes Benz.

La « radicalisation »

En décembre 1974, Mobutu visite la Chine et la Corée du Nord. L'ordre et la rigueur de l'Asie communiste, qui semble ignorer le chômage et l'inflation, l'impressionnent. Rentré au pays, il affiche sa foi dans le socialisme en proclamant, le 31 décembre, la « radicalisation » de la révolution. Il dénombre et dénonce les « dix fléaux » qui rongent la société zaïroise. Sur cette liste figurent le chômage, l'inflation, la crise agricole, l'enrichissement de quelques-uns, l'individualisme, l'injustice

13. Article du quotidien *Elima*, 21 juin 1974.

14. Discours prononcé le 15 août 1974.

sociale¹⁵. Le diagnostic est correct, mais il ne remet nullement en cause les fondements du régime. Les remèdes proposés restent donc purement virtuels.

Par « radicalisation » il faut entendre, pour l'essentiel, « nationalisation ». L'État est censé s'emparer des moyens de production et de distribution, en matière de construction et de transport, y compris ceux récemment alloués à des citoyens zaïrois. Pour le reste, Mobutu annonce un vaste plan de mobilisation rurale, la mise sur pied de brigades de productions agricoles et le lancement d'un « programme gigantesque » de réfection du réseau routier. Il a clairement à l'esprit le « modèle chinois »¹⁶. Il « déclare la guerre à la bourgeoisie » et fustige « les trois cents familles zaïroises », héritières, selon lui, des « trois cents familles belges qui ont exploité notre pays »¹⁷.

La frénésie verbale de ce « moment révolutionnaire » ne dure pas. Les « acquéreurs », un moment paniqués, se rassurent vite en apprenant que la radicalisation prend surtout pour cible le capital étranger présent avant l'indépendance et épargné par la zaïrianisation. Cent vingt compagnies industrielles, en majorité belges, qui se croyaient protégées par le code des investissements, sont placées sous le contrôle de l'État et désormais dirigées par des « délégués généraux » zaïrois, parmi lesquels on retrouve tout le gratin des politiciens.

L'élite, soulagée, n'a décidément rien à craindre de Mobutu : invoquant un malentendu, il précise que tous les heureux multi-proprétaires le resteront, mais il attend d'eux qu'ils investissent dans le pays¹⁸. Au bout du compte, seule une poignée d'entreprises « zaïrianisées » sont reprises par l'État. La situation continue de se détériorer. Les « délégués généraux » se remplissent les poches. Les militants du parti, appelés à se mobiliser, n'ont, quant à eux, aucune envie d'aller s'enterrer en brousse. La « radi-

15. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 283.

16. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 268.

17. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 282.

18. Discours du 4 février 1975.

calisation » n'est qu'une fuite en avant, annonciatrice de nouveaux revirements.

Volte-face et mea-culpa

Après ses deux coups de barre à gauche, Mobutu change de cap. Il tire lucidement le bilan amer de son échec et négocie avec la Belgique, principale victime de la radicalisation. Le 25 novembre 1975, il lance une troisième réforme, « la rétrocession », en proposant de restituer 40 % du capital des entreprises radicalisées. En septembre 1976, Mobutu lâche de nouveau du lest, en offrant de rendre 60 % de leurs actions aux anciens propriétaires, pourvu qu'ils s'associent à des Zaïrois de leur choix. Quelques-uns reviennent voir ce qui reste de leurs plantations ou de leurs ateliers et, peu désireux d'y réinvestir, repartent découragés.

Trois mois plus tard, Mobutu fait publiquement son mea-culpa : « Un homme d'État responsable doit avoir le courage politique de rectifier le tir quand il voit que ses décisions n'ont pas apporté les résultats escomptés¹⁹. » Au bout du compte, après de longs mois de négociations, la plupart des biens radicalisés sont restitués et leurs propriétaires indemnisés, le gouvernement belge ayant consenti à avancer l'argent nécessaire. Mobutu sera, début 1978, le dernier « acquéreur » à s'acquitter de son obligation en rendant 51 % de leurs biens aux étrangers qu'il avait lésés²⁰. Son comportement privé contredira, comme souvent, sa parole publique.

Au cours de cette séquence de zaïrianisation-radicalisation, Mobutu a péché par orgueil. À supposer que son nationalisme économique initial ait été en partie sincère, il n'a jamais eu les moyens de sa politique. Dès 1975, le Zaïre, victime de la chute des cours du cuivre, endetté, acculé par ses créanciers, était entré dans une nouvelle phase de son histoire économique. Mobutu

19. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 548.

20. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 287.

ne pouvait plus se permettre de dédaigner l'Occident. Sa faute majeure aura été de braquer les intérêts étrangers au moment précis où il avait grand besoin d'être aidé. Il s'est infligé lui-même une blessure qui n'a jamais cicatrisé. Les calamiteuses années 1974-1976 marquent un tournant funeste dans son règne. La fin d'une éphémère prospérité et l'amorce d'une longue décadence.

La banqueroute

Chaque matin, lorsqu'il reçoit les journaux belges à Kinshasa, Mobutu porte son premier regard sur le cours du cuivre au London Metal Exchange. Pendant des années, ce fut, pour lui, un rituel réconfortant : la courbe du métal rouge, malgré quelques caprices, relevait toujours le nez, atteignant son zénith au début de 1974. Les chutes d'indice sporadiques étaient largement compensées par la hausse de la production. Grâce au cuivre, pourvoyeur de 80 % des devises, la macro-économie nationale caracolait : 7 % de croissance en moyenne. L'argent coulait à flots. Le Zaïre était un « dragon » d'Afrique. Il attirait toutes les convoitises. « Notre pays est une jeune fille qui intéresse tout le monde », minaudait Mobutu¹.

En quelques mois, l'inquiétude succède à l'euphorie. Au printemps de 1974, le cours du cuivre plonge. Il perdra en un an plus de la moitié de sa valeur. Cette chute libre résulte largement de la fin de la guerre américaine au Vietnam. La crise mondiale déprécie également les autres minerais du Zaïre : cobalt, uranium, manganèse, diamant industriel. La guerre civile en Angola entraîne la fermeture du chemin de fer de Benguela à Lobito, seule voie d'écoulement rapide et rentable du cuivre². D'où une hausse des coûts de production. L'envol du prix du brut commence à alourdir la facture énergétique. Toutes ces mauvaises nouvelles aggravent le désordre ambiant, provoqué par la zaïrianisation de l'économie.

1. Entretien de Mobutu à *Jeune Afrique*, 20 octobre 1973.

2. *Le Monde*, 29 avril 1976.

Éléphants blancs

Au faite de la prospérité zaïroise, Mobutu avait lancé son pays dans une série de projets d'infrastructure gigantesques, les fameux « éléphants blancs ». Leur utilité est souvent douteuse et leur rentabilité incertaine. Vient en tête de liste, le moins contestable, le barrage d'Inga, sur le fleuve Zaïre. Les Belges, en fin de règne, avaient déjà imaginé capter la formidable énergie sauvage de ses eaux, enserrées par les rapides avant de se précipiter vers l'Atlantique. C'est le lieu idéal pour un puissant barrage qui produira l'électricité destinée aux industries de la région et aux pays voisins. La première centrale est achevée en 1971. Par mégalomanie et par calcul politique, Mobutu pervertit la suite du projet. Il fait installer une ligne à haute tension – la plus longue du monde – entre Inga et le Shaba, 1 800 kilomètres plus loin. Avec ses dix mille pylônes, Inga-Shaba est une prouesse technique qui permet surtout à Mobutu de maintenir la turbulente province minière dans un état de dépendance. Qu'elle se rebelle de nouveau et il la priverait d'électricité en un tournemain. Inauguré en 1982, avec sept ans de retard, Inga-Shaba se révélera un gouffre financier – près de 1 milliard de dollars. Les acheteurs d'énergie ne seront pas au rendez-vous et les villages situés sous la prestigieuse ligne resteront privés d'électricité³.

Mobutu fait construire à Maluku, près de Kinshasa, une fonderie censée produire chaque année 250 000 tonnes d'acier, quatre fois plus que les besoins du marché national⁴. C'est d'emblée une aberration industrielle. L'usine importe, à grands frais, sa matière première, de la « mitraille de fer » italienne⁵. L'acier produit coûte beaucoup plus cher que celui importé. Faute de débouchés, l'usine reste outrancièrement sous-utilisée, avant de fermer. Mobutu avait fièrement aménagé, aux portes de la capitale, le domaine présidentiel de la N'Sele où la Cité du

3. Jean-Claude Willame, *Zaïre, l'épopée d'Inga. Chronique d'une prédation industrielle*, L'Harmattan, Villes et entreprises, 1986.

4. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 227.

5. Cléophas Kamitatu, *Zaïre, le pouvoir à la portée du peuple*, op. cit., p. 74-75.

parti accueille les coûteuses grand-messes des congrès du MPR. Ce « complexe agro-industriel », voué aux cultures vivrières et à l'élevage et confié à des techniciens chinois, puis israéliens, sombrera peu à peu dans l'abandon.

Sa folie des grandeurs entraîne Mobutu dans des opérations de pur prestige. Le plus bel exemple en est le complexe de radio-télévision, la Voix du Zaïre, déjà mentionné, avec sa tour de dix-neuf étages et son équipement exceptionnel, dont treize stations terriennes de télécommunications par satellite. Cet outil de propagande, vendu par la France de Valéry Giscard d'Estaing, est vite délabré, faute d'entretien et de pièces détachées. Les quatre ascenseurs de l'immeuble tombent souvent en panne, tour à tour ou ensemble. Maître d'œuvre du projet, la société française Thomson-CSF n'en sort pas grandie aux yeux des Zaïrois, son nom devenant synonyme de piètre qualité. Ainsi, note drôlement la journaliste Colette Braeckman, les mauvais poissons vendus au rabais sur les marchés de Kinshasa sont baptisés « poissons Thomson⁶ ».

Les Japonais s'associent au lancement de la nouvelle unité de production du cuivre et du cobalt de Tenke Fungurume qui cesse très vite son activité, pour des raisons technologiques, avant d'être relancée... trente ans plus tard⁷. Les Chinois construisent l'une de leurs spécialités, le très stalinien Palais du peuple, où siègent aujourd'hui députés et sénateurs. Les Français érigent, au bord du fleuve, une tour de vingt-deux étages pour abriter le Centre de commerce international du Zaïre (CCIZ). Ce bâtiment, où il est impossible d'ouvrir les fenêtres, est vite mis en liquidation. Kinshasa est aussi dotée, sans véritable nécessité, d'un gigantesque échangeur routier resté longtemps inachevé⁸.

Aventure spatiale sans lendemain

Mobutu jette l'argent par les fenêtres pendant que ses barons se remplissent les poches, sans que personne y trouve à redire.

6. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 228.

7. *Jeune Afrique*, 1^{er} juillet 2015.

8. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, op. cit., p. 34.

Tous ces projets somptueux sont réalisés par des entreprises étrangères qui se ruent sur les appels d'offres. Solide allié de l'Occident, le riche Zaïre est un Eldorado aux yeux des milieux financiers et des affairistes de tout poil. L'aplomb de Mobutu et son poids politique en Afrique lui permettent de drainer d'énormes capitaux. Entre 1970 et 1974, le Zaïre obtient 1 milliard de dollars auprès des banques américaines, alors qu'il vit déjà très au-dessus de ses moyens⁹.

Le projet le plus ahurissant de Mobutu s'accomplit dans le ciel du Zaïre. Le monde l'apprend le 17 mai 1977 par une dépêche d'agence péremptoire : « Ce matin à 11 heures, le Zaïre a lancé une fusée dans l'espace... » La vérité est sensiblement différente : une société ouest-allemande, l'Otrag¹⁰, vient d'effectuer un essai de lancement sur un champ de tir loué à l'État zaïrois. Une fusée de 6 mètres a atteint 20 kilomètres d'altitude. Un an plus tard, une deuxième fusée grimpe encore plus haut. Cette aventure spatiale zaïroise a commencé en 1976 lors d'un tête-à-tête à Kinshasa entre Mobutu et l'Allemand Lutz Kayser, un physicien, fondateur de l'Otrag. Ce dernier assure pouvoir mettre sur orbite des satellites grâce à des lanceurs censés coûter le dixième de ce que proposent les États-Unis, l'URSS ou l'Europe avec son programme Ariane. Il a le soutien financier de son gouvernement et d'investisseurs privés¹¹. Parmi ses parrains figure Kurt Debus, un Allemand qui avait participé à la conception des V2 de Hitler avant de devenir responsable du programme américain Apollo¹².

Lutz Kayser convainc facilement Mobutu, pourtant si chahoutilleux à propos de la souveraineté nationale, de mettre un petit morceau de l'immense Zaïre à sa disposition pour y mener ses expériences. Un protocole est signé en mars 1976. Pour les deux hommes, c'est un contrat « gagnant-gagnant ».

9. Cléophas Kamitatu, *Zaïre, le pouvoir à la portée du peuple*, op. cit., p. 48.

10. Otrag : acronyme pour *Orbital Transport und Raketen Aktiengesellschaft* (Société anonyme de transport orbital et de fusées).

11. L'histoire de l'Otrag et de son fondateur est racontée en détail par Joëlle Stolz dans un article intitulé « Les incroyables aventures du "Raketenkaiser", l'empereur allemand des fusées », *Revue XXI*, automne 2015, p. 88-101.

12. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 393-395.

Le dictateur, financièrement aux abois, recevra chaque année 25 millions de dollars au titre du bail. Il voit dans le premier satellite, dont il aura l'exclusivité, l'outil parfait pour surveiller ses frontières. L'ingénieur, lui, s'arroge, jusqu'en l'an 2000, le contrôle d'une zone peu peuplée d'environ 100 000 kilomètres carrés – trois fois la Belgique – sur le plateau de Manono, entre Shaba et Kivu. En vertu d'un contrat léonin, sa société et ses employés jouissent d'exemptions fiscales et d'une grande liberté de mouvement.

Le 5 juin 1978, Mobutu, aux anges, assiste à un troisième lancement. Il a invité un petit groupe d'amis et de journalistes. Il reste de cet événement une étonnante séquence filmée de cinquante-trois secondes¹³. On y voit Mobutu, de dos, en compagnie de Lutz Kayser. Les deux hommes regardent la fusée qui s'envole en décrivant une trajectoire oblique avant de s'écraser bruyamment, quelques secondes plus tard, dans la vallée voisine¹⁴ : « Il y a une vanne qui n'a pas marché. Beau résultat quand même », commente l'Allemand. « Problème de propulsion », complète le président. Cet échec ne refroidit ni Kayser ni Mobutu. L'Allemand croit dur comme fer à son projet. Et le dictateur se voit déjà à la tête d'un arsenal de missiles de croisière. Mais l'Occident et l'URSS le pressent instamment d'en finir avec cette aventure. Ce qu'il fait, à contrecœur, en 1979.

Monnaie de singe

Le bluff financier de Mobutu ne dure qu'un temps. Dès 1975, ses amis occidentaux découvrent que le Zaïre est virtuellement en banqueroute. En 1977, sa dette avoisine 4 milliards de dollars. Entre Mobutu et la communauté internationale, la confiance est rompue. L'échec de la zaïrianisation a désarticulé l'économie. Les impôts ne rentrent plus. Les investisseurs tiennent désormais le Zaïre pour un pays à hauts risques et s'en détournent. Pour

13. Dans le film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

14. La vie du fondateur de l'Otrag a inspiré une bande dessinée : Aurélien Ducoudray et Eddy Vaccaro, *Mobutu dans l'espace*, Futuropolis, 2015.

financer le déficit budgétaire, la planche à billets s'accélère. Elle produit une monnaie de singe. Mobutu avait lancé un jour à ses compatriotes : « Si vous présentez le zaïre dans une ville étrangère et qu'on refuse de vous le prendre au taux de change officiel [1 zaïre pour 2 dollars], et qu'à votre retour vous m'en informiez, eh bien, je donne ma démission¹⁵ ! » Fanfaronnade, bien sûr, car quasiment aucune banque au monde ne veut des billets ornés de son effigie.

En 1976, les organismes internationaux mettent fin à l'inepte parité du zaïre-monnaie avec le billet vert et l'alignent sur le DTS (droit de tirages spéciaux). Le zaïre n'a désormais plus aucune valeur sur le marché des changes¹⁶. Sous la pression de ses prêteurs, les clubs de Londres (les banques) et de Paris (les gouvernements), le Zaïre est contraint de demander un rééchelonnement de sa dette, d'accepter la rétrocession des entreprises nationalisées et d'appliquer les remèdes de cheval du Fonds monétaire international (FMI). L'indépendance économique, chère à Mobutu, n'est plus qu'un mirage. Le Zaïre entame une cure d'austérité. Mais le redressement espéré ne se produira jamais.

La dégringolade économique du Zaïre affecte le moral de son président. Harcelé par ses créanciers, diplomatiquement isolé, il se retrouve pour la première fois sur la défensive. Une ambiance de fin de règne est dans l'air. Mobutu, fatigué, devient morose, solitaire et susceptible, note son médecin personnel¹⁷. Il ne supporte plus que ses deux ou trois plus proches confidents lui disent en privé la vérité sur l'état du pays. Cette vérité, un homme d'Église la proclame publiquement en mars 1976. Dans une lettre pastorale, monseigneur Eugène Kabanga, archevêque de Lubumbashi, dénonce les injustices dont souffre le peuple dans tous les domaines – emploi, éducation, santé, justice – à cause de « la cupidité qui transforme les hommes en assassins¹⁸ ». Ce texte est un réquisitoire contre le régime. Mobutu demande aux

15. Cléophas Kamitatu, *Zaïre, le pouvoir à la portée du peuple*, *op. cit.*, p. 89.

16. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 251.

17. William Close, *Beyond the Storm*, *op. cit.*, p. 285.

18. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 74.

autres évêques de le désavouer. En vain. Encombré de malles, le président gagne la Suisse avec sa famille pour un « congé de reconstitution ». Il aurait décidé de se retirer du pouvoir, laisse entendre une rumeur. Il n'en est rien. De retour à Kinshasa, il lance avec bravade : « Je peux quitter le Zaïre pendant plusieurs mois, il ne se passe rien¹⁹... »

Une si grande famille

La crise où sombre le Zaïre rend plus criants, moins acceptables par le petit peuple les péchés capitaux du régime liés à sa « politique du ventre²⁰ » : la corruption, le clientélisme, le népotisme. En Afrique, l'État est souvent capturé, détourné, subverti, colonisé de l'intérieur, et au bout du compte, ruiné par ceux qui agissent en son nom et le font fonctionner à leur seul profit²¹. Le Zaïre correspond à ce profil, jusqu'à la caricature. Mobutu est au sommet d'une pyramide parasitée par des centaines de personnes qui dépendent de lui, directement ou non. Elles appartiennent à sa famille élargie, laquelle, dit-on, compte quelque mille deux cents membres²². Chacun, estime-t-on, coûte à la présidence 1 000 dollars par jour. Soit une dépense quotidienne de 1 million de dollars²³. L'écrivain Jean Lacouture note plaisamment : « Les leaders du tiers monde sont rarement célibataires, fils uniques et sans enfant²⁴. » Mobutu encore moins que d'autres. Mais tout de même... Il lui arrive d'ailleurs d'ironiser sur le sujet : « Avant, c'est à peine si j'avais de la famille ;

19. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 251-252.

20. La politique du ventre est un concept développé par l'africaniste Jean-François Bayard dans son ouvrage *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Fayard, 2006. Il désigne une manière d'exercer l'autorité avec pour souci exclusif la satisfaction matérielle d'une minorité.

21. Cf. Jean-François Médard, « L'État patrimonialisé », *Politique africaine*, n° 39, septembre 1990, p. 25-36.

22. Lieve Joris, *Danse du léopard*, *op. cit.*, 2004, p. 119.

23. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 205.

24. Jean Lacouture, *Quatre hommes et leurs peuples. Sur-pouvoir et sous-développement*, *op. cit.*, p. 78.

depuis que je suis président, on dirait que la moitié du pays en fait partie²⁵. » Il n'empêche, Mobutu assume, souvent pour le pire, son rôle de chef clanique.

Ancien ministre de Lumumba, Thomas Kanza décrit cet entourage, familial ou non : « Il s'agit d'un aréopage de parvenus, de corrompus [...] d'une sorte de cour privée, d'un groupe de conseillers particuliers, de confidents profiteurs, de compagnons d'aventure diurne ou nocturne²⁶. » Au temps de la prospérité, cette camarilla avait, dans l'ombre de Mobutu, donné libre cours à sa rapacité. La crise venue, elle n'entend pas changer ses habitudes. Plusieurs personnages s'y distinguent, pour le pire. À commencer par Litho Moboti, oncle coutumier de Mobutu. Il tient le pays pour la propriété collective du clan, dont il est l'aîné : « L'affaire nous appartient. Nous nous servons et nous n'avons de comptes à rendre à personne²⁷. » Principal bénéficiaire, avec Mobutu lui-même, de la zaïrianisation, il gère l'intendance de la famille, en s'enrichissant toujours davantage. Un jour, il est arrêté à la frontière suisse au volant d'une Rolls Royce dont le coffre est bourré de devises et de lingots d'or. Mobutu le fait libérer sous caution²⁸. Il sait que Litho ternit l'image du Zaïre, mais il « couvre » ses malversations, comme celles des autres barons du régime. Serait-il d'ailleurs bien placé pour lui faire la leçon ?

Entre tribu et tribalisme

Les « enfants de Nazareth » : ce sobriquet inventé par des étudiants de Lubumbashi désigne la caste privilégiée originaire de l'Équateur, région natale du président²⁹. Il exprime le ressentiment que sa prédominance nourrit dans le reste du pays. « Tribu oui, tribalisme non », dit un slogan du régime. Entre ces deux

25. Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, op. cit., p. 186.

26. Cité dans Jean Lacouture, *Quatre hommes et leurs peuples. Sur-pouvoir et sous-développement*, op. cit., p. 78.

27. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 252.

28. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 284-285.

29. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 137.

termes, la voie suivie par Mobutu est étroite. Chantre de la cohésion nationale, soucieux d'unifier les deux cent cinquante ethnies du Congo, Mobutu pratique, en début de règne, un brassage systématique des populations. Cette politique est favorisée par le caractère hypercentralisé et autoritaire du régime. Les associations tribales sont interdites. Le moule du parti unique est censé façonner un citoyen zaïrois délesté de son origine tribale, et dont la première vertu est la « fidélité au Guide ».

L'extrême personnalisation du pouvoir, le rôle prééminent de la présidence comme gouvernement parallèle, la paranoïa de Mobutu qui l'incite à faire surtout confiance à son clan, l'influence sans cesse accrue de sa famille élargie et ses liens de dépendance mutuelle avec l'armée : tous ces facteurs ont « tribalisé » le régime, de plus en plus assimilé à la domination de l'Équateur et du lingala, la langue des militaires et le seul idiome local que parle Mobutu³⁰. Au point que certains Zaïrois s'inventent un patronyme répandu en Équateur pour se faire mieux voir des autorités.

L'inventaire des effectifs de la classe dirigeante confirme ce favoritisme tribal. Selon un décompte établi par des hauts fonctionnaires, un membre du comité central du parti sur cinq, un officier général sur deux, et un ambassadeur sur trois sont des ressortissants de l'Équateur. Cette région est le vivier d'où viennent, sans exception, les commandants en chef de l'armée. Tous les patrons des services de sécurité sont, plus spécifiquement encore, des Ngbandi³¹. C'est dans cette petite ethnie à laquelle appartient Mobutu que sont aussi presque exclusivement recrutés les quinze mille hommes de la Division spéciale présidentielle, unité d'élite de l'armée et fer de lance du régime. Plus généralement, Mobutu, grand manipulateur d'hommes, attise volontiers les rivalités tribales dans les allées du pouvoir. Pour se poser ensuite en arbitre ultime et, accessoirement, empêcher l'émergence d'un dauphin incontesté.

30. Pour une analyse détaillée du facteur ethnique, lire Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 131-142.

31. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 191-192.

Les métis ont une place de choix aux côtés de Mobutu : Seti Yale, longtemps chef de la sécurité ; Kengo wa Dondo, fils d'un médecin juif polonais, procureur général de la République et futur Premier ministre ; le richissime homme d'affaires Bemba Saolona, fils d'un commerçant portugais. Les métis ne doivent leur bonne fortune qu'au président. Ils sont peu populaires aux yeux de la masse qui les tient pour étrangers. La Constitution les empêche de briguer le poste suprême. Leur vulnérabilité est une qualité aux yeux de Mobutu. Quant à son collaborateur le plus proche, chef de son cabinet pendant huit ans, c'est un Rwandais d'origine tutsi, Bisengimana Rwema. Un homme brillant, discret, dur au travail et dénué d'ambition politique. Totalement compétent et totalement dépendant³². Autrement dit, le grand commis idéal.

32. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 145.

Par le sang répandu

Dans son roman *À la courbe du fleuve*, sur lequel plane l'ombre menaçante du « grand homme » jamais nommé – en l'occurrence Mobutu –, le prix Nobel V. S. Naipaul écrit : « La brousse étouffait le bruit des assassinats et les rivières boueuses lavaient le sang répandu¹. » Ces images littéraires reflètent une sinistre réalité.

Pilote d'hélicoptère, Pierre Yambuya raconte avoir participé contre son gré, entre 1978 et 1984, à des missions nocturnes très spéciales : le largage par-dessus bord de dizaines d'hommes, militaires ou civils, morts ou vivants². Il témoigne devant une caméra sur les lieux de ses basses œuvres : « J'atterrissais ici pour venir chercher les prisonniers assassinés. Les cadavres des gens exécutés par les services secrets de Mobutu étaient gardés là-bas. Ils étaient emballés dans des bâches. On les larguait au-dessus du fleuve. Après chaque vol de nuit, les gardes de Mobutu nettoyaient avec soin l'hélicoptère pour effacer la moindre trace de sang. » Commentaire de Sakombi Inongo, à l'époque ministre de l'Information : « J'ai su tout cela, mais nous ne pouvions pas parler. Nous risquions de mourir. Car Mobutu assassinait aussi facilement qu'on écrase un insecte³. » Un romancier zaïrois évoque, sur le même sujet, « le grand sac de toile grise, la pierre suspendue au cou, le corps jeté dans le fleuve, et la dernière

1. V. S. Naipaul, *À la courbe du fleuve*, *op. cit.*, p. 66.

2. Pierre Yambuya, *L'Abattoir*, Éditions EPO, 1991.

3. Ces deux citations sont extraites du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

précaution obligatoire : *le suppositoire*, l'ultime coup de feu tiré dans le sac avec un pistolet muni d'un silencieux, avant que tout ne disparaisse sous les flots ou les mangroves⁴ ».

Mobutu règne par la violence. La peur est, avec l'argent, l'un des grands composants de sa longévité. Dès 1966, lors des pendaisons de la Pentecôte, ses compatriotes, saisis d'effroi, comprennent qu'il est prêt, si besoin, à gouverner par la terreur. Il lui arrive de molester en public tel ministre ou conseiller. Nombre de Zaïrois sont convaincus que le dictateur est à l'origine de la mort de sa première épouse, Marie-Antoinette, en octobre 1977. Il l'aurait violemment frappée, dans un accès de rage, après qu'elle lui avait conseillé de démissionner⁵. De nouveau enceinte, selon ses proches, cette mère de neuf enfants – cinq garçons, quatre filles – trouve alors refuge en Suisse pour se remettre, murmure-t-on à Kinshasa, des mauvais traitements infligés par son mari. Pour couper court à cette rumeur, Mobutu envoie son attaché de presse recueillir, pour la télévision zaïroise, une interview de Marie-Antoinette. Face aux caméras, celle-ci disculpe son mari qui l'oblige ensuite à revenir au Zaïre et à se montrer à ses côtés au Shaba. Mais l'aggravation de son état de santé la contraint à repartir pour la Suisse. Elle rend l'âme peu après, à l'âge de 36 ans, dans une clinique de Lausanne. L'affaire hantera longtemps Mobutu. Au point qu'il obligera bien plus tard un médecin militaire, Victor Ilanga, à comparaître devant le Congrès du parti pour qu'il l'innocente solennellement : « Ai-je tué ma femme ? » lui demandera-t-il abruptement. « Oh ! non, patron », répondra le docteur⁶. Que pouvait-il dire d'autre ?

4. Pius Ngandu Nkashama, *Le Pacte de sang*, L'Harmattan, Encre noires, 1984, p. 94.

5. Selon une autre version, Marie-Antoinette aurait fait une scène à son mari à propos de la liaison de ce dernier avec sa maîtresse et future deuxième épouse, Bobi Ladawa. Cette version est rapportée par Lieve Joris dans *Danse du léopard*, *op. cit.*, p. 115.

6. William Close, *Beyond the Storm*, *op. cit.*, p. 8-10.

Meurtres par procuration

Mobutu n'est pas un vil tortionnaire. Il tue par procuration et organise les meurtres en niant toute responsabilité⁷. Pour sceller le sort d'un homme, injustement accusé par une lettre anonyme, il suffit au Guide d'ajouter une annotation aussi brève que fatale : « Faites disparaître⁸. » Pendant trois décennies, Mobutu aura été la cible d'Amnesty International dans ses accablants rapports annuels sur les violations des droits de l'homme au Congo-Zaïre : arrestations sans mandat, détentions sans jugement, relégations en brousse, tortures en tous genres, procès iniques, expéditifs et à huis clos, disparitions mystérieuses d'opposants, répressions sanglantes des protestations de rue, des grèves ou des manifestations d'étudiants, massacres collectifs de villageois, faux complots, purges dans l'administration ou dans l'armée⁹.

Le 16 juin 1975, la presse de Kinshasa arbore un titre choc : « Complot américain contre Mobutu. » Le dictateur confirme que la CIA a tenté de le faire assassiner. Les conjurés sont des officiers supérieurs rentrant d'un stage aux États-Unis, au terme duquel ils avaient été priés de rédiger un mémoire. Celui du major Mpika – inconscience ou provocation ? – s'intitule : « Comment préparer et réussir un coup d'État pour renverser le régime en place au Zaïre. » Sept des acteurs de ce « coup monté et manqué », dit « complot de Kissinger », seront condamnés à mort, mais jamais exécutés. Cette affaire garde une part de mystère. Mobutu exploite-t-il l'imprudence d'officiers jeunes et bien formés pour les écarter avant qu'ils ne lui portent ombrage ? Veut-il marquer ostensiblement ses distances avec Washington à un moment où il se sent menacé par une commission du Sénat américain qui examine les archives de la CIA, baptisées « bijoux de famille »,

7. Dans la première partie de son livre, fondamental sur ce sujet, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit. (p. 31-133), Colette Braeckman analyse longuement la « pyramide de la violence » érigée par Mobutu pour asseoir son pouvoir.

8. Emmanuel Dunga, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, op. cit., p. 116.

9. Amnesty International, *Rapport sur les violations des droits de l'homme au Zaïre*, 1980.

portant sur le rôle de l'agence dans l'assassinat de leaders étrangers, dont Patrice Lumumba ? S'agit-il d'une opération mise en scène par Kissinger pour permettre à Mobutu de réaffirmer son autorité¹⁰ ? À son médecin américain qui s'inquiète, Mobutu répond, rassurant : « Ne vous en faites pas. C'est seulement de la politique¹¹. »

Le 17 mars 1978, huit officiers et cinq civils sont passés par les armes à Kinshasa après des aveux arrachés sous la torture et un simulacre de procès à huis clos¹². Le major Kalume et ses compagnons auraient « ourdi un complot tendant à créer l'insécurité dans le dessein de renverser le régime ». Pas la moindre preuve n'étaye cette accusation¹³. Les gradés exécutés, jeunes et compétents, sont sortis de l'École royale militaire de Bruxelles. En annonçant leur châtement, Mobutu, prévient, martial : « Qui usera de l'épée périra par l'épée. » Dans la foulée, il limoge plus de deux cents officiers, parmi les mieux formés. Ces purges périodiques, ethniquement sélectives, frappent surtout des militaires du Kasai, du Kwilu et du Shaba. Elles réduisent encore plus la diversité tribale de l'armée au profit de l'Équateur, dont la prédominance devient écrasante. En 1980, des officiers supérieurs originaires de cette région occupent tous les postes de commandement¹⁴. L'Équateur « fournit » aussi 90 % du personnel du ministère de la Défense. D'où un ressentiment croissant de la troupe envers leurs chefs et une hostilité accrue à l'égard de

10. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 201-205.

11. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 278.

12. Une séquence du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre* (film cité) montre l'un des accusés en train de protester de son innocence face au tribunal militaire.

13. *Le Monde*, 18 mars 1978.

14. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 218-225. En 1980, ce sont le général Babia, commandant en chef de l'armée ; le général Singa Boyenge, chef d'état-major ; l'amiral Lomponda, chef de la maison militaire ; le général Yeka Lowanga, commandant de la gendarmerie ; le général Ombola, commandant de l'aviation ; le général Nkanga, commandant de l'armée de terre ; l'auditeur général Likulia Bolongo ; le général Bulози, chef des renseignements militaires et beau-frère de Mobutu ; et le général Eluki, commandant de la région du Shaba.

l'armée dans les régions défavorisées par ce processus de promotion ethnique.

L'armée de tous les trafics

Pour Mobutu, l'armée est un instrument politique à sa dévotion. Avant 1965, il en avait fait l'assise, et le tremplin, de son futur pouvoir. Depuis qu'il est devenu président, elle est l'outil de sa survie. On voit des généraux porter l'insigne du parti au revers de leur uniforme. Le rôle central de l'armée dans son régime la rend cependant dangereuse à ses yeux, éternellement suspecte. D'où ses efforts permanents pour la contrôler, la diviser ou la manipuler¹⁵. La Division spéciale présidentielle (DSP), fer de lance et bouclier du régime, proclame sa loyauté à Mobutu et à lui seul. Chacun de ses quinze mille hommes jure « fidélité au président-fondateur » : « *Oyé*, nous t'avons choisi. Nous n'avons choisi que toi¹⁶. » Ce serment ne s'adresse ni à la République ni à ses institutions. En échange, Mobutu veille à ce que la DSP ne manque de rien.

Ce n'est pas le cas pour le reste de l'armée, environ cinquante mille hommes. Au fil des ans, Mobutu néglige gravement l'institution qui l'a fait roi. Les soldats, hommes de troupe ou sous-officiers, sont outrageusement mal payés. Pierre Yambuya déplore cette « sous-prolétarianisation » de l'armée qui la conduit à dilapider son outil de travail et à rançonner les civils pour survivre. Un sac de farine de maïs coûte cinq fois plus que la solde mensuelle d'un caporal, un sac de riz trois fois plus que celle d'un adjudant. L'armée est donc le lieu de tous les trafics. Au lieu d'effectuer leurs vols d'entraînement, explique Pierre Yambuya, les pilotes écoulent aux villageois le kérosène qui remplira leurs lampes à pétrole : « Pour vivre correctement, je vendais le carburant de mon hélicoptère. Mon supérieur mettait dans sa propre poche l'argent destiné à mes missions. » Les pilotes, les

15. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 224.

16. Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

mécaniciens et le personnel au sol des Forces armées zaïroises organisent le pillage des pièces détachées : « Tous les utilisateurs privés trouvaient à Kinshasa le marché de pièces détachées le moins cher du monde, vingt fois moins cher que le prix d'usine. Le seul avion épargné fut celui du Guide¹⁷. »

Mobutu sait tout cela. Dès 1974, un mémorandum interne à l'armée, préfacé par le président, dénonce « les vols, les détournements et les abus au détriment de l'État et des individus, les innombrables faux et usages de faux, l'utilisation abusive des biens de l'armée, l'extorsion de fonds, les arrestations arbitraires, les détentions illégales, les barrages routiers ». Le document fustige « l'absentéisme généralisé, le manque de sérieux et de discipline, le non-respect de la hiérarchie (tout le monde veut commander, personne ne veut obéir), la mauvaise utilisation du personnel, les mutations trop fréquentes, l'imprévision, l'inefficacité des contrôles ». Il cite des dizaines d'exemples : « Les ambulances servent à faire des courses au marché... Les cantines sont dépouillées de leur poste de radio... » Le mémorandum conclut : « La liste des abus est pratiquement inépuisable¹⁸. » En décembre 1974, Mobutu juge l'armée « budgétivore, pléthorique et impuissante », dans une séance d'autocritique qui rappelle celles en vogue en Chine et en Corée du Nord, d'où il revient. Ce diagnostic désastreux ne sera, hélas ! suivi d'aucun traitement. On voit même, dans certaines régions, les soldats sombrer dans le banditisme ou, à l'inverse, mendier leur nourriture auprès des paysans à qui ils acceptent, en échange, de donner un coup de main¹⁹.

Priorité à la sécurité du Guide

L'armée conserve néanmoins son pouvoir répressif face au mécontentement populaire. Au Zaïre, la grève est interdite. En

17. Pierre Yambuya, *L'Abattoir*, op. cit., p. 25-36.

18. *Le Monde*, 28 avril 1977.

19. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 214.

mars 1975, à Matadi, des ouvriers cessent de travailler pour protester contre le non-paiement de leurs salaires. L'armée arrête trois syndicalistes et cinq ouvriers dénoncés comme agitateurs. Ils sont transférés à Kinshasa, dans le camp militaire où réside Mobutu, et fusillés sans procès²⁰. En janvier 1978, un mouvement de protestation politico-religieux, conduit par un certain Martin Kasongo, guérisseur-féticheur, soulève la région d'Idiofa, village natal de Pierre Mulele, dans la province de Bandundu. Les insurgés prônent un messianisme hostile à l'Église catholique, enlèvent un jésuite belge, tuent un fonctionnaire, dénoncent le régime et les riches, incendient les locaux du parti au pouvoir. La répression est féroce. Les para-commandos de Mobutu écrasent la révolte. Bilan : entre quatre cents – bilan officiel – et deux mille morts – selon les opposants. Kasongo est atrocement mutilé. La mère de Mulele est pendue dans son village par les soldats²¹. Quatorze chefs coutumiers, tenus pour des « meneurs », subissent le même sort²².

À la différence de l'armée, les services de sécurité zairois fonctionnent parfaitement. Mobutu y veille d'autant plus qu'il cède souvent à la paranoïa. Dans une lettre à son fils aîné, Jean-Paul, il écrit : « Sache qu'ici-bas, nous avons beaucoup plus d'ennemis que d'amis. Même ceux en qui j'avais confiance et qui sont proches de la famille nous trahissent soit directement, soit indirectement, dans tous leurs agissements²³. » Les divers organismes en charge de la sécurité, dont les chefs font rapport directement à Mobutu, forment un cercle au centre duquel se trouve le président qui peut ainsi mieux les contrôler ou les manipuler²⁴. Il y a notamment le Centre national de documentation (CND), au nom si aimablement trompeur, héritier de la Sûreté congolaise ; l'Agence nationale d'immigration (ANI) ; le Service d'action et

20. Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, op. cit., p. 228.

21. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 46.

22. *Le Monde*, 8 mars 1978.

23. Lettre citée dans Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

24. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 219.

de renseignements militaires (SARM) ; le Service national d'intelligence (SNI).

Au fil des ans, certains services changent de nom, mais conservent leurs missions : avertir le Guide du moindre danger potentiel ; déjouer d'éventuels complots ; arrêter les opposants, qui seront battus, torturés ou abandonnés dans des culs de basse-fosse ; reléguer loin de Kinshasa les adversaires trop turbulents ; éliminer discrètement les plus dangereux ou supposés tels ; acheter le silence des témoins gênants ; maintenir la population en état d'intimidation. Pierre Yambuya cite les noms des lieux de détention dont on ne revient pas et qu'il a pu visiter plusieurs fois – Angengu, Boma, Bulowo, Ekafera, Ndolo – et ceux dont il est dangereux de citer même le nom – Gombari, Kasaji, Luashi, Shikolobwe. L'ensemble du dispositif de sécurité, très perfectionné, repose sur un réseau efficace d'informateurs nationaux et étrangers, dont certains émargent au budget de la présidence, et qui agissent en liaison avec les services amis, CIA en tête²⁵.

En Afrique centrale, il n'est pas rare de pratiquer l'empoisonnement pour se débarrasser de son prochain. Mobutu recourt-il à cette méthode ? Impossible de le prouver, bien sûr. Mais ses compatriotes en sont persuadés. À commencer par ses opposants ou ses rivaux potentiels, qui se gardent bien de consommer quoi que ce soit sous son toit²⁶. Tous les Zaïrois croient dur comme fer que le cardinal Malula, archevêque de Kinshasa et adversaire inflexible du président, a été contaminé par un poison à action lente avant de mourir en 1988 dans une clinique de Louvain. En 1972, ajoute la rumeur, le prélat avait déjà échappé à une tentative d'élimination lors d'une réception donnée par Mobutu. Un échange de verres à la dernière minute aurait coûté la vie à un autre invité, Madrandele Tanzi, directeur politique du MPR. Au Zaïre aussi, on ne prête qu'aux riches.

25. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 71-72.

26. *Ibid.*, p. 80-85.

Deux fois sauvé au Shaba

Tenue léopard, insignes des paras, casque lourd frappé des trois étoiles de général, Mobutu regarde couler à ses pieds l'étroite et impétueuse rivière Lubudi, sous le tablier d'un pont détruit par les rebelles katangais. Entouré de ses conseillers militaires, le Guide suprême interroge, écoute et s'essuie de temps à autre le visage avec un mouchoir blanc. La scène se passe le dimanche 24 avril 1977, sur le front du Shaba.

Un peu plus tard, à l'intérieur du campement opérationnel, Mobutu se tient immobile pendant un quart d'heure face aux soldats déployés en demi-cercle, transformés en acteurs d'un spectacle qui tient à la fois de l'hommage, de l'incantation collective et du défi à l'ennemi. À l'invitation d'un meneur de jeu, le chœur militaire, grave et puissant, scande quelques formules sans cesse reprises : « Mobutu ne recule jamais », « Mobutu tout-puissant ». Le président met fin, d'un geste, à ce témoignage de bruyante fidélité¹. Il sait, en son for intérieur, que tout triomphalisme est alors usurpé. Son armée a, certes, enfin lancé sa contre-offensive. Mais son régime a bien failli chavirer. Et lui avec.

Tout a commencé le 8 mars. Ce matin-là éclate ce que l'on appellera la « guerre des quatre-vingts jours » ou la première guerre du Shaba. Des groupes d'« ex-gendarmes » katangais, venus d'Angola, franchissent la frontière. Ils s'enfoncent comme dans du beurre en territoire zaïrois. Les villes tombent, une à une : Dilolo, Kisenge, Kapanga, Kasaji, Mutshasha. Les « envahisseurs », plutôt mal équipés et moyennement organisés, mais très

1. Reportage de l'auteur, *Le Monde*, 26 avril 1977.

résolus, sont deux mille, tout au plus. Ils bousculent pourtant sans mal les Forces armées zaïroises (FAZ). La plupart des soldats de Mobutu s'enfuient sans combattre. Beaucoup abandonnent leurs armes, jettent leurs uniformes et s'évanouissent dans la savane. Le Front de libération nationale du Congo (FLNC) revendique la direction de ce « soulèvement populaire ». Mobutu dénonce l'Union soviétique qui, « depuis 1960, s'évertue à placer une ceinture d'insécurité » autour du Congo/Zaïre. Il accuse les Cubains d'encadrer les « mercenaires angolais »².

Le retour des gendarmes katangais

Les Katangais ont de la mémoire. Leur retour au pays est un nouvel épisode d'une longue marche. Pour comprendre leurs motivations, un flash-back s'impose. Lorsqu'en 1963 la défaite de Tshombe sonne le glas de la sécession katangaise, nombre de ses « gendarmes » se réfugient dans l'Angola colonial. Quand leur chef, politiquement ressuscité, devient Premier ministre à Kinshasa en 1964, ils reviennent au Congo et rejoignent l'armée, au sein d'unités autonomes. Le putsch de Mobutu incite certains à retourner en Angola. Les autres participent à l'écrasement des rébellions de l'Est avant de se mutiner en 1967 à Kisangani aux côtés des mercenaires blancs, et d'être évacués, vaincus, par la Croix-Rouge. D'où un troisième exode vers l'Angola. Ils y sont rejoints par tous ceux, souvent plus jeunes, qui fuient la terreur imposée alors au Katanga. Les malheureux exilés qui acceptent l'amnistie offerte par Mobutu sont, quant à eux, massacrés dès leur retour au Congo³. Cette trahison nourrit une rancune tenace des anciens gendarmes contre le général-président.

Leur chef, le « général » Nathanaël Mbumba, est un ancien commissaire de police à Kolwezi et président d'une association des Lunda, l'ethnie majoritaire au Katanga⁴. Il fonde le FLNC en 1968. L'armée portugaise enrôle ces vétérans, baptisés « les

2. *Le Monde*, 24 mars 1977.

3. Voir le chapitre 16, « *Exit Tshombe* ».

4. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 559.

Flèches noires », pour combattre le Front national de libération de l'Angola (FNLA) de Holden Roberto, un homme très proche de Mobutu⁵. Après la révolution des œillets au Portugal, prélude de l'indépendance angolaise fixée au 11 novembre 1975, les ex-gendarmes sont « récupérés » par Agostinho Neto, le chef marxiste du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA). Ils l'aident à « tenir » face à ses deux rivaux, le FNLA et l'Unita de Jonas Savimbi, avant l'arrivée de l'aide massive soviéto-cubaine qui scelle la victoire du MPLA.

En cette année 1975, les anciens gendarmes se retrouvent aussi face aux soldats de Mobutu. Car ce dernier a décidé d'intervenir en Angola, où Américains et Soviétiques s'affrontent par procuration. Après la formation avortée d'un gouvernement de coalition, Holden Roberto déclenche la guerre civile angolaise, avec le soutien financier de la CIA et l'appui politique et militaire du Zaïre, des États-Unis et de l'Afrique du Sud. Mobutu engage plusieurs bataillons aux côtés du FNLA qui se rapproche de Luanda. Mais il a un autre objectif : annexer Cabinda, une enclave portugaise entre le Zaïre et le Congo-Brazzaville, riche en pétrole. Il échouera sur les deux fronts. Début novembre, ses troupes subissent une humiliante défaite face aux défenseurs angolais et cubains de Cabinda. Quelques jours plus tard, à Quifangondo, ses soldats et ceux du FNLA s'enfuient sous un terrible barrage de roquettes lancées par les katiouchas⁶ ou « orgues de Staline » aux mains des Cubains. Les Katangais participent, aux côtés de ces derniers, à la défense de Luanda⁷.

5. Contrairement à ce qui a souvent été écrit, Holden Roberto n'était pas le beau-frère de Mobutu. Il avait noué alliance avec le président zaïrois en convolant en deuxièmes noces avec une femme originaire du même village que Marie-Antoinette Mobutu.

6. Surnom donné pendant la Seconde Guerre mondiale par les Soviétiques à un lance-roquettes multiple fabriqué en URSS. Les Allemands ont surnommé cette batterie d'armes les orgues de Staline, en référence au rugissement caractéristique produit par chaque roquette lors de son tir.

7. Pour une analyse détaillée de l'engagement de Mobutu dans le conflit angolais, lire Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, *op. cit.*, p. 209-227.

Mésaventures en Angola

Ce double désastre ramène Mobutu à la raison. Tirant avec réalisme les conclusions de la victoire du MPLA, il passe sous les fourches caudines d'une réconciliation spectaculaire avec Agostinho Neto, scellée par une accolade à Brazzaville en février 1976. Le lourd contentieux entre les deux pays est globalement réglé⁸. Pour dédommager un peu les alliés vaincus de Washington, le nouveau directeur de la CIA et futur président américain, George Bush, transfère à Mobutu 2 millions de dollars, destinés en majorité à Roberto et Savimbi. Ceux-ci n'en verront jamais la couleur, le Guide suprême les ayant captés au passage⁹. Les ex-gendarmes, eux, n'en ont pas fini avec Mobutu. Ils se taillent un fief dans la région minière de Texeira de Souza, voisine du Shaba, et accumulent un trésor de guerre en diamants. Agostinho Neto, qui leur est politiquement redevable, ne fera rien pour les empêcher d'accomplir leur rêve : rentrer chez eux, les armes à la main. Non plus pour une aventure séparatiste, mais pour renverser Mobutu.

Trois semaines après le début de l'invasion, son régime est en péril. L'armée lâche pied. Mal encadrée, insuffisamment entraînée, elle semble incapable, malgré son armement moderne, de reprendre le terrain conquis par ces Katangais, rebaptisés « les Tigres ». Mobutu fait face à l'apathie ou à l'hostilité de ses concitoyens, bien qu'une presse soumise tente de faire croire le contraire. Les Zaïrois ne se mobilisent pas en masse pour défendre le régime. Une manifestation de solidarité avec Mobutu se déroule au stade de Kinshasa, dans des tribunes à moitié vides et sans le moindre applaudissement¹⁰. Le Guide s'inquiète surtout de l'attentisme de ses alliés américains et belges. L'administration Carter, tout juste en place, rechigne à voler à son secours. Contredisant Mobutu, elle souligne qu'aucun Cubain ne combat

8. *Le Monde*, 2 mars 1976.

9. John Stockwell, *In Search of Enemies*, New York, W.W. Norton, 1978, p. 245.

10. *Le Monde*, 5 avril 1977.

au Shaba. Excluant toute livraison d'armes et de munitions, elle finira par lui accorder une aide « non offensive » : des uniformes et des rations de combat. Mobutu se dit « amèrement déçu » par Washington.

La « divine surprise » arrive à Kinshasa le 8 avril lorsque le Maroc de Hassan II annonce l'envoi immédiat au Shaba d'un contingent de mille cinq cents hommes. Ils débarquent à bord d'avions Transall, gros-porteurs français. Cet appui logistique de Paris est une autre bonne nouvelle pour Mobutu. Valéry Giscard d'Estaing s'intéresse vivement à l'immense Zaïre, pourtant en dehors du « pré carré » traditionnel de Paris. Parce qu'il est le second État francophone du monde, qu'il représente un marché prometteur pour les entreprises françaises, et que son régime pro-occidental doit, estime-t-il, être soutenu, en plein cœur d'une Afrique noire convoitée par le bloc communiste. En août 1975, Giscard a effectué une visite officielle triomphale au Zaïre, où on l'a vu coiffé de la toque de léopard chère à Mobutu¹¹. La France a mis en chantier plusieurs projets de prestige à Kinshasa et commencé de livrer dix-sept avions de chasse Mirage. Elle est devenue le deuxième fournisseur du Zaïre¹².

Le Maroc et la France à la rescousse

L'idée d'une intervention marocaine est « soufflée » à Mobutu par l'ambassadeur de France à Kinshasa, André Ross¹³. Désireux d'être couvert par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à qui

11. À l'hôtel de ville de Kinshasa. « Je n'ai pas pu éviter, malgré toutes les ruses, d'être coiffé d'un calot en léopard, ce dont il ne subsiste, grâce au ciel, qu'une seule photo », commentera Giscard.

12. Claude Wauthier, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, quarante ans de politique africaine*, Seuil, 1995, p. 363-365.

13. Selon le colonel Yves Gras, attaché militaire français à Kinshasa. Témoignage cité dans Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (sous la direction de), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Presses de Sciences Po, 1985, p. 320.

il fait appel, Mobutu antidate sa demande d'aide d'une semaine. Les soldats de Hassan II donnent ainsi l'impression de répondre à une demande de l'ensemble du continent. Peu importe si ce stratagème ne trompe personne¹⁴. En une semaine, les Marocains reconquirent le terrain perdu par les FAZ. Face à cet adversaire trop fort, les rebelles préférèrent se replier sans combattre. Les Zaïrois retrouvent courage et mordant. En un intermède folklorique, Mobutu dévoile, le cœur léger, une arme secrète : cent cinquante Pygmées venus de la forêt profonde de l'Ituri, au nord-est du pays. Armés de lances et de flèches empoisonnées, les petits hommes sont censés harceler les Katangais¹⁵. Fin mai, les « Tigres » sont de retour en Angola.

Vient le temps de la « pacification ». Un terme qui, en l'occurrence, masque une campagne punitive contre la population, entamée dès la contre-offensive zaïro-marocaine. Pierre Yambuya, le pilote déjà cité, se fait l'écho de cette répression supervisée par Mobutu en personne. Exemple, dans le village de Lufupa : « Toutes les cases sont incendiées pendant que les villageois sont en train de dormir ou à l'écoute de coups de feu, sans se rendre compte de la situation. Ensuite, ils sont massacrés à bout portant. Pour la plupart, c'étaient des femmes et des enfants, les hommes s'étant réfugiés dans la brousse bien avant, à part quelques vieillards qui, eux non plus, n'échappèrent pas au massacre¹⁶. »

Par peur d'éventuelles représailles, les habitants du Shaba ont pourtant fait preuve de prudence pendant cette drôle de guerre. Dans cette province pas plus qu'ailleurs, « le pays profond » n'a « bougé » au plus fort de l'alerte. Les ouvriers des mines ne se sont pas révoltés, malgré les rancœurs accumulées depuis toujours contre le pouvoir central. Personne ne s'est dressé pour défier le chef de l'État¹⁷. Celui-ci d'ailleurs en tire gloire : « Mes compatriotes sont restés unanimement groupés derrière leur Guide jusqu'à la victoire et non pas derrière les rossignols qui chantent

14. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 237-238.

15. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, op. cit., p. 270.

16. Pierre Yambuya, *L'Abattoir*, op. cit., p. 25.

17. *Le Monde*, 7 juin 1977.

en Europe¹⁸... » Il n'empêche, l'armée donne libre cours à sa brutalité. Résultat : plus de deux cent mille civils trouveront refuge en Angola¹⁹.

Conscient que son régime est passé à deux doigts du désastre, Mobutu clame son désir de réforme tous azimuts. De l'armée à la magistrature, de l'agriculture au fonctionnement des institutions, aucun grand domaine n'échappe, à l'en croire, à sa tardive volonté réformatrice. Manière de confirmer au passage que la crise du « mobutisme » est si profonde qu'elle exige une médication d'ensemble. Il promet un « nettoyage général » de l'administration, lance une guerre sans merci contre la corruption et, par égard pour le Shaba, installe temporairement sa capitale à Kolwezi. Grand prince, il annonce un scrutin présidentiel, théoriquement ouvert à tout candidat. Mais il sait qu'aucun concurrent ne prendra le risque insensé de le défier à visage découvert²⁰. En novembre, devant le Congrès du parti, il dénonce de nouveau la corruption, ce « mal zairois²¹ ». Mais dénoncer un mal ne suffit pas à l'extirper. Les mois passent sans que les mœurs politiques en vigueur à Kinshasa changent d'un iota. Le 2 décembre, Mobutu, seul candidat, est réélu président pour sept ans, avec un score écrasant et tout rond : 10 millions et 500 000 voix (sur 10 692 737 suffrages exprimés)²².

Kolwezi mise à sac

En se retirant du Shaba, les rebelles katangais ont écrit sur les murs des magasins : « Vous avez gagné la guerre aujourd'hui, 13 mai 1977 ; mais l'année prochaine à la même date, nous sortirons vainqueurs²³. » Un an plus tard, jour pour jour, ils sont

18. *Le Monde*, 12-13 juin 1977.

19. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, *op. cit.*, p. 212.

20. *Le Monde*, 3-4 juillet 1977.

21. Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, 1982, p. 279.

22. *Le Monde*, 6 décembre 1977.

23. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 66.

au rendez-vous. Leur offensive éclair, organisée par des officiers allemands de l'Est, est une réussite militaire. Pour créer un effet de surprise et ne pas trop embarrasser l'Angola officiellement réconcilié avec le Zaïre, ils passent par la Zambie et marchent vers Kolwezi, qui tombe aussitôt. Tout le monde n'y est pas pris au dépourvu, à en juger par le fort taux d'absentéisme observé ce jour-là parmi les ouvriers des mines²⁴. Le FLNC bénéficie de complicités dans la ville où il a infiltré des combattants et du matériel. Il lève une milice qui recrute des centaines de jeunes chômeurs en colère et des membres de la pègre à qui il distribue des armes. Nombre de ces insurgés, devenus vite incontrôlables, se transforment en brigands sans foi ni loi. Leurs hordes pillent, s'enivrent et tuent. Les « Tigres » établissent un « tribunal révolutionnaire katangais » pour juger les trois mille Européens – Belges et Français pour l'essentiel – pris en otage, dressent des listes de gens à arrêter et, après une parodie de justice, exécutent leurs victimes²⁵.

Les « Tigres » occupent Kolwezi, mais ne prennent pas le quartier général de l'armée zaïroise situé dans le P-2, un complexe d'habitations et de bureaux de la Gécamines, principal employeur de la ville. Le 14 mai 1978, dimanche de Pentecôte et lendemain de l'invasion, une trentaine de Blancs sont massacrés dans une villa de ce quartier. Officiellement assassinés par des « rebelles ». On apprendra plus tard qu'ils ont probablement été tués par des soldats de Mobutu.

Le pilote Pierre Yambuya – encore lui – se trouve à Kolwezi. Il livrera un récit accablant : « À 17 heures, le colonel Bosange donne soudain l'ordre de fusiller tous les Européens enfermés dans la villa en raison de leur prétendue complicité avec les Katangais. D'après lui, ce sont tous des mercenaires [...]. Bosange donne au chef des services de renseignements et de la sécurité, le lieutenant Mutuale, et à trois autres soldats la mission d'exécuter son ordre. Mutuale et son peloton d'exécution se

24. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 212.

25. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 238.

rendent à la villa, distante d'environ 50 mètres, et dont les portes et les fenêtres sont hermétiquement fermées. À travers les stores roulants baissés, les soldats vident leurs armes automatiques. Les rafales retentissent comme le bruit d'une collision. Cinq minutes plus tard, Mutuale et ses soldats reviennent : mission accomplie²⁶. » Le témoignage anonyme d'un survivant, recueilli par Colette Braeckman, impute aussi le crime de la villa P-2 aux soldats chargés de protéger ses occupants. Des années plus tard, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Nguza Karl i Bond, devenu opposant au régime, accusera Mobutu d'avoir lui-même donné l'ordre de ce massacre pour convaincre Paris et Bruxelles d'intervenir à des fins humanitaires²⁷.

L'exploit du 2^e REP

Dès le début de l'invasion, Mobutu appelle Giscard et lui demande une aide militaire directe et immédiate. De son côté, l'ambassadeur de France à Kinshasa, André Ross, presse l'Élysée d'agir pour des raisons essentiellement politiques : sauver une nouvelle fois le régime, éviter le risque d'une guerre civile entre le sud et le nord du Zaïre. Son attaché militaire, le colonel Yves Gras, commence à préparer un plan d'opération. Mais Giscard tergiverse. Il estime que ce sont aux Belges d'« y aller » et que la France les soutiendra²⁸. Les choses traînent pendant trois jours en partie à cause de rivalités entre Paris et Bruxelles. Puis Giscard s'engage à fond. Le 17 mai, il donne son feu vert à une intervention. Lorsqu'il apprend que des massacres sont commis à Kolwezi, l'opération est déjà en cours²⁹. Quelque six cents

26. Pierre Yambuya, *L'Abattoir*, op. cit., p. 69.

27. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 67-69.

28. Témoignage du colonel Yves Gras, cité dans *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, op. cit., p. 320-321.

29. Valéry Giscard d'Estaing consacre vingt-trois pages à ce qui restera son plus glorieux fait d'armes, la préparation et le déroulement de l'intervention du 2^e REP à Kolwezi : cf. *Le Pouvoir et la Vie*, Compagnie 12, 2004, p. 250-273.

légionnaires du 2^e régiment étranger de parachutistes, partis de Corse, volent dans le ciel d'Afrique. Sous les ordres du colonel Philippe Erulin, ils s'apprêtent à sauter, en deux vagues, sur Kolwezi. La veille, Mobutu, par orgueil, a ordonné au major Donatien Bokungu Mahele de sauter sur l'aéroport de Kolwezi avec une centaine d'hommes. C'est une opération kamikaze au cours de laquelle les « Tigres » tirent sur les paras zaïrois comme sur un vol de canards. Une trentaine d'entre eux seulement en réchappent. Mais la reprise de l'aéroport permet à Mobutu d'y débarquer le lendemain aux commandes de son C-130 et de se pavaner pendant une heure sur le tarmac au milieu de la presse étrangère qu'il a pris soin de convier. Des affiches à l'effigie du président en tenue militaire célébreront « Mobutu, le libérateur³⁰ ».

Le largage des « bérets verts » français dans des conditions difficiles et leur prise de contrôle de Kolwezi après quelques heures de combats de rue constituent un exploit militaire qui nourrira un peu plus la légende du prestigieux 2^e REP³¹. Ses hommes sauvent de justesse trente-cinq otages détenus dans une école et sur le point d'être fusillés. Les paras français, puis belges, découvrent une ville à sac, aux rues jonchées de cadavres et à la population traumatisée. Au final, cette « seconde guerre du Shaba » se solde par un lourd bilan parmi les civils : sept cent cinquante Africains tués, en majorité des Kasaiens employés de la Gécamines, cent soixante-dix Européens, dont une vingtaine d'otages enlevés par les rebelles et exécutés en brousse. Le 2^e REP déplore cinq morts et une vingtaine de blessés. Environ deux cent cinquante rebelles ont péri.

Une nouvelle fois, Mobutu sauve son régime. Il doit sa survie à la France. L'ambassadeur André Ross est catégorique : « Sans Giscard, il ne se serait rien passé, il n'y aurait eu aucune intervention³². » Dans cette affaire, Valéry Giscard d'Estaing a pris

30. Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, *op. cit.*, p. 315.

31. Le colonel Erulin relate en détail le déroulement de l'opération dans un entretien exclusif avec Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 417-460.

32. Entretien d'André Ross avec l'auteur, 26 mai 2015.

la mesure de l'enjeu stratégique zaïrois. Son raisonnement géopolitique repose sur un postulat fort simple : le Zaïre, ce géant si convoité, constitue le « ventre mou » de l'Afrique centrale. Sa chute dans le camp socialiste porterait un coup terrible aux intérêts de l'Occident en Afrique. Les Soviétiques, qui contrôlent déjà l'Atlantique grâce à l'Angola et l'océan Indien grâce à l'Éthiopie et à la Somalie, couperaient l'Afrique en deux et seraient maîtres de ses richesses. Dès lors, il faut à tout prix, estime-t-on à Paris, maintenir à flot le régime anticommuniste de Mobutu. D'autant qu'il n'existe sur place, ajoute-t-on à tort ou à raison, aucune formule de remplacement crédible.

« Mobutu ou le chaos », voilà un argument occidental que le principal intéressé exploite aussi habilement qu'il transforme ses défaites militaires en succès politiques. Le cinquième sommet franco-africain, les 22 et 23 mai à Paris, lui donne aussitôt l'occasion de jouer au matamore. Il entre dans la salle de conférence en tenue de combat : casqué, portant treillis léopard, coutelas de commando fixé au mollet, pistolet P-35 brinquebalant sur la hanche, et s'exclame : « Excusez-moi, je viens du front et je n'ai pas eu le temps de me changer... » Comme si le Shaba était aux portes de Paris³³.

33. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 447.

Le Zaïre sous tutelle

L'homme qui, en 1978, débarque à Kinshasa, mandaté par le Fonds monétaire international, laissera son empreinte dans l'histoire du Zaïre, au terme d'un séjour pourtant plus bref qu'il ne l'aurait voulu. Erwin Blumenthal est un banquier ouest-allemand. Austère, intègre et méticuleux, autant par vocation professionnelle que par tempérament. « Très prussien », diront plus tard ses collègues. Le FMI l'envoie au chevet du Zaïre pour « moraliser » l'administration, remettre de l'ordre dans les finances, apurer les comptes de l'État. Il s'installe comme chef d'équipe du FMI puis directeur intérimaire de la Banque nationale du Zaïre.

C'est un homme d'expérience. Il a été responsable pendant quatorze ans du département des Affaires étrangères de la Bundesbank, la banque centrale de la RFA. Il connaît aussi l'Afrique. Il a travaillé au début des années 1960 en Tanzanie et même dans le Congo d'avant Mobutu, comme conseiller personnel de Tshombe, alors Premier ministre. Mais le Zaïre de 1978, c'est autre chose. Erwin Blumenthal a beau être informé du chaos financier qui l'attend, il en reste abasourdi. La morgue, l'esbroufe, la frénésie de luxe et les pratiques mafieuses de la clique au pouvoir le laisseront pantois et, au bout du compte, impuissant. Les grosses légumes et leur chef l'auront à l'usure et l'obligeront à un départ précipité. Mais il ne le sait pas encore.

Cet expert pointilleux et revêche n'est peut-être pas tout à fait l'homme de la situation : il manque de souplesse et de subtilité pour traiter le mal zaïrois. À moins, au contraire, que sa rudesse ne soit, en théorie, la meilleure arme pour démasquer les ruses mensongères de Mobutu. Il s'attire très vite le surnom donné

jadis à Stanley, *boula matadi*, « le concasseur ». Il n'est pourtant pas totalement dénué d'humour. Il accroche d'emblée au mur de son bureau, et bien en évidence, la devise du parti de Mobutu : « Servir et non se servir¹. » Manière de rappeler qu'il est sans doute le seul homme au Zaïre à respecter ce précepte.

L'étroite surveillance du FMI

Lorsque Erwin Blumenthal arrive à Kinshasa, le Zaïre est déjà, depuis deux ans, sous l'étroite surveillance du FMI. Mobutu, si chatouilleux sur la souveraineté nationale, a dû l'accepter. Les créanciers du Zaïre – représentant une centaine de banques – avaient découvert, stupéfaits, que le pays était en banqueroute. Ils avaient saisi le FMI pour essayer de soigner ce grand malade, au corps gangrené par une dette d'environ 5 milliards de dollars. Le gendarme du système financier avait supervisé la « rétrocession » des entreprises nationalisées, la création d'un office en charge de la gestion de la dette et l'élaboration d'un plan de redressement triennal concocté par des experts belges et baptisé « plan Mobutu » pour ménager l'orgueil du Guide². Il s'agissait de réduire les dépenses publiques, d'augmenter les recettes fiscales, de stimuler la production minière et agricole, de développer les infrastructures, notamment les transports, d'améliorer la gestion des comptes, de dévaluer la monnaie³.

Dans son livre *Le Défi mondial*, Jean-Jacques Servan-Schreiber évoque l'ambiance tendue dans laquelle se déroulent trois négociations entre Mobutu et ses créanciers sous l'égide du FMI. La troisième a lieu dans l'appartement parisien du Guide, avenue Foch. Après avoir tancé le général-président, hommes d'affaires, financiers, industriels lui conseillent vivement de se livrer à une réforme radicale des mœurs politiques zaïroises, s'il souhaite voir se poursuivre la protection de son régime. Mobutu confiera à l'un de ses proches : « On ne m'avait jamais parlé aussi rude-

1. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 457-458.

2. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 231.

3. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, *op. cit.*, p. 404.

ment⁴... » La prise de fonctions du banquier allemand illustre donc une véritable mise sous tutelle de l'État zaïrois. Des expatriés prennent les commandes aux postes clés : les douanes, l'Office national des transports, la Gécamines. Le FMI parrainera quatre plans « de stabilisation » qui, tous, échoueront, avant d'imposer, plus lourdement encore, à partir de 1983, des « programmes d'ajustement structurel »⁵. La dette sera rééchelonnée neuf fois entre 1976 et 1989.

Revenons à Erwin Blumenthal. Au fil des mois, sa rigueur réformatrice s'érode face aux subterfuges de ses interlocuteurs zaïrois, à leur mauvaise foi cynique, à leurs sourdes menaces. Il écrit : « On ne peut pas plus empêcher Mobutu de piller qu'empêcher un chat d'attraper les souris. » Moins de un an après son arrivée à Kinshasa, il déclare forfait, exaspéré, découragé et craignant pour sa vie. Il dort avec un pistolet sous son oreiller⁶. Sa peur d'être assassiné peut se comprendre. Quelques années plus tôt, des soldats avaient fait irruption au domicile d'un expert international qui déplaisait à Mobutu. Les militaires l'avaient battu avant de violer sa femme et ses filles. Il avait fallu exfiltrer le malheureux. Mobutu, jouant l'innocent, avait été contraint de présenter des excuses privées et d'offrir un dédommagement. Mais le mal était fait.

L'accablant rapport Blumenthal

En 1979, le vice-président régional de la Banque mondiale, Willi Wapenhans, s'était rendu à Kinshasa pour épauler son délégué au Zaïre et exiger de Mobutu le remboursement de 100 millions de dollars que ce dernier avait soustraits des caisses de la Gécamines. Les deux experts avaient été assignés à résidence sous surveillance militaire pendant quarante-huit heures. Seule la menace de rendre publique leur mésaventure avait fait céder

4. Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le Défi mondial*, Fayard, 1980, p. 233.

5. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 548-549.

6. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 189.

Mobutu qui avait de nouveau plaidé l'innocence. Une autre fois, Mobutu avait obtenu le rappel d'un délégué de la Banque mondiale en lui imputant à tort des « propos racistes ». Cette accusation ne trompa personne⁷.

Le 23 juin 1979, Erwin Blumenthal prend congé de Mobutu qui, en toute hypocrisie, le reçoit fort courtoisement. Le banquier racontera cet entretien : « Le président était plein d'amabilité et de commisération. Il téléphona devant moi à son Premier ministre pour que ce dernier rappelle à l'ordre le gouverneur de la Banque nationale. Il alla jusqu'à regretter, tout en le comprenant, mon départ, exprimant le souhait d'un prochain retour au Zaïre afin de poursuivre ma mission. Quel acteur⁸ ! » En fin de mission, le banquier rédige, pour le FMI, un rapport confidentiel sur « la crédibilité financière » du Zaïre. C'est un réquisitoire implacable dont Mobutu a vite connaissance, mais qui restera secret jusqu'à sa publication à Bruxelles, une fois mis à jour, en octobre 1982⁹.

D'emblée, Erwin Blumenthal met les points sur les *i* : « Il y a un seul obstacle majeur qui anéantit toutes les perspectives [de redressement] : la CORRUPTION de l'équipe au pouvoir [...]. Aucun des responsables du Fonds ou de la Banque mondiale n'ignore que toute tentative visant à un contrôle budgétaire plus strict tourne court devant un obstacle majeur : la présidence. Qui va crier "Au voleur !" ? Il est impossible de contrôler les transactions financières réalisées par le bureau de la présidence. Dans ce bureau, on ne fait plus la différence entre les besoins personnels et les dépenses publiques. Comment les institutions internationales et les gouvernements occidentaux peuvent-ils continuer d'accorder aveuglément leur confiance au président Mobutu ? »

7. *Ibid.*, p. 201-202.

8. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 143-145.

9. Le rapport Blumenthal, mis à jour par son auteur le 20 avril 1982, a été publié en octobre 1982 dans le numéro 36 d'*Info Zaïre*, revue trimestrielle du Comité Zaïre de Belgique. Il contient en annexe les réponses à quinze questions posées par l'auteur à Nguza Karl i Bond. Le tout a été repris par Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 136-169.

L'impunité des « grands léopards »

Pour illustrer les méthodes de Mobutu, le banquier égrène une liste d'« incidents » dont il a été témoin :

« En février 1979, le président, qui séjournait à Gbado-Lite, demande au gouverneur Bofossa de revenir immédiatement de Rome où il se trouvait. Il lui ordonne par téléphone de venir à Gbado-Lite par avion et de lui apporter 50 000 dollars en espèces... »

« Au cours d'inspections dans les différents services, j'apprends que des versements plus ou moins réguliers, toujours en espèces et en devises, portent la signature du gouverneur et sont versés à la présidence, aux ministres, au procureur général, à l'armée et aux services secrets. » Etc.

Chiffres à l'appui, le rapport établit que le produit d'une partie des ventes de cuivre, cobalt et nickel zaïrois rejoint directement des comptes privés en Suisse.

Erwin Blumenthal se réjouit que son équipe ait découvert l'existence à l'étranger de plusieurs « comptes spéciaux » ouverts au nom de la Banque du Zaïre, mais dont seuls le président et le gouverneur peuvent disposer : « Naturellement, rien ne prouve que nous ayons découvert tous les “comptes spéciaux”, mais à l'époque, j'étais très satisfait d'avoir récupéré près de 5 millions de dollars pour la Banque, ignorant qu'une telle somme n'était qu'une bagatelle pour le président d'un si grand pays. » Mobutu avait autorisé l'expert à sanctionner certains « grands léopards », pris en flagrant délit de fraude ou de corruption, en particulier Litho, doyen du clan et oncle du président : « Ce dernier avait l'habitude d'acheter des produits de première qualité, surtout en Afrique du Sud, en Rhodésie et dans le sud de la France, mais il n'aimait pas payer. À l'aéroport de Kinshasa, on pouvait admirer sa flotte d'avions de transport. Les mesures prises contre lui restaient sans résultat. Le clan Mobutu règne contre tout étranger qui ose s'interposer dans ses affaires ! » Le rapport s'achève sur une mise en garde à propos de la dette du Zaïre : « Il y aura sans doute de nouvelles promesses de Mobutu qui obtiendra de nouveaux délais, mais il n'y a aucune – je répète

aucune – chance pour que les nombreux créanciers du Zaïre récupèrent leurs fonds. »

Avant de publier son brûlot, Erwin Blumenthal le met à jour en adressant un questionnaire à Nguza Karl i Bond, ancien ministre des Affaires étrangères et Premier ministre, passé à l'opposition et réfugié à Bruxelles. Les réponses, publiées en annexe du rapport, sont accablantes pour Mobutu et son clan. Un exemple parmi d'autres : « M. Mobutu lui-même, quand il devait voyager, convoquait le gouverneur de la Banque centrale qui lui apportait d'importantes sommes en espèces. Je me rappelle qu'une fois, avant un voyage aux États-Unis, le gouverneur lui avait apporté une somme de 500 000 dollars, en espèces sonnantes et trébuchantes. De plus, au cours de certains voyages, le gouverneur rapportait des montants supplémentaires plus ou moins équivalents. » L'opposant zaïrois met aussi en cause plusieurs personnalités belges, dont d'anciens ministres, que Mobutu aurait récompensées pour « services rendus ». Il affirme que Mobutu « a offert beaucoup de diamants aux personnalités étrangères, notamment à madame Giscard d'Estaing¹⁰ et à un certain nombre d'épouses de chefs d'État qui visitaient le Zaïre ».

Six dévaluations

Le 25 décembre 1979, le FMI impose une réforme fiduciaire originale. Pour réduire la masse monétaire et combattre la thésaurisation, par nature improductive, les Zaïrois sont invités à rapporter à leur banque toutes leurs grosses coupures. En échange, ils reçoivent de nouveaux billets, mais doivent déposer la moitié de leur argent sur un compte bancaire. L'opération, annoncée tardivement pour éviter une fuite des capitaux, a lieu le jour de Noël, toutes frontières fermées. Et seulement ce jour-là. C'est une catastrophe. Par défiance, à cause de l'éloignement ou parce que les queues devant les banques sont trop longues, beaucoup d'épargnants ne peuvent ou ne veulent remettre leurs économies.

10. Valéry Giscard d'Estaing opposera un démenti à cette allégation.

Ils sont ruinés¹¹. Inutile de préciser que les gens au pouvoir, dûment informés, avaient mis depuis longtemps leur argent à l'abri. Le zaïre-monnaie, dévalué six fois entre 1976 et 1983, perdra 98 % de sa valeur¹². Selon une étude universitaire, le produit national brut retrouve en 1980 son niveau de 1959, alors que la population a doublé en vingt ans¹³. Le PNB par habitant ne cessera de régresser pendant les années 1980.

Les remèdes de cheval prescrits par le FMI produisent quelques effets encourageants. Les monopoles commerciaux sont brisés, les fuites budgétaires colmatées et la production enregistre une timide reprise. La plupart des « indices » économiques s'améliorent. L'« ajustement structurel » est mis en œuvre, avec sérieux, pendant près de quatre ans, par le nouveau Premier ministre, Kengo wa Dondo, surnommé le « citoyen la rigueur¹⁴ ». À tel point que le FMI décerne au Zaïre un brevet d'« élève modèle ». Kinshasa remplit sa part du contrat en remboursant consciencieusement sa dette.

De temps à autre, Mobutu continue pourtant à faire des siennes. En janvier 1985, il débarque de manière impromptue à l'Office national des transports pour destituer le P.-D.G. belge devant le personnel rassemblé en une sorte de tribunal populaire¹⁵. L'État maltraite ses employés. Pendant plus de deux ans, Air Zaïre oublie de payer les salaires de la majeure partie de ses quatre-vingts expatriés. Un jour d'octobre 1984, cette indécatesse provoque un incident rocambolesque sur l'aéroport de Nice où un pilote français d'Air Zaïre, accompagné de trois huissiers, prétend faire saisir le DC-10 à bord duquel Mobutu s'apprête à rentrer au pays. Après quelques

11. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 406-407.

12. Crawford Young, Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, op. cit., p. 261.

13. Huybrechts, Mudimbe, Peeters, Vanderlinden, Van der Steen et Verhaegen, *Du Congo au Zaïre, 1960-1980 : essai de bilan*, Centre de recherches et d'information socio-politiques Bruxelles, 1981, p. 184.

14. Léon Kengo wa Dondo est Premier ministre de novembre 1982 à octobre 1986.

15. Laurent Zecchini, « Le Zaïre en quête de respectabilité », enquête en trois volets dans *Le Monde*, 4-6 juillet 1985.

pour parler, la raison d'État l'emporte et l'avion décolle avec un léger retard¹⁶.

Les « ventrés » et les « moineaux »

En 1986, l'économie s'effondre de nouveau. Les exportations diminuent, la dette absorbe une moitié des ressources en devises, l'industrie minière l'autre moitié. Les malversations au sommet repartent de plus belle. Échaudés par les confiscations des années 1970, les investisseurs étrangers n'ont plus confiance. Mobutu le constate avec amertume : « On ne se bouscule plus au grand rendez-vous du donner et du recevoir¹⁷. » Résultat, le Zaïre rembourse plus qu'il ne reçoit. Il devient exportateur net de capitaux. Mobutu s'énerve : « L'austérité ne se mange pas ! » Il se rebelle, obtient en 1987 un nouvel accord d'étalement de la dette – sur quatorze ans –, le huitième et l'avant-dernier du genre. Il clame : « Nous ne céderons pas aux diktats du FMI », en invoquant la souffrance du peuple¹⁸.

L'écart de niveau de vie entre l'immense majorité des Zaïrois et les privilégiés du régime, les « ventrés » comme on les surnomme, n'a jamais été aussi grand. Les riches « font des affaires », les autres exercent, en dehors de leurs heures de travail, des petits boulots réguliers ou occasionnels. Ils « taillent le caillou », c'est-à-dire se débrouillent pour arrondir leurs fins de mois. Beaucoup ne mangent pas à leur faim ou ne font qu'un seul repas par jour¹⁹. À Kinshasa, l'hôpital Mama-Yemo est devenu un mouiroir où les cadavres s'entassent à même le sol. La « bureaugamie », le fait d'entretenir une maîtresse, « un deuxième bureau », est en plein essor. Les femmes sont depuis longtemps plus nombreuses en ville que les hommes, qui ont payé un lourd tribut aux guerres civiles. D'où une importante progéniture aussitôt délaissée par leurs pères naturels. Ces gamins en haillons errent la nuit, dor-

16. *Le Monde*, 7-8 octobre 1984.

17. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 235.

18. Entretien de Mobutu à *Jeune Afrique*, 28 septembre 1988.

19. *Le Monde*, 5 juillet 1985.

ment dans un carton d'emballage et se nourrissent au hasard des poubelles²⁰.

Ceux qui parviennent à se faire embaucher comme domestiques sont appelés les « moineaux ». Dans cette économie informelle, il y a aussi les « Kadhafi », vendeurs de carburant à la sauvette, les « Mario », jeunes amants pour grandes dames riches, les « petits poussins », amants mineurs, les « Londoniennes », prostituées spécialisées dans la clientèle européenne, ou les « Mukala », intermédiaires dans les transactions amoureuses. Les plus enviés sont les « chômeurs américains », sans-emploi menant une vie de luxe grâce à leurs activités mafieuses²¹. Même aux pires époques, le peuple zaïrois reste un grand inventeur du langage.

20. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 465.

21. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, *op. cit.*, p. 551.

L'opposition redresse la tête

Le 1^{er} novembre 1980, treize commissaires du peuple (députés) zaïrois commettent un crime de lèse-majesté. Ils rédigent une *Lettre ouverte au citoyen président* qu'ils envoient à l'intéressé. Le ton est faussement respectueux, le contenu, radical. Après avoir passé en revue tous les maux du régime, ils réclament une profonde réforme politique garantissant la démocratie et les droits de l'homme. Leur chef de file est un vétéran de l'indépendance : Étienne Tshisekedi, ancien ministre et ambassadeur, juriste et corédacteur de la Constitution de 1967. Par leur franchise et leur audace, les « Treize » lancent un défi sans précédent à Mobutu. Leur lettre de cinquante-deux pages mérite qu'on en cite quelques extraits.

« Voilà quinze ans que nous vous obéissons. Que n'avons-nous pas fait, durant ce temps, pour vous être utiles et agréables ? Chanter, danser, animer, bref, nous sommes passés par toutes sortes d'humiliations, toutes les formes d'avilissements que même la colonisation étrangère ne nous avait jamais fait subir [...]. Après ces quinze ans de pouvoir que vous avez exercé sans partage, nous nous trouvons en présence de deux camps absolument distincts. D'un côté, quelques privilégiés scandaleusement riches. De l'autre, la masse du peuple croupissant dans la misère noire et ne comptant plus que sur la charité internationale pour survivre tant bien que mal. Et quand cette charité arrive au Zaïre, les mêmes riches s'arrangent pour la détourner au détriment des masses misérables ! [...] En refusant de démocratiser réellement le pays, en imposant un unanimisme de façade qui ressemble de plus en plus à une paix de cimetière, vous avez interdit à

notre peuple le nécessaire apprentissage de la libre confrontation d'idées dans un esprit d'émulation constructive. [...] Citoyen président-fondateur, cette analyse froide démontre qu'un problème grave se pose à notre société. Vous avez souvent dit qu'un vrai chef reconnaît ses erreurs. Vous l'avez souvent fait. Mais le drame, c'est que vous n'en tirez pas toujours toutes les conclusions. Et le pire, c'est que vous faites un pas en avant et trois pas en arrière¹. »

La lettre des « Treize » commence à circuler sous le manteau, dans le pays et à l'étranger. Avant même qu'elle ne soit publiée, ses signataires sont arrêtés, le 31 décembre². Cinq d'entre eux vont même se constituer prisonniers à la résidence de Mobutu. La radio qualifie les « Treize » de « conspirateurs de la Saint-Sylvestre ». Traduits devant la commission de discipline du parti, sept des accusés assument pleinement la teneur de la lettre, les six autres, déjà soumis à des intimidations, sont moins fermes. Tshisekedi déclare : « J'ai agi en militant et non en courtisan [...]. Mes idées sont mes idées et je les diffuse à l'étranger ou ailleurs. » Son collègue, Joseph Ngalula, autre pionnier de l'indépendance et rédacteur initial de la lettre, renchérit : « Au sein du MPR [...] on ne doit pas toujours dire *amen*³. » Les rebelles sont déchus de leurs mandats et interdits de politique pour cinq ans. Les plus radicaux sont privés de leur liberté de mouvement et relégués dans leur région d'origine. Un châtiment hérité de l'époque coloniale.

Ouverture sans lendemain

Le principal tort des « Treize » est d'avoir pris Mobutu au mot. Après les deux guerres du Shaba, et sur le conseil de ses alliés occidentaux, le Guide décide de lâcher du lest. Le 1^{er} juillet 1977,

1. Jean-Claude Willame, *L'Automne d'un despotisme : pouvoir, argent et désobéissance dans le Zaïre des années 1980*, Paris, Karthala, 1992, p. 132.

2. Lire l'analyse de Jean-François Bastin dans *Le Monde diplomatique*, septembre 1983.

3. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 328.

il prononce un discours d'« autocritique générale », affirmant : « Il faut donner l'occasion au peuple de mieux faire entendre sa voix. » C'est le coup d'envoi d'une série de réformes. L'heure est à l'ouverture démocratique. Plus de la moitié des membres du bureau politique seront désormais élus. On attend des députés qu'ils jouent pleinement leur rôle de législateurs. L'exécutif sera coordonné par un premier commissaire d'État, sorte de Premier ministre. Les élections se déroulent dans l'enthousiasme. Un nouveau Parlement s'installe. Prenant sa mission au sérieux, il déclare la guerre à la corruption, convoque les ministres à sa tribune. Ces interpellations, radiodiffusées en direct, tournent au procès du régime⁴.

En juillet 1979, de graves incidents au Kasai-Oriental mettent de l'huile sur le feu. Les forces de l'ordre tirent sur des « creuseurs » clandestins de diamants dans les localités de Katekelayi et Lwamuela : la répression tourne au bain de sang, on compte plus de deux cents morts⁵. Des députés du Kasai-Oriental, dont Tshisekedi, dénoncent ce massacre d'humbles travailleurs alors que partout dans le pays pullulent les gros « fraudeurs » : « Fraude de l'ivoire, de l'or, des peaux de crocodile, léopard et autres bêtes ; fraude de malachite, de cuivre, cobalt, bois, mercure et, dernièrement, fraude de salaires à grande échelle. Ces citoyens n'ont été ni inquiétés, ni déférés devant la justice, ni *a fortiori* tués⁶. » Mobutu reçoit les élus et s'en prend à Tshisekedi : « Vous voulez ma peau, vous ne l'aurez pas, ou vous la paierez très cher, car moi, je peux avoir votre peau quand je veux et comme je veux⁷ ! »

Il tente néanmoins d'apaiser la fronde des parlementaires en éloignant de l'hémicycle les plus virulents, promus ministres ou ambassadeurs. Mais cela ne suffit pas. Le 4 février 1980, il siffle

4. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 578-584.

5. Témoignage collectif recueilli et publié dans *Politique africaine*, n° 6, « Le pouvoir d'être riche », Karthala, mai 1982.

6. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 581.

7. Jean-Claude Willame, *Chronique d'une opposition politique : l'UDPS (1978-1987)*, Les Cahiers du Centre d'étude et de documentation africaines, 1987, p. 11.

« la fin de la récréation » dans un discours intransigeant : plus question d'élire des membres du bureau politique ou d'interpeller les ministres. Quant au multipartisme, jamais ! Le Parlement lui-même est supplanté par un Comité central du MPR, sorte de Parlement parallèle dont tous les membres sont nommés par Mobutu. C'en est fini de l'ouverture. Le Guide se félicite d'avoir mis fin à « l'anarchie parlementaire ». Les droits de l'homme ? « J'imagine que dans vos prisons, on ne déjeune pas non plus au caviar et au champagne », déclare-t-il à Bruxelles⁸. Les « Treize » ? « Des aigris. Je ne leur demande pas de chanter "Vive Mobutu". Les chiens aboient et la caravane passe. Et c'est une caravane de vingt-sept millions de citoyens et citoyennes⁹. »

Un parti illégal, l'UDPS

Un an après la lettre des « Treize », tous leurs auteurs sont libérés. Mobutu a cédé à de discrètes pressions belges et américaines. C'est l'accalmie. Mobutu attend des frondeurs une autocritique. Il n'en sera rien, bien au contraire. Le 15 février 1982, douze des « Treize », rejoints par un membre du bureau du MPR, Kibassa Maliba, fondent un parti d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Une formation illégale que ses parrains cherchent à faire reconnaître *de facto*. Pour Mobutu, l'affront est intolérable. Il fait arrêter et juger les rebelles. Condamnés en juin 1982 à quinze ans de servitude pénale, ceux-ci sont dispersés dans les anciennes prisons coloniales. Ils incarnent désormais la résistance au régime.

La lettre des « Treize » et la création de l'UDPS ponctuent une séquence cruciale dans l'évolution politique du Zaïre. Au faite de sa puissance, dix ans plus tôt, Mobutu aurait sans doute tenté de liquider physiquement ces gêneurs. Il ne le peut plus. Ses alliés occidentaux, qui sont aussi ses créanciers et ses bailleurs

8. Lors d'un discours à Bruxelles le 12 mars 1980, en tant qu'hôte des Grandes Conférences catholiques ; cité par Jean Kestergat, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 297-298.

9. Extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

de fonds, l'invitent à démocratiser son système, ou du moins à soigner son image. Mobutu préfère brocarder ses adversaires en exil : « Il faut que je lise la presse belge pour me rappeler qu'ils existent¹⁰. »

Les « Treize » et leurs amis, eux, ont choisi l'affrontement direct. Issus de l'intérieur du système, ils ont vaincu la peur qui avait longtemps paralysé les opposants. Ce sont des hommes respectés dans leur région d'origine : les deux Kasai, le Shaba, le Sud-Kivu et le Bandundu. Loin de toute idéologie révolutionnaire, ils ont des demandes raisonnables : privilégier la justice, la solidarité, la démocratie. Ils rejettent l'action clandestine et le recours à la violence. Ils expriment les aspirations d'une société en mouvement, et de plus en plus urbaine. Leurs sympathisants appartiennent au monde universitaire et ecclésiastique. Certains des cofondateurs clandestins de l'UDPS occupent des postes importants dans l'appareil d'État. D'autres adhérents de poids, comme Marcel Lihau, ancien président de la Cour suprême, connaissent Mobutu depuis longtemps et ont rompu avec lui¹¹. En septembre 1982, à Rotterdam, un représentant de l'UDPS participe, aux côtés d'autres opposants, dont Nguza Karl i Bond, à la session que le « tribunal permanent des peuples », héritier du tribunal Russel, consacre au Zaïre. Mobutu y est jugé responsable d'une « répression systématique »¹². Il réplique en interdisant l'accès d'Amnesty International au territoire zaïrois.

Mobutu maréchal

En décembre 1982, Mobutu est promu maréchal par le congrès du MPR, « à la demande du peuple ». L'événement donne lieu le 19 mai 1983 à une cérémonie qu'il préside en grand uniforme blanc et muni de son bâton clouté d'étoiles. Ce jour-là, Mobutu libère sans conditions les prisonniers politiques dans le cadre

10. Entretien de Mobutu à *Jeune Afrique*, 25 août-1^{er} septembre 1982.

11. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 330-332.

12. *Le Monde*, 23 septembre 1982.

d'une amnistie générale¹³. Un geste qu'il présente comme un effet de son immense bonté. Mais son épée de Damoclès n'est pas loin : « Mon schéma est simple. Aujourd'hui vous sortez de prison. Demain, vous recommencez, je vous reprends et vous retournez en prison¹⁴ ! »

Cette menace, Mobutu la met vite à exécution. En août 1983, le « groupe des Treize » est reçu à l'hôtel Intercontinental de Kinshasa par une délégation de la Chambre des représentants américaine venue enquêter sur les droits de l'homme. Les Zaïrois portent costumes et cravates. C'est une transgression de l'authenticité vestimentaire mobutiste. À peine sortis de leur rencontre, ils sont sauvagement battus à coups de ceintures militaires, dans le parking de l'hôtel, par des membres de la garde présidentielle en civil, sous les yeux d'un congressiste et de plusieurs diplomates américains. Ces violences feront scandale à Washington dans les couloirs du Capitole. En novembre, deux reporters américains du *Baltimore Sun* interviewent Tshisekedi. La police les arrête et les interroge pendant plusieurs jours avant de les expulser. De nouveau banni dans son village, l'opposant est libéré en mai 1985, puis arrêté une nouvelle fois en novembre après avoir accordé une interview ayant déplu au maréchal.

En tout, Tshisekedi est arrêté dix fois entre janvier 1981 et avril 1990¹⁵. Son courage physique et sa détermination font l'admiration de millions de Zaïrois. Au fil des ans, il affronte emprisonnements, matraquages, exil intérieur, harcèlements, insultes, humiliations en refusant de se laisser acheter, à la différence de quelques compagnons de lutte qui « craquent », épuisés ou séduits par les offres financières de Mobutu¹⁶. Car le maréchal continue de manier carotte et bâton. En 1985, il décrète une nouvelle amnistie générale. L'UDPS est conviée à formuler des propositions concrètes. D'où un mémorandum signé par dix-neuf

13. *Le Monde*, 21 mai 1983.

14. Extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

15. Les deux reporters sont Helen Winternitz et Timothy Phelps. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, *op. cit.*, p. 244-245.

16. Marie-France Cros, François Misser, *Le Congo de A à Z*, *op. cit.*, p. 208-209.

membres se revendiquant du groupe des « Treize ». Ce document, en date du 6 octobre 1985, préconise, entre autres, l'instauration du multipartisme, l'autonomie des régions et le respect des droits de l'homme¹⁷.

Bulletins rouges, bulletins verts

Sa publication déclenche une nouvelle vague de répression qui frappe durement les militants de base et les simples sympathisants. Les « indics » sont à la manœuvre. Ils surveillent les suspects, guettent les réunions clandestines ou s'y infiltrent. Les opposants réels ou supposés sont souvent arrêtés, relégués ou portés disparus. À chaque manifestation, les soldats se déchaînent¹⁸. Le 17 juin 1987, lors des accords de Gbado-Lite, les leaders de l'UDPS acceptent, de guerre lasse, de retourner dans le giron du MPR, où ils formeront une deuxième tendance. Tout le monde sauve la face. Cinq d'entre eux intègrent le comité central. Censé devenir premier commissaire d'État, Tshisekedi n'est finalement pas nommé¹⁹. Tenu à l'écart, il incarne à lui seul l'opposition radicale au régime. Le 17 janvier 1988, jour anniversaire de la mort de Lumumba, il convoque un meeting au centre de Kinshasa au pont Kasa-Vubu, lieu des pendaisons de 1966. L'armée intervient. Il y a de nombreux morts et blessés. Tshisekedi est mis aux arrêts. Des psychiatres le déclarent malade mental, frappé de paranoïa²⁰...

Décidé, pendant ces années, à ne rien lâcher sur l'essentiel – son pouvoir absolu –, Mobutu a poursuivi sans vergogne ses manigances. Il y a eu quelques alertes sans lendemain. En janvier 1984, une valise piégée a endommagé les services de la douane à l'aéroport de Kinshasa. En mars, deux bombes ont explosé dans les bâtiments de la radio-télévision et à la poste

17. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo, op. cit.*, p. 585-586.

18. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu, op. cit.*, p. 336.

19. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo, op. cit.*, p. 586.

20. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu, op. cit.*, p. 334.

centrale, faisant deux morts et plusieurs blessés. Mobutu les a mis sur le compte d'une campagne de déstabilisation menée par des opposants avec l'aide de la Libye du colonel Kadhafi. En mai 1984, les trois mille congressistes du MPR ont entériné la candidature unique du maréchal à l'élection présidentielle. La population est invitée à reconduire « à 100 % » « le Guide de la Révolution »²¹.

Le scrutin a lieu le 29 juillet 1984. Chaque Zaïrois doit choisir entre un bulletin rouge (non à Mobutu) et un bulletin vert (oui à Mobutu). Selon la propagande du parti, le rouge est couleur de sang, de désordre ; le vert, symbole de la nature, de la vie, de la force. Dans certains bureaux de vote, les isolements manquent souvent de rideau. Dans d'autres, c'est plus simple : il n'y a pas de bulletins rouges. Inutile, disent les assesseurs, « car tout le monde vote vert²² ». Mobutu expliquera qu'il lui était bien difficile de se montrer plus démocrate que son peuple : « Dans certains coins du pays, présenter des bulletins rouges était considéré comme de la provocation pure et simple. Ce n'était pas facile d'expliquer qu'une élection signifie deux bulletins. Les gens chantaient et dansaient en criant : "Nous allons voter à 500 %, à 1000 % pour Mobutu."²³ » Un opposant racontera que dans l'isoloir, il déchira le vert et mit le rouge dans l'enveloppe et qu'en sortant il vit un soldat « se précipiter dans le cagibi pour ramasser les bouts de papier vert²⁴ ». Ce jour-là, Mobutu est réélu avec 99,16 % des suffrages²⁵.

21. Reportage de Jean-Eudes Barbier, envoyé spécial de l'Agence France-Presse, publié dans *Le Monde*, 29-30 juillet 1984.

22. *Le Monde*, 31 juillet 1984.

23. Extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

24. Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, op. cit., p. 274.

25. *Le Monde*, 7 août 1984.

Vent d'ouest, vent d'est

Dans la nuit du 4 au 5 novembre 1980, Mobutu reste éveillé. Il attend les résultats de l'élection présidentielle américaine. En apprenant la victoire de Ronald Reagan, il sable le champagne et téléphone, dès l'aube, à l'ambassadeur des États-Unis à Kinshasa pour lui demander de transmettre ses félicitations personnelles à l'heureux gagnant¹. Mobutu a tout lieu de se réjouir. Le vaincu, Jimmy Carter, n'avait guère de sympathie pour son régime. Il avait été lent à l'aider lors de la deuxième guerre du Shaba. L'attachement de son administration aux droits de l'homme exaspérait Mobutu. C'en est fini, présage-t-il, des leçons de morale de la Maison Blanche. Il voit juste.

Lorsque Ronald Reagan et son vice-président George Bush prêtent serment le 20 janvier 1981, Mobutu vient de faire arrêter les « Treize » députés rebelles. La nouvelle administration américaine n'émet aucune protestation. Habile à s'attirer les bonnes grâces de son puissant allié, qui tient le colonel Kadhafi pour son ennemi juré en Afrique, Mobutu dépêche en novembre 1981 des troupes au Tchad, en avant-garde de la force interafricaine, avant même que la mission de celle-ci ait été précisée par l'OUA². Il s'agit d'empêcher le retour au Tchad des forces libyennes après la « fusion » entre les deux pays décidée par Kadhafi et l'éphémère président Goukouni Oueddei.

Sa décision sitôt prise, Mobutu se rend à Washington. Il est reçu par Reagan qui le gratifie aimablement de quelques bouts

1. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 243.

2. Jean-François Bastin, *Le Monde diplomatique*, septembre 1983.

de phrases en français apprises à l'époque où il était acteur de cinéma³. Mobutu annonce un doublement de son « contingent tchadien », au grand plaisir de son hôte. En retour, les États-Unis lui promettent une aide logistique. En mai 1982, un nuage passager assombrit cette relation amicale. La Chambre des représentants propose de réduire l'aide économique au Zaïre à 4 millions de dollars au lieu des 20 demandés par l'administration. Elle invoque les risques de voir cet argent détourné vers les comptes privés de certains dirigeants. Piqué dans son orgueil, Mobutu se dit « injurié » et préfère renoncer à l'assistance de son allié.

L'ami George Bush

Mais Mobutu, diplomate madré, avance dès le lendemain un nouveau pion. Il annonce le rétablissement des relations diplomatiques entre le Zaïre et Israël, rompues neuf ans plus tôt. Premier chef de l'État africain, après le défunt président égyptien Anouar al-Sadate, à renouer avec l'État juif, il espère amadouer ainsi le lobby juif américain, influent au Congrès. Il défend sa décision sur une question de principe : il avait voulu sanctionner l'occupation du Sinaï ; celui-ci évacué, la rupture n'est plus justifiée⁴. En outre, fait-il valoir, son « respect de la parole donnée a coûté très cher au Zaïre » : 350 millions de dollars correspondant au montant des programmes d'aide annulés par les pays arabes⁵. La coopération israélo-zaïroise, notamment militaire, reprendra de plus belle. Israël contribuera à former la Brigade spéciale présidentielle (BSP) et à réorganiser la division Kamanyola (cinq mille hommes) en garnison au Shaba. Elle sera couronnée en mai 1985 par une visite officielle de Mobutu à Jérusalem⁶.

La bouderie de Mobutu envers Washington ne dure pas. En novembre 1982, George Bush, en visite à Kinshasa, complimente son hôte : « J'admire votre courage personnel et votre leadership

3. Entretien de Mobutu à *Jeune Afrique*, 25 août-1^{er} septembre 1982.

4. *Le Monde*, 29 mai 1982.

5. *Le Monde*, 10 août 1983.

6. *Le Monde*, 12-13 mai 1985.

en Afrique⁷. » Bush, Mobutu : ces deux-là sont des complices de longue date, grâce à la CIA, que le premier a dirigée pendant un an (1976-1977). Leur amitié, sincère, va bien au-delà des intérêts politiques partagés. Selon Tryphon Kin Kiey, dernier porte-parole du gouvernement avant la fuite de Mobutu en mai 1997, les deux hommes se sont rencontrés vingt-quatre fois au cours de leurs carrières mutuelles⁸. Lorsque Bush deviendra président en 1989, Mobutu sera, bien sûr, le premier leader africain invité à la Maison Blanche. « Vous êtes, lui dira Bush, l'un des plus précieux amis de l'Amérique⁹. »

En juillet 1983, le Tchad fournit à Mobutu l'occasion de renouveler son opération de 1981. Face à la Libye, le Zaïre est le premier pays africain à répondre aux appels à l'aide du président Hissène Habré. Il lui expédie près de trois mille soldats. Comme en 1981, il se précipite à Washington où Reagan fait son éloge et salue « positivement » l'amnistie des détenus politiques, décrétée trois mois plus tôt¹⁰. Et comme en 1981, il obtient un cadeau en échange : le rééchelonnement de la dette du Zaïre à l'égard des États-Unis et la garantie de nouveaux investissements américains¹¹. Toujours orgueilleux, Mobutu précise que son intervention au Tchad « n'a rien à voir avec l'Occident » : « Je ne suis le gendarme de personne ! J'interviens parce que mon pays a une vocation internationaliste, africaniste. Et puis, si nous défendons la légitimité au Tchad, nous défendons aussi, à distance, le Zaïre¹². »

7. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, *op. cit.*, p. 244.

8. Extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

9. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, *op. cit.*, p. 1.

10. Allocution du 4 août 1983. Mobutu sera reçu trois fois par Reagan à la Maison Blanche.

11. Jean-François Bastin, *op. cit.*

12. Entretien de Mobutu à *Jeune Afrique*, 3 août 1983.

Médiateur sur l'Angola

Il n'empêche : Mobutu répond toujours présent s'il juge utile pour lui-même de rendre service à Washington. En 1985-1986, l'administration Reagan veut aider l'Unita de Jonas Savimbi en guerre en Angola contre l'armée gouvernementale. Il lui faut contourner l'embargo décrété sur les armes sud-africaines. La solution passe par la base de Kamina, au Zaïre. De nombreux vols cargo y achemineront de nuit l'armement destiné au mouvement rebelle et transbordé sur des avions sud-africains plus légers. Cette opération est conduite par la CIA. Pour garantir le secret, le déchargement et la protection des appareils sont confiés à des militaires afro-américains¹³.

À la fin des années 1980, les États-Unis et l'URSS de Gorbatchev s'efforcent de résoudre les derniers conflits liés à la décolonisation en Afrique. L'indépendance de la Namibie est en vue. Reste l'Angola. Encouragé par Washington, Mobutu s'autodésigne comme médiateur. Après « quatre mois de travail et des nuits sans sommeil », il accueille à Gbado-Lite vingt chefs d'État africains qui applaudissent « la poignée de main historique » entre Savimbi et le président angolais, Eduardo Dos Santos. L'accord du 22 juin 1989 est censé instaurer la paix. Il repose en fait sur un malentendu dénoncé par Savimbi deux mois plus tard. Mobutu, maître en duplicité, semble avoir fait des promesses contradictoires aux deux camps en présence. La guerre civile angolaise ne cessera qu'en 2002, à la mort de Savimbi.

En attendant, Mobutu joue le commis voyageur de la paix. C'est un moyen pour lui de renforcer sa légitimité de plus en plus contestée dans son pays. Avant sa médiation angolaise, il était intervenu au Burundi lors de troubles ethniques et dans un différend entre le Sénégal et la Mauritanie. Il avait reçu en octobre 1988 le ministre sud-africain des Affaires étrangères, « Pik » Botha, et, à la surprise générale, il accueillera Nelson Mandela à Goma et à Kinshasa en septembre 1990, pour son

13. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 287-288.

premier voyage à l'étranger depuis sa libération¹⁴. Manière sans doute pour Mandela de remercier Mobutu de l'aide financière apportée au Congrès national africain. On verra les deux hommes, tout sourire, marcher la main dans la main. Lors de l'entrée de Mandela dans la salle du banquet, l'orchestre le salue en entonnant la chanson *Le Métèque*, de Georges Moustaki.

De passage à Paris, le maréchal, avec grand sérieux, s'interrogera, faussement inquiet : « Qu'est-ce que vont penser mes compatriotes si je n'ai plus suffisamment de temps pour m'occuper des affaires de mon pays¹⁵ ? » Ses pairs africains, notamment l'Ivoirien Houphouët-Boigny et le Gabonais Omar Bongo, qui ont, eux aussi, travaillé à la paix en Angola, s'agacent surtout de le voir tirer un peu trop la couverture à lui. Piqué au vif, Mobutu fustige « la sournoise et mesquine jalousie qui mine la communauté des chefs d'État africains, francophones particulièrement¹⁶ ».

Mieux vaut un dictateur connu...

The Heritage Foundation, *think tank* conservateur très influent sous l'administration Reagan, défend fermement l'alliance avec Mobutu, au nom d'un pragmatisme mêlé de cynisme : mieux vaut soutenir un dictateur que l'on connaît que risquer d'en voir surgir un autre moins docile. En 1986, cette fondation publie une étude en ce sens axée sur deux arguments : la géographie et les richesses minières du Zaïre. Sa taille et sa position au centre du continent en font un pays stratégique. Son sous-sol recèle 60 % des réserves mondiales de cobalt, lequel pourvoit à la moitié des besoins des États-Unis¹⁷.

14. Mobutu avait envoyé son Boeing personnel chercher Mandela au Cap pour le ramener à Goma, au Kivu, le 7 septembre 1990. Les deux hommes gagnent le lendemain Kinshasa, d'où Mandela repart le jour suivant.

15. *Le Monde*, 12 juillet 1989.

16. Cité par l'Agence France-Presse dans *Le Monde*, 11 août 1989.

17. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 249.

Au Congrès ou dans les universités américaines, certains contestent alors le caractère inéluctable du soutien apporté à Mobutu. Les sanctions imposées par Washington à l'Afrique du Sud, arguent-ils, prouvent qu'on peut faire prévaloir le souci des droits de l'homme sur les intérêts stratégiques et économiques. En outre, le danger communiste au Congo/Zaïre a toujours été surestimé, ce qui convenait à Mobutu. Le directeur de la CIA, Allen Dulles, l'avait admis dès 1962¹⁸. Mais, un an plus tard, John F. Kennedy avait forgé la réputation du chef de l'armée congolaise, « rempart » de l'Occident face aux Soviétiques, en rendant un hommage appuyé au jeune Mobutu : « Général, si vous n'aviez pas été là, tout se serait effondré et les communistes l'auraient emporté¹⁹. » Quant à la ritournelle « Mobutu ou le chaos », est-elle encore audible dans un pays en ruine, qui subit « Mobutu *et* le chaos » ?

Et la France ? Pendant trente ans, et malgré quelques fâcheries sur le tard, Mobutu n'aura pas eu à trop se plaindre d'elle. Il rappelle volontiers qu'il a été le dernier chef d'État reçu par le général de Gaulle, le 27 mars 1969, un mois avant sa démission. Georges Pompidou lui avait dit : « Aider le Zaïre, c'est s'aider soi-même²⁰. » Une ligne de télex direct reliait directement son bureau à celui de Jacques Foccart, le « Monsieur Afrique » de la France d'alors. Mobutu était le plus assidu des interlocuteurs africains de Foccart²¹. Valéry Giscard d'Estaing avait sauvé son régime en 1978. La France de Pompidou et de Giscard n'hésitait pas à interdire les livres d'opposants zaïrois qui déplaisaient à Mobutu, sous le prétexte qu'ils étaient de nature « à nuire à la conduite des relations bilatérales²² ».

18. Dans un entretien télévisé, le 26 avril 1962.

19. Déclaration de John F. Kennedy en mai 1963.

20. *Le Monde*, 1^{er} octobre 1982.

21. Stephen Smith, Antoine Glaser, *Ces messieurs Afrique*, 2 : *Des réseaux aux lobbies*, Calmann-Lévy, 1997, p. 35 et 43.

22. Notamment le livre de Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo Kinshasa*, *op. cit.*, et celui de l'avocat bruxellois Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, *op. cit.* Le premier, après avoir été un dénonciateur virulent de Mobutu, se rallia à lui. Devenu ambassadeur du Zaïre au Japon, il vendit les locaux de l'ambassade prétendument pour pouvoir payer les salaires des employés.

L'arrivée à l'Élysée d'un président de gauche allait-elle changer la donne ? Au soir du 10 mai 1981, à Kinshasa, toute « la cité » écoute Radio France Internationale. Et bientôt la bière coule à flots pour fêter la victoire de François Mitterrand. De nombreux Zaïrois sont persuadés que Paris va lâcher Mobutu. Celui-ci est très inquiet. Il se souvient que Mitterrand a critiqué l'opération de Kolwezi. Le programme du parti socialiste promet de « prendre le contre-pied » de la politique consistant à « jouer le gendarme » en Afrique en soutenant « les régimes les plus arriérés, voire les plus barbares et toujours les plus corrompus ».

Quatre marabouts contre Mitterrand

La première rencontre entre Mobutu et Mitterrand a lieu le 30 octobre 1981, trois jours avant la tenue à Paris d'un sommet franco-africain. Pour conjurer le mauvais sort, Mobutu décide d'organiser des séances d'envoûtement par quatre puissants marabouts, dont un Sénégalais, un Guinéen et un Indien recruté spécialement pour l'occasion. Quatre est le chiffre porte-bonheur de Mobutu. Deux semaines avant la rencontre, l'ambassade du Zaïre à Paris envoie à Kinshasa de grandes effigies de Mitterrand et un enregistrement de sa voix. Parmi les rites qui lui sont prescrits, Mobutu installe l'effigie du président français sur une peau de léopard, et la piétine doucement de la bouche jusqu'au sommet du crâne en se concentrant profondément. Il répète l'opération quatre fois. Ensuite, il doit fixer avec une très grande détermination les yeux de son ennemi en prononçant une formule particulière. Le jour de l'audience, tout se passe à merveille. La conversation entre les deux présidents est cordiale. L'« apprivoisement » de Mitterrand a réussi²³. Lors du sommet de Paris, le peuple zaïrois découvre, stupéfait, sur la « photo de famille », leur Guide posant fièrement à la droite du président

23. Ces détails sont fournis par Emmanuel Dungia, à l'époque conseiller à l'ambassade du Zaïre à Paris, dans son livre *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 46-47.

français et prenant le pas sur tous ses pairs, hormis le doyen Houphouët-Boigny²⁴.

Mobutu se rend très vite utile à la France, notamment, on l'a vu, par ses interventions au Tchad. Le sommet de 1981, initialement prévu à Kinshasa, avait été déplacé à Paris à la demande de la France. Partie remise de un an, Mobutu est l'hôte de celui de 1982. Ce sera pour lui un grand succès. L'événement, méthodiquement organisé, donne lieu à un déploiement de fastes : chants et danses, orchestres et corps de ballet, garde présidentielle au lourd bonnet d'ourson, vestes vertes et épaulettes rouges, slogans inlassablement répétés et rythmés, allées et venues permanentes d'aides de militaires chamarrés évoluant au milieu des Mercedes²⁵...

Mobutu couvre Mitterrand d'éloges, saluant en lui « le garant de la sécurité en Afrique » et « le défenseur de ses intérêts économiques ». D'emblée, Mitterrand a déclaré vouloir avant tout renforcer les relations privilégiées avec les pays francophones. Le Zaïre n'est-il pas le plus peuplé d'entre eux ? Paris veut s'en tenir aux relations d'État à État, sans considération politique, encore moins de personne. Tant pis pour le ministre de la Coopération, Jean-Pierre Cot, qui pense le contraire. Dans son journal, Jacques Attali, « sherpa » de Mitterrand, note : « Petit déjeuner avec le président du Zaïre. Jean-Pierre Cot donne une leçon sur les droits de l'homme à un Mobutu ahuri devant tant d'audace. » Il résume l'ambiance et le décor : « On dénombre trente-sept délégations, alignées dans un grand palais des congrès financé par les Chinois, construit par les Belges, entretenu par les Français, à côté d'une gigantesque tour de télévision au financement aussi éclectique, le tout dans une ville sans eau courante ni tout-à-l'égout. Symbole du désastre des rapports entre l'Europe et l'Afrique où les dictatures sont soutenues sous prétexte d'une hypothétique menace rouge²⁶. » Au-delà du constat désabusé, c'est un bel hommage à l'habileté diplomatique de Mobutu. Ce

24. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois, op. cit.*, p. 476.

25. *Le Monde*, 10-11 octobre 1982.

26. Jacques Attali, à la date du 8 octobre 1982, dans *Verbatim*, Fayard, 1993, p. 328-329.

même jour, Attali rapporte les propos que lui tient Mitterrand : « Il est presque inquiétant de voir la somme d'espérances qui repose sur notre pays [...]. La France apparaît comme moins dangereuse que les autres. Ce fut une puissance colonisatrice, mais elle a été humaine, elle a formé des hommes. Au Zaïre, la situation est dramatique. Toutes les machines sont grippées. Tout est concussion. Nous avons affaire à un personnel politique fragile et à des États qu'un rien peut faire basculer. Il faudra constamment retisser la toile. »

Colère antibelge

Mobutu, lui, semble définitivement rassuré. Un an plus tard, il constate la continuité française « et même un léger mieux²⁷ » à son égard : « Voyez-vous, j'ai été reçu par de Gaulle, par Pompidou et par Giscard, et franchement cela se passe aussi bien avec François Mitterrand. Il connaît très bien l'Afrique : il y a une trentaine d'années, comme ministre de la France d'Outre-mer, il portait "le casque colonial". Jean-Christophe Mitterrand, fils du président, alias "Papa m'a dit", est le nouveau "Monsieur Afrique" ». Mobutu le traite comme un gamin : « Tu diras à ton père... » En décembre 1984, le maréchal marque sa mauvaise humeur en annonçant qu'il boycottera le sommet de Bujumbura (Burundi), avant de se raviser à la dernière minute. Comme plusieurs de ses pairs, il reproche à Mitterrand de l'avoir mis devant le fait accompli en concluant en Crète avec Kadhafi un accord mutuel de désengagement du Tchad, alors même que le colonel libyen n'avait pas tenu ses engagements. Mobutu se sent laissé-pour-compte. La visite officielle de Mitterrand au Zaïre, juste avant le sommet, s'achèvera dans une atmosphère plus chaleureuse. Les deux présidents constatent qu'au-delà des bisbilles passagères, leurs intérêts mutuels les condamnent à s'entendre²⁸. Mobutu continuera jusqu'au bout de disposer de solides réseaux à Paris. Ainsi l'ambassadeur de France à Kinshasa, Henri Réthoré

27. *Le Monde*, 10 août 1983.

28. Entretien de Mobutu à *Jeune Afrique*, 14 octobre 1983.

(1989-1992), s'apercevra que le maréchal avait connaissance de certains de ses télégrammes²⁹.

Entre Mobutu et la Belgique, c'est toujours l'amour-haine. D'où des relations mutuelles chaotiques. En décembre 1988, elles entrent dans une période de forte turbulence. Mécontent de la presse bruxelloise, Mobutu renonce à l'allègement de sa dette offert par la Belgique, ordonne aux ressortissants zaïrois d'y liquider leurs biens et aux étudiants de quitter l'ancienne puissance coloniale. Des « marches de la colère » antibelges sont organisées au Zaïre. L'un des châteaux de Mobutu en Belgique est saisi. Kinshasa dénonce le traité d'amitié et de coopération. Bruxelles suspend son aide au Zaïre jusqu'à nouvel ordre. Mobutu critique le paternalisme de son ancien tuteur. À Kinshasa, la rue commente à propos des deux pays : « Une fois de plus, ils se disputent, et une fois de plus, ils vont se rabibocher³⁰. » C'est bien vu. En août 1989, après huit mois de brouille et une médiation marocaine, Kinshasa et Bruxelles se réconcilient. Jusqu'à la prochaine algarade. En attendant, Mobutu raille volontiers l'ambassadeur belge, comme le jour où il lui lance : « Je salue monsieur l'ambassadeur du Royaume désuni³¹. »

Dans ses relations internationales, Mobutu ne perd pas son sens de l'humour, fût-il pesant. Invité à Paris aux cérémonies du Bicentenaire, en juillet 1989, il participe à un déjeuner avec les chefs d'État du Nord et du Sud³². Jacques Attali aussi. Il raconte : « Mobutu, voyant arriver Salinas de Gortari, président du Mexique, se tourne vers un ministre français : "C'est lui qui a la plus grosse de nous tous !" Silence interloqué du ministre. Mobutu, apparemment très fier de sa réflexion, d'expliquer : "Oui, la plus grosse dette... Je l'envie³³ !" » Trois mois plus tard, à la tribune des Nations unies, Mobutu sourit beaucoup moins

29. Entretien de l'auteur avec l'ambassadeur Henri Réthoré, 7 juillet 2015.

30. *Le Monde*, 9-10 et 11 décembre 1984.

31. Entretien de l'auteur avec l'ambassadeur Henri Réthoré, 7 juillet 2015. Mobutu lance cette pique lors d'une réunion entre le Zaïre et la CEE.

32. Dans un accès de vertu dont il ne fit pas preuve vis-à-vis d'autres dictateurs africains, François Mitterrand avait initialement voulu écarter Mobutu de ces cérémonies, avant de se raviser.

33. Jacques Attali, à la date du 13 juillet 1989, dans *Verbatim*, op. cit.

lorsque son discours est interrompu par plusieurs manifestantes qui ont le temps de crier plusieurs fois « Mobutu est un assassin » avant d'être évacuées³⁴.

C'est l'époque où, selon le mot du ministre français de la Coopération Jacques Pelletier, « le vent de l'Est secoue les cocotiers³⁵ ». Le bloc communiste éclate. Comme tout le monde, Mobutu voit le mur de Berlin s'effondrer. Pour affirmer son non-alignement, il avait noué depuis 1970 une relation amicale avec le dictateur roumain Nicolae Ceaușescu, adepte de la même politique. Le 25 décembre 1989, les images télévisées du cadavre désarticulé de son compère assassiné passent en boucle dans le monde entier. Mobutu est sous le choc. Il regarde plusieurs fois cette séquence qui le hantera. Il téléphone à son ministre de l'Information, Sakombi Inongo, qui témoigne : « Mobutu m'a dit : "Mais comment peux-tu diffuser ces images ? Est-ce que tu es devenu... ?" Je dis : "Devenu quoi ?" Mais il ne me disait pas de quoi il s'agissait. Il était tellement en colère et il a raccroché. Il pensait à lui-même. Il craignait que cet assassinat ne donne des idées au peuple zaïrois³⁶. » Décidément, cette guerre froide qui touche à sa fin, ce n'est pas une bonne nouvelle pour Mobutu.

34. Séquence en date du 4 octobre 1989, extraite du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

35. Claude Wauthier, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, quarante ans de politique africaine*, op. cit., p. 555.

36. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

L'homme du fleuve

Avec l'âge, Mobutu cède au désenchantement. Son caractère s'assombrit. Il est, plus souvent, las, solitaire, irritable. Se sait-il déjà atteint du cancer de la prostate qui finira par le vaincre ? A-t-il perdu toute illusion de transformer le Zaïre en un État moderne, stable et prospère ? Il peste contre ce « foutu » pays, au peuple ingouvernable, sans admettre qu'il est principalement responsable de son chaos social et moral. L'économie ? En ruine, à cause de ses erreurs. L'armée ? Inopérante, indocile, brutale envers les civils. Le MPR ? Un outil d'oppression, dont les gens se moquent en douce. Ils parlent du « parti inique¹ », le rebaptisent : « Mourir pour rien » ou raillent son « président-fécondateur », inlassable don juan². Les « citoyens » et « citoyennes » ? Infantilisés, déresponsabilisés, par la faute de son régime autoritaire, paternaliste et immoral.

La métamorphose de Mobutu n'échappe pas à ceux qui l'ont fréquenté jeune, fringant, enthousiaste et féroce. « Le pouvoir l'avait longtemps grisé. L'échec désormais le déprimait. Il ne s'amusait plus », se souvient le diplomate et homme d'affaires belge Étienne Davignon³. S'accrocher au pouvoir reste néanmoins son obsession. Il a beaucoup grossi, abuse du champagne, consomme divers breuvages aphrodisiaques. Ses défauts de jeunesse – l'arrogance, la vanité, la mégalomanie – sont intacts ou

1. Pius Ngandu Nkashama, *Le Pacte de sang*, *op. cit.*, p. 162.

2. Marie-France Cros, François Misser, *Le Congo de A à Z*, *op. cit.*, p. 173-174.

3. Entretien de l'auteur avec Étienne Davignon, 24 juin 2015.

aggravés. Il reste puissant, craint et respecté, respecté parce que craint. Courtois envers les étrangers, il peut être violent et grossier avec tel collaborateur ou tel courtisan qui lui aurait déplu. Il conserve le goût de paraître. « Mais derrière la posture, note la journaliste et romancière belge Lieve Joris, il est rongé de l'intérieur, comme son pays⁴. »

Sous la dictature mobutiste, les relations sexuelles urbaines sont particulièrement permissives. En partie parce que l'Équateur, région d'origine du président, est assez libre dans ce domaine. Exemple, un homme peut y coucher avec les sœurs non mariées de son épouse lorsque celle-ci s'absente. Sous le règne du Guide, la majorité sexuelle des filles est abaissée à 14 ans, et l'âge auquel elles peuvent se marier, à 15 ans⁵. C'est peu dire que Mobutu lâche la bride à ses désirs ; il exerce un véritable droit de cuissage dans les allées du pouvoir. Femmes de ministres, de députés, d'ambassadeurs, épouses de P.-D.G. d'entreprises publiques cèdent, bon gré mal gré, à ses avances.

Prédateur sexuel

Sakombi Inongo, l'un des proches du Guide, témoigne : « Il est allé pratiquement avec toutes les femmes de ses collaborateurs. Moi-même, j'étais ambassadeur à Paris et il a fait une cour incroyable à mon épouse. Je l'ai vu. Il s'arrangeait toujours pour qu'elle soit dans son environnement immédiat. Je faisais semblant de ne pas voir. C'est gênant⁶. » Les religieuses, les « petites Ma Sœur », comme on dit au Zaïre, lui sont une proie de choix. Certaines tombent enceintes⁷. Les élues sont généreusement récompensées en villas, voitures de luxe, voyages en Europe, liasses de devises. Le tout aux frais de l'État. Mobutu utilise

4. Entretien de l'auteur avec Lieve Joris, 15 juin 2015.

5. Marie-France Cros, François Misser, *Le Congo de A à Z*, op. cit., p. 193.

6. Témoignage extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

7. Emmanuel Dungia cite des cas précis dans *Mobutu et l'argent du Zaïre*, op. cit., p. 94.

aussi la prédation sexuelle comme un outil de pouvoir, à des fins personnelles ou politiques. Pour se venger ou affaiblir un rival potentiel. Sakombi Inongo poursuit : « Vous savez, un homme qui sait que son épouse est allée avec le chef est totalement diminué. Agissait-il ainsi pour tout connaître des faits et gestes de ses collaborateurs par l'entremise de leurs épouses ? C'est possible. Mobutu voulait tout savoir. »

Le comportement sexuel de Mobutu est jugé inacceptable et alarmant par sa propre famille lorsqu'il devient incestueux. Son médecin, William Close, rapporte une scène qui a lieu au début des années 1990. Mobutu reçoit à Gbado-Lite plusieurs aînés de la branche maternelle, à leur demande. Ils lui disent : « Nous sommes inquiets pour ton âme. Certains de tes comportements sont incompatibles avec la tradition du peuple Ngbandi. Il est déjà très mal que tu fasses des enfants aux épouses de tes frères et cousins. Mais on peut à la limite le comprendre. Une chèvre broute l'herbe autour de l'arbre auquel elle est attachée. Mais comment peux-tu avoir des relations sexuelles avec une femme de ton propre sang ? » Réplique de Mobutu : « Eh, vous ! Savez-vous que vous parlez à un maréchal ? » À quoi une vieille parente lui répond : « À Kinshasa et ailleurs, tu es un maréchal. Ici, tu es Mobutu, un enfant du village, notre enfant. » Après un silence de quelques secondes, Mobutu se lève et disparaît dans ses appartements. Les anciens de la famille se regardent, stupéfaits, avant que l'un d'eux ne lâche : « Mobutu est damné. Nous ne pouvons plus rien faire⁸. »

Tout cela n'empêche pas l'intéressé de se glorifier des progrès accomplis grâce à lui dans le domaine de la condition féminine : « J'ai fait sauter les verrous discriminatoires sur le chemin de la démocratie. Elles ont voté et se sont fait élire [...]. Aujourd'hui, la Zaïroise est magistrat, professeur d'université, avocat, médecin, ingénieur, aiguilleur du ciel, et j'en passe⁹... »

8. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 309-310.

9. *Dignité pour l'Afrique. Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, Albin Michel, 1989, p. 108-111.

Sorciers et fétiches

Au fil des ans, Mobutu semble accorder une place accrue à sa « part d'ombre », celle où opère la sorcellerie, omniprésente dans la vie quotidienne des Zaïrois, celle où règnent la superstition, les sortilèges et les fétiches qui tiennent les ennemis à distance et préservent des *ndoki*, les esprits maléfiques. En Afrique noire, raison et magie se complètent sans se contredire. À la veille de l'indépendance, le jeune Justin Bomboko, vieux complice de Mobutu et futur ministre des Affaires étrangères, portait sur lui un gri-gri protecteur tout en présidant le très rationaliste Cercle du libre examen à l'Université libre de Bruxelles¹⁰. Henri Réthoré, ancien ambassadeur de France à Kinshasa, raconte une confidence que lui fit Mobutu : « Il y a deux Afrique, celle du jour et celle de la nuit. » L'Afrique de la nuit est livrée au jeu des relations claniques, des sociétés secrètes et des « maraboutages », des sorciers et des grands rêves¹¹.

Au plus profond de cette Afrique rôde la peur. Une peur constante qui n'épargne pas le plus puissant des Zaïrois. Peur de perdre le pouvoir. Peur de perdre la face, la richesse, la santé, la vie. Mobutu a peur de dormir la nuit. Devenu insomniaque, il déambule en noctambule. Plongé dans ses pensées, il sort un calepin, griffonne quelques notes. Il préfère dormir au milieu de la journée, rattrapant d'une longue sieste le sommeil perdu.

Le règne des marabouts

Sous le règne de Mobutu, les marabouts sont une véritable institution. Selon l'ex-diplomate et agent des services secrets Emmanuel Dungia, on peut évaluer les sommes versées aux marabouts à 3 % des dépenses de l'État, l'équivalent du budget du ministère de la Santé : « Honoraires en devises fortes, en

10. Détail fourni à l'auteur par Étienne Davignon, 24 juin 2015.

11. Entretien de l'auteur avec Henri Réthoré, ambassadeur de France à Kinshasa de 1989 à 1992, 7 juillet 2015.

diamants et en or. Frais de séjour à l'année dans des suites du luxueux hôtel Intercontinental à Kinshasa. Limousines renouvelées annuellement, billets d'avion à volonté, locations de jets en cas d'urgence, dons d'appartement à l'étranger pour la préparation de certaines potions, etc.¹² » Un pilote belge se souvient être allé chercher un marabout dans un pays d'Afrique et l'avoir ramené au Zaïre, seul passager, vêtu d'un boubou blanc, blotti « comme un petit oiseau » au fond de l'avion-cargo¹³. Après les deux guerres du Shaba, une équipe de marabouts guinéens est sollicitée pour protéger le Zaïre contre toute nouvelle attaque. Accompagnés d'un haut responsable de la sécurité, ils visitent plusieurs postes-frontières « sensibles » du pays pour les rendre imperméables aux tentatives d'infiltrations rebelles, en y répandant abondamment, selon un rituel idoine, le sang de moutons égorgés¹⁴.

Recrue de la première heure, le marabout sénégalais Kébé ouvre une « antenne » à Kinshasa où s'installent plusieurs de ses représentants. Mobutu ne prend aucune décision importante avant de consulter son conseiller occulte. À la veille des remaniements ministériels, la liste des nouveaux promus lui est soumise pour approbation. Au cours de cérémonies discrètes scandées par une musique lancinante, Kébé biffe des noms, les remplace par d'autres. Il réussit à convaincre Mobutu de se débarrasser de son mobilier le plus précieux, sous prétexte qu'il était traversé de mauvais fluides. Le sorcier déménagera le tout... dans sa propriété de Dakar¹⁵.

Le Belge Pierre Janssen, gendre de Mobutu, raconte avoir surpris son beau-père en train de boire le sang encore chaud d'un poulet qu'il venait d'égorger. « Je l'ai vu boire un verre

12. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 43.

13. Souvenir confié à Lieve Joris et rapporté à l'auteur, 15 juin 2015.

14. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 44-45. Seul le chef des marabouts empochera sur-le-champ sa récompense en lingots d'or. Les autres devront attendre longtemps avant d'obtenir satisfaction. Entre-temps, ils adresseront une lettre de doléances à Mobutu en soulignant que l'efficacité de leur travail « souffrirait si les dieux n'étaient pas satisfaits ».

15. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, *op. cit.*, p. 126-127.

de sang humain », se souviendra Sakombi Inongo¹⁶. Certains jours, Mobutu avale, entre deux coupes de Laurent Perrier rosé, un petit verre d'un liquide gluant, jaunâtre et fétide provenant d'une bouteille où s'agite un serpent, incarnation de Damballah, le puissant dieu-couleuvre du panthéon vaudou, détenteur de la connaissance universelle. Il lui arrive aussi de porter aux doigts des fétiches alors qu'il déteste les bagues¹⁷. À la fin de son règne, Mobutu sera frappé par un double drame familial : la mort, à deux ans d'intervalle, de deux de ses fils du premier lit, Konga, en 1992, et Nyiwa (ex-Jean-Paul), l'aîné et le préféré, en 1994. Lors de leurs obsèques, les femmes de la famille supplieront Mobutu de ne plus recourir aux rituels de la magie noire : « Président, quand donc comprendrez-vous ? Si vous continuez, tout le monde y passera¹⁸. »

En décembre 1990, le quotidien *Umoja* révèle que pour consolider le noyau dirigeant, Mobutu a créé cinq ans plus tôt une société secrète, la Prima Curia, inspirée des rites francs-maçons. Ses membres ont signé de leur sang un pacte de fidélité au « maître inspirateur ». Dans leur serment, ils promettent solennellement d'« être prêts au sacrifice suprême » pour le succès du clan¹⁹. L'obsession de Mobutu pour sa sécurité frise la paranoïa. Grâce aux divers services qui en ont la charge, le Guide est parfaitement au courant de ce qui se dit et se fait dans le monde politique. Plus généralement, un réseau serré de surveillance par « zones » dans les quartiers des villes lui permet de contrôler les faits et gestes des citoyens. Il se targue d'être informé du déplacement « de la moindre Jeep dans le pays ». Mobutu partage l'une des peurs les plus fréquentes au Zaïre, celle d'être empoisonné. Tout ce qu'il avale est préalablement « goûté » par des hommes de confiance.

16. Témoignage recueilli par Thierry Michel dans son film *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

17. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 123.

18. *Ibid.*, p. 128.

19. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 183-184.

Le bateau Kamanyola, présidence flottante

En 1989, Mobutu explique à un journaliste français : « Je peux dire que je suis né “sur” le fleuve. Et cette origine est restée présente en moi. J’ai encore aujourd’hui un attachement viscéral pour le fleuve et, chaque fois que je le peux, je vis sur le fleuve, qui représente pour moi la majesté de mon pays²⁰. » Un « fleuve-majesté » que chante notamment *La Zaïroise*, l’hymne national. Lorsque son pouvoir et sa personne seront de plus en plus vivement contestés, Mobutu trouvera refuge sur le fleuve. Ce qui lui vaudra un nouveau sobriquet, « Noé ».

Amarré au quai qui borde le domaine présidentiel de la N’Sele, le *Kamanyola* deviendra une présidence flottante. Cet ancien « courrier » colonial, long de 90 mètres, large de 12 mètres, avec quatre ponts et deux puissants moteurs²¹, a la silhouette d’un steamer du Mississippi. C’est un yacht de luxe disposant d’une salle de banquet, de soixante cabines et de quinze suites somptueusement aménagées. Dissimulés dans les boiseries, des haut-parleurs diffusent en sourdine des chants grégoriens, un genre qu’affectionne Mobutu. Équipé de radars et de communications satellites cryptées, il possède une plate-forme où stationnent deux hélicoptères. Bien des hôtes de marque y sont reçus : le roi Baudouin, Juan Carlos et la reine Sophie, François Mitterrand, Nicolae Ceaușescu, George Bush, et tant d’autres, dont la plupart des présidents africains. De plus en plus souvent, donc, le bateau lève l’ancre et remonte le fleuve avec à son bord le maréchal-président. Pendant des heures, Mobutu contemple le spectacle des flots charriant des tapis de jacinthes géantes. Toutes les étendues d’eau semblent le fasciner, y compris les plus calmes, depuis le lac Kivu jusqu’au lac Léman.

Perdu dans ses pensées, il n’a guère de mal à oublier le « petit peuple » – comme il l’appelle – au nom duquel il continue de

20. *Dignité pour l’Afrique. Entretien de Mobutu avec Jean-Louis Remilleux*, op. cit., p. 15-16.

21. Stephen Smith, *Le Fleuve Congo*, Actes Sud, 2003 (avec des photographies de Patrick Robert), p. 31-40.

prétendre gouverner. On peut douter qu'il ait jamais compati à ses souffrances quotidiennes. Une anecdote en dit long sur son cynisme. Lors d'une conférence de presse à Goma, une courageuse journaliste ose attirer, en des termes émouvants, l'attention de Mobutu sur le désespoir d'une femme refoulée de l'hôpital de Kinshasa avec son petit enfant très malade parce qu'elle ne pouvait acquitter la somme exigée. Le « père de la nation » n'aura qu'une seule réaction : un énorme éclat de rire, comme s'il était grotesque de lui soumettre un aussi minuscule problème. Tous les journalistes présents l'imiteront, servilement et bruyamment²².

22. Épisode rapporté à l'auteur par Henri Réthoré, 7 juillet 2015.

Deux palais dans la jungle

Tel un Louis XIV africain, Mobutu se rêve en bâtisseur. Il décide d'ériger un somptueux palais, témoin de sa gloire, à plus de 1 000 kilomètres au nord de Kinshasa, en pleine forêt équatoriale, à Gbado-Lite. C'est la localité d'origine de son père adoptif, que Mobutu considère, selon l'usage, comme son propre village natal. Au bord de la rivière Oubangui, « Gbado » n'est, à la fin des années 1960, qu'un gros hameau éloigné de tout, avec ses maisons de terre battue, ses chèvres, ses poules et ses chiens faméliques. Mobutu veut le faire entrer dans le siècle.

Au début, il s'agit d'agrandir et de moderniser cette bourgade, d'en faire un pôle de développement. Projet chimérique, faute de richesses naturelles dans la région. Mais Mobutu a une arrière-pensée : faire un jour de Gbado-Lite la capitale du Zaïre. Illusion, là aussi. En attendant, il lui faut son palais. Le maître d'œuvre est un grand architecte, prix de Rome, Français d'origine tunisienne, Olivier-Clément Cacoub. Les travaux commencent en 1981. Ils dureront sept ans. Un aéroport international ultramoderne est construit. Il dispose d'une piste de 3 600 mètres où les gros-porteurs peuvent atterrir de nuit. On fait venir d'Europe l'asphalte du tarmac¹.

1. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 152.

Une débauche de marbre

Le gigantesque édifice s'étale sur 15 000 mètres carrés et s'élève à 25 mètres de hauteur. C'est une débauche de marbre, de miroirs, de meubles précieux et de tapisseries. Le tout importé par avion spécial. Une enfilade de salons et de salles à manger. De lourdes portes en malachite, hautes de 7 mètres, qu'un homme seul ne parvient pas à ouvrir². Le chantre de l'authenticité a les goûts de n'importe quel nouveau riche. À 10 kilomètres de là, on met en chantier le barrage de Mobaye, sur l'Oubangui, malgré l'hostilité de la Banque mondiale. Sa centrale fournira à Gbado l'électricité la plus chère d'Afrique. Une fois le palais terminé, on constate que la climatisation devra fonctionner toute l'année pour éviter que la chaleur tropicale n'écaïlle les lustres dorés à la feuille³. On a décrit – et décrié – ce palais comme un « Versailles dans la jungle ». C'est plutôt une copie de Laeken, la demeure du roi des Belges⁴.

Le palais est flanqué d'une chapelle, Notre-Dame de la Miséricorde, dont le clocher jaillit avec arrogance, surmonté d'une puissante croix de marbre arrimée à d'épaisses chaînes. Elle abrite le corps embaumé de la première épouse de Mobutu, Marie-Antoinette, qui repose dans une crypte de marbre blanc. La tombe du Guide et celles de ses enfants sont prêtes. Les prénoms et les dates de naissance sont déjà gravés⁵. Mobutu aimerait construire à Gbado une cathédrale que le pape viendrait consacrer, mais son homologue ivoirien Félix Houphouët-Boigny l'a pris de vitesse avec sa gigantesque basilique de Yamoussoukro, réplique de Saint-Pierre de Rome. Les plans sont dessinés, mais l'argent manque car les éventuels bailleurs de fonds s'opposent au projet. En outre, déjà embarrassé par l'initiative ivoirienne, Jean-Paul II, en accord avec l'épiscopat zaïrois, exclut de se rendre à Gbado, cathédrale ou pas⁶.

2. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, *op. cit.*, p. 219.

3. Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, *op. cit.*, 2006, p. 185.

4. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 150-151.

5. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, *op. cit.*, p. 22-23.

6. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 100.

Avant même que le palais ne soit achevé, Mobutu comprend son erreur. Dans cet édifice pharaonique, somptueux mais sans âme, la vie quotidienne est un cauchemar, malgré l'armée de domestiques. « J'ai vu un peu trop grand », confiera Mobutu à son gendre, le Belge Pierre Janssen. Le palais, qui peut accueillir deux mille cinq cents personnes assises et quatre mille debout, ne servira plus que pour les fêtes et les réceptions officielles⁷. En 1985, Mobutu charge donc son architecte de lui dessiner un second palais, aux dimensions plus humaines, sur la colline de Kawele, à quelques kilomètres de là. Il sera construit par quelque cent cinquante Chinois. Un bâtiment tout aussi luxueux que le premier.

Mobutu absent, le décor se vide

Ici aussi, du marbre partout : à l'extérieur, il vient du Brésil, à l'intérieur, de Carrare. Deux portes d'acajou incrustées de malachite et ornées de poignées d'or ouvrent sur le hall, tapissé de marbre du sol au plafond. Un bar immense également en malachite, fierté du Guide, peut accueillir quarante personnes. Les lustres en cristal, réalisés sur commande, viennent de Murano, les tapisseries d'Aubusson, les meubles, estampillés, de chez les meilleurs antiquaires. Tout cela est arrivé à bord de Jumbo Jets partis du discret aéroport d'Ostende, en Belgique. La table d'honneur mesure plus de 20 mètres de long. Le plateau en acajou qui la recouvre est gravé de la devise présidentielle : « Justice, paix et travail. » Les murs des salons sont tendus de soie verte, la couleur favorite du maréchal⁸. Les vastes jardins sont agrémentés de fontaines aux incessants jets d'eau. Des cygnes glissent sur de petits lacs artificiels, des paons font la roue, aussi vaniteux que leur maître. Un peu plus loin se dressent les pagodes du « village chinois », construites et décorées avec des matériaux et des objets importés d'Orient. On appellera ce village « Kawele II ». Une piscine olympique, une discothèque et un abri souterrain antinucléaire complètent le tableau. Une station terrienne assure les liaisons par satellite. Elle est reliée à un central

7. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 26.

8. *Ibid.*, p. 74-76.

installé dans le château de Fond-Roy, à Bruxelles, d'où l'on peut à tout moment joindre Mobutu.

L'activité de Gbado est étroitement liée à la présence du maréchal dans ses murs. La journaliste Colette Braeckman observe : « À y regarder de plus près, Gbado-Lite ressemble plutôt à un décor de cinéma. Dès que le président quitte la ville, la représentation s'arrête : il n'y a plus de courant, chacun retrouve sa génératrice ou sa bougie, les guirlandes s'éteignent, les maisons des notables se vident⁹. » Désireux de doter d'un statut présidentiel la ville née de son caprice, Mobutu oblige les grandes entreprises et les banques du Zaïre à y édifier des succursales dans des immeubles comportant au moins cinq étages¹⁰. Ils abriteront des bureaux presque toujours vides.

Des moutons argentins

Gbado est censé devenir un centre de développement agro-industriel. La plupart des projets, dont plusieurs fermes-modèles, feront naufrage, y compris l'usine Coca-Cola, du fait de leur gestion calamiteuse. Certains sont totalement saugrenus, comme la tentative infructueuse d'élever des moutons importés. Au cours d'un voyage en Argentine, Mobutu se laisse convaincre d'y acheter plusieurs milliers de mérinos pour son domaine de Gbado. Les brebis gravides, élevées dans la province argentine de l'Entre-Rios, sont censées mettre bas dès leur arrivée. Les animaux sont transportés à bord d'avions-cargos qui font quinze rotations. Épuisées par le transport puis accablées par la chaleur, et faute d'un pâturage adéquat, ces malheureuses bêtes mourront toutes, l'une après l'autre. Nous rencontrerons par hasard à Buenos Aires, en 2015, l'ingénieur agronome en charge de ce projet, côté argentin, Norberto Speroni. Il nous confirmera que ces moutons n'avaient aucune chance de survivre dans le climat de Gbado-Lite¹¹.

9. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 153.

10. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, op. cit., p. 99.

11. Entretien de l'auteur avec Norberto Speroni, à Buenos Aires, 19 mars 2015.

Le palais de Gbado-Lite est le lieu de festins extravagants. En octobre 1990, le maréchal célèbre son soixantième anniversaire, entouré de sa cour et de nombreux invités étrangers. Le 4 juillet 1992, Mobutu marie sa fille Yaki à Pierre Janssen. La jeune femme, radieuse, apparaît successivement dans des robes de Christian Lacroix, Nina Ricci et Jean-Louis Scherrer, et porte, pour rehausser leur éclat, trois parures achetées par son père place Vendôme pour 3 millions de dollars. Parmi les deux mille cinq cents invités, on reconnaît, entre autres, deux chefs d'État africains, des ministres jordaniens, le neveu de l'émir du Koweït, le gouvernement zaïrois au grand complet, tous les ambassadeurs. Pour faciliter le voyage de ses invités, Mobutu a affrété un DC-10 et deux Boeing.

Langouste, saumon, caviar au menu. Sur chaque table, dans des carafes de cristal, les grands crus favoris du président, un haut-brion, un cheval-blanc et un petrus. On videra un bon millier de bouteilles. Trois orchestres, un feu d'artifice et, comme clou de la soirée, un « succès » de chez Gaston Lenôtre, le gâteau préféré de Mobutu, livré à l'heure dite à bord d'un avion affrété spécialement pour lui. Pierre Janssen raconte : « Cette fragile et succulente pyramide de meringue et de crème glacée ne pouvait patienter ni dans un congélateur ni à l'air libre. Dans la première hypothèse, le froid l'aurait cassée. Dans la seconde, elle aurait souffert des rigueurs torrides du climat équatorial. On l'avait donc transportée, en pièces détachées, dans des emballages spécialement prévus à cet effet. » D'habiles petites mains remontent ensuite le précieux échafaudage qui approche 4 mètres de haut et a mobilisé, à lui seul, un avion pendant quatorze heures de vol aller-retour¹².

Petrus et Laurent Perrier

Chez Mobutu, les fêtes ont peu à peu changé de nature, note le diplomate belge Alfred Cahen : « Au début, c'étaient des réunions véritablement familiales, raisonnables, du moins pour un

12. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, *op. cit.*, p. 17-28.

chef d'État n'ayant aucun problème d'argent. Puis j'ai vu tout cela dérapier. Lors des réceptions, rien n'était trop beau ni trop cher¹³. » À Gbado-Lite, on consomme entre dix mille et douze mille bouteilles de Laurent Perrier rosé par an¹⁴. Les moules-frites, que Mobutu affectionne, figurent régulièrement au menu du palais. Fraîchement pêchées dans le port de Zeebrugge, aussitôt congelées sur place, elles rejoignent Gbado dans la nuit à bord d'un avion. Même chose pour les langoustes du Portugal. Commentaire de Pierre Janssen : « On affrétait des Boeing comme on pousse les Caddie d'un supermarché¹⁵. »

Ces « extras » mis à part, l'avion du président se rend à Bruxelles une fois par semaine. Il ramène souvent les enfants et les petits-enfants de Mobutu. Le Guide exige en effet d'avoir près de lui au moins une fois par mois ceux qui étudient en Belgique ou en France. Il arrive qu'un avion-cargo transporte pour entretien vers l'Europe les voitures de luxe du président ou certains de ses vêtements pour un « nettoyage à sec¹⁶ ». Mobutu aime aussi « charteriser » un Concorde d'Air France pour emmener sa famille à Disneyland ou ailleurs. Il justifie sans vergogne la location du supersonique, déclarant à un journaliste du *Spiegel* : « Je ne peux pas dormir dans un avion. On ne peut pas m'accuser de gaspiller l'argent. Pensez au temps que je gagne en Concorde¹⁷ ! »

Dans sa mégalomanie, Mobutu ne s'abaisse pas à « compter ». Avec une insondable mauvaise foi, il minimise sa fortune et son train de vie. À un journaliste qu'il reçoit à Gbado en 1982, il concède : « Je suis bien logé, comme vous le voyez. » Avant d'ajouter : « Mais depuis 1960, je n'ai jamais changé de chambre à coucher. » Et sa fortune ? « Ah, ah, ah ! Vraiment, vous me faites rire ! J'ai un appartement à Paris et j'ai de petites propriétés en France qu'on appelle pompeusement des châteaux ; j'ai

13. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

14. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 58.

15. *Ibid.*, p. 85-86.

16. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, op. cit., p. 103.

17. Entretien cité par Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 214.

une villa à Genève. Et j'ai mes terres ici au Zaïre¹⁸. » Mobutu ne supporte pas que ses bailleurs de fonds lui fassent quelques remarques sur l'usage de leur argent. Lors d'une rencontre avec quelques ambassadeurs et le représentant de la Banque mondiale, il reproche vivement à ce dernier les observations faites par la banque. N'a-t-elle pas émis des réserves sur son projet de reconstruire à grands frais sa résidence à Lisala, sa ville natale, et de rendre la piste d'atterrissage accessible aux gros-porteurs ? Indigné ou faisant semblant de l'être, Mobutu s'emporte : « C'est inadmissible, on veut m'empêcher de refaire le salon de ma petite maison et son chemin d'accès¹⁹... »

Folies au cap Martin

Aucune contrainte financière ne semble pouvoir réprimer sa frénésie de bâtisseur. Dans son domaine de la N'Sele, il prévoit d'édifier un village pour accueillir le sommet francophone prévu à Kinshasa en 1991. Henri Réthoré, alors ambassadeur de France au Zaïre, se souvient de l'enthousiasme du maréchal pour préparer un événement qui devait, dans son esprit, redorer l'image de son régime : « Il voulait construire pour François Mitterrand une villa dominant toutes les autres et qu'on aurait appelée "N'Sele-Élysée". On aurait acheté trois bateaux pour loger les invités et les journalistes. On aurait amené des animaux sauvages des réserves de l'Est. On aurait remis sur pied la statue de Stanley, abattue en 1971, délicate attention qui n'avait que peu de rapports avec la francophonie. » Le Canada mit finalement son veto à la tenue du sommet au Zaïre. Dès lors, conclut l'ambassadeur, « Mobutu cessa de s'intéresser à la francophonie²⁰ »...

Loin de Gbado-Lite, Mobutu acquiert à Roquebrune-Cap-Martin une superbe résidence, la « Villa del Mare ». Quatre bâtisses sur 10 hectares les pieds dans l'eau, trois piscines, un

18. Entretien à *Jeune Afrique*, 25 août-1^{er} septembre 1982.

19. Anecdote rapportée à l'auteur par un témoin de la rencontre, Henri Réthoré, ancien ambassadeur de France à Kinshasa (1989-1992), 7 juillet 2015.

20. Entretien de l'auteur avec Henri Réthoré, 7 juillet 2015.

héliport, une discothèque. Le tout acheté au milliardaire saoudien d'origine syrienne, Akram Ojjeh, et restauré pour un total de 25 millions de dollars. Le 2 septembre 1988, Mobutu donne une fête mirifique dans la Villa del Mare pour les 40 ans de sa seconde épouse, Bobi Ladawa. Il a lancé des invitations aux quatre coins de l'Europe. Les membres de sa cour sont arrivés de Kinshasa, dont le gouverneur de la Banque centrale flanqué de quatre gardes du corps qui convoient deux malles pleines de devises²¹.

Parmi les hôtes de marque français, il y a Jean-Christophe Mitterrand, le général Jeannou Lacaze, conseiller militaire de Mobutu, et l'ancien Premier ministre Raymond Barre qui chantonne, tout sourire, au rythme des violons²². « Joyeux anniversaire, madame la présidente », titre la une factice de *France-Soir*. Ce soir-là, quatre cents bouteilles de petrus et de cheval-blanc sont servies. Selon le vœu de Mobutu, toutes sont millésimées de l'année de naissance de la première dame. Il a fallu faire le tour de l'Europe pour les racheter aux restaurateurs qui en possédaient²³. Le « roi du Zaïre » ne se refuse aucun caprice.

21. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, op. cit., p. 37.

22. Séquence du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

23. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 92-93.

Ménage à trois

Mobutu ironise volontiers sur le clan qui vit à ses dépens : « Je ne savais pas que j'avais une aussi grande famille... » Une famille élargie dont il est autant le prisonnier que le père bienfaiteur. Pendant la première partie de son règne, deux figures féminines dominent son univers familial. Sa mère, Mama Yemo, humble et vénérée, qu'il élèvera, une fois morte, au rang d'une demi-sainte. Elle lui répète, jusqu'à son dernier souffle : « Tu dois aimer ton peuple. » Sa première épouse, Marie-Antoinette, mariée, enceinte, à l'âge de 14 ans, morte en 1977 en Suisse, où elle aurait aimé se retirer en famille. Une femme pieuse, douce, chérie de la population. Elle a connu Mobutu jeune et pauvre, l'a aidé à accomplir son destin et n'hésite pas, si besoin, à le contredire avec courage. Elle s'efforce de tempérer sa folie des grandeurs. Après sa disparition, aucun membre de son entourage n'osera plus froisser l'orgueil démesuré du patriarche. Mais celui-ci savait, dans son for intérieur, avoir perdu l'estime des deux femmes les plus importantes dans sa vie.

Lors du décès de Marie-Antoinette, Mobutu promet à son peuple – qui n'en demande pas tant – de ne pas se remarier et de se consacrer aux neuf enfants nés de leur union. Mais en 1980, le Zaïre s'apprête à recevoir Jean-Paul II. Le président, qui a plusieurs « bureaux », décide de se mettre en règle avec l'Église. On pense qu'il va épouser Élodie Yabwa, dite « Mama 41 » en référence au numéro de la villa qu'elle occupe à la Cité de l'OUA¹.

1. Valentin Nagifi, *Les Derniers Jours de Mobutu à Gbado-Lite*, L'Harmattan, Archive congolaise, 2015, p. 35.

Ancienne concubine du frère aîné de Mobutu, Movoto Kelewe, elle a donné trois enfants au président. Hélas ! elle devient soudain – et mystérieusement – aveugle². Qu'importe ! Mobutu convole en grande pompe, à la veille de l'arrivée du pape, avec son autre maîtresse, quasi officielle, Bobi Ladawa. Le tandem Mobutu-Bobi, qui a déjà trois rejetons hors mariage, est béni par le cardinal Malula, archevêque de Kinshasa³. Le lendemain, la nouvelle première dame, institutrice de formation, reçoit fièrement l'hostie de la communion de la main du Saint-Père.

Le règne des jumelles

Mobutu invente, avec Bobi et sa jumelle Kossia Ngama, une figure de style inédite du ménage à trois, la bigamie gémellaire consentie⁴. C'est une vieille histoire qui remonte aux années 1960. Mobutu avait rencontré les deux sœurs chez son oncle maternel Litho, dont elles étaient les nièces. Les deux hommes s'étaient partagé les très jeunes donzelles. Mobutu et Kossia auront trois enfants. Et l'une des filles de Kossia, qu'elle avait eue avec l'oncle Litho, aura à son tour trois enfants de Mobutu⁵. On comprend pourquoi Marie-Antoinette, évidemment informée et irritée des vies parallèles de son mari, avait, avec quelques autres épouses de ministres et de généraux trompées, fondé un « Club du premier bureau »⁶. Mobutu croit, dit-on alors, que la présence à ses côtés, et jusque dans son lit, des deux sœurs le protège contre l'esprit vengeur de son épouse défunte.

Mobutu est donc entouré de ses *mapassa*, deux vraies jumelles : même corpulence – imposante –, même avidité pour les biens matériels, mêmes égards dus à leur rang. La première est réputée très avare ; la seconde, presque illettrée, dure et fort jalouse, mène son

2. Elle guérira, mais trop tard.

3. *Le Monde*, 3 mai 1980.

4. Nous empruntons cette formule à Vincent Huguex, *Enfants de dictateurs*, First Histoire, 2014, p. 239.

5. Lieve Joris, *Danse du léopard*, *op. cit.*, p. 109.

6. William Close, *Beyond the Storm*, *op. cit.*, p. 7.

monde d'une main de fer⁷. Le président semble préférer Maman Kossia à Maman Bobi. Mais il veille à ne favoriser ni l'une ni l'autre. Avion à disposition, villas à l'étranger, gardes du corps pour les enfants à Bruxelles, personnel domestique en abondance, vêtements et bijoux à profusion. Pierre Janssen témoigne : « Le dressing de madame la présidente méritait réellement le détour. Long d'une cinquantaine de mètres, il pouvait s'enorgueillir de recevoir les griffes les plus prestigieuses de la haute couture. Plus d'un millier de robes et d'ensembles réalisés sur mesure [...]. Le dressing se prolongeait par une salle des coffres qui renfermait vingt mallettes pleines à craquer de parures étincelantes. Quand elle voyageait, Maman Bobi emportait toujours un minimum de cent malles. Des Vuitton à 10 000 dollars l'unité, ou des Morabito à 20 000 dollars pièce. Toutes étaient frappées de ses initiales⁸. » À l'approche des fêtes de fin d'année, Maman Bobi fait la joie de la gérante d'une grande parfumerie de Bruxelles, avenue de la Toison-d'Or, où elle dépense des fortunes⁹.

Complices et rivales

Nécessairement complices, les jumelles prennent garde de ne pas apparaître ensemble en public, sauf pour les festivités familiales. Pierre Janssen se souvient : « Ceux que recevait le président n'y voyaient que du feu, incapables d'établir la moindre différence entre elles. Maman Bobi et Maman Kossia se ressemblaient tellement qu'ils s'y trompaient, accueillant indifféremment l'une ou l'autre, avec tous les honneurs réservés à la première dame du pays¹⁰. » Au fil des ans, les deux femmes deviennent rivales. Des membres de la famille devront jouer les médiateurs pour les rabi-bocher et l'évêque local célébrera une messe « de réconciliation¹¹ ».

7. Lieve Joris, *Danse du léopard*, *op. cit.*, p. 107.

8. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, *op. cit.*, p. 76-77.

9. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 90.

10. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, *op. cit.*, p. 120-121.

11. Valentin Nagifi, *Les Derniers Jours de Mobutu à Gbado-Lite*, *op. cit.*, p. 36.

Dans l'ombre des deux sœurs évoluent à Gbado-Lite quelques fâcheux personnages. Celui qui se révélera le plus néfaste n'est autre que le frère aîné des jumelles, « oncle » Fangbi. Dans les dix dernières années du règne de Mobutu, il saura exploiter son lien de parenté avec un président de plus en plus manipulé par ses « coépouses » et affaibli par la maladie. Au point de se retrouver au cœur du pouvoir. Autoproclamé « représentant du couple présidentiel », il devient une sorte de Premier ministre *de facto* du « gouvernement » de Gbado-Lite¹². Il maîtrise l'agenda quotidien du président, gère l'argent du clan, prend connaissance des dossiers confidentiels et, dans les réceptions officielles, s'installe au plus près de Mobutu. Impopulaire et incapable d'être élu député, il obtient du maréchal la création *ex nihilo*, dans le village de Dula, d'une « localité urbaine », dont il sera le représentant. Son cynisme et son outrecuidance lui attirent l'hostilité des enfants que Mobutu a eus avec Marie-Antoinette.

Mobutu n'a enfanté aucun « léopard » digne de lui succéder. Aucun de ses nombreux descendants du premier lit n'a hérité de ses talents politiques. Plusieurs de ses fils se distinguent par leur paresse, leur inculture et leur brutalité. Son favori, l'aîné, Nyiwa, fait son désespoir. Incapable de décrocher le moindre diplôme, stagiaire au *Soir* de Bruxelles, il rentre au Zaïre et tombe dans la débauche et le trafic des pointes d'ivoire. Conscient des insuffisances de son rejeton, Mobutu lui confie quelques missions de confiance : ambassadeur itinérant, conseiller diplomatique, secrétaire d'État aux Affaires étrangères puis ministre de la Coopération, postes où il s'illustre de triste manière. Il nomme ses protégés, ni formés ni qualifiés, dans des ambassades où ils songent surtout à s'enrichir¹³. Il meurt du sida en 1994.

Trois fils morts du sida

La carrière de son frère cadet Manda relève du banditisme d'État. Après une médiocre scolarité en Europe, il passe par

12. *Ibid.*, p. 39-44.

13. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 105.

l'École des officiers de Kananga d'où il sort sous-lieutenant : pour ne pas prendre le risque de déplaire à Mobutu, en cas d'échec du fils, l'état-major a été instruit d'accorder ce grade à toute la promotion¹⁴... Délesté de son uniforme, Manda devient trafiquant d'armes et de munitions, de passeports et de visas, de diamants et d'okapis, une espèce animale protégée. Avec sa bande, il commerce beaucoup avec l'Afrique du Sud et terrorise les douaniers. Après la mort de Mobutu et une brève carrière politique à Kinshasa, il rendra l'âme en 2004, à Paris, victime, lui aussi, du sida.

Surnommé « Saddam Hussein », le martial Kongulu est le caïd de la fratrie¹⁵. Ce costaud barbu, amateur de bolides et de jeux d'argent, se livre à diverses activités de commerce illégal. Devenu chef de la Division spéciale présidentielle (DSP) en charge de la protection rapprochée du maréchal, il restera jusqu'au bout auprès de Mobutu. Il s'éteindra en 1998, un an après son père, rongé par le même mal que ses deux frères.

Au sommet de la hiérarchie des prédateurs, les fils du maréchal sont des « intouchables », protégés par le label sacré, « FP », qui désigne les membres de la famille présidentielle. Avec le temps, ce sigle s'étend aux frères, sœurs, oncles, cousins, cousines, beaux-frères, belles-sœurs de Mobutu et leurs progénitures. Il accorde à ses détenteurs tous les passe-droits : exemptions douanières, non-paiement des impôts ou des simples factures, gratuité pour les excédents de bagages sur les vols de la compagnie nationale, utilisation des Hercules C-130 de l'armée comme de véritables taxis aériens¹⁶. Lorsqu'un « FP » exerce une activité commerciale juteuse, les éventuels rivaux sont dissuadés, sous la menace, d'entrer en concurrence avec lui.

À Gbado-Lite, Mobutu se comporte en vieux chef traditionnel entouré d'une cour qui vit à ses crochets. Une cour devenue une immense bouche à nourrir, toujours plus affamée. Il est constamment assiégé par tous ceux qui l'assaillent de leurs problèmes privés, depuis les besoins d'argent jusqu'aux querelles

14. *Ibid.*, p. 106-107.

15. Vincent Huguex, *Enfants de dictateurs*, *op. cit.*, p. 237-239.

16. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 108.

de couple. Il se lasse d'avoir à trancher les nombreux conflits d'intérêts qui surgissent sans cesse au sein de sa parentèle élargie¹⁷. Mais il continue de payer, de redistribuer à ses obligés l'argent qu'il n'a pas gagné, celui de l'État. Un de ses enfants vient le voir en quête d'une obole. Il sort une grosse enveloppe d'un tiroir et le quémandeur repart, quelques minutes plus tard, avec 10 000 dollars en poche. Même chose pour les cousins et cousines. Pierre Janssen raconte : « L'un, parce que son fils allait poursuivre ses études au Canada et que la vie, là-bas, coûtait très cher. L'autre parce qu'elle attendait un bébé et qu'elle aurait bien voulu accoucher à l'Hôpital américain de Neuilly, qui n'était pas conventionné et absolument hors de prix¹⁸. »

Les billets volent au vent

Dans cette redistribution, le peuple a droit à quelques miettes. Pendant ses « promenades », Mobutu s'arrête dans un village. Il intime l'ordre d'ouvrir des cartons de zaïres et, avec l'aide de Bobi, jette l'argent à la population, en riant de bon cœur. Vient ensuite la remise des pagnes à son effigie et à celle de son épouse. Certains villageois, plus rusés, se déplacent d'un village à l'autre pour profiter plusieurs fois de la manne présidentielle. Il arrive que Mobutu reconnaisse les « tricheurs¹⁹ ». Une autre forme de ce « don » consiste à fixer les cartons de papier-monnaie sur le porte-bagages d'une Jeep. Lorsque le véhicule roule à vive allure, les billets essaiment à tous vents. Les chefs d'État d'Afrique profitent également de la générosité de Mobutu. Au fil des décennies, le président-fondateur a « arrosé » nombre de ses pairs : les Centrafricains Bokassa et Kolingba, l'Ougandais Idi Amin, les Tchadiens Tombalbaye et Hissène Habré, le Soudanais Gaafar Nimeiry, le Congolais Sassou Nguesso, le Gabonais Omar Bongo,

17. Valentin Nagifi, *Les Derniers Jours de Mobutu à Gbado-Lite*, op. cit., p. 46.

18. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 89-90.

19. Valentin Nagifi, *Les Derniers Jours de Mobutu à Gbado-Lite*, op. cit., p. 28-29 ; séquence du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

le Rwandais Habyarimana, les Burundais Micombero, le roi Hassan II du Maroc²⁰.

Sa soif de prestige rend Mobutu vulnérable à la flatterie. À plusieurs reprises, il se fait piéger par des intrigants. Un soir de 1988, la télévision annonce avec solennité qu'une très grande nouvelle sera rendue publique le lendemain. Il s'agit d'une « découverte » majeure, un vaccin contre le VIH, baptisée MM1, *Mobutu-Moubarak-1*, fruit de la collaboration entre deux médecins, un Zaïrois et un Égyptien. Une tapageuse publicité orchestrée par le parti unique monte en épingle cette information. On s'aperçoit bien vite que les deux présidents ont été victimes de charlatans²¹. Il n'empêche qu'à la différence d'autres dirigeants africains, Mobutu, prenant pleinement conscience de l'ampleur de l'épidémie, se rattrapera en encourageant un programme de prévention et d'éducation antisida. Le chanteur Franco et son orchestre OK Jazz seront mobilisés pour chanter les vertus de l'usage du préservatif²².

En novembre 1989, Mobutu pêche de nouveau par naïveté. Devant le corps diplomatique au complet, il reçoit la « médaille d'or de l'Excellence européenne » des mains de ses inventeurs, notamment un certain comte de Poligny et Olivier Giscard d'Estaing, frère de l'ancien président. Pour être honoré, le Guide a dû déboursier une somme considérable, prétendument allouée aux œuvres charitables de l'institution. Et le « comte » en question n'est qu'un vil escroc recherché par la justice française. La vanité de Mobutu l'a conduit à de grandes imprudences²³.

20. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 55-58.

21. Euloge Boissonnade, *Le Mal zaïrois*, *op. cit.*, p. 474-475.

22. William Close, *Beyond the Storm*, *op. cit.*, p. 321.

23. Entretien avec Henri Réthoré, ancien ambassadeur de France à Kinshasa (1989-1992).

La III^e République

Dans les premiers mois de 1990, Mobutu est sur le qui-vive. Tendue, inquiet, perplexe. Pour lui, la nouvelle décennie commence mal. Il garde en tête les tragiques images du « décembre roumain ». Les mauvaises langues vont jusqu'à l'affubler d'un surnom menaçant : Seseescu¹... Le monde bascule en sa défaveur. L'Afrique, disait-on hier, a la forme d'un revolver dont le Zaïre est la gâchette. Mobutu aimait s'approprier cette phrase de Frantz Fanon, en oubliant d'en citer l'auteur. Mais la guerre froide a vécu, et l'on a remis le pistolet africain dans son étui. Nelson Mandela est libéré, la Namibie devient indépendante, les soldats cubains quittent l'Angola promis à la paix.

Mobutu ne peut plus exploiter sa rente géostratégique, monnayer son rôle de meilleur ennemi du communisme ou tableur sur la complaisance de l'Occident. Il était un allié indispensable, il devient un gêneur. Il l'a déjà compris lorsque ni Washington ni Paris n'ont voulu le soutenir lors de sa longue querelle avec la Belgique². Il perdra ses dernières illusions le 22 mars, lors d'un long entretien, sur son yacht, avec le secrétaire d'État américain James Baker. Celui-ci lui conseille d'« écouter les forces du changement à l'œuvre en Afrique, sous peine d'être balayé par elles³ ». Il dit à Mobutu que son vieil ami George Bush

1. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 423.

2. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 339.

3. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., 1993, p. 251.

n'a plus les moyens de l'appuyer sans réserve face aux pressions accrues du Congrès à majorité démocrate.

En attendant, Mobutu a pris les devants. Le 14 janvier, il annonce vouloir engager « un dialogue direct avec le peuple » pour mieux prendre en compte sa volonté. Comme l'avait fait le colonisateur belge en 1958, il décide d'organiser des « consultations populaires ». Sans doute espère-t-il que ses parrains occidentaux le créditeront d'avoir amorcé la démocratisation de son régime. Et qu'il redorera ainsi son blason. Il est tellement muré dans son orgueil qu'il n'imagine pas la suite. Il sillonne le pays et, de ville en ville, demande à chacun de s'exprimer. Il est pris au mot et ne tarde pas à déchanter.

La parole au peuple

Ce peuple qu'on aurait pu croire apathique saisit l'occasion pour « éventrer le boa », pour dire, sans peur, tout ce qu'il a sur le cœur. Le voilà qui interpelle et défie le régime. Les gens se regroupent par quartiers, par entreprises, par associations. Tout le monde, hommes et femmes, consigne par écrit ses critiques et ses souhaits, y compris les paysans, les curés, les chefs coutumiers ou les guérisseurs. C'est un raz de marée accusateur, un déferlement d'attaques contre le parti unique, les forces de sécurité, la misère. À Kisangani, une mère se lève, tend un billet de 5 000 zaires, équivalent de 1 dollar à l'époque, et s'adresse à l'épouse du président : « Voilà ce que gagne mon mari pour un mois. Voilà, chère madame. Fais le marché avec cela... » À Goma, une femme crie à Mobutu : « Ta paix, on ne la mange pas ! » À Mbuji Mai, des femmes scandent en dansant : « Papa, papa, donne-nous à manger, car nous avons faim. Lorsque tu quitteras la ville, demande qu'on n'y coupe pas l'électricité⁴ ! »

Habitué aux flatteries depuis si longtemps, Mobutu, hérissé, se contentera ensuite d'ouvrir les réunions avant de se retirer en laissant son conseiller Mokolo wa Mpombo, grand ordonna-

4. Exemples cités par Colette Braeckman dans *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 341.

teur de ces séances, écouter la voix du peuple. Six mille cent dix-huit mémorandums lui sont remis, dûment signés. Ce sont de véritables « cahiers de doléances ». Leur contenu ne sera pas publié, mais des milliers de copies circulent dans le pays. Celui des fonctionnaires des Affaires étrangères dénonce « un régime monocratique et dictatorial, le culte de la personnalité, le parti-État », le règne du tribalisme, et suggère au président de démissionner. Les évêques, eux, vilipendent un « système politique hybride qui puise dans le libéralisme les avantages qu'offre – à une minorité – la jouissance de la propriété privée et emprunte par ailleurs au totalitarisme les méthodes de conquête et de maintien au pouvoir⁵ ». Ce brûlot, émanant de l'Église, principal contre-pouvoir, sera exclu des documents retenus officiellement comme base de travail, à cause de son caractère « séditieux⁶ ».

La fin du parti-État

La boîte de Pandore est ouverte. Le flot de plaintes et de reproches qui s'en déverse semble irrésistible. Mobutu le constate. Il va sur ses 60 ans ; depuis vingt-cinq ans, il règne en despote. Mais le monde change, ses parrains le « lâchent ». Il est contraint à des concessions. Jusqu'où ? Il se réfugie sur son bateau et convoque le bureau politique qui délibère pendant deux jours⁷. Après avoir changé d'avis plusieurs fois, consulté ses devins, choisi une date porte-bonheur (24-4, où domine son chiffre favori), il arrête sa décision. Et le 24 avril, sanglé dans son uniforme noir de maréchal, devant tous les corps constitués, les diplomates et la presse étrangère, il annonce, à la stupefaction générale, la fin de l'État à parti unique et l'avènement de la III^e République. Chaque citoyen aura désormais la liberté d'« adhérer à la formation politique de son choix ». Sur un ton délibérément théâtral, il pose lui-même la question essentielle : « Que devient le chef dans tout cela ? » Réponse : « Le chef de

5. *Le Monde*, 20 décembre 1990.

6. *Le Monde*, 26 avril 1990.

7. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 423.

l'État est au-dessus des partis politiques. Il sera l'arbitre. Mieux, l'ultime recours. Je vous annonce que je prends ce jour congé du MPR pour lui permettre de se choisir un nouveau chef. » Il soulève ses lunettes, essuie une larme, s'éponge d'un mouchoir blanc et ajoute quelques mots devenus légendaires : « Comprenez mon émotion ! », déclenchant une salve d'applaudissements. Avant de conclure : « Voilà le Zaïre de la III^e République qui prend naissance aujourd'hui et que nous voulons grand et prospère. »

Mobutu a franchi le Rubicon. En quelques phrases, il enterre sa créature, le « mobutisme ». A-t-il été trahi par les siens ? Selon le témoignage d'un agent de la Sûreté, rapporté par la journaliste Colette Braeckman, Mobutu avait l'intention de proclamer sa démission de chef du parti unique, mais de se faire aussitôt plébisciter par trois cents militants présents dans la salle et chargés de protester haut et fort contre l'annonce de son retrait. Mobutu aurait alors fait machine arrière en paraissant devoir céder aux exigences de son peuple. Mais, au moment fatidique, rien ne se passe. Les militants ne réagissent pas. Personne ne les a informés de leur rôle. Plusieurs proches de Mobutu, dont le secrétaire général du parti, Kithima bin Ramazani, ont « mangé » sciemment la consigne. Redoutant d'être mis à l'écart, si leur chef sortait raffermi de l'épreuve, ils ont pratiqué la politique du pire⁸. Autrement dit, Mobutu aurait démissionné du parti... sans le vouloir. Que cette version des faits corresponde ou non à la réalité, une chose est sûre : Mobutu donnera aussitôt l'impression d'avoir regretté son initiative. Selon l'un de ses vieux familiers, Larry Devlin, l'homme de la CIA, Mobutu « n'a jamais vraiment cru à la démocratisation. Il la jugeait seulement nécessaire pour éviter une guerre civile et à cause des pressions des Occidentaux⁹ ».

Outre le retour au multipartisme et la promesse d'une révision de la Constitution, cette « démocratie-cadeau » comporte, sur le papier, des concessions majeures : réhabilitation des trois pou-

8. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 344-345.

9. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

voirs traditionnels – exécutif, législatif et judiciaire ; dépolitisation des forces armées, des services de sécurité et de l'administration. Et quelques mesures symboliques : la suppression des restrictions « vestimentaires et anthroponymiques ». L'abacost et l'emploi du mot « citoyen » cessent d'être obligatoires. Ce jour-là, la population se répand dans Kinshasa en brandissant des feuillages, signe de joie, et en acclamant Mobutu¹⁰. Des jeunes fouillent dans la garde-robe paternelle en quête d'une cravate. Interrogé par l'écrivain David Van Reybrouck, un témoin se souvient : « Les rues étaient remplies de cravates mal nouées¹¹. »

Piégé par la Constitution

Dès le lendemain, la déception est grande : seuls trois partis, précise-t-on, seront autorisés : un « grand » – le « frère aîné » (le MPR) – et deux « petits ». Le changement sera donc strictement encadré. La prise de congé volontaire de Mobutu, désormais « au-dessus de la mêlée », ne l'empêche pas, dans son esprit, de rester seul maître à bord. Avec une superbe mauvaise foi, il prétend que la consultation nationale n'a remis en cause ni le MPR ni sa propre personne, et qu'on l'a supplié « à 150 % » de conserver sa fonction : « On m'a parlé d'un memorandum – un seul – qui préconisait mon départ. J'ai demandé à le voir. Il était introuvable. » « Avant de prendre ma décision, j'ai navigué sur le fleuve. Dans tous les villages, j'ai vu des pancartes : “Nous restons MPR, nous mourrons MPR.” » Grand seigneur, il affirme même avoir, au nom du changement nécessaire, « fait triompher le point de vue de la minorité » au détriment de « l'écrasante majorité qui s'accommodait fort bien du *statu quo*, assaisonné de quelques aménagements », ajoutant : « Au fond, je fais le travail des opposants à leur place¹² ! » Et que l'on ne croie surtout pas qu'il ait cédé à des pressions extérieures : « Ce serait me

10. Entretien de l'auteur avec Henri Réthoré, ancien ambassadeur de France à Kinshasa (1989-1992), 7 juillet 2015.

11. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire, op. cit.*, p. 424.

12. Entretien de Mobutu à *Jeune Afrique*, 21 mai 1990.

faire injure. Quoi ! Vous m'imaginez comme dans ce tableau qui représente Talleyrand assis, écrivant sous la dictée de Satan¹³ ? »

Le 3 mai, nouveau recul. Mobutu rappelle qu'aucun parti n'a encore été autorisé, qu'il faut d'abord rédiger une nouvelle Constitution et organiser une élection présidentielle. Le « printemps » zaïrois n'aurait-il duré qu'une grosse semaine ? Les privilégiés du régime, redoutant d'être balayés, ont harcelé leur chef pour qu'il fasse marche arrière. Les « faucons », pour qui céder la moindre parcelle de pouvoir déclencherait un engrenage fatidique, ont repris la main sur les conseillers « raisonnables », Nkema Liloo et Mokolo wa Mpombo, qui voient en Mobutu le nécessaire garant d'une transition démocratique réussie. Mais, juridiquement, le président est piégé. Ayant « pris congé » du MPR, il n'est plus, selon la Constitution, chef de l'État. Les opposants, qui l'ont pris au mot, le lui rappellent. Mobutu, conscient de cette faille, ne cessera de vouloir reprendre d'une main ce qu'il a lâché de l'autre et, en priorité, reconquérir son titre de président-fondateur du MPR¹⁴.

Sur les campus, l'agitation se politise, au rythme de certains slogans sans équivoque, comme : « Enterrez tout, enterrez Mobutu. » À Lubumbashi, un événement tragique survient, qui pèsera lourdement sur l'avenir du régime. En mai 1990, des étudiants molestent sérieusement la nièce du commandant de la garde civile, lui-même beau-frère de Mobutu. Elle a eu le tort de les traiter d'« idiots, fils de pauvres ! ». À cette occasion, les étudiants découvrent la présence dans leur rang de trois informateurs de la Sûreté appartenant à la tribu Ngbandi, celle du président. Dans leurs chambres, ils ont des armes de poing, des fioles de poison et... des lettres de félicitations signées de la main de Mobutu. Ils avouent être payés par la présidence et reconnaissent avoir fait disparaître certains « meneurs », notamment en les empoisonnant. Les étudiants en colère veulent régler leur compte aux « mouchards ». Ils les tabassent, les enduisent d'huile et les jettent dans une fosse. Laissés pour morts, ils seront délivrés

13. Il s'agit, en fait, d'une gravure conservée à la Bibliothèque nationale de France.

14. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 588.

le lendemain par la garde civile. Le gouverneur du Shaba, un neveu de Mobutu, leur rend visite et envoie un message alarmiste affirmant que tous les étudiants Ngbandi sont menacés de mort. Kinshasa décide une opération punitive confiée à des soldats de la DSP, la garde rapprochée de Mobutu¹⁵.

Massacre à Lubumbashi

Le commando masqué débarque le soir du 11 mai sur le campus, bouclé et privé d'électricité sur ordre du gouverneur. Munis de listes, les assaillants, guidés par des indicateurs locaux, se dirigent vers les chambres des étudiants originaires du Kivu, des deux Kasai et du Bandundu. C'est le massacre. Les natifs de l'Équateur sont épargnés car ils connaissent le mot de passe du commando, *Lititi mboka* (littéralement : « brousse-village »), qui donnera son nom à cette tuerie. Armé de machettes, de poignards et de cordelettes, le commando opère méthodiquement pendant cinq heures. Des étudiants sont égorgés, jetés par les fenêtres ; des filles violées. Les corps sont emmenés dans la nuit. Les victimes se comptent par dizaines. Amnesty International retiendra le chiffre d'une cinquantaine de morts¹⁶. À l'aube, les survivants fuient vers leur région d'origine ou vers la Zambie voisine. Ils racontent cette nuit d'horreur et leur récit se répand peu à peu dans le pays. La version officielle fait état d'une rixe entre étudiants ayant fait un mort, victime d'« une chute dans un escalier alors qu'il fuyait devant la police ». Pour calmer les esprits, Mobutu célèbre fin juin à Lubumbashi le trentième anniversaire de l'indépendance. La réception est glaciale. Il a pourtant « arrosé » les notables et distribué des Mercedes aux chefs coutumiers.

Il n'est pas question pour autant d'accueillir une commission d'enquête internationale, réclamée notamment par la Belgique,

15. Pour un récit détaillé des événements survenus sur le campus de Lubumbashi, voir Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 13-23.

16. *Que s'est-il passé sur le campus de Lubumbashi ?* Dossier établi par la commission Justice et Paix, Bruxelles, août 1990.

« puisque aucun étranger n'a été blessé ni tué¹⁷ ». Belle occasion pour Mobutu de vilipender de nouveau l'ancien colonisateur : « Vous me voyez servir la volonté des Belges ? [...] C'est ma tête qu'ils veulent. Cette tête, je la vends et la vendrai cher, très cher¹⁸. » Autant qu'un crime pourtant, le massacre de Lubumbashi est une faute politique. Il ruine le crédit accordé à Mobutu après son discours d'avril. Il montre que les deux principaux ressorts du régime sont inchangés : la violence et l'argent¹⁹. Et surtout, il accentue le divorce avec ses alliés d'hier. La Belgique suspend son aide au développement. Les États-Unis annulent leur assistance militaire (4 millions de dollars). Mobutu prendra une petite revanche contre Washington en refusant de recevoir plusieurs centaines d'exilés libyens entraînés par la CIA pour renverser le colonel Kadhafi. Ces opposants seront accueillis au Kenya²⁰. Le vice-président américain, Dan Quayle, répliquera en prenant soin de ne pas inclure Kinshasa au cours de sa tournée dans cinq capitales africaines²¹. Avant la première guerre du Golfe (janvier-mars 1991), Mobutu confie à l'ambassadeur de France que la coalition anti-irakienne a sollicité sa participation militaire, mais qu'il a préféré refuser. En vérité, le maréchal avait de lui-même proposé l'envoi d'un contingent, offre déclinée par les alliés²².

« *Mais calmez-vous, madame* »

Le Canada et la Belgique obtiennent l'annulation du sommet francophone prévu à Kinshasa et pour l'organisation duquel Mobutu demandait à ses bailleurs quelque 50 millions de dollars. Le maréchal préfère « passer son tour » plutôt que de subir

17. *Le Monde*, 3 juillet 1990.

18. Agence France-Presse, 9 juillet 1990, citée par *Le Monde*, 11 juillet 1990.

19. Colette Braeckman dans *Le Monde diplomatique*, juillet 1990.

20. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 247.

21. *Ibid.*, p. 252.

22. Entretien de l'auteur avec Henri Réthoré, 7 juillet 2015.

l'affront d'un boycottage. À Paris, l'heure est à la « diplomatie des droits de l'homme ». Le 20 juin 1990, lors du sommet de La Baule, dans un discours écrit par Erik Orsenna, François Mitterrand déclare vouloir accorder l'aide de la France aux régimes africains en fonction de leurs efforts « pour aller vers plus de liberté ». Paris privilégiera ceux qui « franchiront avec courage le pas vers la démocratie ». Mobutu, absent du sommet, ne peut que se sentir visé par cette mise au point. L'année suivante, Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'Action humanitaire, ira jusqu'à le qualifier de « compte en banque ambulant coiffé d'un bonnet de léopard²³ ». Mobutu se vantera souvent d'avoir introduit la démocratisation deux mois avant La Baule. Deux ans plus tard, alors qu'il remâche ce même argument à l'attention de François Mitterrand, ce dernier lui répond ironiquement : « Vous avez donc été mon maître²⁴ ! »

Pareil au génie que nul ne peut remettre dans sa bouteille, l'esprit de démocratie s'épanouit soudain au Zaïre. La société civile s'organise au grand jour. Des centaines d'associations de toutes sortes fleurissent. Il y a même des associations pour les présidents d'associations²⁵. On compte bientôt plus de cent syndicats. Alors que la radio et la télévision restent strictement contrôlées, la presse écrite essaime librement. À côté des journaux d'État aux noms « authentiques », surgissent des dizaines de titres aux noms français. Leurs moyens sont modestes et leurs informations souvent douteuses. Mais ils sont indépendants et leur parole est forte, jusqu'à l'outrance. Les journalistes, s'étant délivrés de leur bâillon, attaquent le régime avec courage. Certains verront leurs locaux saccagés ou leur imprimerie détruite. Le maréchal n'est pas prêt à tout lire ou tout entendre. Lors d'une conférence de presse, une journaliste ghanéenne demande à Mobutu s'il n'est pas « fatigué » du pouvoir, s'il compte toujours être président en l'an 2000. Il la stoppe dans son élan par un énergique : « Mais calmez-vous, madame²⁶. »

23. Déclaration sur RTL, cité dans *Le Monde*, 29-30 septembre 1991.

24. Entretien de l'auteur avec Henri Réthoré, 7 juillet 2015.

25. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 427.

26. Incident rapporté à l'auteur par Henri Réthoré, 7 juillet 2015.

Devant les kiosques stationnent les « parlementaires debout ». Ces grappes de chômeurs passent leur temps à commenter les « unes » de la presse. Mobutu et son régime deviennent la cible de railleries. « Attention, ne me fais pas du mobutisme ! » lancent les sceptiques à qui tente de les embobiner²⁷. « Mobutu est une batterie déchargée qui ne peut plus démarrer la République », ajoutent les moqueurs²⁸. Au bord du fleuve, des femmes ont l'audace de relever leur pagne et de montrer leurs fesses au président, en signe de malédiction²⁹. Au plus haut de sa gloire, la masse s'était identifiée ardemment à Mobutu. Elle pardonnait à ce chef d'un État alors prospère d'avoir voracement confisqué la démocratie. À force de violence et de misère, elle récuse désormais sa personne et conteste la légitimité de son pouvoir. Au fil des mois, l'autorité de Mobutu s'érode et l'État qu'il prétend incarner s'enfonce dans le chaos.

Des partis par centaines

Dans une telle effervescence, le tripartisme initialement voulu par Mobutu n'est pas viable. Il cède la place en novembre 1990 au multipartisme intégral. Aussitôt naissent, dans la fièvre, cent, deux cents, jusqu'à près de quatre cents partis, en tous genres et de toutes tailles, souvent sur des bases tribales. Certains ne comptent qu'une ou deux personnes. Ce sont les « partis téléphone » dont les membres peuvent se réunir dans une cabine téléphonique ou les « partis taxi » qui peuvent regrouper tous leurs adhérents dans un seul taxi. Exploitant cet émiettement politique pour affaiblir les vrais partis d'opposition, Mobutu l'aggrave en finançant généreusement – avec l'argent public – une multitude de formations factices chargées d'entretenir la confusion. C'est l'époque du « multi-mobutisme³⁰ ».

Loin de Kinshasa, qui ne l'aime plus, Mobutu se réfugie sur son bateau ou séjourne de plus en plus longtemps à Gbado-Lite.

27. Lieve Joris, *Mon oncle du Congo*, *op. cit.*, 2006, p. 319.

28. Lieve Joris, *Danse du léopard*, *op. cit.*, 2004, p. 218.

29. Emmanuel Dungia, *Mobutu et l'argent du Zaïre*, *op. cit.*, p. 16.

30. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 351.

Il prend du recul en espérant pouvoir, le jour venu, jouer les arbitres. Replié en seconde ligne, il gagne du temps en attendant l'élection présidentielle prévue à la fin de 1991, et qu'il est convaincu de pouvoir gagner. Au service de son objectif – conserver le pouvoir –, il use de ses bonnes vieilles méthodes : corrompre, diviser pour régner, intimider les opposants par la violence. Ses hommes de main continuent de tuer si besoin. On les appelle les « Dragons », ou les « Hiboux » pour ceux qui « travaillent » la nuit. Aux étrangers de passage, il donne le change, en évitant de parler politique, pour ne pas s'exposer à des conversations embarrassantes sur la démocratisation. C'est le cas, par exemple, avec Alain Decaux, ministre de la Francophonie, qui, rentré à Paris, résume ainsi son entretien avec son hôte, lors du conseil des ministres du 3 avril 1991 : « Le maréchal Mobutu ne semble pas très conscient des problèmes de son pays, mais s'intéresse beaucoup à l'évolution de l'accent circonflexe dans la langue française³¹. » Mobutu vient pourtant de faire une concession de taille : la tenue d'une conférence nationale.

31. Jacques Attali, *Verbatim*, *op. cit.*, p. 751.

Palabres et pillages

En février 1991, le vent de la liberté souffle aussi sur Brazzaville, la capitale jumelle sur l'autre rive du fleuve. Le président de la République populaire du Congo, Denis Sassou Nguesso, est contraint de comparaître devant une conférence nationale représentant tout l'éventail politique de son pays. Les Zaïrois assistent à cet exercice démocratique retransmis par la télévision « d'en face ». Ils aimeraient avoir droit chez eux au même spectacle. Un spectacle qui irrite et inquiète Mobutu. Il confie à l'ambassadeur de France, Henri Réthoré : « Mon jeune frère s'est laissé déposséder¹. » Après trois mois de palabres, en effet, Sassou a été privé de tous ses pouvoirs, sans qu'une goutte de sang ait été versée. C'est un « putsch verbal » inédit. Pas question, pour Mobutu, de s'expliquer en public de cette façon. N'est-il pas désormais « au-dessus de la mêlée » ?

Il a tout de même dû lâcher du lest, à contrecœur, en acceptant une formule similaire. Il espère ainsi satisfaire ses alliés occidentaux. Une Conférence nationale souveraine (CNS) est mise en place le 11 avril 1991. Il s'agit d'analyser le passé, d'en tirer les leçons, d'obliger les gouvernants à un examen de conscience et d'édifier la III^e République. La population espère que cet exorcisme collectif débouchera sur une vraie rupture avec le régime en place.

C'est oublier la rouerie de Mobutu. Faute de pouvoir limiter les pouvoirs de la CNS, il parvient à la noyauter. Pendant des

1. Entretien de l'auteur avec l'ancien ambassadeur de France à Kinshasa, Henri Réthoré (1989-1992), 7 juillet 2015.

semaines, dans toutes les provinces, la société civile a constitué des listes d'authentiques représentants. On attend deux mille huit cent cinquante délégués au Palais du peuple de Kinshasa, mais plus de quatre mille s'y présentent². Le pouvoir a distribué accréditations, badges et macarons à des dizaines d'inconnus qu'il a « achetés ». Il a suscité des dissidences dans tous les partis, fait valider la participation de fonctionnaires, rempli la salle avec toutes les grosses légumes du mobutisme. Dans cette confusion, deux pôles se dégagent, l'Union sacrée de l'opposition, constituée autour de l'UDPS d'Étienne Tshisekedi, et la mouvance présidentielle qui regroupe les fidèles de Mobutu. Parmi ces derniers figure le président de la Conférence, Pasteur Kabongo, un vieil homme manipulable à souhait. Le 22 juillet, Mobutu propose à Tshisekedi de devenir Premier ministre « afin de décrier la vie politique ». Son calcul est clair : diviser l'opposition et faire cautionner son régime par son adversaire le plus virulent et le plus prestigieux. Il s'attire un refus.

La Conférence nationale souveraine

La CNS ouvre officiellement ses travaux le 7 août 1991. Ne sachant pas – ou sachant trop – quel accueil lui sera réservé, Mobutu préfère ne pas assister à cette grand-messe inaugurale. Il envoie au front son Premier ministre Mulumba Lukoji qui, contrairement au vœu du chef de l'État, accepte que la Conférence soit souveraine, que ses décisions aient donc force de loi³. Pendant six semaines, la Conférence fait du surplace. Ses débats s'embourbent dans des querelles de procédure. L'Union sacrée refuse de cautionner ce qu'elle tient pour une mascarade. Certains commencent à parler de « connerie nationale souveraine⁴ ». Le 20 septembre, la CNS, dont les délégués, logés et nourris, perçoivent de confortables *per diem*, tourne à la foire d'empoigne.

2. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, *op. cit.*, p. 355.

3. L'acte officiel proclamant la souveraineté de la Conférence ne sera adopté que le 5 mai 1992.

4. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, *op. cit.*, p. 104.

On crie, on siffle, on monte sur les bancs. Mobutu veut mettre fin à cette situation ridicule⁵.

Dans la nuit du 22 au 23 septembre, Kinshasa s'embrase. Des troupes d'élite, accompagnées de simples soldats, se mutinent. Ces militaires pillent les bâtiments du fret et de la douane, distribuent des armes et commencent à mettre la ville à sac. C'est une véritable insurrection. Elle était prévisible. Les militaires, qui n'ont pas reçu leur solde, ont faim. Dans l'armée, seuls les hommes de la Division spéciale présidentielle, rebaptisée par la rue « dernier soupir du président », sont choyés. Les autres soldats partagent la misère de la population. Pour boucler leurs fins de mois, certains louent leurs uniformes à de petits malfrats. En cette année 1991, le Zaïre est un pays en ruine, emporté par les bourrasques de l'inflation – 500 % par an. La production de cuivre est en chute libre, illustrée spectaculairement par l'effondrement des galeries de la principale mine du Shaba. Un coup dur pour la Gécamines, dont le coffre-fort sert aussi de tirelire présidentielle. Le FMI renonce à remettre en ordre le pays. Les étrangers n'investissent plus, ils attendent. Transports, éducation, santé : où qu'on tourne les yeux, le bilan est le même. Zéro pointé. L'ouverture au multipartisme n'a fait qu'exaspérer la sourde colère urbaine sans lui offrir pour autant un canal d'expression légal⁶. En août, l'unification des taux de change officiel et parallèle a provoqué une nouvelle poussée de l'inflation⁷.

Le saccage de Kinshasa

Par l'entremise de l'ambassade de France, un dialogue se noue entre les mutins et Mobutu. Ils exigent une grosse prime immédiate et obtiennent satisfaction. Mobutu promet de leur pardonner « en bon père de famille ». Mais il est trop tard.

5. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 357.

6. Catherine Simon, « Le Zaïre dans les bourrasques de l'inflation », reportage, *Le Monde*, 2 janvier 1991.

7. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., 2009, p. 592.

Le mouvement n'est plus contrôlable. Toute l'armée participe désormais au pillage, officiers en tête. Avec méthode. Équipée de camions, de Jeep et même de grues⁸. Elle est rejointe par des milliers de civils. Les villas des Européens et des dignitaires du régime sont des cibles privilégiées. La plupart des ministres se réfugient à l'hôtel Intercontinental, protégés par quelques militaires loyaux, dont l'un des fils de Mobutu, Kongulu alias « Saddam Hussein ».

Bâtiments publics, maisons particulières, magasins – notamment ceux des Libanais – sont investis et vidés de leur contenu. Tout est emporté dans une ambiance de fête, d'euphorie. Les pillards détruisent, fracassent les matériels. Des résidents sont molestés. Il y a des cas de viols. Mobutu est totalement dépassé. L'inaction des autorités stupéfie. Seul le général Mahele, patron du renseignement militaire, tente de ramener le calme. Les pillages se propagent dans toutes les grandes villes du pays. À Kinshasa, l'ambassadeur de France, Henri Réthoré, demande à Paris, avec l'accord de Mobutu, l'envoi de militaires français pour protéger ses compatriotes et les civils étrangers. L'ambassadeur belge fait une démarche similaire. Plusieurs centaines de Français sont regroupés à la résidence de France, rejoints par la colonie libanaise. Une femme accouche sur une table. En hommage à Mitterrand, son bébé est baptisé François⁹...

Le lendemain à l'aube, trois compagnies de « marsouins » et de paras débarquent à Kinshasa. C'est l'opération « Baumié ». Les Belges suivent, plus nombreux et plus puissamment armés. Les militaires évacueront la plupart des étrangers par le fleuve. Bilan final de ces folles journées : cent dix-sept morts et mille cinq cents blessés¹⁰. Pendant plusieurs jours, les militaires zaïrois transforment leur camp en un vaste « marché aux voleurs », surnommé « Koweit City », où ils revendent à bas prix les matériels volés.

Le saccage de Kinshasa résulte-t-il d'une manipulation ? Mobutu a-t-il délibérément laissé faire – voire encouragé – les mutins afin

8. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 359.

9. Entretien de l'auteur avec Henri Réthoré, 7 juillet 2015.

10. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 429.

de déconsidérer la Conférence nationale ? Certains le penseront, même parmi ses proches. Des militaires ont proposé à Tshisekedi de prendre le pouvoir, offre qu'il a sagement refusée. Ont-ils voulu compromettre l'opposant dans une aventure putschiste¹¹ ? Pourtant, Mobutu donne alors parfois l'impression d'être un homme désarmé. L'ambassadeur de France, qui le rencontre à plusieurs reprises à bord du *Kamanyola*, le trouve à la fois résolu à s'accrocher au pouvoir et humilié d'avoir perdu la maîtrise de son armée. Seul avec le diplomate, se prenant la tête entre les mains, il cède un instant au désarroi : « Mais que m'arrive-t-il¹² ? »

L'entremise de la France

Entouré sur son yacht d'une meute de gardes du corps et de marabouts, Mobutu scrute les commentaires de la presse étrangère. A-t-il lu celui de *L'Humanité*, qui titrait, quelques jours plus tôt : « La France vole au secours de Mobutu » ? Paris, mais aussi Bruxelles et Washington ont en effet, bon gré mal gré, sauvé de nouveau le régime du maréchal. Mais cette fois, la France, utilisant la présence de ses troupes comme moyen de pression, attend de Mobutu qu'il consente à partager son pouvoir. Avec l'appui du Quai d'Orsay et l'accord de ses collègues belge et américain, l'ambassadeur Henri Réthoré joue le rôle d'un intercesseur entre Mobutu et l'opposition, à laquelle il demande de se réunir dans son propre bureau et de proposer le nom d'un Premier ministre d'union nationale. Sans surprise, c'est Tshisekedi qui est choisi. Mobutu accepte. Pour l'encourager, l'ambassadeur lui dit que son attitude est « gaullienne ». Dans la foulée, il obtient que le général Mahele soit nommé chef d'état-major de l'armée.

Néanmoins, au-delà des apparences, rien n'est réglé. On s'en aperçoit vite. Tshisekedi déclare vouloir « ignorer monsieur Mobutu », qui « se maintient contre la volonté du peuple ». Il

11. Colette Braeckman, *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 362-364.

12. Entretien de l'auteur avec Henri Réthoré, 7 juillet 2015.

qualifie son adversaire de « monstre humain¹³ ». Mobutu, s'estimant injurié, menace de renier le compromis conclu avec cet homme dont tout le sépare. Il reste en partie maître du jeu et le sait. Finalement, tout ce petit monde se retrouve pour négocier. L'irréductible Tshisekedi garde le silence ou prend à contre-pied ses compagnons en refusant de partager le pouvoir comme un « gâteau national ». En fait, ayant cru pouvoir accéder au sommet à la faveur de l'intervention étrangère, il refuse de « cohabiter » avec Mobutu. Jugé trop radical par son camp, il finit par accepter un compromis : dans son gouvernement de « techniciens », les hommes de Mobutu conservent plusieurs postes clés. Mais c'est un cabinet mort-né, car quarante-huit heures plus tard l'obstiné opposant rature, dans la formule de prestation de serment, la référence au président « garant de l'unité de la nation ». « Si Tshisekedi n'en fait qu'à sa tête, je peux le dégommer », avait prévenu le maréchal¹⁴. Chose dite, chose faite. Le 21 octobre, Mobutu révoque le Premier ministre, pour une raison restée secrète et très terre à terre : la Banque centrale a refusé de lui verser 800 000 dollars¹⁵.

La nomination d'un nouveau Premier ministre, Bernardin Mungul-Diaka, aussitôt accusé d'avoir trahi l'Union sacrée, rallume des émeutes dans tout le pays. La France et la Belgique annoncent le retrait de leurs troupes. Paris cesse toute coopération avec le Zaïre. Autant de décisions prises en concertation avec les États-Unis. L'intransigeance et la perfidie du maréchal ont fini par lasser les Occidentaux. Pour attester le maintien de ses liens avec la Maison Blanche, Mobutu brandit au nez des journalistes des lettres que George Bush lui a envoyées, mais il se garde d'en révéler le contenu. Dans ces messages, le président américain conseille à son vieux complice de partager son pouvoir¹⁶. À la même époque, le secrétaire d'État adjoint américain pour les Affaires africaines, Herman Cohen, déclare devant une commission du Sénat : « Le président Mobutu a perdu toute légi-

13. *Le Monde*, 3 octobre 1991.

14. Entretien au *Figaro Magazine*, 19 octobre 1991.

15. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 367.

16. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 307.

timité pour gouverner le Zaïre pendant la période de transition vers la démocratie¹⁷. » Mais l'administration Bush ne demandera jamais publiquement à Mobutu de démissionner.

La « marche de l'espoir »

Furieux du « lâchage » de ses alliés européens, Mobutu s'en prend aux « socialistes belges » et aux « hommes politiques français à qui il n'appartient pas de dire n'importe quoi »¹⁸. Il accuse « les Internationales », socialiste, chrétienne-démocrate, libérale, de s'ingérer dans les affaires du Zaïre en recrutant ses opposants : « Vous croyez vraiment qu'ils sont plus socialistes, chrétiens-démocrates ou libéraux que moi¹⁹ ? » Les dirigeants occidentaux ? « Ils veulent ma tête. À n'importe quel prix ! » Mobutu reconnaît que ses partisans sont prêts à tout pour en découdre violemment avec l'opposition.

Le 1^{er} novembre, au moment où le nouveau gouvernement prête serment, un premier conseil des ministres de l'opposition se tient au domicile de Tshisekedi. Voilà le Zaïre avec deux gouvernements. « C'est à cause de vous, les Français ! » lance Mobutu à l'envoyée spéciale du *Monde*, tout en ajoutant qu'il « reprend la situation en main »²⁰. Preuve en est : après une médiation sénégalaise, il nomme Premier ministre l'opportuniste Nguza Karl i Bond et se dit prêt à briguer un nouveau mandat présidentiel. La journaliste Colette Braeckman résume l'équation de cette fin d'année 1991 : « Pour conquérir le pouvoir et la liberté, les opposants, Tshisekedi excepté, n'étaient pas prêts à mourir. Alors que Mobutu et les siens, eux, étaient prêts à tuer²¹. » Le courageux et très populaire Tshisekedi déçoit néanmoins les Occidentaux. Installé dans son rôle d'éternel opposant, il manque

17. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 253.

18. Entretien au *Figaro Magazine*, 19 octobre 1991.

19. Entretien à *Libération*, 28 octobre 1991.

20. Reportage de Catherine Simon, *Le Monde*, 5 novembre 1991.

21. Colette Braeckman, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 369.

de souplesse, de pragmatisme et d'initiative. Trop confiant en lui – certains le surnomment « monsieur Zéro Faute²² » – et sûr de son bon droit, il juge la chute de Mobutu aussi inéluctable que celle d'« une mangue mûre », comme il le dit à l'ambassadeur de France en lui montrant du doigt les fruits de l'arbre qui agrémente le jardin de sa petite maison²³.

En janvier 1992, Mobutu se sent assez fort pour ordonner à son Premier ministre de clore la CNS. Un mois plus tôt, la Conférence avait choisi comme président monseigneur Laurent Monsengwo, archevêque de Kisangani et patron de la conférence épiscopale nationale. Le choix de cet homme ambitieux, populaire, respecté de l'opposition et doté d'une grande autorité morale avait forcément déplu au maréchal. Les évêques ont demandé la réouverture inconditionnelle de la conférence. En vain. Des prêtres et des laïcs décident alors, contre l'avis de la hiérarchie catholique, de manifester dans la rue malgré l'interdiction gouvernementale. Le dimanche 16 février 1992, un million de chrétiens défilent dans les grandes villes du pays. Ils chantent, crient des slogans, agitent des branchages, s'assoient face aux barages militaires. À Kinshasa, cette « marche de l'espoir » tourne au carnage. Les soldats utilisent des gaz lacrymogènes, du napalm et tirent dans la foule. Bilan de la répression : plus de trente-cinq morts²⁴. Le sacrifice de ces « martyrs de la démocratie » ne sera pas vain : le 6 avril, Mobutu finit par autoriser la réouverture de la CNS.

Tshisekedi Premier ministre

Malgré l'obstruction systématique de Mobutu, la démocratisation est relancée. La Conférence, répartie dans Kinshasa en vingt-trois commissions et cent sous-commissions, commence ses travaux. Ils dureront jusqu'en décembre 1992. Ses débats télévisés deviennent le feuilleton préféré des Kinois. L'adoption

22. Lieve Joris, *Danse du léopard*, Actes Sud, Babel, 2002, p. 481.

23. Entretien de l'auteur avec Henri Réthoré, 7 juillet 2015.

24. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, *op. cit.*, p. 431-433.

le 4 août d'un « compromis politique global sur la transition », assorti d'un projet de Constitution, prévoit de débaptiser le Zaïre en Congo et de renouer avec le drapeau, la devise et l'hymne national de la I^{re} République. De quoi blesser l'orgueil de Mobutu qui rejette ces mesures symboliques. Il finira par l'emporter et le Zaïre restera le Zaïre. L'essentiel est ailleurs, notamment dans l'article 71 qui stipule que le futur Premier ministre sera « élu » par la conférence. En échange, Mobutu obtient de rester à la tête des forces armées et d'être protégé contre d'éventuels procès pour « crimes de sang » ou « crimes économiques »²⁵. Le 15 août, la CNS désigne Tshisekedi Premier ministre par 71 % des suffrages. Le principal opposant de Mobutu devient le premier chef de gouvernement démocratiquement élu depuis Tshombe en 1965²⁶.

Mobutu a suivi de loin les débats de la CNS. Il s'est réfugié sur son yacht, et surtout à Gbado-Lite, où il continue de mener grand train. Il est atteint depuis 1989 d'un cancer de la prostate, mais ne se soigne guère. En juillet 1992, il marie sa fille Yaki au Belge Pierre Janssen dans une débauche de luxe. Une fois par mois, il reçoit Andrew, son coiffeur new-yorkais de Madison Avenue, qui fait spécialement le voyage pour rafraîchir sa coupe de cheveux²⁷. À Kinshasa, l'humour « noir » fait rage. Arme éternelle du petit peuple contre ses malheurs. Un chauffeur de taxi s'esclaffe : « Grâce au vent du changement, nous sommes tous millionnaires ! », en brandissant le dernier billet de banque mis en circulation, à l'effigie de Mobutu, qui vaut 1 million de zaïres. De quoi acheter un paquet de cigarettes. On prend l'habitude de « boire une bière à trois » et de « manger à tour de rôle ». Le nom de l'ancien Premier ministre Nguza Karl i Bond devient une insulte courante : « Espèce de Nguzzz ! »²⁸

Le petit peuple respecte encore Mobutu, mais a moins peur de lui, comme s'en souvient l'opposant Aubert Mukendi : « On avait entendu Tshisekedi critiquer publiquement Mobutu. Et il

25. *Le Monde*, 7 août 1992.

26. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 433-435.

27. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., 1997, p. 90.

28. Reportage de Catherine Simon, *Le Monde*, 20 novembre 1992.

n'en était pas mort. Alors, tout le monde s'est dit : le léopard n'a plus de dents, il ne peut plus mordre²⁹. »

La planche à billets

Un léopard édenté ? Peut-être. Mais ses coups de griffe font encore mal. Surtout contre une proie vulnérable, en l'occurrence Tshisekedi, dont le gouvernement manque de vision et de stratégie et dont la marge de manœuvre est exiguë. Les Occidentaux, cramponnés au frêle espoir d'une métamorphose de Mobutu en démocrate, lui demandent l'impossible : conquérir la maîtrise des finances de l'État tout en évitant l'affrontement ouvert avec un président qui, grâce à son contrôle sur l'armée et la Banque nationale, sabote la démocratisation³⁰. Privé de l'aide occidentale, Mobutu fait un usage frénétique de la planche à billets. Des avions-cargos débarquent à Kinshasa, pleins de coupures neuves imprimées en Allemagne, en Autriche ou au Royaume-Uni. Il faut les changer en dollars au plus vite pour payer l'imprimeur. L'écrivain David Van Reybrouck note : « Fabriquer de l'argent pour payer le fabriquant. L'économie peut aussi être d'un tragique enfantin³¹. »

Jugeant impossible d'endiguer le fleuve monétaire en circulation, gonflé des nouveaux billets de 5 millions de zaires – moins de 2 dollars – tout juste émis, Tshisekedi déclare ces dernières coupures sans valeur. La population et les « mamas changeuses » refusent ce « billet maudit ». Les militaires voient soudain s'évanouir leur solde, rejetée par les commerçants. C'est la révolte. Du 28 au 30 janvier 1993, Kinshasa est de nouveau livrée au chaos. Seize mois après le « premier pillage », l'histoire se répète. En plus violent. Et à deux différences près : la DSP elle-même prend sa part du butin avant de se donner le beau rôle en réprimant durement les mutins ; les civils se joignent peu au saccage,

29. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

30. Colette Braeckman, *Le Monde diplomatique*, mars 1993.

31. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 438.

par crainte des violences de la soldatesque. Le 28 janvier, le nouvel ambassadeur de France, tout juste accrédité, Philippe Bernard, est tué à son bureau, atteint à la poitrine par une rafale. Au final, ce nouvel épisode sanglant fait plusieurs centaines de morts.

Comme en 1991, des commandos de paras français évacuent les expatriés. Mobutu, rancunier, interdit aux troupes belges l'accès au territoire zaïrois. Mais il met, grand seigneur, son yacht à la disposition des ressortissants de l'ancienne puissance coloniale qui veulent quitter le pays. Selon Pierre Janssen, la navette entre les deux rives du fleuve rapporte gros à celui qui le supervise, Manda, l'un des fils du président. À l'insu de son père, il facture 2 000 dollars par famille le prix des douze minutes de traversée³². Ainsi se poursuit la lente agonie du régime de Mobutu. Dans la violence, l'anarchie et le cynisme.

32. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 149-150.

L'interminable transition

« Je vendrai cher ma tête », aime répéter Mobutu. Nul n'en doute. Plus son trône vacille, plus il s'y cramponne. Il a révoqué Tshisekedi et refusé d'adouber le gouvernement « issu de la CNS ». En février 1993, la troïka occidentale – Washington, Bruxelles et Paris – le somme de transférer l'essentiel de ses pouvoirs à Tshisekedi. Il refuse tout net et désigne son propre Premier ministre en la personne de Faustin Birindwa, un ancien opposant. Les membres de ce nouveau cabinet s'attribuent allègrement un salaire mensuel de 15 000 dollars, tandis que Tshisekedi continue, pour sa part, de présider chaque jeudi, chez lui, son gouvernement virtuel, dont les débats sont résumés dans des communiqués aussi solennels que dérisoires¹.

Cette situation surréaliste durera quinze mois. Mobutu a pu se rendre sur la Côte d'Azur pour se faire soigner la mâchoire. Un mois plus tard, à l'approche des élections législatives françaises, il veut y retourner, pour le même motif. Cette fois, Paris lui refuse son visa. Ce sera la dernière décision d'un gouvernement socialiste français concernant le Zaïre avant qu'Édouard Balladur n'inaugure la seconde cohabitation de la droite avec François Mitterrand². La Belgique n'est pas plus tendre. En février, sa police arrête le patron des patrons zaïrois, Jean Bemba Saolona,

1. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, *op. cit.*, p. 103. Ces réunions se tiennent sous une paillote dans la cour de la maison de Tshisekedi.

2. Claude Wauthier, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, quarante ans de politique africaine*, *op. cit.*, p. 592-593.

personnage clé du système Mobutu. Elle a découvert dans sa villa de quoi confectionner 50 millions de faux dollars³. En août, Mobutu aimerait assister aux obsèques du roi Baudouin, ce souverain de son âge à qui il voulait tant ressembler dans sa jeunesse et avec qui il s'est longtemps bien entendu. Mais il est indésirable en Belgique. Les Africains, moins pointilleux, l'ont accueilli en juin au sommet de l'OUA au Caire.

« *Je suis en très bonne santé* »

Succès ici, revers là. Qu'importe ! Mobutu fanfaronne. Pourquoi s'accroche-t-il au pouvoir ? « Par défi, pour faire la démonstration que le peuple zaïrois reste très attaché à son chef [...]. Le peuple zaïrois se rappelle que la paix, c'est lui ! L'unité nationale, c'est lui ! [...] La première institution du pays, c'est le président de la République. Moi, je suis une institution ! » Comme souvent, il s'en prend aux Belges, qui « cherchent à [l]'humilier ». Plus nouveau, il critique Washington, où George Bush a laissé la place au démocrate Bill Clinton : « Depuis l'indépendance, les États-Unis ont bien donné au Zaïre 1 milliard de dollars. Mais ils n'ont jamais sorti un rond. Cette aide, ce sont des médicaments, de la nourriture, des machines, des voitures. Jamais personne n'a versé 1 milliard à la Banque du Zaïre ».

Pourtant, l'administration Clinton n'est guère plus dure envers Mobutu que celle de Bush. En appui à la démocratisation, elle intensifie sur lui les pressions économiques et politiques, rappelle son ambassadrice à Kinshasa, Melissa Wells, mais ne demande toujours pas le départ du maréchal-président. Pourquoi ? Réponse de la diplomate : « Mobutu n'est pas comme la méchante sorcière de l'Ouest qui fond et disparaît tout à coup. Cet homme ne partira pas⁴ ! » Lorsque le vétéran de la politique zaïroise, Joseph Ileo, plaide à Washington, un an avant

3. *Minute*, 31 mars 1993.

4. Allusion à « la méchante sorcière de l'Ouest », personnage célèbre du film *Le Magicien d'Oz* de Victor Fleming (1939), adapté du conte fantastique pour enfants de L. Frank Baum (1900). Ce film passe, aujourd'hui

sa mort, pour une intervention militaire de l'ONU, il n'éveille qu'un intérêt poli⁵.

Mobutu ne supporte pas de devoir rendre des comptes à ses bailleurs de fonds : « Vous ne pouvez pas assortir l'aide de conditions politiques. C'est là où le bât blesse⁶. » Se disant victime d'un « complot international » – « Cela crève les yeux !⁷ » –, il enfourche le cheval du patriotisme offensé : « Moi, mon drame, c'est que je pense toujours d'abord au Zaïre. C'est ça mon dada... » Avant d'ajouter, bravache : « Je suis en bonne santé, en très bonne santé⁸. » Il se voit même encore président en l'an 2000 : « Cela dépendra du peuple zaïrois. Un nouveau septennat est tout à fait envisageable, et cela nous amènerait au XXI^e siècle⁹... »

Tshisekedi piégé

En attendant, Mobutu est invité en octobre 1993 au sommet de la francophonie à Maurice. Mieux, il s'entretient avec François Mitterrand. L'opposition zaïroise crie à la « trahison ». Le maréchal-président ne cache pas sa satisfaction : « Le Zaïre est démographiquement le deuxième pays francophone du monde. On ne peut pas se passer de nous¹⁰ ! » La France semble lasse de l'imbroglio zaïrois et des querelles byzantines qui déchirent l'opposition. Le ministre de la Coopération, Michel Roussin, un rien désabusé, souhaite qu'« une troisième voie se dessine entre Étienne Tshisekedi et le gouvernement désigné par Mobutu¹¹ ».

encore, pour celui qui a été vu par le plus grand nombre de spectateurs dans le monde.

5. Sean Kelly, *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, op. cit., p. 255.

6. Entretien de Mobutu avec Patrick de Saint-Exupéry, *Le Figaro*, 4-5 septembre 1993.

7. *Globe Hebdo*, 27 octobre-2 novembre 1993.

8. Entretien au *Figaro*, 4-5 septembre 1993.

9. *Globe Hebdo*, 27 octobre-2 novembre 1993.

10. *Ibid.*

11. Claude Wauthier, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, quarante ans de politique africaine*, op. cit., p. 621.

Le chef de l'État reste un habile manœuvrier. Il sait attiser les discordes chez ses adversaires, favoriser les trahisons et les règlements de comptes, exploiter les défauts de Tshisekedi, et, pour finir, le neutraliser. Avec l'aide de monseigneur Monsengwo, il parvient à ressusciter l'ancien Parlement d'avant 1990 et à le faire fusionner avec le Haut Conseil de la République (HCR). D'où la naissance, en janvier 1994, d'une assemblée hybride et pléthorique – sept cent dix-huit membres – baptisée Haut Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT), au sein de laquelle les partisans de Mobutu, les « mouvanciers », ont la majorité. En juin 1994, les « conseillers de la République » élisent Premier ministre Léon Kengo wa Dondo¹². Ce métis d'origine congo-polonaise, déjà deux fois chef du gouvernement dans les années 1980, avait appliqué avec rigueur les plans d'austérité du FMI, tout en s'enrichissant. Cet homme à poigne présente l'avantage d'être acceptable par la communauté internationale. Au nom de l'opposition dite « radicale », Tshisekedi proteste, en vain, contre cette élection. Il est piégé. En fait, Kengo est quasiment imposé par la France à Mobutu. Paris garantit au maréchal que s'il ne se mêle plus des finances, le Premier ministre ne touchera ni à ses biens ni à sa famille et lui garantira une « liste civile » royale, 5 millions de dollars par mois¹³.

Avec un Parlement à sa dévotion et un Premier ministre sous contrôle, Mobutu semble de nouveau rasséréné. Loin de la capitale, le « Grand Léopard » passe l'essentiel de son temps dans sa luxueuse tanière au fond de la jungle, à Gbado-Lite. De là, il affiche son mépris pour cette classe politique qu'il manipule si bien et depuis si longtemps : « Tous ceux qui m'ont trahi circulent librement. Ils viennent me voir, mangent à ma table [...] Parfois, il y a des avions qui atterrissent à Gbado à 2 heures du matin, et vous ne pouvez même pas deviner qui vient causer. Et je suis là, je les reçois, et les avions repartent à 5 heures, ni vu ni connu [...]. Tous ont été, sans exception, à un moment

12. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 596-597.

13. Stephen Smith, Antoine Glaser, *Ces messieurs Afrique*, 2 : *Des réseaux aux lobbies*, op. cit., p. 46.

ou à un autre, mes collaborateurs. » Il fanfaronne de nouveau : « Dans le Zaïre profond, personne ne conteste mon autorité, sauf les braillards de Kinshasa », et hausse le ton contre Washington et Bruxelles, tout en ménageant habilement Paris et son « ami, François Mitterrand ». Les Américains ? « Ils veulent foutre leur nez partout ! Comme s'ils étaient sortis de la cuisse de Jupiter ! » Les Belges ? « Ils utilisent leurs relations dans l'Otan et dans l'Union européenne pour faire adopter motions et résolutions contre le Zaïre, à chacune de leurs réunions¹⁴. »

« *Les zaires-prostate* »

Cet aplomb désinvolte est surtout une posture. Retrouvant Mobutu dix-huit ans après avoir été congédié par lui, son médecin américain, William Close, le trouve « à l'évidence déprimé ». Le président lui dit d'un air abattu : « Ces quatre dernières années [1990-1994] ont été les pires de ma vie. » Commentaire du médecin : « J'ai été surpris par son aveu. Jamais, dans le passé, il n'avait admis la moindre défaite¹⁵. » Le spectacle de son pays en ruine ne peut, il est vrai, que désespérer Mobutu. En octobre 1993, pour juguler l'inflation, il a parrainé une énième réforme monétaire instaurant un « nouveau zaïre » équivalant à 3 millions d'anciens. Dans la province du Kasai, bastion de l'ethnie des Luba à laquelle appartient Tshisekedi, on assiste à un phénomène stupéfiant, une véritable sécession monétaire : les habitants refusent d'utiliser le « nouveau zaïre » qui, à leurs yeux, ne servira qu'à remplir les poches de l'élite du régime à Kinshasa, et à faire valser encore plus vite les étiquettes¹⁶.

La suite leur donne aussitôt raison : la monnaie continue de dégringoler, changeant de valeur entre matin et soir, toujours à la baisse. À Kinshasa, la rue appelle les nouveaux billets des « zaires-prostate », en référence à la maladie de Mobutu, avant de les baptiser, plus tard et plus cruellement, des « zaires-

14. Entretien de Mobutu à *Jeune Afrique Économie*, juin 1994.

15. William Close, *Behind the Storm*, op. cit., p. 3, 6.

16. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 123-124.

métastases ». Le boycottage décrété par le Kasai durera jusqu'à la chute de Mobutu. De son côté, le gouvernement Kengo, assoiffé d'argent, charge deux hommes d'affaires libanais, les frères Naïm et Harif Kharifer, de faire imprimer des zaïres en Argentine et au Brésil. Rémunérés au pourcentage, ces derniers font du zèle en commandant, à l'insu du Premier ministre, un double, voire un triple tirage de chaque billet numéroté. Le surplus sera déversé sur le marché noir ou détourné par des soldats de la DSP avant d'être acheminé jusqu'à Gbado-Lite¹⁷. Entre août et décembre 1994, on estime à près de 100 tonnes le volume de vrais-faux billets imprimés à l'étranger puis « injectés » au Zaïre¹⁸. Kengo devra limoger le gouverneur de la Banque centrale, complice de Mobutu. C'est l'époque où le Zaïre sert aussi de lessiveuse à l'argent de la drogue, blanchi et reconverti en diamants réexportés vers Anvers¹⁹.

Ah ! les diamants ! Le produit idéal pour Mobutu. Précieux, discret, aisément transportable et monnayable. Le maximum de valeur dans le minimum de poids et de place. En plus, le personnage clé de l'industrie du diamant, Jonas Mukamba, patron de la Société minière de Bakwanga (Miba), est l'un des obligés du président. L'industriel détourne chaque mois vers Mobutu entre 1,5 et 2 millions de dollars en diamants²⁰. Comme pourvoyeur de devises et objet de trafics en tous genres, le diamant supplante le cuivre, dont la production, en chute libre faute d'investissements, atteint à peine, en 1994, 10 % de celle de 1989.

Les élections encore repoussées

Face à un tel désastre économique, la « troisième voie raisonnable » incarnée par Kengo est exiguë. Le Premier ministre est pris sous le feu croisé des militants de l'opposition « radicale »

17. *Ibid.*, p. 125.

18. Stephen Smith, Antoine Glaser, *Ces messieurs Afrique*, 2 : *Des réseaux aux lobbies*, op. cit., p. 263.

19. *Le Canard enchaîné*, 30 novembre 1994.

20. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 118.

et des fidèles du président. Les premiers tiennent sa nomination pour « illégale », les seconds voient dans sa volonté de restaurer l'autorité de l'État un obstacle à leurs sombres forfaits²¹. Au docteur William Close, qu'il a fait revenir au Zaïre pour remettre sur pied le département chirurgie de l'hôpital de Kinshasa, Kengo se plaint que Mobutu intervienne sans cesse derrière son dos²². Quant au Parlement, encaimé par ses querelles, il est quasiment au chômage technique : en un an, il vote... quatre textes²³.

L'Église, comme toujours, n'hésite pas à dire les choses clairement, avec le poids d'une autorité morale incontestée. Dans une lettre pastorale, en février 1995, les évêques dénoncent « les politiciens qui retardent les échéances électorales et se réservent le loisir de continuer à se partager la dépouille d'un pays qu'ils assassinent quotidiennement et en toute impunité²⁴ ». *Quid*, justement, de ces élections qui doivent conclure cinq longues années de transition ? Mobutu les réclame, ou du moins fait semblant. Mais Kengo estime que les conditions ne sont pas réunies pour la tenue d'un scrutin libre et équitable. Le 29 juin 1995, le Parlement prolonge de deux ans la période de « transition ». Les élections n'auront pas lieu avant juillet 1997. Paradoxalement, l'opposition est satisfaite : le compteur remis à zéro, elle espère représenter Tshisekedi comme candidat au poste de Premier ministre²⁵.

Tous ceux qui nourrissent ces petits calculs politiques ne savent pas encore qu'ils voleront en éclats. Car quatorze mois plus tôt, un événement considérable pour la région s'est produit, qui pèsera de manière décisive sur le sort du Zaïre et de son chef : le génocide au Rwanda.

21. Reportage de Frédéric Fritscher, *Le Monde*, 25 avril 1995.

22. William Close, *Behind the Storm*, op. cit., p. 314.

23. *Le Monde*, 25 avril 1995.

24. *Ibid.*

25. *Le Monde*, 1^{er} juillet 1995.

L'automne du patriarche

Au soir du mercredi 6 avril 1994, le Falcon-50 du président rwandais Juvénal Habyarimana, sur le point d'atterrir à Kigali, est touché par deux missiles sol-air SAM-16. L'avion s'écrase près de l'aéroport de la capitale rwandaise. Il n'y a aucun survivant. Parmi les victimes figure le président du Burundi, Cyprien Ntaryamira. Les deux chefs d'État voisins revenaient d'une rencontre régionale à Dar es-Salaam (Tanzanie) où le président rwandais avait accepté de mettre en place les institutions de transition prévues par les accords d'Arusha, conclus en août 1993 entre son gouvernement et le Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame.

Mouvement politico-militaire fondé au début des années 1980, le FPR regroupe des Tutsi rwandais exilés en Ouganda qui, après avoir aidé leur allié Yoweri Museveni à prendre le pouvoir à Kampala en 1986, déclenchent en 1990 leur propre guérilla contre le régime de Kigali, dominé par la majorité hutu. Entre 1990 et 1994, cette guerre civile fera vingt mille morts et plus de un million de personnes déplacées. Censés rétablir la paix au Rwanda, les accords d'Arusha doivent permettre l'intégration politique et militaire du FPR. Au grand dam des extrémistes hutu qui, professant une idéologie ouvertement raciste, refusent de cautionner une solution de paix préluant à un partage du pouvoir avec la minorité tutsi, érigée en caste dominante par le colonisateur belge avant l'indépendance, puis écartée des affaires lors d'une guerre civile en 1959.

Plus de vingt ans après l'attentat aérien de Kigali, ses auteurs ne sont pas connus avec une absolue certitude. Des rapports

d'enquêtes officielles, des témoignages, des études universitaires et des quantités d'articles de presse n'ont pas permis de trancher de manière catégorique entre les deux principales thèses en présence : celle qui accuse un commando du FPR « infiltré », et celle qui incrimine les extrémistes hutu, soupçonnés, en éliminant Habyarimana, de saboter le plan de paix et de déclencher une sinistre opération de répression contre les Tutsi.

Lorsqu'il apprend l'attentat, Mobutu, accablé, a les larmes aux yeux. Il tenait Habyarimana pour « un jeune frère » et portera son deuil. Deux jours plus tôt, il avait reçu à Gbado-Lite les deux présidents disparus. Ceux-ci avaient voulu le persuader de les accompagner en Tanzanie. N'ayant pas son avion personnel à Gbado, il avait décliné leur invitation. A-t-il ainsi échappé de justesse à la mort ? Pas du tout, précisera-t-il, car il n'aurait jamais accepté d'atterrir à Kigali, « sachant que les Belges étaient là¹ ». Ce que Mobutu ne peut alors imaginer, c'est que l'assassinat de son homologue rwandais déclenchera aussitôt une onde de choc qui déstabilisera toute la région et finira, trois ans plus tard, par balayer son régime et renverser son trône.

Banyarwanda et Banyamulenge

Mobutu se mêle de près du Rwanda depuis plusieurs années déjà. Lorsque le FPR entreprend d'envahir le pays en octobre 1990 et que de graves troubles secouent Kigali², des paras belges et français évacuent les expatriés. Appliquant un accord de défense secret qui lie le Zaïre et le Rwanda depuis 1985, Mobutu vole au secours de son voisin. Il envoie à son « frère » deux mille hommes de la DSP et du service d'action et de renseignements militaires³. Ce corps expéditionnaire sera rappelé au Zaïre, à

1. *Jeune Afrique Économie*, juin 1994.

2. Selon Colette Braeckman, le président Habyarimana aurait lui-même, sur le conseil de Mobutu, suscité des troubles pour provoquer une opération de sauvetage franco-belge. Cf. *Le Dinosauré. Le Zaïre de Mobutu*, op. cit., p. 304.

3. *Ibid.*, p. 78, 303.

la demande d'Habyarimana, après avoir subi de lourdes pertes et surtout s'être livré à des pillages en bonne et due forme. La télévision avait montré une colonne de ces vaillants guerriers chargés du butin volé dans un grand hôtel⁴.

C'est l'époque où la « question rwandaise » resurgit à l'intérieur même du Zaïre. Entre 1959 et 1962, nombre de Tutsi ont fui le Rwanda en guerre et se sont installés dans la province frontalière du Kivu. Pendant longtemps, ces rwandophones, qu'on appelle les « Banyarwanda », sont considérés comme des Zaïrois à part entière, notamment grâce à la protection que leur accorde Bisengimana Rwema, directeur de cabinet de Mobutu de 1969 à 1977 et lui-même Tutsi. Après le limogeage de ce dernier, une loi de 1981, aux relents xénophobes, durcit les conditions d'accès à la citoyenneté de ces Tutsi immigrés. À partir de 1990, les Banyarwanda deviennent aux yeux de nombreux Zaïrois des profiteurs, accapareurs de terres et de richesses, des étrangers indésirables. On les accuse de vouloir rattacher le Kivu au Rwanda. Le mot même de « rwandais » se transforme en insulte⁵.

Tout concourt à nourrir l'angoisse identitaire des Banyarwanda : l'affaiblissement de Mobutu, artisan de leur promotion au Kivu, le quadrillage de la région par des gendarmes originaires de communautés autochtones hostiles, le nationalisme radical qui teinte les débats de la CNS à Kinshasa. Se sentant menacés, les Banyarwanda mettent sur pied des « mutuelles » ethniques, structures d'entraide et d'autodéfense⁶. « La surpopulation, la pauvreté et l'absence de l'État furent les ingrédients d'un cocktail fatal », résume David Van Reybrouck. En 1993, au Nord-Kivu, des affrontements ethniques entre des milices populaires nationalistes et des groupes d'autodéfense tutsi font officiellement au moins quatre mille morts, peut-être beaucoup plus⁷. Un regain de tribalisme se produit, aux dépens de ces mêmes Tutsi, dans le Sud-Kivu. On les affuble d'une désignation eth-

4. Entretien de l'auteur avec l'ambassadeur Henri Réthoré, 7 juillet 2015.

5. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 441-442.

6. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 597-598.

7. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 441-443.

nique péjorative, les « Banyamulenge ». Ils sont de plus en plus détestés. Dans cet Orient zaïrois si éloigné de Kinshasa, et dont la classe politique, tout à ses jeux, se désintéresse, le sentiment national forgé par Mobutu se délite et sombre dans la violence.

Le génocide rwandais

C'est alors qu'éclate l'une des pires tragédies de la seconde moitié du ^{xx}e siècle. Exploitant la mort brutale du président Habyarimana, les durs de son régime déclenchent un véritable génocide sur toutes les collines du Rwanda. En trois mois, d'avril à juillet 1994, huit cent mille Tutsi et Hutu modérés sont massacrés. Le plus souvent à coups de gourdins ou de machettes distribués à des milices civiles dont la plupart regroupent des adolescents ivres de haine, les tristement célèbres Interahamwe. Pendant ce temps, l'armée du FPR marche irrésistiblement sur Kigali. Même après la proclamation d'un embargo sur les armes, le 17 mai, Mobutu continue d'acheminer du matériel et des munitions à son allié rwandais. Dans le cadre d'un accord de coopération, la France de Mitterrand envoie, quant à elle, des soldats pour aider le régime agressé. Ces militaires, découvrant peu à peu l'ampleur du génocide, se vouent à une mission « strictement humanitaire » : protéger les réfugiés en créant à l'ouest du pays une zone de sécurité adossée au lac Kivu, sur la frontière zaïroise. C'est l'opération « Turquoise », lancée fin juin avec l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU⁸.

Paris a besoin du Zaïre pour servir de base arrière à son opération. Trop heureux de lui rendre service, Mobutu accepte que l'armée française prenne position à Goma, Bukavu et Kisangani, et mette à l'abri sur le sol zaïrois un million de réfugiés rwandais. C'est tout un pays qui a pris la fuite. À la multitude du petit peuple redoutant des représailles se mêlent les soldats, les miliciens et les dignitaires du régime génocidaire. Cette humanité fugitive s'entasse

8. Claude Wauthier, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, quarante ans de politique africaine*, op. cit., p. 621.

dans des camps où les plus faibles meurent du choléra et de la dysenterie. Fidèles à eux-mêmes, les soldats zaïrois multiplient les exactions. Ils récupèrent les armes et munitions de l'armée rwandaise et extorquent une part de la manne humanitaire⁹.

Un homme profite pleinement du drame rwandais : Mobutu. Il en est même, politiquement, le principal bénéficiaire. L'Occident craint par-dessus tout que l'onde de choc du génocide perpétré sur les Tutsi et de l'exode hutu déstabilise le Zaïre et, par contagion, l'ensemble de l'Afrique centrale. Ce n'est plus le moment d'importuner Mobutu, encore moins de le « lâcher ». Jacques Foccart, le vieux cacique des réseaux gaullistes en Afrique, souligne dans ses mémoires : « Le gouvernement français avait été bien content de trouver Mobutu pour l'aider à limiter les dégâts en 1994¹⁰. » En juin, l'OUA confirme même le maréchal, qui n'était pourtant pas neutre, dans son rôle de médiateur au Rwanda. Puis les Nations unies demandent à un contingent de soldats zaïrois – mille cinq cents militaires triés sur le volet – d'assurer la sécurité dans les camps de réfugiés, ce qui redore le blason du chef de l'État¹¹. Voilà donc Mobutu remis en selle et, accessoirement, son nouveau gouvernement – celui que dirige Kengo wa Dondo – adoubé par presque tous, y compris le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Lakhdar Brahimi.

Le retour en grâce

Le sommet franco-africain de Biarritz, en novembre 1994, consacre le retour en grâce officiel de Mobutu, qui se réjouit de ses « retrouvailles » avec Paris. Cependant, selon Pierre Janssen, François Mitterrand n'a consenti à inviter ce dernier que sur l'insistance de Jacques Foccart¹². Le président français aurait

9. Colette Braeckman, dans *Le Monde diplomatique*, septembre 1994.

10. *Foccart parle, entretiens avec Philippe Gaillard*, tome 2, Fayard-Jeune Afrique, 1997, p. 410-411.

11. *Le Monde*, 25 avril 1995.

12. Pour une analyse détaillée du rôle des réseaux Foccart dans le soutien français à Mobutu, lire Stephen Smith, Antoine Glaser, *Ces messieurs Afrique*, 2 : *Des réseaux aux lobbies*, op. cit., p. 47-52.

aussi, au cours du sommet, multiplié les petites vexations protocolaires envers son hôte zaïrois, devenu pourtant, depuis la mort de l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, le doyen des chefs d'État africains en exercice¹³. À Biarritz, des ONG organisent un « contre-sommet » qui fustige, entre autres, « l'alliance indigne » de la France « avec la dictature » du Zaïre¹⁴.

L'arrivée de Jacques Chirac à l'Élysée le 17 mai 1995 est une bonne nouvelle pour Mobutu. Deux jours plus tard, le nouveau président apprend que le consulat français à Londres refuse un visa à l'un des fils du maréchal. La diplomatie française maintient à l'évidence envers Mobutu une ligne beaucoup plus « dure » que ne le souhaiterait Chirac. Au grand regret de Jacques Foccart qui, comme conseiller privé du président français, juge inutile de vexer Mobutu, voire de le maintenir en quarantaine. « Quand j'intervenais auprès du Quai d'Orsay, se souviendra Foccart, on me répondait qu'aucune dérogation n'était possible, parce que les Belges nous avaient demandé de n'avoir aucune relation avec Mobutu. Imaginez que le général de Gaulle ait appris que le Quai d'Orsay demandait l'accord des Belges pour délivrer un visa¹⁵ ! » Assez vite, Chirac impose néanmoins son point de vue au Quai d'Orsay où il a nommé le centriste Hervé de Charette. En août, les deux hommes sont des voisins en vacances, l'un au Fort de Brégançon, l'autre dans sa villa du cap Martin. Chirac téléphone à Mobutu, puis le reçoit à l'Élysée en novembre 1995 lors des cérémonies célébrant les cinquante ans de l'Unesco. Mobutu se réjouira de la fin des « tracasseries » de Paris à son égard : « Moi-même, mes collaborateurs ou les membres de ma famille pouvons désormais nous rendre en France librement¹⁶. »

Un mois avant celui de l'Unesco, un autre cinquantenaire est honoré à New York, celui des Nations unies. Mobutu est de la fête. Il figure parmi les cent cinquante chefs d'État conviés

13. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 195-196.

14. Claude Wauthier, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, quarante ans de politique africaine*, op. cit., p. 635.

15. Foccart parle, entretiens avec Philippe Gaillard, op. cit., p. 411-412.

16. Entretien de Mobutu à VSD, 14 mars 1996.

au « plus grand sommet de l'histoire », le 22 octobre 1995. Son gendre belge, qui l'accompagne, racontera ce séjour new-yorkais. Fort marri de ne pouvoir loger au Waldorf Astoria, son hôtel préféré, mais à l'Intercontinental, Mobutu se console en découvrant que Chirac y occupe une suite identique, deux étages plus bas. Les deux présidents ont deux entrevues discrètes dans la chambre de Chirac. Le Français aurait assuré le Zaïrois de son soutien ; en échange, ce dernier aurait accepté de quitter le pouvoir après la tenue de nouvelles élections. Mobutu rencontre aussi en secret plusieurs pairs africains et... Fidel Castro¹⁷.

Président fantôme

En public, en revanche, Mobutu est traité en pestiféré. À part ses amis africains, on l'ignore, ou on le traite avec mépris. Le département d'État américain avait précisé avant le sommet que les représentants de cinq pays ne pourraient quitter New York pendant les cérémonies : Irak, Iran, Libye, Soudan et Zaïre¹⁸. Autrement dit, Mobutu est interdit de séjour aux États-Unis. Une seule personnalité américaine, Herman Cohen, l'ancien « Monsieur Afrique » de George Bush, devenu professeur d'université, lui rend une visite de courtoisie.

À la veille de la clôture des festivités, Pierre Janssen arrive dans la chambre de son beau-père. Il raconte : « Le président était assis devant la télévision, la télécommande à la main, devant une langouste et un assortiment de poissons grillés qu'il s'était fait monter par le service d'étage, mais qu'il ne mangeait pas. Il changeait machinalement de chaîne, regardant à peine la cascade de programmes que déversaient les télés américaines. À son côté, silencieuse, madame Bobi tentait de capter quelques images avant que son époux ne zappe. Personne ne parlait. S'il n'y avait pas eu le son persistant du petit écran, on aurait presque dit une veillée funèbre. » Pendant ce temps, tous les chefs d'État dînent les uns avec les autres dans les grands restaurants de Manhat-

17. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 198-204.

18. *Le Canard enchaîné*, 11 octobre 1995.

tan. Pierre Janssen conclut : « Mobutu seul avec son épouse et la télévision ! On avait du mal à deviner dans cette silhouette fatiguée l'image de l'Africain le plus courtisé au monde du temps de la guerre froide¹⁹. »

Isolé internationalement, retranché dans son palais de Kawele, vilipendé ou moqué à Kinshasa, Mobutu n'est déjà plus qu'un président fantôme, affaibli et las, en exil dans son propre pays. Le Belge Étienne Davignon se souvient : « Il était déprimé. Il avait échoué et le savait. Le pouvoir ne l'amusait plus, ses contraintes lui pesaient. Dans une conversation, il se perdait en balivernes. Mais il refusait d'envisager sa succession, d'encourager un dauphin²⁰. » Autrement dit, « Après moi, le déluge ». Mobutu connaît le sort que lui avait promis son « grand frère aîné », Foccart, lorsque ce dernier lui téléphonait : « Léopard, reprends-toi ! Si tu restes un jour de plus dans ta tour d'ivoire, tu vas te couper définitivement de ton peuple et tu seras condamné. Bientôt, plus personne ne te reconnaîtra dans les rues de ta capitale [...]. Tu es déjà en train de mourir à petit feu. Si tu ne suis pas mes conseils, tu es un homme mort²¹ ! »

L'aggravation du cancer

Mais Mobutu ne quitte plus guère Gbado-Lite, ses palais, ses fermes et ses plantations agricoles. Sauf pour aller se soigner en Europe. Le 22 août 1996, Mobutu subit une opération de la prostate au Centre hospitalier universitaire vaudois, à Lausanne. Le cancer dont il souffre a atteint un stade généralisé avec la présence de métastases osseuses. Entre deux séances de radiothérapie, Mobutu vit à l'hôtel Beau-Rivage, le luxueux palace des bords du lac Léman cher au cœur de Coco Chanel et de Georges Simenon, et où il s'est installé avec une vingtaine de personnes. Mobutu n'est pourtant pas le bienvenu en Suisse. Des parlementaires jugent « indigne » la présence dans leur pays de

19. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 204-206.

20. Entretien de l'auteur avec Étienne Davignon, Bruxelles, 24 juin 2015.

21. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 187.

« ce dictateur ». Les autorités helvétiques tentent aussi d'obtenir de Mobutu qu'il règle les dettes impayées depuis 1990 correspondant aux loyers des missions diplomatiques du Zaïre à Berne et à Genève²².

Au Zaïre, la maladie de Mobutu semble lui attirer un regain de sympathie ou de compassion. Son meilleur ennemi, Étienne Tshisekedi, déclare « inhumaines » les « spéculations négatives » sur l'état de santé du chef de l'État. Sincère ou non, il appelle ses concitoyens à prier « pour qu'il ne meure pas ». Mobutu téléphone lui-même à un journaliste zaïrois, comme pour prouver qu'il est bel et bien vivant²³. En cas de malheur, le Zaïre serait confronté à un vide institutionnel. Le président du Parlement de transition, monseigneur Monsengwo, a été mis sur la touche en janvier 1996, et les deux vice-présidents peuvent, à un titre égal, revendiquer l'intérim. D'où un risque de nouveaux déchirements.

Mais pour Kinshasa, les malheurs viendront d'ailleurs, en l'occurrence du lointain Kivu, où la présence de un million de réfugiés hutu entraîne des tensions récurrentes entre le Zaïre et le Rwanda. Les infiltrations frontalières sont fréquentes dans les deux sens. Les deux pays voisins s'accusent périodiquement de provocations. Mobutu répète que les exilés doivent rentrer chez eux et qu'il n'est pas question de créer une espèce de « Hutu-land » au Zaïre²⁴. Si ce retour se révélait impossible, il se dit prêt à envisager d'autres mesures comme l'éloignement de ces réfugiés à plus de 150 kilomètres de la frontière. Mais, en 1995, le Zaïre a commencé d'expulser de force plus de dix mille Rwandais et Burundais avant d'interrompre l'opération, à la demande du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)²⁵. En novembre 1995, un accord prévoit le retour de dix mille réfugiés par mois. Mais cinq mois plus tard, vingt mille seulement seront rentrés chez eux.

Se disant toujours prêt à régler ce problème, Mobutu rencontre, en juin 1996 à Genève, l'ancien président américain

22. *Le Monde*, 27-28 octobre 1996.

23. *Jeune Afrique Économie*, octobre 1996.

24. Entretien de Mobutu au *Figaro Magazine*, 8 juin 1996.

25. *Le Monde*, 24-26 août 1996.

Jimmy Carter, parrain de la fondation qui porte son nom, et s'attelle au retour de la paix dans la région des Grands Lacs. En cet automne 1996, Mobutu semble désormais bien incapable de s'occuper activement d'autre chose que de sa santé. Ses ennemis le savent et vont bientôt en profiter. À leur tête figure un certain Laurent-Désiré Kabila, son futur tombeur.

Le grand retour de Kabila

Laurent-Désiré Kabila resurgit au grand jour à la fin d'octobre 1996 en proclamant son intention de « jeter Mobutu dans la poubelle de l'histoire ». La résurrection de ce personnage corpulent, au crâne lisse et au rire franc, remet en mémoire chez les plus anciens le Congo d'antan, celui des guerres civiles des années 1960. Après la prise du pouvoir par Mobutu en novembre 1965, Kabila, disciple du chef rebelle Pierre Mulele, se replie dans les montagnes qui dominent le lac Tanganyika, où il crée un maquis et reçoit la visite et le soutien éphémères – on s'en souvient – de Che Guevara et de quelque deux cents soldats cubains. Tandis que sa guérilla s'étiole rapidement et que ses maquisards redeviennent paysans, Kabila se reconvertit dans un petit trafic d'or et d'armes. Hormis quelques réapparitions sans lendemain, il se fait oublier pendant trente ans et vit presque toujours en Tanzanie. Mais il conserve intacte sa haine farouche pour Mobutu.

Un homme n'a pas oublié Kabila. C'est le vieux et très respecté ex-président tanzanien, Julius Nyerere. Héraut d'un socialisme austère aux antipodes des mœurs zaïroises, lui aussi déteste Mobutu. La volonté de renouveau et le langage « révolutionnaire » de ses deux jeunes voisins, le président ougandais Yoweri Museveni et l'homme fort du Rwanda, Paul Kagame, l'ont séduit. Il est devenu le parrain de leur guerre révolutionnaire, qu'il aimerait, comme eux, voir se prolonger dans l'immense Zaïre aux richesses alléchantes. Encore faut-il, pour être acceptable par la communauté internationale, que ce combat contre Mobutu revête une identité « congolaise » et soit incarné par un natif du pays. Nyerere recommande donc Kabila à ses amis. L'ancien guérillero

saute sur l'occasion. Il peut enfin rêver de renverser Mobutu, en bénéficiant du recyclage d'une guerre importée¹.

Car il s'agit bien cette fois du transfert de la guerre rwandaise, de la rive droite du lac Kivu vers la rive gauche, zaïroise. Tout incite Kagame à l'action. Le gros million de réfugiés hutu installés au Zaïre, parmi lesquels les anciens soldats et miliciens armés attendant de rentrer au pays se mêlent à une grande majorité de civils innocents, représente à ses yeux une menace inacceptable. Son Armée patriotique rwandaise (APR) cherche le moyen d'exercer son droit de poursuite de « l'ennemi » pour l'anéantir et l'empêcher d'organiser une contre-attaque.

L'invasion rwandaise

Elle ne manque ni d'armes ni d'hommes. Elle peut compter sur les Tutsi zaïrois qui, après avoir combattu dans ses rangs au Rwanda, rentrent au Kivu avec pour mission d'attaquer à revers les camps hutu. Outre ces « infiltrés », la rébellion enrôle de force des adolescents, qu'elle soumet pendant plusieurs mois à une formation physique, militaire et idéologique². Ces enfants soldats pour la plupart enlevés, les *kadogo*, formeront la piétaille de l'envahisseur. On les reconnaîtra bientôt à leurs bottes noires en caoutchouc, de type Wellington.

Le contexte diplomatique est favorable au Rwanda. Aux États-Unis, l'immense émotion suscitée par le génocide et la gêne de n'avoir pas pu l'empêcher prédisposent l'opinion à accepter une riposte armée, voire à l'appuyer discrètement. Désireux de rompre avec la complaisance cynique de l'administration Bush, Bill Clinton table sur l'avènement d'une nouvelle génération de leaders africains. Il avait eu, à propos de Mobutu, cette réflexion agacée : « Quand j'étais étudiant, il était président ; quand j'étais gouverneur, il était encore président ; aujourd'hui, je suis pré-

1. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 600-601.

2. Témoignages recueillis par David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 446-450.

sident, et il est toujours président ! » Depuis plusieurs années, Washington continue de refuser un visa au maréchal et à son entourage. Lors du cinquantenaire des Nations unies, Mobutu n'a été autorisé à se rendre qu'à New York, et pour quelques jours seulement.

L'engagement américain est un facteur clé de l'opération rwandaise. L'administration Clinton, apprendra-t-on plus tard, a mis au point dès la fin de 1995 un scénario pour renverser Mobutu. Des conseillers américains ont entraîné les troupes de Kagame. Certains participeront à l'invasion, deux d'entre eux seront même tués. On comprend dans ces conditions que Washington n'ait guère aidé le secrétaire général de l'ONU, l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali, dans ses efforts pour mettre sur pied une force militaire multinationale qui aurait, bon gré mal gré, représenté pour Mobutu une ultime planche de salut.

Au début d'octobre 1996, le vice-gouverneur du Sud-Kivu annonce une prochaine épuration ethnique des Banyamulenge, qui se soulèvent aussitôt³. Le prétexte est tout trouvé pour leur prêter main-forte et envahir le grand voisin. La ville frontalière d'Uvira tombe le 19 octobre. Une coalition politico-militaire revendique la victoire : l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL). Elle comprend quatre formations hâtivement regroupées à l'instigation de Kagame. On y trouve une majorité de Tutsi. Kabila, lui, est un Luba du Nord-Katanga. On le surnomme le *Mzee*, « l'ancien » en swahili (il a 57 ans). L'AFDL, dont Kabila est le porte-parole, servira de « couverture » respectable à l'invasion. Son exigence politique est claire : Mobutu doit partir. La création de l'Alliance aurait été accompagnée d'un accord secret garantissant la citoyenneté zaïroise aux Tutsi du Kivu et l'octroi de concessions foncières aux partenaires rwandais⁴.

3. *Ibid.*, p. 450.

4. Isidore Ndaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo*, op. cit., p. 603.

Défaite sur défaite

L'ADFL enchaîne les victoires, pratiquement sans combattre. Après Uvira, Bukavu et Goma tombent à leur tour. En quelques jours, les rebelles conquièrent les trois villes principales du Kivu, qui abritent les plus grands camps de réfugiés. Les Rwandais font l'essentiel des basses besognes. Ils sont sans pitié. À Goma, ils attaquent les camps au mortier et à la mitrailleuse. Il y a des milliers de morts. Les autres fuient vers le Rwanda. Près de quatre cent mille réfugiés retraversent la frontière. Nombre de Hutu, dont les soldats, s'enfoncent vers l'ouest dans la forêt. Lorsque l'ONU mettra sur pied une opération d'aide aux réfugiés, elle trouvera des camps quasiment vides⁵.

Pendant ce temps, Mobutu, arrivé au cap Martin le 4 novembre, poursuit sa convalescence. « Je suis en bonne santé », déclare-t-il contre toute évidence. Il dénonce la « cinquième colonne », qui, profitant de sa faiblesse, l'a « poignardé dans le dos », et annonce : « Je rentre et je reprends les choses en main. » Quand ? « Dans quelques semaines⁶. » À Kinshasa, on l'attend comme le Messie. Les militaires, la classe politique et la population qui, il y a peu encore, le conspuait voient en lui le seul recours dans un pays en pleine confusion, humilié par une série de défaites cinglantes. Comme si la gravité de la situation effaçait dans les mémoires tous les maux de trente ans de mobutisme. Seul Mobutu semble à même de rendre au Zaïre son honneur perdu. Nul ne doute qu'il l'emporterait haut la main s'il était candidat, comme il l'espère, à sa propre succession.

Comme d'habitude, les militaires ont le plus souvent fui les combats et préféré piller ou rançonner, à l'exemple de ce colonel qui, censé défendre Bukavu, a quitté la ville dans un 4×4 volé à la délégation de la Croix-Rouge et rempli de matériel audiovisuel⁷. Pourtant, les chefs de l'armée, peu enclins à la modestie,

5. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 451-452.

6. Entretien de Mobutu à *Libération*, 8 novembre 1996.

7. Reportages de Frédéric Fritscher dans *Le Monde*, 6 et 12 novembre 1996.

encore moins à l'autocritique, accusent le gouvernement d'être responsable de la débâcle du Kivu. De père juif polonais et de mère tutsi, le Premier ministre Kengo wa Dondo est un bouc émissaire idéal, que ses adversaires politiques pressent de démissionner. Alors que deux provinces de l'Est sont partiellement occupées par l'armée rwandaise et ses supplétifs natifs du Zaïre, les chefs de l'opposition radicale – dirigée par Étienne Tshisekedi – et ceux des Forces politiques du conclave (FPC) de la mouvance présidentielle continuent, par leurs querelles, de nourrir l'instabilité politique.

« *Papa maréchal* » *accueilli en sauveur*

Le 16 novembre survient un petit coup de théâtre. Tshisekedi, qui se considère toujours comme le seul Premier ministre légitime, appelle à l'union nationale et se dit prêt à rencontrer Mobutu. Aussitôt dit, aussitôt fait. Il se rend sur la Côte d'Azur le 21 novembre. Les deux hommes conversent une heure et se serrent solennellement la main⁸. À son retour, l'irréductible opposant d'hier parle de « réconciliation » et de « nouveau départ ». Il résume la situation d'une phrase attrape-tout : « Nous avons fait une croix sur le passé pour faire face à l'avenir⁹. » Il est grand temps en effet de prêcher l'Union sacrée, car de nouvelles villes – Beni, Bunia – tombent début décembre aux mains des rebelles. Mobutu, désormais privé de visa suisse, ne peut plus retourner se faire soigner à Lausanne. Il est politiquement urgent pour lui de rentrer au pays, ce qu'il fait le mardi 17 décembre, après quatre mois d'absence.

Kinshasa l'accueille en sauveur dans un élan de ferveur populaire. Slogans, orphéons, majorettes. Des banderoles souhaitent

8. Deux jours après cette rencontre, le 23 novembre, l'ambassadeur du Zaïre en France, Baya Ramazani, au volant de sa voiture, fauche mortellement deux adolescents, Raphaël et Ronald, 13 ans, sur un passage piéton à Menton. Après la levée de son immunité diplomatique, le diplomate sera condamné à deux ans de prison avec sursis et 580 000 francs (87 000 euros) de dommages-intérêts. Cf. Bruno Aubry, *Les Milliardaires de la côte*, L'Archipel, 2010.

9. *Le Monde*, 28 novembre 1996.

« bon retour au papa maréchal », d'autres s'adressent à son épouse : « Merci à maman Bobi Ladawa pour avoir veillé avec affection au chevet de papa maréchal. » La fibre africaine, faite de compassion et de solidarité, vibre de nouveau pour ce vieil homme malade. Le petit peuple veut croire qu'avec « papa maréchal », l'armée va pouvoir renverser le cours des choses et le pays gagner la guerre.

Au-delà des démonstrations de militants dûment réquisitionnés, la capitale semble sincèrement vouloir se réconcilier avec l'homme qu'elle fustigeait depuis longtemps et qui, en retour, la boudait, préférant vivre sur son bateau et dans son palais de Gbado-Lite. Armé des attributs de sa légende – toque de léopard et canne ouvragée –, Mobutu sort de l'avion, les traits tirés et très amaigri. Installé dans sa Cadillac à toit ouvrant, il reste debout jusqu'à sa résidence du camp militaire Colonel-Tshatshi, distant d'une trentaine de kilomètres. Agitant son bâton de chef, il salue la foule en liesse massée le long du parcours officiel. Comme aux plus belles heures de sa gloire¹⁰.

Puis, de sa résidence, il s'adresse à la nation dans un discours empreint de fermeté : « Contre l'avis de mes médecins, j'ai décidé d'interrompre mon séjour en France et de poursuivre ma convalescence dans mon pays, au milieu de mon peuple, pour m'occuper personnellement et de plus près de la situation grave qui menace la survie même du Zaïre en tant qu'État souverain et indépendant [...]. Je ne reculerai pas. Je n'entends donc pas vous décevoir. Je connais vos attentes et vos espoirs. Je m'emploierai à y répondre rapidement et positivement dans l'intérêt supérieur de la nation. » Très ému, il doit s'interrompre à deux reprises pour retenir des sanglots. Ses fidèles l'encouragent en lui criant : « Ne pleure pas papa, courage¹¹ ! » Mais il termine par un aveu de faiblesse : « Je ne peux pas tout faire, tout seul. J'ai besoin de votre aide et de l'aide de Dieu¹². »

10. Selon l'éditorial du *Wall Street Journal* du 20 décembre 1996, l'avion officiel de Mobutu est suivi d'un avion-cargo plein de matériel électroménager – réfrigérateurs, machines à laver – achetés en France.

11. *Le Monde*, 19 décembre 1996.

12. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 327.

Un général compétent à la tête de l'armée

Le temps presse, ses jours sont comptés. Il doit aller vite. Et d'abord nommer un chef compétent et respecté à la tête de l'armée. Un nom s'impose, celui du général Donatien Mahele Lieko Bokungu. Ce vétéran de toutes les guerres du Congo-Zaïre est un officier courageux, intègre et loyal à son pays. C'est un ancien de Saint-Cyr, protégé et poussé par la France. Dès le 18 décembre, Mobutu le promeut chef d'état-major et ministre de la Défense. Il place sous son commandement les corps d'élite, comme la DSP, dévoués jusqu'ici à sa seule personne. Et pourtant, il déteste Mahele. Après les pillages de 1991, le général avait sévèrement puni plusieurs centaines de soldats saccageurs et fait fusiller des officiers, ce qui avait déplu au maréchal, qui l'avait « exilé » dans une petite ville de l'intérieur. Mahele est populaire auprès de l'armée, de la population et des diplomates en poste à Kinshasa. Mobutu ne peut qu'en prendre ombrage.

Onze jours après son retour, Mobutu invite à déjeuner, en compagnie de Kengo, son vieil ami américain, et ancien médecin personnel, William Close, qui relatera cet ultime rencontre avec son ex-patient : « Son apparence m'a choqué. Il était considérablement amaigri. Il fit servir du champagne rosé et un château lafitte 1970. Il touchait à peine à l'excellente nourriture. Il s'enquit poliment des nouvelles de ma famille. Sa souffrance physique était affreuse à voir. Se sentait-il trahi par son peuple ? Par la marche de l'histoire ? Il blâmait les autres. Il refusait de se sentir responsable¹³. »

Muré dans son orgueil et mal conseillé, Mobutu sous-estime gravement Kabila. Il le méprise trop pour le prendre au sérieux. Il le tient pour un aventurier, un marchand d'or, un combinard sans envergure, un pantin manipulé par ses alliés rwandais et ougandais avec la bénédiction de l'Amérique. Il ne l'imagine pas poursuivre son équipée jusqu'à Kinshasa. Il se contentera, au pire, pense-t-il, des richesses minières de l'est du pays¹⁴. Mobutu

13. *Ibid.*, p. 327-328.

14. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, *op. cit.*, p. 227-228.

prend à témoin un autre étranger, Olivier-Clément Cacoub, l'architecte de son palais : « Tu ne crois quand même pas que je vais laisser le pays à ce petit c... ! Est-ce qu'on prend le pays comme cela, devant Mobutu ? Et en plus, sans correction, avec le langage de la rue. On doit savoir me parler. Je lui demande une chose : qu'il me respecte¹⁵ ! »

Retour en France

Mais la maladie fait son œuvre. Mobutu a besoin de nouveaux soins médicaux. Le 9 janvier 1997, il retrouve sa villa de la Côte d'Azur. La France continue de le soutenir, sans trop y croire. Jacques Chirac renouvelle son appel à une « intervention internationale » dans la région des Grands Lacs, dans l'espoir qu'elle stoppe l'invasion. En vain. Le 22 janvier, l'armée de Kinshasa annonce une « contre-offensive totale et foudroyante », qui n'aura jamais lieu. Sans illusions sur les moyens militaires à sa disposition, le général Mahele croit-il à cette rhétorique guerrière ? Son armée souffre de graves problèmes logistiques et financiers. Il a fait le siège du gouvernement afin d'obtenir les dotations appropriées pour maintenir au moins une ligne de front. L'embargo européen sur les armes qui frappe le Zaïre depuis 1993 est un gros handicap. Un officier supérieur compare son pays à « un boxeur qui se battrait les mains attachées dans le dos¹⁶ ». Mahele s'apercevra vite que les généraux les plus farouchement « mobutistes » lui désobéissent.

La chute de Kalemie, le 3 février, permet à la rébellion de prendre pied au Shaba et d'avoir accès au réseau ferroviaire de cette riche province minière. Mobutu fait un aller-retour entre Nice et Rabat, où il s'entretient avec son fidèle allié Hassan II. Le roi avait volé à son secours à deux reprises. C'était il y a vingt ans... Fidèle à une vieille pratique, Mobutu recrute des mercenaires. Il y a des Sud-Africains, des disciples angolais de

15. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu roi du Zaïre*, film cité.

16. Agence France-Presse, Reuter, *Le Monde*, 5 février 1997.

Savimbi et des Serbes incompetents et psychopathes, transfuges des récents champs de bataille des Balkans¹⁷. À cause des problèmes de langue, ils communiquent mal, le plus souvent par gestes, avec les Zaïrois. Ils semblent incapables de manœuvrer les vieux avions russes qu'on leur a confiés. Leurs hélicoptères sont rarement en état de voler. Lors d'un vol d'essai au-dessus de Gbado-Lite, un pilote ivre s'écrase au milieu de la ville¹⁸.

La chute de Kisangani

Mobutu, selon son gendre, a pourtant confié à l'un de ses proches un budget de 25 millions de dollars pour mettre sur pied cette armée parallèle¹⁹. Une bonne part de ce pactole s'est évaporée. Ces supplétifs ne font pas le poids face aux rebelles qui, lentement mais sûrement, se déplacent à pied à l'abri de la forêt et de préférence la nuit, et s'emparent des villes bien souvent sans avoir tiré un seul coup de feu. Le « président » Kabila, comme l'appellent ses partisans, affirme que plusieurs milliers de déserteurs ont rejoint les rangs de l'AFDL. Rarement, dans l'histoire militaire, aussi peu de fantassins auront conquis aussi vite de si grands espaces²⁰.

Le 8 mars, le madré Kabila déclare accepter le plan de paix de l'ONU, mais pas sa principale disposition, l'instauration d'un cessez-le-feu. Il exige au préalable des négociations directes avec Mobutu²¹. Sur le terrain diplomatique, la France est à la manœuvre. Elle a pris le relais de l'Afrique du Sud où, à l'invitation de Mandela, Kabila avait participé à des négociations indirectes avec un proche de Mobutu. Mais la diplomatie passe vite au second plan. Car, le 15 mars, Kisangani, troisième ville du pays, tombe à son tour. Les Serbes s'entassent à plus de vingt dans un hélicoptère qui s'envole. Les soldats pillent tout ce

17. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 259.

18. Lieve Joris, *Danse du léopard*, op. cit., p. 116.

19. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 219-221.

20. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 247.

21. *Le Monde*, 11 mars 1997.

qu'ils peuvent avant de fuir. Les dernières illusions militaires se dissipent. Kisangani servait de base arrière aux troupes régulières dans leur vaine contre-offensive. L'armement, le carburant et les mercenaires y étaient concentrés.

La ville était le verrou stratégique sur la route de Kinshasa²². Sa perte est une catastrophe pour Kengo. Trois jours plus tard, le Parlement le destitue. Dès le lendemain, le général Mahele réaffirme le légalisme de l'armée. Lors d'une « causerie morale » aux soldats, il exige le respect de la discipline et la « protection des personnes et des biens ». Il tient des propos méritoires en réponse à des rumeurs putschistes. Ce même 19 mars, Mobutu quitte l'hôpital Princesse-Grace-de-Monaco. On annonce son départ imminent pour Kinshasa. Ce sera son ultime retour au Zaïre.

22. Isidore Nadaywel è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo, op. cit.*, p. 602.

Crépuscule en solitaire

Il est environ 16 heures, ce vendredi 21 mars 1997, lorsque l'avion qui ramène Mobutu de Nice s'immobilise au ras du tapis rouge sur l'aéroport de Kinshasa. La porte de l'appareil s'ouvre, mais personne n'en sort. Vingt minutes s'écoulent. Interminables. Rien ne se passe. Les dignitaires incrédules rebroussement chemin vers le salon d'honneur. Finalement, Mobutu descend de la passerelle, d'une démarche hésitante, au bras de son épouse. Ses bras et ses jambes ont souffert du voyage. Il a fallu les masser¹. Amaigri, il a les joues creuses, les cheveux clairsemés. Trois mois plus tôt, il rentrait en triomphe au pays. Cette fois, il revient sans gloire, en catimini. Nulle foule en liesse dans les rues pour l'accueillir. Sa longue limousine noire file à vive allure. Le cortège s'attire des huées, des sifflets².

Ce même vendredi, Kisangani attend son « libérateur », Kabila. La troisième ville du pays est tombée six jours plus tôt dans les mains de l'AFDL. Une marée humaine déferle sur l'aéroport, chantant, dansant, transpirant. La foule exhibe fièrement ses banderoles : « Adieu à la dictature de Mobutu ! » « Soyez le bienvenu, papa Kabila ! » Ou encore : « Le fils de Chirac est mort, maintenant nous sommes libres ! » À peine débarqué, Kabila s'engouffre dans une voiture, sous escorte militaire. Personne, ou presque, ne l'a vu. Mais tout le monde est content.

Le lendemain, Mobutu apparaît quelques minutes sur la terrasse de sa résidence du camp Tshatshi. Il s'adresse, de sa voix

1. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, *op. cit.*, p. 265.

2. Reportage de Frédéric Fritscher, *Le Monde*, 23-24 mars 1997.

caverneuse, à un groupe de journalistes étrangers : « Je m'appelle Mobutu. Je suis rentré pour m'occuper non pas de la fortune de Mobutu, comme vous l'écrivez de temps en temps, mais des intérêts supérieurs du Zaïre, c'est-à-dire notre unité et notre intégrité territoriales³. » Il est accompagné du vice-président sud-africain Thabo Mbeki. Mobutu sait sa situation désespérée. Les rebelles poursuivent leur marche inexorable. Kabila se montre intraitable. Lors d'un meeting à Kisangani, il exclut tout cessez-le-feu en préalable à une éventuelle négociation. Laquelle, dans son esprit, ne peut porter que sur un seul objet : le départ de Mobutu, qu'il réclame avec constance. Il annonce en outre l'interdiction des partis politiques dans les régions sous son contrôle.

Cloîtré au bord du fleuve

Pourquoi agirait-il autrement ? Soutenu par ses sponsors américains, ougandais et rwandais, porté par une population heureuse d'enterrer le mobutisme, il est en train de conquérir le pays. Il méprise la classe politique et renvoie dos à dos la mouvance présidentielle et l'opposition radicale⁴. Obnubilés par leurs intérêts matériels, déconnectés du Zaïre profond, les politiciens sont disqualifiés aux yeux de la population. Nombre de proches du maréchal ont déjà quitté le pays. Trop sûr, comme toujours, de sa propre légitimité, Tshisekedi laisse entendre que l'UDPS et l'AFDL mènent un même combat : « L'une par les armes, l'autre par la non-violence. » Il n'imagine pas que Kabila se moque de collaborer avec lui. Le 24 mars, Kengo, lâché par Mobutu, lui remet sa démission.

Cloîtré dans sa résidence, au bord du fleuve, Mobutu vit un crépuscule solitaire. Chaque matin, il s'assoit sous un beau manguier centenaire. Il reçoit deux ou trois personnes, quelques notables en visite. Puis il se retire dans sa chambre où il se repose, se fait soigner et téléphone. Une atmosphère monacale règne dans sa maison de style colonial. Celle d'une convalescence qui n'en finit pas. Autour de lui, la cour d'hier s'est réduite au

3. Agence France-Presse, Reuter, 22 mars 1997.

4. *Le Monde*, 25 mars 1997.

premier cercle de son clan : sa femme ; sa fille – et conseillère diplomatique – Ngawali ; l'un de ses fils, Nzanga ; et les deux plus influents conseillers de cette fin de règne, le féroce Honoré Nbanda, surnommé « Terminator », et Félix Vunduawe, à la fois âmes damnées et mauvais génies du président⁵.

Agissant de concert, Paris et Washington appellent Kabila et Mobutu à des « négociations d'urgence ». Sous cette double pression, le maréchal propose la mise sur pied d'un Conseil national de concertation regroupant toutes les familles politiques et d'un Comité des négociateurs susceptible de discuter en toute cohérence avec les rebelles. Des émissaires des deux camps ont une rencontre informelle à Lomé (Togo), en marge d'un sommet extraordinaire de l'OUA.

Tshisekedi de nouveau Premier ministre

À Kinshasa, le 2 avril, Mobutu joue l'une de ses dernières cartes : il avalise la désignation par le Parlement de transition de Tshisekedi comme chef du gouvernement. C'est la troisième fois depuis 1991 que celui-ci devient Premier ministre. À 64 ans, plus rigide que jamais, le chef de l'opposition radicale compose un gouvernement monocolore d'où sont exclus les mobutistes, consternés par ce « bras d'honneur constitutionnel » : « Je suis sûr qu'en ce moment le camarade Kabila doit jubiler », affirme Tshisekedi, sans l'ombre d'un doute, en offrant six portefeuilles à l'AFDL. La réponse lui revient à la vitesse d'un boomerang. Pas question de participer au gouvernement. « Tshisekedi est le Premier ministre de Mobutu. Nous luttons contre ce régime. Mobutu doit quitter le pouvoir⁶. »

Pour éviter au Zaïre de sombrer dans un chaos sanglant, les diplomates poursuivent leur mission impossible. Des « négociations sur les négociations » se tiennent à Pretoria, en Afrique du Sud, sous l'égide de l'Algérien Mohamed Sahnoun, médiateur des Nations unies et de l'OUA. Ces pourparlers, forcément voués à

5. Reportage de Jean Hatzfeld, *Libération*, 5 mai 1997.

6. Frédéric Fritscher, *Le Monde*, 5 avril 1997.

l'échec, sont un jeu de dupes : Tshisekedi veut discuter lui-même avec « son frère » Kabila, tandis que ce dernier l'appelle « Premier ministre du diable », ce même diable, Mobutu, avec lequel il affirme vouloir négocier « face à face ». Le 8 avril, Washington porte un nouveau coup au maréchal par la voix du porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry : « Mobutu est une créature du passé [...]. L'ère Mobutu est terminée. Le *statu quo* n'est plus tenable. » Londres et Bruxelles sont sur la même ligne.

Ce même jour, Mobutu décrète l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire national. Mbuji-Mayi, capitale du Kasai-Oriental – et du diamant –, vient de tomber. Le 9 avril, c'est au tour de Lubumbashi, capitale économique et deuxième ville du pays, d'être conquise par les rebelles. Kabila contrôle tout le Zaïre « utile ». Il décide une trêve de trois jours pour que Mobutu quitte ses fonctions. Une simple pause, pas un cessez-le-feu. Pendant que Lubumbashi tombe, Kinshasa est le théâtre d'une comédie politique surréaliste. Au moment où il s'apprête à s'installer dans ses bureaux, Tshisekedi est agressé par l'armée, puis détenu quelques heures avant que le commandant Kongulu, fils de Mobutu, ne le raccompagne chez lui. Une semaine après sa nomination, il n'est déjà plus Premier ministre. Mobutu l'a remplacé par un général, Likulia Bolongo, qui forme un gouvernement « de salut national » regroupant l'opposition radicale, l'opposition modérée et les partisans du président. Il n'est toujours pas question pour Mobutu de « saisir la main miséricordieuse » que, selon la radio rebelle, lui tend Kabila.

Mandela entre en scène

Accueilli triomphalement à Lubumbashi, où il débarque à bord de l'avion personnel du chef de l'État ougandais, Yoweri Museveni, Kabila révèle que son mouvement mène des « négociations très serrées » avec le géant sud-africain du diamant, la compagnie De Beers. « Nous butons sur la question du monopole qu'ils exigent », ajoute-t-il en homme d'affaires averti⁷. Les premiers

7. *Le Monde*, 16 avril 1997.

contrats sur l'exploitation des terrains miniers seront signés avant même la chute de Mobutu⁸. De son côté, Tshisekedi ne s'avoue pas vaincu. Le 14 avril, son parti décrète une journée « Kinshasa ville morte ». L'opération est un succès. En paralysant la capitale, Tshi-Tshi, comme l'appellent ses fidèles, signifie à Kabila qu'il reste incontournable et que son combat pacifique est aussi déterminant que celui des maquisards.

Pendant les jours qui suivent, une idée prend forme : celle d'une rencontre entre Mobutu et Kabila. Le maréchal y consent désormais, à condition qu'on le lui demande « poliment ». L'Afrique du Sud, qui se veut neutre, encourage ce projet. Elle s'engage à fond dans la recherche d'une solution, avec l'appui de l'ONU et de la France. Nelson Mandela reçoit Kabila au Cap le 16 avril. D'autres pays africains ont choisi résolument leur camp, celui de la rébellion. Une délégation militaire de l'Angola arrive à Lubumbashi. Les troupes de l'AFDL, avant de prendre la ville, ont transité par la Zambie. On apprendra que ces colonnes rebelles ont, pendant deux jours, franchi la frontière à pied depuis la ville de Ndola, transportées par des camions de l'armée zambienne⁹.

Kabila accepte le principe d'une rencontre avec Mobutu, tout en maintenant ouverte l'option militaire. Mais pour lui, ce rendez-vous ne peut être qu'une « brève cérémonie de passation de pouvoirs ». À Kinshasa, l'opposition craint de se voir marginalisée par un éventuel sommet Mobutu-Kabila. Elle exige « un dialogue à trois¹⁰ ». Parler à Tshisekedi est le dernier souci de Kabila. Il n'a jamais aimé le vétéran de l'opposition, bien qu'ils appartiennent à la même ethnie des Luba, l'un du Kasai, l'autre du Haut-Katanga. Jeune membre du collège des commissaires généraux mis en place en 1960 par Mobutu, Tshisekedi avait signé en janvier 1961 le mandat d'arrêt lancé contre Patrice Lumumba, l'idole politique de Kabila. De quoi nourrir, chez le chef rebelle, une rancune éternelle¹¹.

8. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 459.

9. *Le Monde*, 25 avril 1997.

10. Reportage de Jean Hélène, *Le Monde*, 20-21 avril 1997.

11. *Financial Times*, 24 avril 1997.

Massacres anti-Hutu

Sur le terrain, le rouleau compresseur de l'Alliance poursuit son avancée. Les rebelles s'emparent le 29 avril de Kikwit, la capitale du Bandundu abandonnée la veille par l'armée zaïroise. Il ne reste plus aucune grande ville à prendre, hormis Kinshasa. Dans le Nord, Mobutu envoie une unité de la DSP, sa garde prétorienne, à Lisala, son village natal. Mais, au lieu de protéger cette localité, les soldats la pillent. Ce qui s'est passé, dans le camp d'en face, au cours des derniers mois, loin des regards de la communauté internationale et des organisations humanitaires empêchées de faire leur travail, on ne l'apprendra que plus tard, peu à peu.

La traque des réfugiés hutu, fuyant à pied à travers la forêt vierge en pleine saison des pluies et décimés par le choléra, donne lieu à des atrocités de grande ampleur. La colonne de fugitifs, énumère l'historien David Van Reybrouck, est « immense et hétérogène » : « Des pillards de l'armée zaïroise, des civils affolés, des Hutu rwandais terrorisés qui cherchent à échapper à la mort, des enfants soldats drogués, des soldats endurcis du Rwanda et de l'Ouganda. » Pendant la longue marche de sept mois des envahisseurs, deux à trois cent mille réfugiés hutu sont massacrés, le plus souvent à la machette et au marteau¹². Emma Bonino, commissaire européen à l'action humanitaire, accusera Kabila d'avoir transformé l'est du Zaïre en « abattoir¹³ ».

Pour Washington, il faut éviter un bain de sang, empêcher une victoire totale des rebelles et faciliter leur « atterrissage en douceur » à Kinshasa, où ils entreraient sans combattre ; en échange, les défenseurs s'engageraient à ne pas ouvrir le feu. Monseigneur Monsengwo, bientôt réélu président du Parlement, et Tshisekedi s'entendraient pour favoriser une transition pacifique¹⁴. Cela suppose que le général Mahele, chef de l'armée, et Kabila se

12. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 453-455.

13. *Le Monde*, 8 mai 1997.

14. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 331-332.

parlent. L'ambassadeur américain, Daniel Simpson, donne au premier le numéro de téléphone satellitaire du second¹⁵.

Rencontre à bord de l'Outeniqua

Le 29 avril, Mobutu, entouré de sa famille et de ses proches collaborateurs, reçoit chez lui une délégation américaine de haut niveau, conduite par l'ambassadeur auprès des Nations unies, Bill Richardson, et qui comprend des diplomates, des membres du Conseil national de sécurité et des gens de la CIA. Manière de bien faire comprendre au « Grand Léopard » qu'il ne pourra plus jouer les uns contre les autres, et qu'il lui faut accepter sa « dernière chance » de partir « dans l'honneur et la dignité ». En échange, Washington garantit sa sécurité personnelle. Richardson remet à Mobutu une lettre de Bill Clinton le pressant de rencontrer Kabila et de nommer une équipe chargée de négocier le transfert du pouvoir. Faute de quoi, ajoute Richardson, « votre cadavre sera traîné dans les rues [...] et nous n'y pourrions rien ». Avant de répondre, Mobutu s'inquiète du risque de voir les rebelles profaner la tombe de sa mère à Gbado-Lite. Mais l'ultimatum américain appelle une réponse immédiate. Il s'y soumet. Ses collaborateurs rédigent une lettre destinée à Clinton. Lorsque la délégation revient, Mobutu a changé d'avis. Plus question de démissionner. Il accepte seulement de rencontrer Kabila. Sa famille l'a-t-elle « retourné » ? Ou, choqué par l'arrogance américaine, a-t-il eu un sursaut d'orgueil ? Son fils Nzanga dira : « Un homme comme lui ne pouvait pas signer un acte de reddition. Il ne voulait pas démissionner. Il aurait préféré mourir¹⁶. »

Le rendez-vous Mobutu-Kabila doit avoir lieu le 2 mai au large du port congolais de Pointe-Noire à bord de l'*Outeniqua*, un bâtiment de la marine sud-africaine. Nelson Mandela accueille les deux hommes. Cinq heures de discussions sont nécessaires pour faire monter Mobutu à bord du navire, ses médecins lui interdisant l'hélicoptère à cause des vibrations. Il ne peut pas

15. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 275.

16. *Ibid.*, p. 271-273.

non plus gravir les trente et une marches de l'échelle de coupée¹⁷. Marchant difficilement, l'œil droit presque fermé par une concentration de métastases, il entre finalement dans le ventre du navire à bord d'une limousine qui s'engouffre dans la cale. À Luanda, où il attend, Kabila annonce qu'il n'honorera pas le rendez-vous. Lassés de faire des ronds dans l'eau, Mandela et Mobutu regagnent Pointe-Noire dans la nuit. Kabila multiplie les préalables à sa venue à bord, arguant notamment de l'absence d'une... invitation. Mandela, exaspéré, téléphone à Kabila et laisse éclater sa colère¹⁸.

L'entretien a finalement lieu le 4 mai. Il dure quatre-vingt-dix minutes. Ce sommet de dupes ne débouche sur rien d'immédiat, Mobutu et Kabila ayant demandé un délai de réflexion de huit à dix jours avant de reprendre leur conversation. Leurs positions sont de toute façon inconciliables. Mobutu propose un cessez-le-feu, que rejette Kabila. Ses troupes sont à moins de 100 kilomètres de Kinshasa. Il a la victoire à portée de main. Entouré des deux adversaires, Mandela fait une courte déclaration, où il rend hommage... à Mobutu : « Il a très bien coopéré. Il comprend la responsabilité qui pèse sur lui. » Le contraste saute aux yeux entre un Mobutu sombre, abattu, et un Kabila au sourire rayonnant de la jubilation silencieuse des vainqueurs¹⁹. Deux fauves au bord de l'eau. Un vieux léopard malade face à celui qui attend depuis si longtemps de l'achever. Le chef rebelle, l'œil tourné vers le plafond, fuit le regard de son ennemi²⁰. Est-ce pour ne pas donner prise aux pouvoirs magiques qu'on prête encore au président jeteur de sorts²¹ ?

Le 8 mai, Mobutu a la force de participer à un sommet francophone à Libreville (Gabon), en compagnie de six chefs d'État d'Afrique centrale. Il attend d'eux un ultime soutien, qui sera mitigé. Ses pairs l'invitent à passer la main. Ils suggèrent que monseigneur Monsengwo négocie la transition avec Kabila et

17. *Libération*, 5 mai 1997.

18. *Le Monde*, 4-5 mai 1997.

19. *Le Monde diplomatique*, septembre 1999.

20. Séquence du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

21. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 274.

appellent ce dernier à cesser les combats. Kabila n'en a cure. Il répète qu'il délogera bientôt Mobutu et rejette la procédure qu'ils proposent. Le 14 mai, Tshisekedi organise à Kinshasa une nouvelle journée « ville morte », largement respectée. Une deuxième rencontre Mobutu-Kabila est programmée pour ce même jour à Pointe-Noire. Elle n'aura jamais lieu. Le rideau s'apprête à tomber sur la scène où Mobutu règne depuis bientôt trente-deux ans.

Les derniers jours

« Deux chars d'assaut nous frayaient le chemin, fendant une foule bigarrée et hostile qui crachait rageusement sur notre passage en brandissant un bras vengeur. Le jour pointait à peine, mais les rues de Kinshasa grouillaient déjà d'une cohue indescriptible et surexcitée qui vociférait et courait dans tous les sens, enivrée par un parfum de violence et de mort. Nous formions un petit cortège encadré par des Jeep et des camions bourrés à craquer d'hommes de la division présidentielle, mitrailleuse au poing. Plus d'une quarantaine de militaires nous escortaient¹. » Ainsi commence, sous la plume de son gendre belge Pierre Janssen, le récit de la fuite éperdue de Mobutu et de ses proches, à l'aube du vendredi 16 mai 1997.

À l'aéroport, Mobutu s'impatiente et fulmine : « Où est l'argent ? » Il a ordonné la veille une ultime opération de ramassage des devises disponibles, notamment dans les coffres de la Banque centrale. Quelque 40 millions de dollars. Problème : chacun a pris sa part de la rafle au passage, et la récolte est bien moins fructueuse qu'il ne l'espérait. Mais il faut partir. Avant d'embarquer à bord du Boeing 727 présidentiel *Ville de Lisala*, l'épouse de Mobutu, Bobi Ladawa, se tourne vers le général Donatien Mahele, chef de l'armée : « Donat, nous savons ce que vous avez fait ; c'est comme cela que vous remerciez Papa, après tout ce qu'il a fait pour vous ? » Mobutu hoche la tête. Mahele se tait. L'avion décolle vers 9 h 45. Destination Gbado-Lite. Le pilote, le commandant Mukandila, lui

1. Pierre Janssen, *À la cour de Mobutu*, op. cit., p. 233.

fait prendre une trajectoire de décollage inhabituelle. On craint un attentat².

Mobutu ne voulait pas quitter Kinshasa. « Si on ne l'avait pas mis de force dans l'avion, il serait resté jusqu'à la débâcle finale », se souvient Pierre Janssen³. Il s'était résigné à son sort. N'avait-il pas assez répété : « Quand on est un soldat, on se rend, ou bien on vous tue, mais on ne fuit pas⁴ » ? Ou encore, refusant l'exil sur un mode plus léger : « Je ne deviendrai pas un vieux lecteur du *Cap-Martin*⁵ » (une gazette locale de la Côte d'Azur) ? Mais sa vie n'est pas seule en jeu. Il y a sa famille qui veut rester auprès de lui. Son fils Nzanga finit par le convaincre de partir, dans l'intérêt du clan. Si Mobutu cède à regret, c'est surtout parce qu'il a perdu tout espoir.

La nuit la plus longue

Depuis trois jours, Kinshasa oscille, dans une grande nervosité, entre expectative et crainte. La capitale attend les troupes de l'Alliance et redoute les pillages de l'armée. Des éléments rebelles sont déjà infiltrés dans les quartiers. Ils distribuent des tracts et tiennent de petites réunions publiques. Le couvre-feu est décrété entre 20 heures et 6 heures du matin. Chez les diplomates et les politiciens, certains veulent croire encore à une solution négociée. Nelson Mandela s'apprête à parrainer, le 14 mai à Pointe-Noire, une nouvelle rencontre Mobutu-Kabila qui scellerait la formation d'un organe de transition pluraliste dirigé par le chef de l'Alliance. Mobutu honore le rendez-vous. Kabila se dérobe, invoquant au dernier moment de mauvais prétextes. Il refuse de négocier et fait le choix des armes⁶. Faute d'un accord de paix, Kinshasa risque de se transformer en un champ de bataille.

2. François Soudan, « Histoire secrète de la chute de Mobutu », *Jeune Afrique*, 13-26 août 1997.

3. Entretien extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, film cité.

4. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 24.

5. *Ibid.*, p. 228.

6. Frédéric Fritscher, *Le Monde*, 15-16 mai 1997.

Face à Kabila, le général Mahele, chef de l'armée zaïroise, est l'autre homme clé du drame qui s'annonce. Aimé et craint de la population, cet officier compétent partage l'obsession des États-Unis : éviter un bain de sang⁷. Perdu pour perdu, juge-t-il, autant éviter de nouveaux morts inutiles. Il aimerait qu'on facilite la tâche de Kabila en déclarant Kinshasa « ville ouverte ». L'ambassadeur américain lui a procuré, pour ses contacts avec Kabila, une valise satellitaire « protégée⁸ ». Le 13 mai, au domicile du diplomate, il parle une demi-heure avec le chef rebelle. Une nouvelle conversation a lieu le 15 mai pour préciser les détails de la reddition zaïroise⁹. Mahele commet ainsi, pour la bonne cause, des actes de haute trahison. Ce même 15 mai, il se rend chez Mobutu pour l'informer qu'il n'a plus les moyens militaires d'empêcher la chute de Kinshasa et d'assurer sa protection. Il délivre ce message en présence de la femme de Mobutu et de ses deux fils, Kongulu et Nzanga. La famille, furieuse, le qualifie de « traître¹⁰ ».

Au soir du 15 mai commence pour Mobutu la nuit la plus longue, la dernière de son règne. Il se réunit chez lui avec ses généraux, dont Mahele, Likulia Bolongo, chef du gouvernement, et Étienne Nzimbi, chef de la DSP. Les deux premiers le pressent de partir. Un peu plus tard, il convoque les seuls généraux de sa tribu – les Ngbandi – à une deuxième réunion. Ces officiers menacent d'éliminer les « traîtres », civils et militaires, dont les noms figurent sur une liste noire, qu'ils peaufinent, plus tard dans la nuit, en réunion restreinte, et en tête de laquelle se trouve Mahele¹¹.

L'assassinat du général Mahele

Après avoir mis à l'abri sa famille et ses biens sur l'autre rive du fleuve, Mahele va tomber dans un piège fatal. Dans la soirée du 16 mai, le Premier ministre l'informe d'un début de soulève-

7. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 460.

8. *Jeune Afrique*, 13-26 août 1997.

9. Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, op. cit., p. 275.

10. William Close, *Beyond the Storm*, op. cit., p. 333.

11. *Jeune Afrique*, 13-26 août 1997.

ment dans les rangs de la DSP, la garde prétorienne de Mobutu, privée de son chef, Étienne Nzimbi, réfugié à Brazzaville. Mahele n'hésite pas et se rend sur place. Il voudrait rassurer les soldats et les convaincre de déposer les armes. Il se retrouve face à une centaine d'hommes surexcités qui lui lancent : « Que viens-tu faire ici ? Tu as trahi ! » Le général Wezago, adjoint de Nzimbi, tente en vain de les calmer. Au moment où Mahele s'apprête à partir à bord de sa Jeep, des militaires ouvrent le feu. Mahele est blessé à la jambe, son officier d'ordonnance et son chauffeur sont tués. Il s'échappe dans la nuit. On le découvre caché sous la Jeep. Il est achevé d'une balle dans la nuque. Peu après, Kongulu, fils de Mobutu, arrive en trombe à bord d'un petit blindé. Il est mal accueilli. Nombre de ces soldats perdus de la DSP seront abattus le lendemain par les « libérateurs » ou lynchés par la foule¹².

La bataille de Kinshasa n'aura pas lieu. Le samedi 17 mai, les premiers *kadogo* de Kabila entrent dans la capitale, où ils sont accueillis aux cris de « Libérateurs ! Libérateurs ! »¹³. Ils ne parlent que le swahili, ne comprennent ni le lingala ni le français. En marque de sympathie, des femmes étendent leurs pagnes devant leurs bottes. On leur donne de l'eau. La foule en liesse crie : « Mobutu voleur ! » et piétine les photos du dictateur déchu. Nombre de soldats gouvernementaux – qui portaient toujours, par précaution, des vêtements civils sous leur tenue – s'évaporent dans la Cité, délestés de leurs uniformes. Quelques-uns, moins chanceux, rendent l'âme, un pneu enflammé autour du cou. Dans la villa de Kongulu, les pillards découvrent des piles de tickets de foot qu'il confisquait et revendait avant chaque match au prix fort¹⁴. Au total, les repréailles et les règlements de comptes feront près de deux cents morts, un bilan moins lourd qu'on ne pouvait le craindre. Le même jour, à Lubumbashi, Kabila s'autoproclame nouveau chef d'un État rebaptisé

12. Il existe plusieurs versions de l'assassinat de Mahele, s'agissant notamment du rôle exact du général Wezago. Nous avons retenu celle fondée sur des témoignages directs et relatée par l'historien et homme politique belge Ludo Martens, *Kabila et la révolution congolaise : panafricanisme ou néocolonialisme ?*, Éditions EPO, 2003, p. 627-642.

13. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, op. cit., p. 461.

14. Lieve Joris, *Danse du léopard*, op. cit., p. 32, 35 et 600.

« République démocratique du Congo ». Il arrive trois jours plus tard à Kinshasa.

Zoom arrière sur Gbado-Lite, dans l'après-midi du 16 mai. À l'aéroport, Mobutu descend péniblement du Boeing et regagne son palais de Kawele sans avoir pris la peine de saluer le petit comité d'accueil : des soldats au garde-à-vous, des parents et quelques notables. Dans le petit salon du palais, toute la famille semble anéantie. Mama Léonie Gengba, chef coutumier de Gbado-Lite, ose enfin demander à Mobutu : « Comment ça va ? » Réponse, d'une voix étouffée : « Maman, c'est comme vous voyez. » Alors que la guerre s'approchait, quelques semaines plus tôt, Mama Léonie avait demandé aux féticheurs de protéger Gbado-Lite en répandant, à l'entrée de la ville, le sang de chèvres immolées... Peine perdue. Dans un coin du salon, l'écran de la télévision montre l'arrivée triomphale des *kadogo* à l'aéroport de Kinshasa. Mobutu regarde sans dire un mot. Puis il se retire dans sa chambre où il demeurera pendant le reste de la journée. Il souffre et saigne abondamment¹⁵.

La colère des soldats vaincus

Le samedi 17 mai, Mobutu passe son dernier jour à Gbado-Lite. Accompagné de Kossia, sa maîtresse officielle, et de son cortège présidentiel habituel, il fait sa tournée d'adieux. Il s'arrête dans un village et gagne l'aéroport où il a donné la veille l'ordre au commandant des opérations aériennes de bombarder l'ennemi tout proche. Rien ne s'est passé. Les pilotes, commandés par le mercenaire serbe Jugoslav Petrušić, alias « colonel Dominik », avaient déjà quitté la ville. Les pilotes zaïrois sont impuissants. Ils ne savent ni manœuvrer ni armer les avions de chasse. Tout juste savent-ils piloter les hélicoptères. En ville, Mobutu s'arrête

15. Le récit le plus complet et détaillé de ces événements a été consigné par Valentin Nagifi dans *Les Derniers Jours de Mobutu à Gbado-Lite*, op. cit., p. 74-79. L'auteur, enseignant à Gbado-Lite, a eu la bonne idée de faire enquêter sept chercheurs qui, à l'époque des faits, étaient des étudiants à l'Institut supérieur des techniques de gestion de Gbado-Lite, promotion 1996-1997.

ici et là, chez des parents, et se veut rassurant, sans sortir de son véhicule. À tous, comme à l'évêque, rencontré dans la matinée, il annonce qu'il partira se faire soigner en Europe le... lundi 19 mai.

Ce même samedi, dans les rangs de l'armée zaïroise, c'est la débandade sur les deux fronts qui défendent Gbado-Lite. Les soldats vaincus se replient, en colère. On ne leur a fait parvenir aucun ravitaillement : ni nourriture, ni boisson, ni munitions, ni prime de guerre, ni argent de poche. Et ils découvrent soudain que celui qu'ils sont censés défendre jusqu'à la mort s'apprête à déguerpir. Dans la garnison de Kota-Koli, à moins de 100 kilomètres de Gbado-Lite, les militaires apprennent l'assassinat de Mahele. Ceux qui appartiennent à la tribu du défunt se soulèvent. Leur objectif : s'emparer de Mobutu et de sa famille. Le convoi des soldats revenus du front arrive à Gbado-Lite tard dans la soirée¹⁶.

Dans cette même soirée, le clan Mobutu prépare son départ. Le patriarche remercie les militaires de sa garde rapprochée pour leur loyauté. Mais il ne dit mot d'un exil éventuel où il sera accompagné d'un petit groupe de fidèles serviteurs dûment sélectionnés et tenus au plus grand secret. L'« oncle » Fangbi est chargé de payer leur salaire aux cent soixante-dix employés de la présidence. Ces versements sont dérisoires. Le couple présidentiel préfère abandonner aux futurs pillards les cartons de billets de banque entassés au sous-sol de son palais plutôt que d'en faire don au personnel quand il en est encore temps¹⁷ !

Embarqué de force

Dimanche matin, à l'aube fatidique, Mobutu apprend une très mauvaise nouvelle. Il avait dépêché son Boeing à Brazzaville pour en ramener son fils en fuite, Kongulu. Et voilà que Mukandila, le pilote, refuse de décoller. Il se met au service des nouvelles

16. *Jeune Afrique*, 13-26 août 1997.

17. Valentin Nagifi, *Les Derniers Jours de Mobutu à Gbado-Lite*, *op. cit.*, p. 92.

autorités de son pays. Encore un traître ! Mobutu demande au président togolais Gnassingbe Eyadema de lui envoyer son avion, qui se trouve alors en Europe. Mais cela prendra trop de temps. Tous les bagages familiaux – plus de soixante-dix malles et cantines – sont déjà partis pendant la nuit dans des véhicules embarqués à bord d'un Antonov 124 venu chercher à Gbado-Lite des chars de combat destinés à Jonas Savimbi, le chef angolais de l'Unita.

Le temps presse : les mutins venus de Kota-Koli approchent. Au dernier moment, Mobutu et sa famille ne veulent plus partir. Le colonel Motoko, chef de la sécurité du président déchu, menace d'abattre quiconque empêcherait celui-ci de rejoindre aussitôt l'aéroport où l'attend le seul avion disponible, un cargo Iliouchine 124 de l'Unita, arrivé dans la nuit. C'est Nzanga qui raisonnera son père. Arrivés sur le tarmac, les soldats réalisent que leur chef s'enfuit. L'un d'eux, ivre de colère, menace : « Mon maréchal, vous ne partirez pas. » Un autre enchaîne : « Vous nous abandonnez sans argent. Qu'allons-nous devenir ? » Le colonel Motoko assiste impuissant à cette scène impensable : Mobutu maltraité par des soldats du rang. Finalement, le maréchal fait signe à son épouse de leur donner « l'argent ».

La Mercedes de Mobutu s'engouffre à l'arrière de l'avion-cargo. Mobutu est incapable de sortir de sa limousine. Il y restera, dans des conditions inconfortables, pendant tout le vol jusqu'à Lomé (Togo), sa première destination. Des gardes du corps du maréchal, qui n'avaient pas été choisis pour l'accompagner, réussissent, dans la confusion, à monter dans l'avion. Ils n'en seront pas délogés. Un autre avait préféré disparaître avec le sac à main de Bobi Ladawa contenant les passeports du couple présidentiel. L'Iliouchine décolle à 7 h 14. Arrivés à l'aéroport, les mutins tirent à la kalachnikov sur l'appareil qui s'élève poussivement. On découvrira plus tard six impacts de balles sur une aile. Après le décollage, Mobutu murmure à son médecin, le docteur Diomi : « Même les miens me tirent dessus. Je n'ai plus rien à faire dans ce pays. Ce n'est plus mon Zaïre¹⁸. »

18. *Jeune Afrique*, 13-26 août 1997.

L'exil et la mort

Mobutu et ses proches envolés, la panique s'empare de Gbado-Lite. Civils et militaires fuient en tous sens. Arme en bandoulière, les soldats de la DSP dépouillent les passants de leurs vêtements. Uniformes, bottines et musettes gisent dans les rues. Ils se rendent aux palais de Mobutu pour les mettre à sac. Quatre jours de pillages feront de Gbado-Lite une ville fantôme. Les militaires, en rage d'avoir été abandonnés, puis les civils, volent, détruisent, démontent, décollent, emportent tout ce qu'ils peuvent. Dans les deux palais, les résidences des épouses, les demeures des puissants. Mais aussi dans les entreprises, les banques, la mairie, le palais de justice, le marché, l'hôpital, les écoles, les églises. Les bovins du président sont abattus et ses paons massacrés. Les tombes sont profanées. Dans la chapelle de la Crypte de Marie la Miséricorde, les pillards tentent d'ouvrir la tombe où reposent les reliques de Marie-Antoinette, première épouse de Mobutu. En vain. La lourde dalle avait été hermétiquement scellée¹⁹. Ils parviennent à « visiter » la tombe de l'ancien président rwandais, Juvénal Habyarimana. Mais le fils du défunt avait fait le nécessaire, dix jours plus tôt, pour soustraire les restes de son père à la vindicte populaire²⁰.

On ne se bouscule pas en Afrique pour héberger le président déchu. Le Congo-Brazzaville, le Gabon et la République centrafricaine refusent de l'accueillir avec, selon eux, sa trop nombreuse famille, une centaine de personnes. Il est devenu un paria. Nelson Mandela dira plus tard, avec une certaine compassion : « Tous ceux qu'il avait aidés pendant trente ans ne voulurent plus le connaître pendant ses derniers jours sur terre²¹. » Son vieil ami Hassan II épargnera à Mobutu une ultime errance humiliante. Après cinq jours d'attente à Lomé, il débarque à Rabat le 23 mai. Fin juin, il est admis à l'hôpital militaire Mohamed-V pour une

19. Pour un récit détaillé des pillages, cf. Valentin Nagifi, *Les Derniers Jours de Mobutu à Gbado-Lite*, *op. cit.*, p. 118-158.

20. *Le Monde*, 18-19 mai 1997.

21. William Close, *Beyond the Storm*, *op. cit.*, p. 335.

nouvelle intervention chirurgicale. Chaque jour ou presque, le roi du Maroc appelle ses médecins pour s'enquérir de l'évolution de sa maladie.

Mobutu expire le 7 septembre 1997 à l'âge de 66 ans. Exsangue, vidé par les hémorragies, il pèse à peine quarante kilos. Il a souffert énormément et voulait en finir. Après une cérémonie funèbre en présence de la famille et du dernier carré de fidèles, Mobutu est inhumé dans un modeste tombeau en forme de chapelle au cimetière européen de Rabat, réservé aux non-musulmans. Une sépulture presque anonyme, que seules trois lettres entrelacées sur la pierre permettent d'identifier, MSS, les initiales posthumes du défunt. À l'heure de sa gloire, Mobutu répétait volontiers : « On ne dira jamais de moi : voilà l'ex-président du Zaïre, mais : ci-gît Mobutu, président du Zaïre. » Et pourtant, ex-président il fut. Pendant un peu plus de cent jours, après sa chute et sa fuite. Ex-président, il gît depuis vingt ans. Mobutu n'est pas mort au pouvoir. Il n'est pas mort dans son pays. Double affront du destin. Et nul ne sait si ses ossements reposeront un jour sur cette terre où, selon la tradition bantoue, l'attendent ses ancêtres.

Épilogue

Simon est un chauffeur de taxi parisien originaire de Kinshasa. Comme beaucoup d'Africains de France qu'unissent deux continents, il se sent un peu « congaulois », selon le joli mot du grand poète de Pointe-Noire, Tchicaya U Tam'si. Mais il reste avant tout zaïrois dans l'âme. La boîte vocale de son téléphone portable vous accueille... en diffusant la voix lente et caverneuse du défunt « Grand Léopard » en train de prononcer un discours. Simon est un nostalgique de Mobutu, singularité bien moins rare qu'on ne pourrait le croire.

Vingt ans après la chute et la mort de l'ancien dictateur, l'évocation de son règne suscite, chez beaucoup de citoyens de la République démocratique du Congo (RDC), soupirs et regrets. Oubliés la tyrannie, les crimes de sang, le pillage éhonté des richesses nationales par le chef et sa clique. Dans un pays où l'Église encourage la culture du pardon, ce pardon que Mobutu n'eut jamais l'humilité de demander à son peuple après l'avoir tant fait souffrir, la mémoire collective, et magnanime, ne veut se souvenir que des éclats de gloire et des années de grandeur.

Les nostalgiques de Mobutu lui savent gré d'avoir façonné l'identité du Congo/Zaïre, en le réinventant à partir de ses quelque quatre cents tribus, d'avoir doté son peuple d'une conscience nationale, forgé et protégé son unité, d'avoir exalté la personnalité de ce vaste et riche pays qui palpète au cœur de l'Afrique. Ils le gratifient d'avoir, après cinq années d'un chaos sanglant, imposé et maintenu la paix civile pendant trois décennies, fût-ce au prix d'une répression sans merci et malgré deux chaudes alertes au Shaba. Ils lui sont reconnaissants d'avoir, grâce

à son intelligence stratégique, fait du Zaïre, pendant la première moitié de son règne, un acteur international respecté et courtoisé par les grandes puissances, dans un jeu d'influences et de manipulations réciproques. Ils constatent que ses deux successeurs – Kabila père et fils –, sans posséder son style et son talent, n'ont pas été plus démocrates que lui.

L'histoire, elle, a déjà jugé Mobutu. Sévèrement. Les analystes les plus tolérants peuvent faire valoir qu'il a su, dans les années 1960, unifier en effet son immense pays, laissé dans un piètre état par le colonisateur belge. Aux yeux des autres, Mobutu restera une caricature de dictateur pillard, détournant des milliards de dollars à son profit et à celui de sa bande avec la cynique complicité, au moins tacite, des Occidentaux qui fermèrent trop longtemps les yeux sur ses forfaits.

Ce verdict de l'histoire aurait sans doute été moins brutal si Mobutu avait su, après avoir régné par la violence et la vénalité, quitter le pouvoir à temps, dans la dignité. En s'effaçant dès 1990, au moment même où il démocratisait son régime, il eût sans doute laissé l'image d'un homme d'État enfin gagné par la « sagesse » et préparant sa succession en douceur, à l'instar d'autres présidents africains, comme l'Ivoirien Houphouët-Boigny ou le Sénégalais Senghor. Le règne de Mobutu laisse, dans son sillage, la sensation d'un immense gâchis. Ses deux ressorts, la violence et l'argent, ont terrorisé et corrompu deux générations de Zaïrois. On rêve à ce qu'aurait pu devenir son pays si Mobutu avait réussi son rendez-vous avec l'histoire en canalisant, pour le meilleur, l'énergie positive et le génie créatif hors pair du peuple congolais.

Chronologie

- 14 octobre 1930** **Naissance de Joseph-Désiré Mobutu à Lisala (province de l'Équateur).**
- 1936 La famille de Mobutu s'installe à Léopoldville.
- Août 1938 Mort du père adoptif de Mobutu.
- 1938 La mère de Mobutu retourne avec ses enfants en Équateur.
- 1939-1949 Mobutu fréquente diverses écoles missionnaires, au gré des errances familiales.
- Février 1950** **Recruté de force dans l'armée coloniale pour sept ans.**
- Décembre 1950 Intègre l'école des sous-officiers de Luluabourg.
- Janvier 1953 Diplôme de secrétaire-comptable-dactylo.
- 1^{er} avril 1954 Promu sergent.
- 1955 Marié civilement avec Marie-Antoinette Gbiaténé (elle a 14 ans).
Naissance du premier enfant, Jean-Paul.
- Avril 1956 Débute dans le journalisme. Écrit pour le journal *L'Avenir* et son supplément *Actualités africaines* sous le nom de plume de Jean de Banzy.
- 31 décembre 1956** **Quitte l'uniforme.**
- Mars 1957 Premier article signé Mobutu dans *Actualités africaines*.
- Juin 1957 Se lie d'amitié avec Patrice Lumumba.

- Juin-juillet 1958 Premier voyage en Belgique à l'occasion de l'Expo 58.
- Août 1958 Devient rédacteur en chef d'*Actualités africaines*.
- Octobre 1958 Patrice Lumumba fonde le Mouvement national congolais (MNC).
- Décembre 1958 Mobutu adhère au MNC.

1959

- 4 janvier** **Graves émeutes à Léopoldville.**
- 13 janvier Le roi Baudouin promet l'indépendance au Congo.
- Février Bref voyage à Bruxelles à l'invitation de la Sabena.
- 31 mars Mobutu dit adieu à ses lecteurs. Il devient le représentant en Belgique d'*Actualités africaines*.

1960

- 20 janvier Ouverture de la table ronde politique à Bruxelles. La date de l'indépendance est fixée au 30 juin.
- 26 avril-16 mai Mobutu participe à la table ronde économique et financière à Bruxelles.
- 25 mai Le MNC remporte les élections législatives et provinciales.
- 10 juin Mobutu rentre au Congo.
- 24 juin Lumumba, Premier ministre, forme son gouvernement. Mobutu secrétaire d'État à la présidence du Conseil.
- 30 juin** **Cérémonie d'indépendance en présence du roi Baudouin.**
- 5 juillet Mutinerie à Léopoldville. Début d'exode des Européens.
- 8 juillet** **Mobutu promu colonel et chef d'état-major de l'armée.**
- 11 juillet Le Katanga fait sécession.

- 16 juillet Les premiers casques bleus arrivent au Congo.
9 août Le Sud-Kasaï fait à son tour sécession.
14 septembre Mobutu « neutralise » les politiciens.
16 septembre Un collège de commissaires généraux administre le pays.

1961

- 17 janvier Assassinat de Patrice Lumumba au Katanga.**
23 janvier Mobutu promu général, commandant en chef de l'armée.
9 février Joseph Ileo Premier ministre.
31 mars Antoine Gizenga se proclame président à Stanleyville.
22 juin Mobutu fait libérer Moïse Tshombe en résidence surveillée depuis trois semaines.
1^{er} août Cyrille Adoula Premier ministre.
17 septembre Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'ONU, trouve la mort dans un accident d'avion.
Décembre Fin de la sécession au Kasaï.

1962

- 14 janvier Arrestation de Gizenga.

1963

- 14 janvier Fin de la sécession katangaise.
31 mai Mobutu reçu à Washington par John F. Kennedy.
Août-octobre Mobutu suit un stage de parachutisme en Israël.

1964

- Janvier Pierre Mulele déclenche une rébellion lumumbiste au Kwilu.

Février-mai	La rébellion s'étend au Sud-Kivu et au Nord-Katanga.
12 juin	Mobutu héros de la bataille de Kamanyola.
10 juillet	Tshombe forme un gouvernement de « salut public ».
5 août	Les rebelles prennent Stanleyville et instaurent la terreur.
Novembre	Opérations « Dragon rouge » et « Ommegang ». Libération des Européens otages des rebelles à Stanleyville.

1965

Avril-novembre	Ernesto « Che » Guevara participe à un maquis au Congo.
18 octobre- 14 novembre	Éphémère gouvernement d'Évariste Kimba.
24 novembre	Mobutu prend le pouvoir lors d'un coup d'État.

1966

3 mai	Africanisation des noms des grandes villes du Congo.
19 mai	Tshombe déchu de son mandat parlementaire.
2 juin	Pendaison publique des « conjurés de la Pentecôte ».
30 juin	Lumumba proclamé « héros national ».
14 juillet	Révolte des ex-gendarmes katangais à Kisangani.

1967

1 ^{er} janvier	Congolisation de l'Union minière du Haut-Katanga.
6 mars	Procès de Tshombe, condamné à mort par contumace.
20 mai	Manifeste de la N'Sele, créant le MPR, parti unique.

- 24 juin Une nouvelle monnaie remplace le franc congolais : le zaïre.
- 30 juin Rapt aérien de Tshombe.
- 5 juillet Le mercenaire Jean Schramme attaque Kisangani.
- Novembre Défaite et exil des mercenaires.

1968

- 2 octobre Assassinat de Pierre Mulele.**

1969

- 4 juin L'armée tire sur les étudiants à Kinshasa.
- 29 juin Mort de Tshombe à Alger.
- Août L'Église dénonce les « penchants dictatoriaux » du régime.

1970

- 19 juin Le roi Baudouin revient au Congo, dix ans après.
- 29 juin Signature du traité d'amitié belgo-congolais.
- 4 août Mobutu reçu à Washington par Richard Nixon.
- 1^{er} novembre Mobutu réélu président triomphalement.

1971

- Janvier Violente crise entre l'Église et l'État.
- 13 février Mobutu exige le limogeage du cardinal Malula.
- 15 mai Mobutu accorde son pardon à Malula.
- Juin Deux mille étudiants envoyés à l'armée pour deux ans.
- 6 août Nationalisation des universités.
- 27 octobre Début de l'authenticité. Le Congo-Kinshasa devient le Zaïre.**

1972

- 12 janvier** **Le président prend un nouveau patronyme : Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga.**
- 13 février Mobutu accuse prêtres et missionnaires de « subversion ».
- 15 février Interdiction des prénoms chrétiens.
- Mai Interdiction des réunions religieuses, sauf la messe.

1973

- Janvier Mobutu reçu par Mao à Pékin.
- 4 octobre Le Zaïre rompt ses relations diplomatiques avec Israël.
- 30 novembre** **Zaïrianisation des entreprises.**

1974

Échec de la zaïrianisation

- Septembre Interdiction de l'enseignement catholique dans les écoles.
- 30 octobre Championnat du monde de boxe Ali-Foreman à Kinshasa.
- Décembre Le mobutisme est la « seule religion acceptable au Zaïre ».
Deuxième visite de Mobutu à Pékin.
- 31 décembre** **« Radicalisation » de l'économie.**

1975

- 25 janvier Fin du conflit Église-État. Restitution des écoles.
- Juin-juillet Annonce d'un complot manqué.
- 25 novembre** **« Rétrocession » de 40 % du capital des entreprises radicalisées.**

1977

- Mars-mai** **Première guerre du Shaba.**
- Juin Arrestation de Nguza Karl i Bond.
- Juillet Annonce du « plan Mobutu » de réforme économique.
- 10 septembre Nguza condamné à mort. Peine commuée en prison à vie.

1978

- Janvier Troubles dans la région d'Idiofa : entre quatre cents et deux mille morts.
- 17 mars Treize exécutions à Kinshasa.
- 13 mai** **Deuxième guerre du Shaba. Kolwezi aux mains des rebelles.**
- 20 mai Les paras français interviennent à Kolwezi.
- Juin Mise en place au Shaba d'une force interafricaine.
- 5 juin Échec du troisième lancement d'une fusée par la société Otrag.
- Juillet Les évêques dénoncent la corruption du régime.

1979

- Juillet Un expert du FMI, Erwin Blumenthal, rend un rapport sévère sur la corruption du régime qui ne sera publié qu'en octobre 1982.
Massacre de creuseurs de diamants au Kasai-Oriental. Plus de trois cents morts.

1980

- 4 février Mobutu dit non à toute nouvelle démocratisation.
- Mai Visite du pape Jean-Paul II.

- 1^{er} novembre Lettre ouverte de treize parlementaires dont Étienne Tshisekedi.
- 31 décembre Arrestation des « Treize ». Ils seront libérés un an plus tard.

1981

- Novembre Mobutu dépêche des troupes au Tchad.

1982

- 15 février** **Avec douze autres parlementaires, Tshisekedi fonde l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS).**
- Mai Le Zaïre rétablit ses relations diplomatiques avec Israël.
- Juin Les fondateurs de l'UDPS condamnés à quinze ans de prison.
- Octobre Mitterrand et Mobutu au sommet franco-africain à Kinshasa.
- Décembre** **Mobutu promu maréchal.**

1983

- Juillet Nouvel envoi de troupes zaïroises au Tchad.

1984

- 29 juillet Mobutu réélu président avec 99,16 % des suffrages exprimés.

1985

- Août Seconde visite de Jean-Paul II.

1986

L'aide américaine à l'Unita angolaise transite par le Zaïre.

1988

- Octobre Mobutu reçoit le ministre sud-africain « Pik » Botha.
 Décembre Début d'une grave crise belgo-zaïroise.

1989

- Août Réconciliation entre Kinshasa et Bruxelles.
 9 novembre Chute du mur de Berlin.

1990

- 14 janvier Début des « consultations populaires ».
24 avril Avènement du multipartisme. III^e République.
 11 mai Violences à l'université de Lubumbashi. Bruxelles suspend sa coopération bilatérale.
 20 juin Discours de Mitterrand au sommet de La Baule.
 Septembre Mobutu accueille Nelson Mandela à Goma et Kinshasa.

1991

- 7 août Ouverture de la Conférence nationale souveraine (CNS).**
 23-24 septembre Émeutes et pillages à Kinshasa. Intervention franco-belge.
 29 septembre Tshisekedi nommé Premier ministre.
 21 octobre Mobutu révoque Tshisekedi.
 25 novembre Nguza Karl i Bond Premier ministre.

1992

- 16 février « Marche de l'espoir » à Kinshasa. La troupe ouvre le feu.
 15 août La CNS élit Tshisekedi Premier ministre.

- 1^{er} décembre Mobutu révoque Tshisekedi.
6 décembre Clôture des travaux de la CNS.

1993

- 28-30 janvier Second pillage de Kinshasa. L'ambassadeur de France, Philippe Bernard, est tué par balles.
Février Washington, Bruxelles et Paris demandent à Mobutu de quitter le pouvoir. La France lui refuse un visa.
Octobre Mobutu participe au sommet franco-africain de Maurice.

1994

- 23 janvier Mise en place d'une Assemblée pléthorique (HCR-PT).
6 avril Le président rwandais Habyarimana meurt lors du crash de son avion touché par un missile. Début du génocide.
Avril-juillet Huit cent mille Tutsi et Hutu modérés sont massacrés.
Afflux de un à deux millions de Hutu rwandais au Kivu.
14 juin Le HCR-PT élit Léon Kengo wa Dondo Premier ministre.
Fin juin Le Zaïre base arrière de l'opération française « Turquoise ».
Novembre Mobutu participe au sommet franco-africain de Biarritz.

1995

- 29 juin Le Parlement prolonge de deux ans la « transition ».
22 octobre Mobutu participe au cinquantenaire de l'ONU à New York.
Novembre Chirac reçoit Mobutu à l'Élysée.

1996

- 22 août Mobutu, qui souffre d'un cancer, subit une opération de la prostate à Lausanne.
- Octobre Laurent-Désiré Kabila fonde l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL). Il dirige une rébellion avec l'appui du Rwanda et de l'Ouganda.
- 19 octobre L'AFDL revendique la conquête de la ville frontalière d'Uvira.
Les rebelles enchaînent victoire sur victoire.
- 16 novembre Tshisekedi appelle à l'union nationale.
- 21 novembre Rencontre Mobutu-Tshisekedi sur la Côte d'Azur.
- 17 décembre Retour triomphal de Mobutu à Kinshasa après quatre mois d'absence.
- 18 décembre Le général Mahele nouveau chef de l'armée.

1997

- 9 janvier Mobutu revient se soigner en France.
- 15 mars Chute de Kisangani.
- 21 mars Ultime retour de Mobutu à Kinshasa.
- 2 avril Tshisekedi Premier ministre pour la troisième fois.
- 9 avril Chute de Lubumbashi.
- 4 mai Rencontre Mobutu-Kabila parrainée par Mandela.
- 16 mai Mobutu fuit Kinshasa pour Gbado-Lite.
Mahele est assassiné.
- 17 mai Les troupes de l'AFDL entrent à Kinshasa.
- 18 mai Mobutu quitte définitivement le Zaïre.**
- 23 mai Mobutu s'exile au Maroc.
- 7 septembre Mobutu meurt à Rabat, à l'âge de 66 ans.**

Bibliographie

Études et témoignages en français (ou traduits en français)

- ATTALI (Jacques), *Verbatim*, Fayard, 1993.
- BARUTI (Baryl), BELLEFROID (Thierry), *Chaos debout à Kinshasa*, Glénat, préface de Colette Braeckman, 2016.
- BAYARD (Jean-François), *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Fayard, 2006.
- BLUMENTHAL (Erwin), *Zaïre, rapport sur la crédibilité financière internationale*, Info Zaïre, octobre 1982.
- BOISSONNADE (Euloge), *Le Mal zaïrois*, éditions Hermé, 1990.
- BRAECKMAN (Colette), *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, Fayard, 1992.
- , *Lumumba, un crime d'État*, Éditions Aden, 2009.
- CARDOSO (Bill), *KO à la 8^e reprise*, Allia, 2016.
- CASTERAN (Christian), LANGELLIER (Jean-Pierre), *L'Afrique déboussolée*, Plon, 1978.
- CHOMÉ (Jules), *L'Ascension de Mobutu*, Petite Collection Maspero, 1979.
- COHEN (Samy), SMOUTS (Marie-Claude), (sous la dir. de), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Presses de Sciences Po, 1985.
- COQUERY-VIDROVITCH (Catherine), FOREST (Alain), WEISS (Herbert), (sous la dir. de), *Rébellions-révolution au Zaïre 1963-1965* (2 vol.), L'Harmattan, 1987.
- CROS (Marie-France), MISSER (François), *Le Congo (RDC) de A à Z*, André Versaille éditeur/RFI, 2010.
- DEVLIN (Larry), *CIA, Mémoires d'un agent*, Jourdan éditeur, 2009.
- DE VOS (Pierre), *Vie et mort de Lumumba*, Calmann-Lévy, 1961.
- DE WITTE (Ludo), *L'Assassinat de Lumumba*, Karthala, 2000.
- DE WITTE (Ludo), MANCHIA (Nicolas), *Exclusif : le discours de Lumumba, texte fondateur*, Le Vif/L'Express, 27 juin 2015.
- DUNGIA (Emmanuel), *Mobutu et l'argent du Zaïre*, L'Harmattan, 1992.

- FOCCART (Jacques), *Foccart parle, entretiens avec Philippe Gaillard*, tome 2, Fayard/Jeune Afrique, 1997.
- GÉRARD-LIBOIS (Jules), *Sécession au Katanga*, Les études du CRISP, Bruxelles, 1963.
- , *Congo 59*, CRISP, documents belges et africains, Bruxelles, 1960.
- GÉRARD-LIBOIS (Jules), VERHAEGEN (Benoît), *Congo 62, Congo 63, Congo 64, Congo 65, Congo 66, Congo 67*, CRISP, Bruxelles.
- GISCARD D'ESTAING (Valéry), *Le Pouvoir et la Vie*, Compagnie 12, 2004.
- HOCHSCHILD (Adam), *Les Fantômes du roi Léopold, La terreur coloniale dans l'État du Congo, 1884-1908*, Tallandier, 2007.
- HONORIN (Michel), *La Fin des mercenaires, Bukavu, novembre 1967*, Robert Laffont, 1968.
- HUGEUX (Vincent), *Enfants de dictateurs*, First Histoire, 2014.
- HUYBRECHTS (André), MUDIMBE (Valentin-Yves), PEETERS (Léo), VANDERLINDEN (Jacques), VAN DER STEEN (Daniel), VERHAEGEN (Benoît), *Du Congo au Zaïre, 1960-1980 : essai de bilan*, Centre de recherches et d'information socio-politiques (CRISP), Bruxelles, 1981.
- ILOSONO (B.B.), *L'Épopée du 24 novembre, Témoignage*, Kinshasa, AS Éditions, 1985.
- JANSSEN (Pierre), *À la cour de Mobutu*, Michel Lafon, 1997.
- JORIS (Lieve), *Mon oncle du Congo*, Actes Sud, Babel, 2006.
- , *Danse du léopard*, Actes Sud, Babel, 2004.
- KAMITATU (Cléophas), *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa, Les crimes de Mobutu*, François Maspero, Cahiers libres, 1971.
- , *Zaïre, le pouvoir à la portée du peuple*, L'Harmattan, 1977.
- KANZA (Thomas), *Propos d'un Congolais naïf*, Présence africaine, 1959.
- KESTERGAT (Jean), *Congo, Congo, De l'indépendance à la guerre civile*, L'Ordre du jour/La Table Ronde, 1965.
- KESTERGAT (Jean), *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, Paul Legrain éditeur, 1986.
- KOVAR (Robert), *La Congolisation de l'Union minière du Haut Katanga*, Annuaire français de droit international, 1967, vol. 13, numéro 1.
- LACOUTURE (Jean), *Quatre hommes et leurs peuples, Sur-pouvoir et sous-développement*, Seuil, 1969.
- MAILER (Norman), *Le Combat du siècle*, Folio, 2002.
- MARTENS (Ludo), *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, Éditions EPO, Bruxelles, 1985.
- MASSON (Paul), *La Bataille pour Bukavu, Récits et reportages (mai/octobre 1964)*, Masson, 1965.

- MÉDARD (Jean-François), « L'État patrimonialisé », *Politique africaine*, n° 39, septembre 1990.
- MICHEL (Serge), *Uhuru Lumumba*, Julliard, 1962.
- MOBUTU, *Dignité pour l'Afrique, Entretiens avec Jean-Louis Remilleux*, Albin Michel, 1989.
- MONGUYA MBENGE (Daniel), *Histoire secrète du Zaïre*, Éditions de l'Espérance, 1977.
- MONHEIM (Francis), *Mobutu, l'homme seul*, Éditions actuelles, 1962.
- , *Mobutu, le point de départ*, Didier Hatier, 1985.
- NAGIFI (Valentin), *Les Derniers Jours de Mobutu à Gbado-Lite (Congo-Zaïre)*, L'Harmattan, Archive congolaise, 2015.
- NAIPAUL (Vidiadhar Surajprasad), *Un nouveau roi pour le Congo : Mobutu et le nihilisme de l'Afrique* (janvier-mars 1975) dans *Le Retour d'Eva Peron et autres reportages*, Christian Bourgois éditeur 10/18, 1989.
- NDAYWEL È NZIEM (Isidore), *Nouvelle histoire du Congo, Des origines à la République démocratique*, Le Cri, Afrique Éditions, 2009.
- OMASOMBO TSHONDA (Jean), *Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation*, Cahier d'études africaines, 2004.
- OMASOMBO TSHONDA (Jean), VERHAEGEN (Benoît), *Patrice Lumumba : jeunesse et apprentissage politique, 1925-1956*, Institut africain/CEDAF, Tervuren, 1998.
- , *Patrice Lumumba : de la prison aux portes du pouvoir, juillet 1956-février 1960*, L'Harmattan, 2005.
- RYCKMANS (François), *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge, 1940-1960*, éditions Racine, 2010.
- SCHOLL-LATOUR (Peter), *Mort sur le grand fleuve : du Congo au Zaïre, chronique d'une indépendance*, Presses de la Cité, 1988.
- SERVAN-SCHREIBER (Jean-Jacques), *Le Défi mondial*, Fayard, 1991.
- SMITH (Stephen), *Le Fleuve Congo*, Actes Sud, 2003, Photographies de Patrick Robert.
- SMITH (Stephen), GLASER (Antoine), *Ces messieurs Afrique, tome 2 : Des réseaux aux lobbies*, Calmann-Lévy, 1997.
- VAN REYBROUCK (David), *Congo. Une histoire*, Actes Sud, 2012.
- VANSINA (Jan), *Les Anciens Royaumes de la savane*, Institut de recherches économiques et sociales, Université Lovanium, Léopoldville, 1965.
- WAUTHIER (Claude), *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, quarante ans de politique africaine*, Seuil, 1995.

- WILLAME (Jean-Claude), *Chronique d'une opposition politique : l'UDPS (1978-1987)*, Les Cahiers du Centre d'étude et de documentation africaines, 1987.
- , *L'Automne d'un despotisme : pouvoir, argent et désobéissance dans le Zaïre des années 1980*, Karthala, 1992.
- , *Zaïre, l'épopée d'Inga, Chronique d'une prédation industrielle*, L'Harmattan, Villes et entreprises, 1986.
- YAMBUYA (Pierre), *L'Abattoir*, Éditions EPO, 1991.

Études et témoignages en anglais

- CAPUTO (Robert), *Lifeline for a nation, Zaire River*, article et photographies, *National Geographic*, novembre 1991.
- CLOSE (William T.), (with Malonga Miatudila), *Beyond the Storm, Treating the Powerless and the Powerful in Mobutu's Congo/Zaire*, Meadowlark Springs Productions, 2006.
- DAYAL (Rajeshwar), *Mission for Hammarskjöld, the Congo Crisis*, Princeton University Press, 1976.
- FORBATH (Peter), *The River Congo*, Secker & Warburg, 1978.
- HOARE (Mike), *Mercenary*, Londres, Corgi Books, 1968.
- KELLY (Sean), *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, The American University Press, 1993.
- MOCKLER (Anthony), *The New Mercenaries*, Londres, Sidwick & Jackson, 1985.
- REED (David), *111 Days in Stanleyville*, Londres, Collins, 1966.
- STOCKWELL (John), *In Search of Enemies*, New York, W. W. Norton, 1978.
- URQUHART (Brian), *A Life in Peace and War*, Harper & Row, 1987.
- WRONG (Michela), *In the Footsteps of Mr Kurtz*, Fourth Estate, 2000.
- YOUNG (Crawford), TURNER (Thomas), *The Rise and Decline of the Zairian State*, Madison, 1985.

Bandes dessinées

- DUCOUDRAY (Aurélien), VACCARO (Eddy), *Mobutu dans l'espace*, bande dessinée, Éditions Futuropolis, 2015.
- SAINT-MICHEL (Serge), BOUTTMAN (Alain) (scénario), FAGES (Dominique) (dessins), *Histoire du Zaïre, Il était une fois Mobutu*, bande dessinée, Afrique Biblio Club, Casterman, 1977.

Romans, théâtre

- CÉSAIRE (Aimé), *Une saison au Congo*, Seuil, 1973.
- CONRAD (Joseph), *Le Cœur des ténèbres*, 1899, Biblio-Le Livre de Poche, 2012.
- NAIPAUL (V. S.), *À la courbe du fleuve*, Albin Michel, 1982.
- NGANDU NKASHAMA (Pius), *Le Pacte de sang*, L'Harmattan, Encres noires, 1984.
- VARGAS LLOSA (Mario), *Le Rêve du Celte*, Gallimard, 2011.
- VILLIERS (Gérard DE), *SAS Panique au Zaïre*, Plon, 1978.
- , *SAS Zaïre Adieu*, Plon, 1997.

Médias et filmographie

- Actualités africaines*, supplément du quotidien congolais *L'Avenir*, 1956-1959.
- DELFOSE (Colin), *Les Éléphants blancs de l'ère Mobutu*, reportage photographique, revue *Le Tigre*, septembre 2014.
- MICHEL (Thierry), *Zaïre, le cycle du serpent*, Les films de la passerelle, 1992.
- , *Mobutu, roi du Zaïre*, un film (135 minutes) et une série TV (162 minutes), Cinélibre, 1999.

Index

- Adenauer, Conrad : 156
Adoula, Cyrille : 39, 52, 78, 90, 99, 100-103, 106, 107, 110, 116, 118, 144
Alexander, Henry : 69
Albert I^{er}, roi des Belges : 167, 186
Albert, prince royal : 87
Aldrin, Buzz : 225
Ali, Mohamed, alias Cassius Clay : 221-224
Amin Dada, Idi : 322
Anany, Jérôme : 144, 146, 147, 149
Armstrong, Neil : 225
Aspremont Lynden, Harold d' : 86, 93
Attali, Jacques : 296-298
- Bakajika, Isaac-Gérard : 163
Baker, James : 325
Balladur, Édouard : 349
Bamba, Emmanuel : 144-147, 149
Bangala, Alphonse, colonel : 145, 146
Banzy, Jean de : 27-29, 32, 35
Barre, Raymond : 316
Baudouin, roi des Belges : 25, 31, 37, 42, 55, 57, 86, 168, 180, 186, 194, 227, 307, 350
Bemba Saolona, Jeannot : 250, 349
Ben Bella, Ahmed : 124
Bernard, Philippe : 347
Birindwa, Faustin : 349
Bisengimana Rwema, Barthélémy : 234, 250, 359
Blouin, Andrée : 88
Blumenthal, Erwin : 271-276
Boboliko, André : 32
- Bobozo, Louis : 13,14, 63, 147, 154, 175
Bodenan, Francis : 156, 157
Bofossa, Charles : 275
Boka, Simon Pierre : 190
Bokassa, Jean-Bedel : 322
Bolikango, Jean : 40, 48
Bolya, Paul : 40
Bomboko, Justin : 63, 76-78, 90,175-178, 304
Bongo, Omar : 293, 322
Bonino, Emma : 382
Bosange, colonel : 266
Botha, Roelof Frederik « Pik » : 292
Boumediene, Houari : 157, 158, 227
Boutros-Ghali, Boutros : 369
Braeckman, Colette : 87, 218, 243, 267, 312, 328, 343
Brahimi, Lakhdar : 361
Brown, James : 224, 225
Bumba, Moaso, général : 235
Bunche, Ralphe : 80
Bush, George : 262, 289-291, 307, 325, 342, 350, 363, 368
- Cacoub, Olivier-Clément : 309, 374
Cahen, Alfred : 313
Cardoso, Mario : 52, 78
Carter, Jimmy : 289, 366
Casaroli, Agostino : 196
Casement, Roger : 21
Castro, Fidel : 88, 126, 175, 363
Ceașescu, Nicolae : 227, 299, 307
Césaire, Aimé : 145, 183

- Charette, Hervé de : 362
 Chirac, Jacques : 362, 363, 374
 Clinton, Bill : 350, 368, 369, 383
 Close, William : 57, 82, 149, 174, 181, 217, 303, 353, 355, 373
 Cohen, Herman : 342, 363
 Collins, Michael : 225
 Conrad, Joseph : 17, 19
 Cordier, Andrew : 80
 Cot, Jean-Pierre : 296
 Cumont, Charles de : 87
- Davignon, Étienne : 215, 301, 363
 Davister, Pierre : 27-29, 32, 43
 Dayal, Rajeshwar : 80, 87, 97
 Debus, Kurt : 244
 Decaux, Alain : 335
 Delcourt, M. : 8
 Delcourt, Mme : 9-11, 45
 Delvaux, Albert : 63
 Denard, Bob : 119, 154, 155, 158-160, 167
 Deng Ziaoping : 228
 Devlin, Larry : 50, 51, 70, 75, 76, 81, 82-90, 97, 100, 108, 109, 130, 131, 148, 149, 328
 De Vos, Pierre : 50
 Diomi, Gaston : 39, 40, 63
 Diomi Pierre (docteur) : 305, 393
 Dos Santos, Eduardo : 292
 Dulles, Allen : 88, 89, 294
 Dungia, Emmanuel : 304
- Eban, Abba : 228
 Ebaya, Eugène : 114
 Efomi, Pierre, major : 145
 Eisenhower, Dwight : 88, 90
 Elizabeth II, reine d'Angleterre : 227
 Engulu, Baanga Mpongo, Léon : 199, 234
 Erulin, Philippe, colonel : 268
 Eshkol, Lévy : 110
 Eyadema, Gnassingbe : 393
 Eyskens, Gaston : 57, 58, 70
 Eyenga, Rosalie : 12
- Fangbi, Nzanga : 320
 Fanon, Frantz : 325
 Fayçal, roi : 227
- Foccart, Jacques : 155, 294, 361, 362, 364
 Foreman, George : 221- 224
- Gandhi, Indira : 227
 Gandhi, Mohandas Karamchand : 41, 79
 Gat, Julien : 94
 Gaulle, Charles de : 31, 34, 83, 157, 176, 180, 186, 227, 294, 297, 362
 Gbémani, Albéric : 8, 9
 Gbenye, Christophe : 71, 81, 95, 111, 115, 120, 121, 128
 Gengba, Léonie : 391
 Genge, André : 28, 40
 Giscard d'Estaing, Olivier : 323
 Giscard d'Estaing, Valéry : 205, 243, 262, 267, 268, 294, 297
 Gizenga, Antoine : 71, 81, 91, 95, 100-103, 105, 119
 Godley, George McMurtrie : 130, 154
 Goldwater, Barry : 131
 Gorbatchev, Mikhaïl : 292
 Gottlieb, Sidney : 90
 Goukouni Oueddei : 289
 Gras, Yves, colonel : 267
 Groote, Jacques de : 164, 169
 Guevara, Ernesto « Che » : 124-126, 367
- Habré, Hissène : 291, 322
 Habyarimana, Juvénal : 323, 357-360, 394
 Hammarskjöld, Dag : 68, 92, 96, 106
 Hassan II, roi : 262, 264, 323, 374, 394
 Hoare, Mike : 119, 120, 123-125, 128
 Horn, Carl von : 69
 Houphouët-Boigny, Félix : 293, 296, 302, 310, 362, 398
 Hugo, Victor : 36
 Humphrey, Hubert : 179
- Ilanga, Victor : 252
 Ileo, Joseph : 31, 39, 72, 90, 91, 96, 350
 Inongo, Sakombi : 201, 203, 214, 234, 251, 299, 302, 303, 306
- Janssen, Pierre : 215, 305, 311, 313, 314, 319, 322, 345, 347, 361, 363, 364, 387, 388
 Janssens, Émile : 17, 61, 62

- Jean-Paul II : 200, 302, 310, 317, 318
 Johnson, Lyndon : 131
 Joris, Lieve : 302
 Juan Carlos, roi d'Espagne : 307
- Kabanga, Eugène, archevêque : 246
 Kabasele, Joseph, alias Grand Kallé : 31, 51, 190
 Kabila, Joseph : 398
 Kabila, Laurent-Désiré : 115, 125, 126, 366, 367, 369, 373, 375, 377, 378, 379-385, 388-390, 398
 Kabongo, Pasteur : 338
 Kadhafi, Mouammar : 279, 288, 289, 332
 Kagame, Paul : 357, 367-369
 Kalondji, Albert : 46, 70, 91, 102, 103, 105
 Kalume, Charles, major : 254
 Kamitatu, Cléophas : 48, 68, 71, 72, 92
 Kandé, Jean-Jacques : 28, 145, 146
 Kandolo, Damien : 55, 78
 Kanza, Daniel : 40
 Kanza, Philippe : 28, 35, 78
 Kanza, Thomas : 32, 248
 Kasadi, Ferdinand : 93
 Kasa-Vubu, Joseph : 38-43, 45, 54-59, 63-65, 67-69, 71-77, 79, 87, 89, 90-92, 95-98, 100, 110, 116, 118, 119, 127-132, 134, 135, 141, 153, 186, 212
 Kashamura, Anicet : 63, 71, 81
 Kasongo, Martin : 257
 Kassongo, Maurice : 28, 35, 38
 Kayser, Lutz : 244, 245
 Kébé, Babacar : 305
 Kengo wa Dondo, Léon : 250, 277, 352, 354, 355, 371, 373, 376, 378
 Kennedy Jacqueline : 51
 Kennedy, John Fitzgerald : 93, 107-109, 294
 Kettani, Ben Hammou : 73, 80
 Ketulle, Raphaël de la : 9
 Kharafer, Naïm et Harif : 354
 Khrouchtchev, Nikita : 68, 91, 101
 Kibassa Maliba, Frédéric : 284
 Kimba, Évariste : 127-129, 132, 144, 146, 147, 149
 Kimbangu, Simon : 144
- Kim Il-sung : 227
 Kin Kiey, Tryphon : 291
 Kissinger, Henry : 222, 253, 254
 Kithima bin Ramazani, Alphonse-Roger : 328
 Kokolo, Justin : 79, 80
 Kolingba, André : 322
 Kouchner, Bernard : 333
- Lacaze, Jeannou : 316
 Lacouture, Jean : 201, 247
 Ladawa, Bobi : 200, 316, 318, 319, 322, 363, 372, 387, 393
 Laurent, Charles : 123
 Léopold II, roi des Belges : 17-22, 55, 186, 217
 Leroy, Pierre : 48
 Lihau, Marcel : 285
 Likulia Bolongo, Norbert : 380, 389
 Litho Moboti, Jean : 128, 248, 275, 318
 Livingstone, David : 18
 Luambo, François, alias Franco : 31, 190, 207, 225, 234, 252
 Lubaya, André-Guillaume : 177, 178
 Lumumba, Patrice : 34-43, 46-51, 53, 55-59, 62-65, 67, 69-79, 81, 85-95, 97, 99-101, 111, 119, 120, 124, 127, 151-153, 156, 161-163, 175, 179, 254, 287, 381
 Lumumba, Pauline : 36
 Lundula, Victor : 35, 36, 64, 73, 81, 101, 102
- Machiavel, Nicolas : 83, 130, 149
 Mandrande Tanzi, Prosper : 258
 Magritte, René : 133
 Mahamba, Alexandre : 144, 146, 148, 149
 Mahele Bokungu, Donatien : 268, 340, 341, 373, 374, 376, 382, 387, 389, 390, 392
 Mailer, Norman : 177
 Maître Taureau : 31
 Makeba, Myriam : 224
 Makoso, Gabriel : 28, 58
 Malula, Joseph : 33, 138, 193-197, 200, 258, 318

- Mandela, Nelson : 292, 293, 325, 375, 380, 383, 384, 388, 394
Mannoni, Eugène : 78
Manzikala, Jean Forster : 155
Mao Zedong : 91, 227, 228
Marlière, Louis : 14, 15, 63, 87
Mbeki, Thabo : 378
Mbumba, Nathanaël : 260
McCurry, Michael : 380
Meir, Golda : 110
Michel, Serge : 88
Michels, Gabriel : 94
Micombero, Michel : 323
Miterrand, François : 295-297, 307, 315, 333, 340, 349, 351, 353, 360, 361
Miterrand, Jean-Christophe : 297, 316
Mobutu, née Gbiaténé, Marie-Antoinette, première épouse : 15, 194, 200, 252, 310, 317, 318, 320, 394
Mobutu, Konga : 306
Mobutu, Kongulu : 321, 340, 295, 389, 390, 392
Mobutu, Manda : 320, 321, 347
Mobutu, Ngawali : 379
Mobutu, Nyiwa, ex-Jean-Paul : 15, 320, 306, 249
Mobutu, Nzanga : 219, 379, 383, 388, 389, 393
Mobutu, Yaki : 313, 345
Mokolo wa Mpombo, Édouard : 326, 330
Mondjolomba, Eketebi : 13, 14
Monheim, Francis : 25, 35, 38, 49, 83
Monsengwo, Laurent : 344, 352, 365, 382, 384
Monzimba, Joseph, colonel : 140
Morel, Edmund Dene : 21
Motoko, Lembi, colonel : 393
Moumié, Félix : 58
Movoto, Kelewe : 318
Mpika, André, major : 253
M'polo, Maurice : 69, 71, 93
Mukamba, Jonas : 93, 354
Mukandila, Paul, commandant : 387, 392
Mukendi, Aubert : 48, 149, 345
Mulamba, Léonard : 132, 134, 154, 155
Mulele, Pierre : 81, 82, 95, 111-117, 126-177, 257, 201, 367
Mulumba Lukoji, Crispin : 338
Mungul-Diaka, Bernardin : 156, 225, 342
Munongo, Godefroid : 67, 93, 94, 99, 80, 154
Museweni, Yoweri : 357, 367, 380
Mutuale, lieutenant : 266, 267
Naipaul, V. S. : 186, 251
Napoléon, Bonaparte : 83, 150
Nasser, Gamal Abdel : 53, 124, 227
Ndaywel è Nziem, Isidore : 33
Ndele, Albert : 52, 77-79, 90, 164, 169, 178
Nendaka, Victor : 48, 53, 78, 91, 93, 96, 123, 178
Neto, Agostinho : 261, 262
Ngalula, Joseph : 39, 40, 282
Ngama, Kossia : 318, 319, 391
Ngbanda, Honoré : 379
Nguvulu, Alphonse : 39
Nguza Karl i Bond, Jean : 219, 220, 267, 276, 285, 343, 345
Nimeiry, Gaafar : 322
Nixon, Richard : 180, 181, 227
Nkema Liloo, Roger : 330
Nkrumah, Kwame : 40, 69, 78, 129, 183
Nkuli, Albert : 40
Ntaryamira, Cyprien : 357
Nyerere, Julius : 151, 183, 367
Nzimbi, Étienne : 389, 390
O'Brien, Conor Cruise : 105
Ojjeh, Akram : 316
Okito, Joseph : 93
Olenga, Nicolas : 120
Orsenna, Erik : 333
Otu, Stephen : 69
Pakassa, Vital : 83, 102
Paul VI : 148, 196
Pelletier, Jacques : 299
Penchenier, Georges : 25
Peres, Shimon : 110
Petrušić, Yugoslav, colonel Dominik : 391
Picasso, Pablo : 48
Pinzi, Arthur : 40
Pompidou, Georges : 227, 294, 297

- Powis de Tenbossche, John : 149
 Puren, Jeremiek : 158
- Quayle, Dan : 332
- Raja, K.A.S., général : 105
 Ray, Danny, alias Big Black : 222
 Reagan, Ronald : 289, 292, 293, 227
 Réthoré, Henri : 297, 304, 315, 337, 340, 341
 Richardson, Bill : 383
 Roberto, Holden : 261, 262
 Ross, André : 220, 263, 267, 268
 Rousseau, Jean-Jacques : 36
 Rousseau, Viktor : 149
 Roussin, Michel : 351
- Sadate, Anouar al- : 290
 Sahnoun, Mohamed : 379
 Salinas de Gortari, Carlos : 298
 Sassou Nguesso, Denis : 322, 337
 Savimbi, Jonas : 261, 262, 292, 228, 375, 393
 Schramme, Jean : 119, 154, 155, 158-160, 167
 Sékou Touré, Ahmed : 88, 227
 Senghor, Léopold Sedar : 183, 184, 209, 398
 Servan-Schreiber, Jean-Jacques : 272
 Seti Yale, Jean : 250
 Simpson, Daniel : 383
 Soete, Gérard : 94
 Sombo, Marie-José : 28
 Son, François : 94
 Sophie, reine d'Espagne : 307
 Soumialot, Gaston : 115, 116, 120, 128
 Speroni, Norberto : 312
 Stanley, Henry Morton : 14, 18, 19, 186, 272
- Tabu Ley, Pascal Emmanuel, alias Roche-
 reau : 190, 207, 225
 Tchicaya, U Tam'si : 397
 Tempelman, Maurice : 51
 Timberlake, Clare : 89
- Tito, Josip Broz : 53
 Tombalbaye, François : 322
 Tshatshi, Joseph Damien, commandant : 154
 Tshipola, Ferdinand, colonel : 153, 156
 Tshisekedi, Étienne : 281-283, 286, 287, 338, 341-346, 349, 351-353, 355, 365, 371, 378-382
 Tshombe, Moïse : 46, 67, 70, 81, 91, 93-100, 105-108, 118-121, 124, 126-131, 134, 138, 139, 153, 155-158, 161, 260, 271
 Tumba, Bertin : 40
 Tzur, Tzvi : 110
- Ugeux, William : 44
 U Thant, Maha Thray Sithu : 107
- Van Bilsen, Jef : 31
 Vandewalle, Frédéric : 49, 120
 Van Hemelrijck, Maurice : 40
 Van Lierde, Jan : 56
 Van Reybrouck, David : 59, 152, 329, 346, 359, 382
 Vansina, Jan : 169
 Vargas Llosa, Mario : 20
 Verckys, Kiamwangana : 197
 Verscheure, Frans : 94
 Voltaire : 14, 36
 Vunduawe, Félix : 379
- Wallef, Louis : 165
 Wapenhans, Willy : 273
 Weber, Guy : 67
 Weber, Max : 211
 Wells, Melissa : 350
 Wezago, général : 390
- Yabwa, Élodie : 317
 Yambuya, Pierre : 251, 255, 258, 264, 266
 Yemo, Marie-Madeleine, dite Mama : 8-11, 180, 278, 317
 Youlou, Fulbert : 111
- Zola, Émile, sénateur : 138

Remerciements

Je remercie tous ceux qui, avec un intérêt amical, ont guidé mes recherches, répondu à mes questions et m'ont apporté leurs témoignages, en particulier : Colette Braeckman, Étienne Davignon, Jacques de Groot, Ludo De Witte, José-Alain Fralon, Lieve Joris, Thierry Michel, Jean Omasombo Tshonda, Henri Réthoré, Simone Reumont, André Ross, Viktor Rousseau, François Ryckmans. Je remercie aussi le service de documentation du *Monde* et le département des périodiques de la Bibliothèque royale de Belgique.

Table

1. Sous le signe du léopard	7
Mama Yemo.....	8
De père inconnu.....	9
Soldat malgré lui.....	12
2. Le lourd héritage de Léopold.....	17
Un système esclavagiste.....	19
La pratique des mains coupées.....	21
La « trinité » coloniale	22
Un apartheid de fait.....	24
3. Journaliste à tout faire	27
Faits divers et politique	28
Moraliste et impatient	30
Premier voyage en Belgique	32
4. Joseph et Patrice.....	35
L'ascension de Lumumba.....	36
Mobutu adhère au MNC.....	39
Émeute à Léopoldville	41
Baudouin promet l'indépendance	42
5. Indépendance cha cha	45
Libérer Lumumba.....	46
Ce sera le 30 juin	48
La CIA le repère	50
Secrétaire d'État.....	53

6. Le feu aux poudres.....	55
Un discours provocateur.....	56
Pas d'élites, pas d'ennuis.....	59
Des soldats frustrés.....	60
Face aux mutins.....	63
7. Le « colonel noir » entre en scène.....	65
La sécession du Katanga.....	66
Petite guerre contre l'ONU.....	69
Kasa-Vubu contre Lumumba.....	71
Le premier coup d'État.....	72
8. L'ami de la CIA.....	75
Un gouvernement d'étudiants.....	76
Guerre des nerfs avec l'ONU.....	78
Une armée sans discipline.....	80
Charismatique et courageux.....	81
9. Mort sans sépulture.....	85
L'argent belge.....	86
L'aide soviétique.....	88
Dentifrice empoisonné.....	89
La fuite du « grand lapin ».....	91
Une grossière mascarade.....	93
10. En réserve de la République.....	95
Reprendre en main l'armée.....	96
Tshombe prisonnier.....	98
Cyrille Adoula, Premier ministre.....	99
Le fauteuil vide de Gizenga.....	101
11. Du Katanga au Kwilu.....	105
La mort de « M. H. ».....	106
Tshombe vaincu.....	107
Kennedy reçoit Mobutu.....	109
Une nouvelle Constitution.....	110
Mulele entre en scène.....	111
12. Le temps de la terreur.....	113
« Simba ! Mulele mai ! ».....	115
Le héros de Kamanyola.....	117

L'appel aux mercenaires	118
Massacres à Stanleyville	120
13. Le second coup d'État.....	123
Che Guevara dans le maquis	124
Tshombe triomphe	126
L'éphémère gouvernement Kimba.....	127
Lieutenant-général.....	129
La lecture de Machiavel	130
14. Naissance d'une dictature.....	133
Le Parlement approuve, le peuple applaudit	134
« Retroussons nos manches ! ».....	136
« À la moindre incartade, crac dedans ! ».....	138
L'Afrique réhabilite Mobutu	140
15. Les pendus de la Pentecôte	143
Une machination diabolique.....	144
Une caricature de procès.....	146
La foule en panique	148
Lumumba, « héros national ».....	150
16. <i>Exit</i> Tshombe.....	153
Les mutins de Kisangani.....	154
Rapt aérien dans le ciel des Baléares	156
Schramme et Denard attaquent	158
La fin des mercenaires.....	159
17. Adieu au « Congo de papa »	161
Campagne antibelge	162
Feu l'Union minière	164
Le tiers monde applaudit Mobutu	166
Une nouvelle monnaie	168
18. Ni à droite, ni à gauche, ni au centre.....	171
Le MPR, parti de masse.....	172
L'assassinat de Mulele.....	174
Crise entre les deux Congo.....	176
Révoltes étudiantes	179
Baudouin, de Gaulle, Nixon	180

19. Le Zaïre authentique.....	183
Une révolution culturelle.....	184
« À bas le costume ! ».....	187
Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga.....	190
20. Dieu et César.....	193
Feu sur le cardinal Malula.....	194
Les prêtres ? Des « agents subversifs ».....	196
Une crise à rebondissements.....	198
Mobutu, le Messie noir.....	199
21. Le Guide suprême.....	201
Le « couple indissociable » information-propagande.....	202
Le chef « marié » au peuple.....	203
Le passé comme repoussoir.....	205
Un one-man-show.....	206
Le parti-État.....	207
22. Au royaume du « matabiche ».....	211
La corruption comme mode de vie.....	212
« Servir, oui ! Se servir, non ! ».....	214
Les précieuses mallettes Vuitton.....	215
« Tout se vend, tout s'achète ».....	216
Le jeu de chaises musicales.....	218
23. L'apogée.....	221
Boxe et politique.....	222
Soul, salsa et rumba.....	224
Trois cosmonautes à Kinshasa.....	225
Deux fois chez Mao.....	227
Entre Israël et le monde arabe.....	228
24. Chronique d'un désastre.....	231
Le partage du butin.....	232
La ruée des « acquéreurs ».....	233
Incompétence et cupidité.....	235
La « radicalisation ».....	236
Volte-face et mea-culpa.....	238
25. La banqueroute.....	241
Éléphants blancs.....	242
Aventure spatiale sans lendemain.....	243

Monnaie de singe	245
Une si grande famille.....	247
Entre tribu et tribalisme.....	248
26. Par le sang répandu.....	251
Meurtres par procuration	253
L'armée de tous les trafics	255
Priorité à la sécurité du Guide.....	256
27. Deux fois sauvé au Shaba	259
Le retour des gendarmes katangais	260
Mésaventures en Angola.....	262
Le Maroc et la France à la rescousse.....	263
Kolwezi mise à sac.....	265
L'exploit du 2 ^e REP.....	267
28. Le Zaïre sous tutelle	271
L'étroite surveillance du FMI	272
L'accablant rapport Blumenthal.....	273
L'impunité des « grands léopards ».....	275
Six dévaluations	276
Les « ventrés » et les « moineaux »	278
29. L'opposition redresse la tête	281
Ouverture sans lendemain	282
Un parti illégal, l'UDPS.....	284
Mobutu maréchal.....	285
Bulletins rouges, bulletins verts	287
30. Vent d'ouest, vent d'est.....	289
L'ami George Bush	290
Médiateur sur l'Angola	292
Mieux vaut un dictateur connu... ..	293
Quatre marabouts contre Mitterrand.....	295
Colère antibelge.....	297
31. L'homme du fleuve.....	301
Prédateur sexuel	302
Sorcières et fétiches.....	304
Le règne des marabouts.....	304
Le bateau <i>Kamanyola</i> , présidence flottante	307

32. Deux palais dans la jungle	309
Une débauche de marbre	310
Mobutu absent, le décor se vide	311
Des moutons argentins.....	312
Petrus et Laurent Perrier.....	313
Folies au cap Martin.....	315
33. Ménage à trois	317
Le règne des jumelles.....	318
Complices et rivales.....	319
Trois fils morts du sida	320
Les billets volent au vent	322
34. La III ^e République	325
La parole au peuple.....	326
La fin du parti-État.....	327
Piégé par la Constitution.....	329
Massacre à Lubumbashi.....	331
« Mais calmez-vous, madame »	332
Des partis par centaines.....	334
35. Palabres et pillages.....	337
La Conférence nationale souveraine.....	338
Le saccage de Kinshasa	339
L'entremise de la France	341
La « marche de l'espoir »	343
Tshisekedi Premier ministre	344
La planche à billets.....	346
36. L'interminable transition.....	349
« Je suis en très bonne santé »	350
Tshisekedi piégé.....	351
« Les zaïres-prostate »	353
Les élections encore repoussées.....	354
37. L'automne du patriarche	357
Banyarwanda et Banyamulenge	358
Le génocide rwandais.....	360
Le retour en grâce.....	361
Président fantôme.....	363
L'aggravation du cancer.....	364

38. Le grand retour de Kabila	367
L'invasion rwandaise	368
Défaite sur défaite	370
« Papa maréchal » accueilli en sauveur	371
Un général compétent à la tête de l'armée	373
Retour en France	374
La chute de Kisangani	375
39. Crépuscule en solitaire	377
Cloîtré au bord du fleuve	378
Tshisekedi de nouveau Premier ministre	379
Mandela entre en scène	380
Massacres anti-Hutu	382
Rencontre à bord de l' <i>Outeniqua</i>	383
40. Les derniers jours	387
La nuit la plus longue	388
L'assassinat du général Mahele	389
La colère des soldats vaincus	391
Embarqué de force	392
L'exil et la mort	394
<i>Épilogue</i>	397
<i>Chronologie</i>	399
<i>Bibliographie</i>	411
<i>Index</i>	417
<i>Remerciements</i>	423

Composition et mise en pages
Nord Compo à Villeneuve-d'Ascq

Dépôt légal : mars 2017